

Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

« Eigen koeien en appelen eerst! »

L'écologie politique du Vlaams Belang

Auteur : Louis Droussin

Promoteur : Dr. Benjamin Biard

Lectrice : Pr. Dr. Nathalie Schiffino-Leclercq

Année académique 2023-2024

Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité
spécialisée : *democratic innovations and transformations*

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants¹ en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.



¹ Les mots employés dans ce mémoire sont utilisés dans leur sens épïcène, ce qui signifie qu'ils désignent toute personne, indépendamment du genre auquel celle-ci s'identifie.

Remerciements

Avant de me plonger dans le cœur de ce mémoire, j'aimerais prendre un moment pour remercier toutes celles et tous ceux qui en ont rendu possible la réalisation.

Mes plus grands remerciements vont tout d'abord à mon promoteur, le Dr. Benjamin Biard, pour son aide constante et ses conseils avisés tout au long de ce travail. Son expertise sur la question de l'extrême droite, sa grande empathie et la liberté qu'il m'a laissée dans le cadre de l'écriture de ce mémoire m'ont été très précieuses. J'ai pris beaucoup de plaisir à travailler en sa compagnie. Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à la professeure Nathalie Schiffino-Leclercq, ma lectrice, pour le temps qu'elle consacrera à la lecture et à l'évaluation de ce mémoire.

Je suis aussi extrêmement reconnaissant envers toutes les personnes, chercheurs et amis, qui ont contribué de près ou de loin à l'aboutissement de ce mémoire. Je pense en particulier à Elisa Minsart, pour nos débats stimulants, ses nombreux encouragements, ses relectures minutieuses et l'amitié qui nous lie. Un grand merci à Manoëlle Koninkcx pour m'avoir soufflé l'idée de ce mémoire il y a de cela presque deux ans, ainsi qu'à Antoine Dubiau pour son travail de grande qualité, son temps et nos échanges enrichissants sur le sujet.

Je n'oublie bien évidemment pas ma famille, et plus particulièrement mes parents, qui ont su supporter avec patience et bienveillance mon perfectionnisme au quotidien.

Enfin, pour tout l'amour qu'elle a apporté à ses proches (moi y compris) durant sa (trop courte) vie et pour m'avoir éveillé aux enjeux de migrations, je dédie ce mémoire à ma grand-mère, Grany, qui aurait très certainement été intéressée par le sujet de ce travail.

Merci à toutes et à tous, et bonne lecture.

Table des matières

Introduction.....	5
1 Cadrage : le Vlaams Belang, un parti d'extrême droite ?.....	11
1.1 La notion d'« extrême droite »	11
1.1.1 « Extrême droite » : définition et composantes essentielles	11
1.1.2 « Extrême droite » : un « concept parapluie ».....	14
1.2 Le Vlaams Belang	17
1.2.1 Historique du parti : d'un parti ethnorégionaliste à un parti de droite radicale populiste	17
1.2.2 Caractéristiques idéologiques : un parti ethnorégionaliste de droite radicale populiste, conservateur, eurosceptique et au positionnement socioéconomique ambigu.....	19
2 Revue de la littérature : une écologie d'extrême droite est-elle possible ?	23
2.1 Les partis d'extrême droite et l'écologie	23
2.1.1 Première thèse : l'écologie est intrinsèquement conservatrice.....	24
2.1.2 Deuxième thèse : l'écologie est intrinsèquement de gauche, et elle ne peut pas être d'extrême droite	29
2.1.3 Troisième thèse : l'écologie politique est historiquement associée à la gauche, mais d'autres conceptions politiques de l'écologie peuvent exister	38
2.2 Le Vlaams Belang et l'écologie.....	45
2.2.1 Le Vlaams Belang et le changement climatique	45
2.2.2 Le Vlaams Belang et les enjeux environnementaux plus locaux	46
3 Dispositif méthodologique.....	53
3.1 Hypothèses	53
3.2 Choix du cas d'étude : le Vlaams Belang.....	55
3.2.1 Le VB : un parti résilient, prototypique, influent et fort électoralement.....	55
3.2.2 Le VB : un parti peu étudié dans la littérature pour son positionnement écologique.....	57
3.3 Collecte des données	62
3.3.1 Les programmes électoraux.....	62
3.3.2 Les tweets	63
3.3.3 Les entretiens semi-directifs	64
3.4 Analyse des données.....	65

4	Résultats de l'analyse	69
4.1	Présentation des programmes et des tweets.....	69
4.1.1	<i>Part des programmes et des tweets consacrée aux enjeux écologiques : un enjeu assez peu présent, mais en progression</i>	69
4.1.2	<i>Sujets abordés par le VB : d'une quasi-hégémonie des enjeux locaux à la montée en puissance du changement climatique</i>	70
4.1.3	<i>Tonalités contenues dans le discours écologique du VB : des positionnements plus nuancés qu'attendu.....</i>	72
4.1.4	<i>Thèmes présents dans la communication du VB : deux arbres thématiques, et deux histogrammes afin de cerner la dimension diachronique des données.....</i>	74
4.2	Enjeux écologiques « globaux » : changement climatique.....	74
4.2.1	<i>Aperçu général des programmes et des tweets</i>	75
4.2.2	<i>Ton hostile à l'égard de la plupart des politiques climatiques</i>	75
4.2.3	<i>Ton d'ouverture envers certaines initiatives.....</i>	101
4.3	Enjeux écologiques « locaux »	105
4.3.1	<i>Aperçu général des programmes et des tweets</i>	105
4.3.2	<i>Ton d'ouverture à l'égard de certaines initiatives.....</i>	105
4.3.3	<i>Ton hostile envers certaines initiatives.....</i>	124
5	Analyse et discussion	133
5.1	Réponse aux hypothèses	133
5.1.1	<i>Hypothèse H1 : Le positionnement écologique du VB – Une hypothèse globalement confirmée, mais un positionnement moins « tranché » qu'attendu</i>	133
5.1.2	<i>Hypothèse 2 : Les traits idéologiques dominants dans le positionnement écologique du VB – Une hypothèse à affiner dans le cas du changement climatique, et à élargir dans le cas des enjeux écologiques locaux</i>	135
5.1.3	<i>Hypothèse 3 : Twitter plus clivant et informel ? – Une hypothèse qui tend à être confirmée</i>	138
5.2	Implications de ce mémoire.....	139
5.2.1	<i>... pour la littérature portant sur les traits idéologiques dominants dans le discours écologique de l'extrême droite – La présence « surprenante » de la dimension économique ?.....</i>	139
5.2.2	<i>... pour la littérature portant sur le « risque écofasciste » – Un risque qui reste d'actualité, bien que le VB lui-même ne soit pas écofasciste.....</i>	142
5.2.3	<i>... pour l'écologie politique portée les forces progressistes – « Ni de droite ni de gauche, l'écologie n'est pas apolitique pour autant » (Dubiau 2023, 167)</i>	143

6 Conclusion	151
6.1 Conclusion générale	151
6.1.1 <i>À la croisée de deux tendances</i>	151
6.1.2 <i>Un mémoire en réponse à cet appel à prendre au sérieux le « risque écofasciste »</i> 152	
6.1.3 <i>Les implications de ce mémoire</i>	154
6.2 Limites de ce mémoire et pistes de recherches futures	155
Bibliographie	157
Annexes	177
Annexe 1 : Guide d'entretien.....	177
Annexe 2 : Arbres thématiques	183
Annexe 3 : Histogrammes	187

Introduction

« Le Rassemblement national et l'écologie sont incompatibles ».

Ce 28 juin 2024, le titre de l'éditorial du *Monde* est cinglant. Il développe : « Le repli sur soi, la priorisation de l'intérêt national sur le reste de l'humanité, le cantonnement des problématiques aux frontières des pays sont incompatibles avec la logique de la lutte contre le réchauffement climatique, qui réclame coopération, universalisme, solidarité, autant de valeurs aux antipodes de la culture de ce parti » (Le Monde 2024a). Dans le même numéro, le climatologue Christophe Cassou, directeur de recherche (CNRS) à l'École normale supérieure et coauteur au GIEC, abonde : « Les valeurs du Rassemblement national (RN) sont incompatibles avec la transition écologique. Se diriger vers une société plus résiliente implique de promouvoir des valeurs humanistes, de solidarité et d'inclusivité. Les prises de décision doivent être les plus démocratiques, justes et équitables possible, elles doivent diminuer les inégalités et les risques pour les personnes les plus vulnérables. En remettant en cause la lutte contre les passoires thermiques, par exemple, le RN va accroître la précarité énergétique des plus modestes » (Le Monde 2024b). Les mots du climatologue et du célèbre journal français sont forts. Il faut dire que, le 28 juin 2024, la France était à l'avant-veille du premier tour d'élections législatives anticipées. Un scrutin qui s'annonçait crucial pour l'avenir du pays, puisque, depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron le soir du 9 juin, c'est l'extrême droite qui était donnée grande favorite. D'aucuns anticipaient même qu'elle obtiendrait une majorité absolue à l'issue du second tour, lui permettant de gouverner le pays. Une première depuis 1945.

Finalement, cette perspective a pu être évitée, grâce à un sursaut du front républicain lors du second tour, le 7 juillet. Toutefois, l'idée selon laquelle extrême droite et écologie sont incompatibles (en raison du décalage entre les valeurs sur lesquelles se base l'extrême droite et celles qui guideraient l'écologie, qui sont généralement perçues comme progressistes voire de gauche) n'est pas neuve. Il s'agit en effet d'une croyance « largement partagée au sein du champ politique francophone » (Dubiau 2022, 15). Nous avons déjà pu le constater, un an plus tôt, lorsque le journaliste et militant pour le bien-être animal, Hugo Clément, était allé débattre avec Jordan Bardella, président du RN, lors du Grand Débat des Valeurs, organisé par le magazine d'extrême droite, Valeurs Actuelles. La présence du journaliste avait en effet suscité la polémique, de nombreuses personnalités de gauche critiquant sa volonté de débattre « avec tout le monde » (Clément 2023 cité dans Valeurs Actuelles 2023), même avec l'extrême droite, dans l'espoir de convaincre l'ensemble du spectre politique de s'emparer des enjeux écologiques

(Clément 2023 cité dans Valeurs Actuelles 2023). Ces personnalités, telles que Paloma Moritz (journaliste sur Blast), Cécile Duflot (directrice générale d'Oxfam France et ancienne ministre écologiste) ou François Gemenne (politologue belge, coauteur au GIEC lui aussi), avaient ainsi affirmé que l'enjeu « n'est pas que le RN développe un programme sur l'écologie, mais que ses électeurs comprennent qu'une vision nationaliste et raciste du monde est fondamentalement incompatible avec l'objectif de garder la Terre habitable pour tous » (Gemenne 2023). Comme le soulignait Gemenne sur X/Twitter, « il ne peut pas y avoir d'écologie d'extrême droite. C'est oxymorique, ou alors ça se réduit à la défense des chiens et des chats. Parce que [...] l'écologie est avant tout un humanisme, une responsabilité vis-à-vis de l'autre, et du vivant en général » (Gemenne 2023).

Cette vision de l'écologie comme étant « intrinsèquement de gauche » et comme étant « incompatible » avec l'extrême droite se base sur plusieurs éléments, dont le fait que la littérature en sciences sociales a, il est vrai, longtemps mis en évidence la non prise en compte des enjeux écologiques par l'extrême droite électorale et, en particulier, son fort climatoscepticisme (Gemenis, Katsanidou et Vasilopoulou 2012 ; Möhler, Piet et Zaccai 2015 ; Lockwood 2018). La tentation, à gauche, a dès lors été de croire que l'extrême droite s'oppose aux mesures climatiques impopulaires prises par les partis au pouvoir, « simplement afin de réaliser des gains électoraux, sans avoir de justification idéologique claire venant soutenir cette position climatosceptique »² (Praet 2023, 251). L'extrême droite n'apparaissant ainsi pas comme une force politique « sérieuse » lorsqu'elle traite des enjeux écologiques, la gauche misait sur le fait qu'au plus la crise écologique deviendrait un enjeu saillant (ce qui semble irrémédiable, au vu de la situation écologique actuelle), au plus le débat se déplacerait de l'immigration vers cet enjeu, et au plus la gauche progresserait, parce qu'elle apparaîtrait comme plus compétente sur la question dominant les discussions politiques et médiatiques.

Cette vision de l'écologie, néanmoins, a été amenée à être questionnée ces dernières années. Une partie de l'extrême droite a en effet « sérieusement investi le problème écologique depuis plusieurs décennies » (Dubiau 2022, 17), développant une idéologie dite « écofasciste ». Bien que cette tendance soit principalement portée par des mouvements extraparlimentaires liés à la Nouvelle Droite (ND, courant de pensée politique apparu à la fin des années 1960), progressivement, l'extrême droite électorale a, elle aussi, intégré de plus en plus la question écologique dans son discours. En témoigne, par exemple, le discours « localiste » qui s'est

² Dans ce mémoire, toutes les citations rédigées initialement dans une autre langue que le français ont été traduites de manière personnelle.

développé au sein du RN en France depuis 2019 (Benoist 2024). Tout cela est logique, en réalité : comme tout enjeu de politique publique qui émerge dans la sphère politique, l'écologie, dont la prégnance est de plus en plus importante au vu de la situation écologique qui se dégrade, amène une forme d'indétermination sur la manière dont elle va être digérée par toutes les organisations politiques. À une époque, il n'était pas « si choquant » de nier purement et simplement le changement climatique en cours, par exemple. Aujourd'hui, alors qu'il est très probable que nous dépasserons les 1,5°C de réchauffement climatique dans les cinq prochaines années (Organisation météorologique mondiale 2024), alors que 28% du total des espèces végétales et animales étudiées pourraient « disparaître dans un avenir proche » (Union internationale pour la conservation de la nature 2024) et alors qu'aucune campagne électorale ne se déroule sans que la crise écologique ne soit un tant soit peu abordée, la situation est toute autre. La tentation des partis d'extrême droite de faire évoluer leur positionnement est donc forte. D'autant plus forte qu'aujourd'hui, ces partis cherchent, pour la plupart, à apparaître comme des partis « normaux », « respectables », afin d'accéder au pouvoir.

Et c'est précisément là que réside l'intérêt sociétal de se pencher sur le positionnement écologique des partis d'extrême droite à l'époque contemporaine : si l'extrême droite électorale réussit à développer une « vraie » écologie d'extrême droite, elle ne pourra plus être disqualifiée par ses adversaires en raison de sa non prise en considération des enjeux écologiques. Elle pourrait même être considérée comme une famille politique « sérieuse » sur ces enjeux. Le risque de renforcer une extrême droite qui a déjà le vent en poupe un peu partout en Europe est donc bien réel. Ce risque s'accroîtra, par ailleurs, si l'extrême droite développe un « discours idéologique cohérent » (Praet 2023, 251) sur la question. En d'autres termes, si l'extrême droite parvient à mobiliser son idéologie de base lorsque la saillance des enjeux écologiques augmente (ce qui remettrait en question la croyance populaire précédemment mentionnée, selon laquelle le positionnement des partis d'extrême droite ne serait guidé que par des considérations électorales), elle pourrait voir son nombre d'électeurs augmenter.

En outre, au-delà du fait d'accroître la force des partis d'extrême droite, l'élaboration d'un tel discours pourrait également susciter l'inquiétude des forces progressistes partisans et de la société civile, dans la mesure où il n'est pas exclu qu'il dépasse un jour le simple stade de la rhétorique. Autrement dit, si, pour l'heure, l'écofascisme « reste avant tout une idéologie » (Dubiau 2022, 181), il est tout à fait possible qu'il évolue vers des actions concrètes dans un futur proche. Cela pourrait par exemple se produire si un parti d'extrême droite fortement « écologisé » accédait au pouvoir dans un pays du Nord global, ou si l'on assistait à la multiplication de « communautés traditionnelles à petite échelle, autarciques et patriarcales,

enracinées dans un territoire et homogènes racialement – c'est-à-dire réservées aux personnes blanches » (Dubiau 2022, 142). Dans ces deux cas, l'écologie d'extrême droite se matérialiserait par une forme de « protection écologique », certes, mais une « protection » qui se ferait (1) en conservant voire en approfondissant les inégalités et dominations sociales (en matière socioéconomique, de genre, d'orientation sexuelle, de handicap, ...), et (2) en attribuant la responsabilité de la crise écologique aux migrations et aux personnes racisées (Turner et Bailey 2022). Cette écologie, qui viserait ainsi à « rajouter des frontières aux frontières » (Ouassak 2023, 28) et à défendre à tout prix les intérêts des populations blanches, aux dépens des personnes racisées, ne serait pas un projet politique souhaitable pour les forces progressistes. Afin de mieux se préparer à y faire face et/ou afin de mieux développer un projet alternatif capable de rendre inopérant celui de l'extrême droite, il convient dès lors d'observer si le discours menant à ce projet se répand ou non au sein des mouvements et partis issus de cette tendance politique.

On le voit donc : l'intérêt d'une étude du positionnement écologique de l'extrême droite est double. Il amène en effet à se questionner, d'une part, sur les gains électoraux potentiels que l'extrême droite pourrait réaliser en adoptant une position cohérente sur les enjeux écologiques et, d'autre part, sur les conséquences pratiques de l'adoption des idées écofascistes par différents mouvements et acteurs.

Certains chercheurs ont déjà compris cet intérêt et ont commencé à étudier le positionnement écologique de l'extrême droite. Ainsi, l'écologie politique des mouvements extraparlimentaires liés à la Nouvelle Droite a déjà été longuement détaillée (François 2016 ; François 2022 ; Madelin 2023 ; Dubiau 2022), mais on manque, globalement, d'études sur l'extrême droite électorale. Ce mémoire contribue à la tentative de combler cette lacune, en analysant le positionnement envers les enjeux écologiques de « l'un des partis d'extrême droite les plus anciens et les plus résilients d'Europe » (Praet 2023, 251), qui est d'ailleurs souvent présenté comme prototypique (Pauwels 2011, 219) : le Vlaams Belang (VB). De manière plus précise, je m'intéresse à la manière dont ce positionnement a évolué depuis la fondation du parti flamand, ce qui m'amène à me poser la question suivante : **comment le positionnement du Vlaams Belang sur les enjeux écologiques a-t-il évolué depuis la fondation de ce parti en 1979, et sur quels traits idéologiques le parti de Tom Van Grieken base-t-il son discours ?** Le cas du VB s'avère particulièrement pertinent à étudier compte tenu des performances électorales réalisées par le parti ces dernières années, compte tenu de son influence sur la fabrique des politiques publiques, mais également en raison du peu de littérature qui lui est actuellement consacré au sujet de son positionnement sur la crise écologique. Par ailleurs, l'étude d'un cas unique (analysé sur le temps long, depuis sa fondation), dans le cadre des recherches

actuellement menées sur l'écologie politique des partis d'extrême droite, est une approche qui a été très peu entreprise jusqu'ici, ce qui constitue une autre originalité de ce mémoire.

Pour analyser l'évolution de la position du VB envers la crise écologique, je mobilise trois grands ensembles de données : (1) les programmes électoraux rédigés par le parti en vue des élections nationales/fédérales, le premier ayant été publié en 1981, et le dernier en 2024, (2) les tweets publiés par le compte X/Twitter du parti depuis 2018, et (3) deux entretiens semi-directifs, menés avec des cadres du parti. Une fois les sources écrites (c'est-à-dire, les programmes et les tweets) collectées grâce à une recherche par mots-clés et une fois les entretiens réalisés et retranscrits, tous ces matériaux ont été soumis à une analyse thématique.

Afin de répondre à ma question de recherche, ce mémoire est subdivisé en cinq chapitres. Le premier opère un cadrage théorique, dans lequel je tente (1) de préciser ce que j'entends par « extrême droite » et (2) de démontrer en quoi le VB peut être considéré comme un parti d'extrême droite. Reposer les bases avant d'entamer la suite de ce mémoire me paraît en effet essentiel, la notion d'extrême droite étant classiquement considérée comme « vague et polysémique » (Winock 2022, 151), « protéiforme » (Biard 2019a, 5 ; Roger-Lacan 2022, 78) ou encore « à la fois évidente et problématique » (Joly 2015, 14). Le deuxième chapitre, quant à lui, se propose de dresser un état de l'art. J'y évoque ainsi ce que la littérature a pu mettre en lumière quant au positionnement des partis d'extrême droite sur les enjeux écologiques. Comme je l'ai déjà mentionné, cette littérature n'est pas très fournie (en particulier en ce qui concerne le VB), mais elle me permet de dégager des hypothèses et de comparer mes résultats avec ce qui a déjà été découvert par d'autres auteurs. Ensuite, dans le troisième chapitre de mon mémoire, je présente le dispositif méthodologique que j'ai utilisé pour mener mon analyse empirique. Cela me permet d'évoquer le quatrième chapitre de ce mémoire, consacré à la présentation des résultats et aux liens que je peux tisser entre ces résultats et la littérature existante sur l'écologie politique des partis d'extrême droite. Enfin, je clôture ce mémoire (1) par un chapitre de discussion/d'analyse approfondissant les implications de mes résultats pour la littérature existante, pour la manière dont l'écologie est abordée dans le débat public aujourd'hui, et pour le mouvement écologiste progressiste ; et (2) par une conclusion succincte, qui résume les principaux enseignements tirés de ce travail et propose un agenda de recherche future basé sur ces observations.

1 Cadrage : le Vlaams Belang, un parti d'extrême droite ?

1.1 La notion d'« extrême droite »

Le concept d'« extrême droite » est polysémique, et n'est donc pas nécessairement facile à cerner. Dans cette section, je tente néanmoins, sur la base de la littérature, d'en proposer une définition globale dans un premier temps, en mettant en avant ce qui constitue, en quelque sorte, ses composantes essentielles (*core ideological features*), son « noyau » (Rooduijn 2014). Puis, dans un deuxième temps, je complète cette définition en précisant qu'en réalité, le terme d'extrême droite peut être considéré comme un « concept parapluie » (Pirro 2022) qui, certes, se caractérise par des composantes essentielles, mais qui, par ailleurs, englobe plusieurs sous-ensembles bien distincts.

1.1.1 « Extrême droite » : définition et composantes essentielles

L'extrême droite peut être définie comme une idéologie, et repose alors sur trois éléments caractéristiques : « une vision du monde tel qu'il est, une vision du monde tel qu'il devrait être et un programme d'action politique » (Balzacq *et al.* 2014, 200-201).

D'abord, en ce qui concerne la vision du monde « tel qu'il est », il faut savoir que l'extrême droite porte un jugement « profondément inégalitaire » (Biard 2021a, 1) sur la société : celle-ci serait divisée en plusieurs races, cultures, ethnies ou civilisations. Cependant, ces races, cultures, ethnies ou civilisations ne sont pas seulement différentes dans la perspective de l'extrême droite : elles sont aussi « inégales par nature » (Biard 2021a, 1) et hiérarchisables. En d'autres termes, pour l'extrême droite (Bihl 1998, 27) :

L'inégalité est une donnée universelle, au sein de la nature comme au sein de l'humanité : les espèces, les sexes, les civilisations, les peuples, les collectivités politiques, les individus sont foncièrement inégaux entre eux. Pour cette pensée, il s'agit d'une véritable loi ontologique, à laquelle rien ni personne ne saurait faire exception. Être, c'est nécessairement être pris dans une hiérarchie des êtres [...] La relation de domination est donc, pour cette pensée, la chose du monde la mieux partagée. De ce fait, et plus fondamentalement encore, l'inégalité est une valeur à promouvoir et à défendre. À ses yeux, il est bon et juste qu'il y ait des supérieurs et des inférieurs, car tel est tout simplement « l'ordre naturel ».

Ensuite, comme le résume le tableau ci-après (figure 1), l'idéologie d'extrême droite propose une vision du monde tel qu'il devrait être, et cette vision repose sur deux éléments.

D'une part, le premier élément est un « nationalisme particulièrement fort » (Biard 2021a, 1), que l'on peut aussi nommer « nativisme »³. En effet, comme l'indique Jamin (2009, 135), « au constat de l'inégalité répond le nationalisme, non pas cette fois-ci comme postulat de départ mais bien comme projet, comme organisation politique ultime à mettre en place sur la base de l'axiome fondateur relatif à l'inégalité ». En d'autres termes, comme nous l'avons évoqué, dans la perspective de l'extrême droite, il existe des races, cultures, ethnies ou civilisations différentes et hiérarchisables. Plus précisément, dans le cas de l'extrême droite électorale contemporaine, la race/ethnie supérieure est assimilée à la nation (flamande, française, italienne, ...) et cette nation est menacée par des « corps étrangers » (et inférieurs), que sont les migrants, les musulmans, les étrangers et les personnes d'origine étrangère (Jamin 2012, 46). C'est dans ce cadre que l'extrême droite promeut le nativisme comme projet de société : puisque les migrants (en particulier musulmans) font partie d'une ethnie/race/culture inférieure et incompatible avec celle de la nation, l'extrême droite rêve de se « débarrasser » de ces éléments « parasites » et d'ainsi homogénéiser le territoire national (Jamin 2012, 46).

Mais d'autre part, l'extrême droite ne souhaite pas seulement une société « homogénéisée » : elle souhaite aussi que cette société voie « l'instauration d'un régime autoritaire où le respect total de la loi et de l'ordre serait la caractéristique essentielle » (Jamin 2009, 146). Ainsi, dans le cadre de leurs recherches sur l'extrême droite en Allemagne, Falter et Winkler (1998, 51) affirment que

Les dirigeants et les adhérents des partis d'extrême droite croient au bon vieux temps, à la supériorité ethnique des Allemands et à un État autoritaire fort, seul capable, selon eux, de ramener l'ordre et la tranquillité.

Ce type de régime renvoie à un concept, celui d'autoritarisme, qui est défini, selon Mudde, comme « la croyance en une société strictement ordonnée, dans laquelle les infractions à l'autorité sont sévèrement punies » (Mudde 2007, 23).

Enfin, comme l'indique Biard, l'idéologie d'extrême droite « se caractérise par les moyens utilisés pour faire advenir ce monde » (2021a, 1) idéalisé, caractérisé par une nation « débarrassée » des corps étrangers qui la menaceraient et par un État fort et autoritaire. Ce programme d'action repose sur un certain nombre de propositions « plus restrictives en matière d'immigration » (Mazzoleni 2003, 14), dans une logique nativiste, et sur des propositions plus autoritaires en matière de sécurité et d'ordre public, ce qui s'inscrit assez clairement dans

³ Le nativisme est défini comme une « forme radicale d'exclusion du nationalisme » (Pirro 2022, 105) et comme « une idéologie selon laquelle les États devraient être habités exclusivement par des membres du groupe natif (la nation) et selon laquelle les éléments non natifs (personnes ou idées) constituent une menace pour l'homogénéité de l'État-nation » (Mudde 2007, 19).

l'autoritarisme qui caractérise l'extrême droite. Plus précisément, selon Mudde (1995, 216), les propositions autoritaires de l'extrême droite en matière sécuritaire se traduisent par « une demande pour de l'ordre et de l'autorité, qui est accompagnée par l'exigence d'une punition forte pour ceux qui ne respectent pas la loi, avec enfermement cellulaire dans des conditions très difficiles et la peine de mort comme peine la plus sévère ». Par ailleurs, ajoute Mudde (1995, 216), « pour maintenir l'ordre, l'État doit également avoir une police forte à sa disposition ».

Comme je le détaille dans la section 1.1.2 (« Extrême droite » : un « concept parapluie »), toutes ces propositions représentent un défi pour les démocraties libérales, soit directement, en menaçant leur pilier démocratique – qui renvoie aux institutions, à l'ordre constitutionnel – et ce via des moyens parfois violents (Biard 2021a, 1), soit en mettant sous tension leur pilier libéral – c'est-à-dire l'État de droit, les droits de certaines minorités, ou encore la séparation des pouvoirs (Mudde 2019, 18).

Figure 1. Une définition de l'extrême droite comme idéologie (tableau réalisé par l'auteur)

Éléments caractéristiques d'une idéologie	Idéologie d'extrême droite	
Vision du monde tel qu'il est ↓	Inégalitarisme (exacerbé/profond)	
Vision du monde tel qu'il devrait être ↓	Nativisme	Autoritarisme
Programme d'action politique	Propositions plus restrictives en matière migratoire	Propositions plus autoritaires en matière sécuritaire

1.1.2 « Extrême droite » : un « concept parapluie »

Comme indiqué sur le schéma ci-après (figure 2), et comme je viens de l'expliquer, le nativisme et l'autoritarisme forment « le noyau idéologique de l'extrême droite » (Pirro 2022, 5) et constituent donc les éléments communs à tous les acteurs collectifs s'inscrivant dans cette idéologie politique. Néanmoins, ces acteurs sont également caractérisés par des divergences, qui portent sur leur rapport à la démocratie. Ces divergences mènent ainsi à distinguer deux sous-ensembles constitutifs au sein de l'extrême droite : la « droite radicale (populiste) » (*populist radical right* ou « PRR ») et l'« extrémisme de droite » (*extreme right*).

Mais avant de déterminer cette distinction, il me faut, justement, préciser le sens que je donne à cette notion de « démocratie » dans ce mémoire. Dans le cas présent, je m'appuie sur « l'idée selon laquelle les démocraties occidentales sont fondées sur deux piliers : un pilier démocratique et un pilier libéral » (Biard 2019b, 42). Le premier, que l'on associe souvent à la démocratie « procédurale », envisage la démocratie « comme mode de fonctionnement étatique : [il] met en évidence ses règles, ses agencements institutionnels, ses mécanismes » (Schiffino 2003, 16). En d'autres termes, ce premier pilier « fait référence au fonctionnement de l'État, à l'idée que les procédures étatiques soient démocratiques » (Ricotta 2022, 15). Le second pilier, le pilier « libéral », aborde quant à lui la démocratie au sens « substantiel », c'est-à-dire « en tant qu'idéal de société » (Schiffino 2003, 16). Ce pilier « ouvre [donc] des débats sur la loi, la liberté, l'égalité, l'éducation, etc. » (Schiffino 2003, 16). Autrement dit, un régime peut être considéré comme une « démocratie libérale » lorsqu'il met en place des procédures étatiques dites « démocratiques » pour prendre des décisions politiques (élection de représentants au suffrage universel direct, vote des lois à la majorité des voix, recours au tirage au sort, ...) *et* lorsqu'il s'assure que la teneur de ces décisions est elle-même « démocratique » (ce qui est le cas quand, dans leur contenu, ces décisions respectent des valeurs telles que la liberté ou l'égalité des citoyens) (Roussin 2019, 45).

Comme je l'évoquais un peu plus tôt, c'est donc ce rapport à la démocratie qui distingue l'extrémisme de droite de la droite radicale (populiste). En effet, l'extrémisme de droite est intrinsèquement antidémocratique, en ce sens qu'il remet en cause les deux piliers des démocraties occidentales (y compris, donc, le pilier démocratique). Ainsi, comme l'indique Pirro (2022, 6), les acteurs se situant dans ce courant « rejettent catégoriquement l'ordre constitutionnel et visent à renverser le statu quo démocratique. L'extrémisme de droite conçoit la lutte entre natifs et non natifs comme vitale ; il est prêt à élever le conflit au-delà de la sphère politique et à anéantir ses ennemis ». Comme on peut le comprendre dans cette citation, la mise

au défi du mode de fonctionnement étatique se traduit donc éventuellement par un recours à des moyens violents, puisque les acteurs de l'extrémisme de droite mobilisent « tous les moyens possibles » (Biard 2019b, 45) pour arriver à leurs fins. Parmi les organisations s'inscrivant dans ce sous-ensemble de l'extrême droite figurent, par exemple, le mouvement de jeunesse flamand Schild & Vrienden – bien que celui-ci soit parfois considéré comme appartenant à une zone grise à l'intersection entre droite radicale (populiste) et extrémisme de droite (Maly 2019) –, le groupuscule italien CasaPound (Castelli Gattinara et Bouron 2019), ou encore Génération identitaire, le mouvement nationaliste français dissous en mars 2021 par le Gouvernement français (Jacquet-Vaillant 2022, 57).

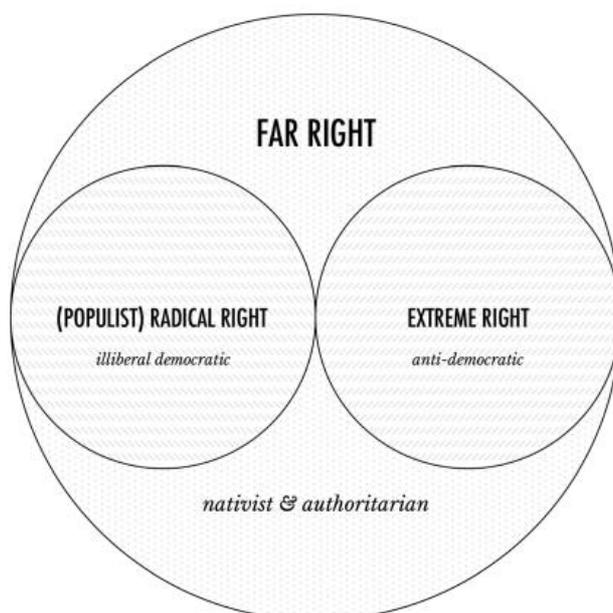
La droite radicale (populiste), quant à elle, remet plutôt en question le pilier libéral de la démocratie. En d'autres termes, ce sous-ensemble ne vise pas à détruire le système démocratique (c'est-à-dire le mode de fonctionnement étatique) en tant que tel : les acteurs y appartenant acceptent le jeu électoral et cherchent à obtenir le pouvoir via les élections (Biard 2019b, 45). Selon Pirro (2022, 5), cela s'explique par le fait que, « pour la droite radicale (populiste), la lutte entre natifs et non natifs est 'simplement' politique, ce qui l'amène à défier ses adversaires dans les limites du régime démocratique ». En revanche, la droite radicale (populiste) remet en question « les fondements *libéraux* des démocraties avancées contemporaines » (Pirro 2022, 5), notamment « les droits des minorités, l'État de droit et la séparation des pouvoirs » (Mudde 2019, 18). Le Vlaams Belang, le Rassemblement national, la Lega, ou encore le PVV néerlandais sont quelques exemples de partis de droite radicale (populiste) (Gemenis, Katsanidou et Vasilopoulou 2012).

Par ailleurs, l'adjectif « populiste » a été employé entre parenthèses jusqu'à présent pour une raison bien précise : la plupart des acteurs de droite radicale (le Vlaams Belang, le Rassemblement national, la Lega, ...) sont populistes, mais tous ne le sont pas (voyez, par exemple, le Rassemblement pour la république (*Republikáni*) en République tchèque ou l'Alliance nationale (*Nacionālā apvienība*) en Lettonie). Je définis en effet le populisme comme étant une « idéologie fine » (Mudde 2004, 544), qui ne peut prétendre à devenir une idéologie complète que lorsqu'elle est « rattachée à une idéologie plus consistante », l'idéologie de base (*core ideology*) (Biard 2019b, 29). Cela signifie que le populisme peut être associé à des idéologies diverses et variées, telles que le communisme, l'écologisme, le socialisme, le libéralisme ou le nationalisme (comme dans le cas des partis de droite radicale populiste). Ce trait idéologique peut, par ailleurs, être caractérisé par quatre dimensions, dont les deux premières sont les plus essentielles (Biard 2019b) : (1) le culte et la défense du peuple (Jamin 2009 ; Rosanvallon 1998) – qui est considéré comme un « tout » homogène et vertueux

(Rooduijn 2014) –, (2) la critique d’une élite (Canovan 1999 ; Jamin 2009 ; Charaudeau 2011 ; Rooduijn 2014 ; Birnbaum 2012), (3) la présence d’un leader charismatique (Van Kessel 2011 ; Wodak 2015 ; Moffitt 2016) et (4) la mise en avant d’une forme de démocratie alternative à la démocratie représentative, qui serait plus directe (en favorisant le recours aux référendums, aux consultations populaires, ...) (Taggart 2000 ; Ivaldi *et al.* 2017) et qui serait ainsi, selon ses partisans, « plus respectueuse de la volonté générale » (Biard 2019b, 34).

Pour conclure ce point conceptuel, je pourrais revenir sur le schéma proposé par Pirro, et reproduit ci-dessous. Le fait que les acteurs de droite radicale (populiste) déclarent respecter la démocratie au sens procédural, mais remettent en cause le pilier libéral des démocraties occidentales conduit en effet Pirro (2022, 6) à qualifier ces acteurs d’« *illiberal democratic* ». En français, l’expression « défenseurs d’une démocratie illibérale » pourrait être retenue. Cette notion de « démocratie illibérale », aujourd’hui mobilisée pour décrire le type de régime qui tend à s’installer dans certaines parties de l’Europe centrale et orientale (comme en Hongrie depuis que Viktor Orbán est premier ministre, c’est-à-dire depuis 2010, ou comme en Pologne, de 2015 à 2023, lorsque le pays était dirigé par le PiS), est définie comme « une démocratie où l’équilibre des pouvoirs est affaibli et où la protection des minorités est menacée au nom de l’exercice du pouvoir par une majorité qui prétend incarner le peuple » (Biard 2019c, 47). Ainsi, les caractéristiques libérales de la démocratie peuvent être mises sous tension par la démocratie en tant que mode de gouvernement. C’est ce que Mouffe (2000) appelle le « paradoxe démocratique ».

Figure 2. Une définition de l’extrême droite comme « concept parapluie », qui regroupe deux sous-ensembles – schéma réalisé par Pirro (2022, 6) –.



1.2 Le Vlaams Belang

1.2.1 Historique du parti : d'un parti ethnorégionaliste à un parti de droite radicale populiste

Le 24 mai 1977, les leaders de la Volksunie (VU), le principal parti nationaliste flamand à l'époque (et ancêtre de la N-VA), signent le Pacte d'Egmont. Celui-ci prévoit notamment « la partition de la Belgique en trois régions politiquement et économiquement autonomes – la Flandre, la Wallonie et Bruxelles – jouissant chacune de pouvoirs étendus » (Mudde 1995, 9). Pour la frange la plus radicalement indépendantiste de la VU, cette fédéralisation est jugée largement insuffisante et est perçue comme une trahison des promesses du nationalisme flamand. La signature du Pacte est, par ailleurs, considérée comme le « catalyseur » d'un ressentiment qui avait progressivement contaminé cette branche plus radicale durant la seconde moitié des années 1970, celle-ci reprochant à la VU d'être « trop 'modérée' sur les questions linguistiques et communautaires, et trop à 'gauche' sur les questions économiques et éthiques » (Pauwels 2011, 219). En 1977, donc, plusieurs cadres de la VU quittent le parti. Parmi eux, Lode Claes, sénateur VU, qui fonde le Vlaamse Volkspartij (VVP). Au même moment, Karel Dillen, ancien leader de la branche anversoise de l'organisation de jeunesse de la VU, qui avait quitté le parti nationaliste en 1971, lance lui aussi son propre parti, le Vlaams-Nationale Partij (VNP). En 1978, le VVP et le VNP se présentent en cartel aux élections nationales, sous le nom « Vlaams Blok ». À la surprise générale, alors que le VVP est le parti dominant du tandem VVP-VNP, seul Dillen est élu (à la Chambre). Constatant son échec (répété aux élections européennes de 1979), Claes se retire alors de la vie politique, et l'aile nationaliste du VVP est absorbée par le VNP, qui devient officiellement le Vlaams Blok (VB) le 28 mai 1979 (De Witte et Scheepers 1997, 420-428).

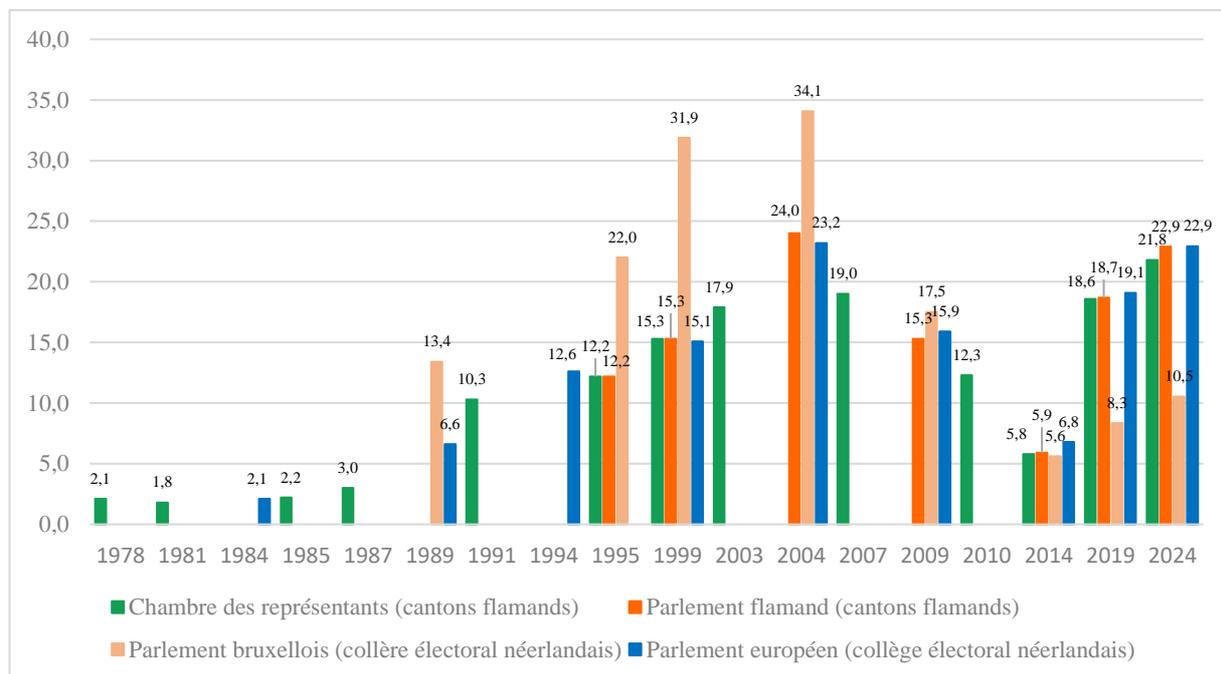
On le comprend donc aisément : « c'est sur une base nationaliste [ou ethnorégionaliste]⁴ » que le Vlaams Blok (ancêtre du Vlaams Belang) est fondé, en 1979 (Biard 2019b, 118). En effet, le parti « vise alors à défendre l'indépendance de la Flandre d'une manière radicale, c'est-à-dire en refusant tout compromis » (Biard 2019a, 39). À l'époque, le parti attire

⁴ Comme tous les partis politiques, les partis ethnorégionalistes (*ethnoregionalist parties*, ERPs) « se définissent principalement par deux éléments interdépendants : les clivages et les enjeux » (Türsan 1998, 5 cité dans Dandoy 2010, 196). En ce qui concerne les clivages, les ERPs sont issus d'un clivage territorial, le clivage centre-périphérie, qui est l'un des quatre clivages fondamentaux identifiés par Lipset et Rokkan (Dandoy 2010, 196). Quant aux enjeux, ils découlent en réalité de ce positionnement des ERPs sur le clivage centre-périphérie. En effet, ainsi que le soulignent De Winter, Gomez et Lynch (2018, 141), ce positionnement génère « des revendications territoriales et des demandes d'autonomie fondées sur un nationalisme ethnique central » (également appelé « nationalisme minoritaire » ou « régionalisme »).

Toutefois, pour être qualifié d'ERP, un parti ne doit pas seulement exprimer des demandes d'autonomie. Il doit leur donner la priorité, c'est-à-dire que ces revendications doivent être au cœur de son idéologie et de son programme, quelles qu'en soient les modalités (De Winter, Gomez et Lynch 2018, 141). Ces revendications sont donc « considérées comme étant 'l'enjeu' [*the issue en anglais*] des ERPs et elles les distinguent fondamentalement de toute autre famille de partis » (Dandoy 2010, 196).

d'ailleurs un certain nombre d'élus et de cadres d'organisations nationalistes flamandes, comme le Vlaamse Militanten Orde (VMO, groupe d'action s'inscrivant dans l'extrémisme de droite et mis hors la loi en 1983 par la Cour d'appel de Gand), le Taal Aktie Komitee (TAK), le Voorpost ou le Were Di. Le milieu des années 1980 marque toutefois un tournant : le VB se transforme progressivement en parti de droite radicale populiste moderne, « en abandonnant peu à peu la focalisation sur les questions linguistiques (anti-pacte d'Egmont) » (Pauwels 2011, 220), en accordant une place de plus en plus importante aux thèmes de l'immigration (qui renvoie à la dimension nativiste du VB) et de la sécurité (qui souligne son caractère autoritaire), et en adoptant une idéologie populiste à part entière à partir de la fin de la décennie (bien que son opposition aux partis traditionnels et à l'*establishment* soit déjà présente auparavant) (Biard 2019b, 199).

Au même moment (et ces transformations n'y sont probablement pas étrangères), comme le souligne le graphique ci-après (figure 3), le VB connaît par ailleurs un succès électoral croissant. Ainsi, alors qu'il ne dépassait pas les 2 % en 1981, le parti réalise une percée en 1987 à l'occasion des élections législatives nationales et des élections locales, obtenant notamment 17,7 % des suffrages à Anvers dans le cadre des élections communales. Ce succès culmine le 24 novembre 1991, un jour désormais connu sous le nom de « dimanche noir » en raison du score historique du VB. L'année 1991 marque, en outre, un tournant dans l'histoire du parti, qui continue son expansion électorale jusqu'en 2007 : lors des élections régionales de 2004, il réalise le meilleur résultat de son histoire avec 24 % des suffrages flamands, et en 2007, il améliore son score de 2003, recueillant 19 % des voix. Cependant, en 2009, le VB subit son premier revers électoral, ne récoltant que 15,3 % des voix au Parlement flamand, et perdant ainsi près d'un tiers de son électorat par rapport à 2004 (Pauwels 2011, 223). La « traversée du désert » du VB se poursuit alors jusqu'aux élections locales de 2018, qui marquent les premiers signes d'un « retour en force » au sein du système partisan flamand. Ce retour se concrétise lors des élections fédérales, régionales, communautaires et européennes du 26 mai 2019, et se confirme en 2024, bien que la victoire du VB lors de ces dernières élections soit « en demi-teinte », comme détaillé dans la section 3.2.



1.2.2 Caractéristiques idéologiques : un parti ethnorégionaliste de droite radicale populiste, conservateur, eurosceptique et au positionnement socioéconomique ambigu

Comme souligné ci-dessus, le VB est né comme étant, avant toute autre chose, un parti ethnorégionaliste. Et même si ce thème n'est aujourd'hui plus la seule préoccupation du parti, « la Flandre indépendante reste encore le but principal du VB » (Pauwels 2011, 223). Par ailleurs, assez rapidement, le VB s'est affirmé comme un parti de droite radicale populiste (de Lange et Akkerman 2012 ; de Cleen 2016) : désormais, l'immigration et l'opposition à une société multiculturelle occupent une place prépondérante dans l'idéologie et la communication du parti, tout comme la question de la sécurité et de l'opposition entre peuple et élite.

Outre ces caractéristiques idéologiques principales, le VB se positionne également comme un parti conservateur, qui met en avant un ensemble de valeurs éthiques traditionnelles, telles que l'opposition à l'avortement et une conception traditionnelle de la famille (Mudde 1995). Comme le souligne Pauwels (2011, 225), « le thème des valeurs éthiques traditionnelles apparaît régulièrement dans la littérature du VB. Pour ce parti, l'individu ne peut pas être coupé de ses racines, de ses traditions culturelles, de la vraie nature de la communauté [ethnique/naturelle] que Tönnies appelle *Gemeinschaft*. La famille forme la plus petite unité dans cette société

harmonieuse, aux fondements organiques ». Sur le plan de la politique étrangère, le VB est également un parti opposé à la manière dont l'Europe se construit actuellement (Biard et Droussin 2024) : il prône, en lieu et place de l'Union européenne, une « Europe confédérale des peuples » dans laquelle les peuples « peuvent jouir d'une souveraineté intacte » (Crespy 2011, 18).

Enfin, en ce qui concerne les politiques socioéconomiques, la position du VB est quelque peu ambiguë. Dans ses *Principes (Grondbeginselen)*, c'est-à-dire son manifeste originel, publié en 1979, le VB se présente comme un parti « nationaliste, solidariste, de droite » (VB 1979, 4). Le solidarisme, tel que défini, est alors considéré comme une forme de « troisième voie » (Mudde 2002, 104), entre « le capitalisme libéral exploiteur [et les] systèmes coercitifs totalitaires marxistes et communistes » (VB 1979, 10). Le VB rejette ainsi « les excès incontrôlés du capitalisme libéral », mais également « toute lutte des classes » (VB 1979, 10), et prône « l'unité du peuple » (VB 1979, 13), la réconciliation de toutes les classes sociales au sein d'une même « communauté populaire » (VB 1979, 10). Plus récemment, toutefois, le VB présente une position socioéconomique quelque peu différente, qui combine un style néolibéral et une rhétorique proche du « discours social » développé par le RN depuis quelques années en France (Ivaldi 2022 ; Flipo 2022a) : d'une part, le VB exige en effet des baisses d'impôts et une réduction de l'implication de l'État dans l'économie, « plaidant pour la privatisation de certaines tâches de l'État ou au moins pour une limitation du rôle de l'État » (Mudde 2002, 104) ; d'autre part, depuis les années 1990, le VB tente également de se donner une image « sociale », impliquant notamment un positionnement en faveur d'une défense de la sécurité sociale et d'une augmentation du montant des pensions (Spruyt 2000 ; Pauwels 2011).

Dans le cadre de ce « discours social », le VB mobilise, par ailleurs, des arguments nativistes « pour proclamer que les politiques socioéconomiques doivent bénéficier (exclusivement) à sa propre communauté ethnique » (Mudde 2002, 105). C'est ce que l'on appelle le « chauvinisme social ». L'idée derrière ce concept, qui est de plus en plus mobilisé dans la littérature portant sur l'extrême droite, est que les politiques sociales de l'État-providence doivent être soutenues, « mais uniquement pour les 'natifs' » (Mudde 2007, 187). Ce concept constitue une caractéristique idéologique de l'extrême droite, car il peut être compris comme « une vision nativiste de l'économie » (Mudde 2007, 22). Toutefois, cette caractéristique est moins cruciale que le nativisme et l'autoritarisme, notamment parce que « l'économie est un sujet d'importance secondaire pour les partis d'extrême droite » (Mudde 2007, 21-22). Ce dernier élément semble d'ailleurs confirmé dans le cas du VB : d'après Mudde, la politique socioéconomique joue en effet un rôle négligeable dans la propagande du parti (Mudde 1995, 22) et dans ses *party papers*

(c'est-à-dire les documents provenant du leadership du parti et destinés aux membres) (Mudde 2002, 104).

2 Revue de la littérature : une écologie d'extrême droite est-elle possible ?

2.1 Les partis d'extrême droite et l'écologie

La notion d'extrême droite ayant été définie, je peux maintenant passer à l'étape suivante, et aborder les découvertes mises au jour par la littérature scientifique en ce qui concerne la position des partis d'extrême droite sur les enjeux écologiques. Cette littérature traverse plusieurs disciplines (philosophie, théorie politique, science politique, géographie humaine, ...) et genres de publications (articles scientifiques, essais, ouvrages collectifs, ...). On peut toutefois mieux la comprendre, d'une part en distinguant les enjeux écologiques locaux, comme la question de la biodiversité ou de la pollution des sols⁵, des enjeux plus globaux, tels que le changement climatique ; d'autre part en mettant en évidence le fait que les différents éléments mentionnés dans cette littérature sont bien souvent reliés à des « thèses » plus larges sur la conception de l'écologie qu'ont les auteurs en question – des thèses qui, par ailleurs, sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Figure 4. Résumé des trois grandes thèses portant sur l'écologie (tableau réalisé par l'auteur)

Thèses / Caractéristiques	1 ^{ère} thèse : L'écologie est intrinsèquement conservatrice	2 ^e thèse : L'écologie est intrinsèquement de gauche	3 ^e thèse : L'écologie est historiquement associée à la gauche, mais d'autres conceptions politiques de l'écologie sont possibles
Auteurs de référence	Plutôt de droite : libérale (Ferry, François, Bruckner, ...) ou conservatrice (Scruton, Huber)	Plutôt de gauche : auteurs (Flipo, notamment) et personnalités politiques et médiatiques (Gemene ⁶ , Duflot, Cassou, ...)	Dubiau, Madelin, Benoist, ...
Objectifs	- Droite libérale : Délégitimer l'écologie progressiste	Défendre l'idée selon laquelle l'écologie n'est pas compatible avec une idéologie	Remettre en question les deux thèses précédentes, en rejetant l'idée selon laquelle l'écologie serait intrinsèquement

⁵ Certains de ces enjeux ne sont pas des enjeux écologiques « purement » locaux, puisqu'ils touchent l'intégralité de la planète. C'est le cas, par exemple, de l'effondrement de la biodiversité. Toutefois, comme discuté plus loin dans ce mémoire, la biodiversité est *cadrée comme* un enjeu local par l'extrême droite, et cela est probablement dû au fait que l'effondrement de cette biodiversité est « la résultante d'une mosaïque de situations locales » (Dubiau 2022, 34).

⁶ Bien qu'il soit (notamment) chercheur qualifié FNRS, François Gemene est ici considéré comme une « personnalité politique ou médiatique », (1) parce que ses recherches ne portent pas sur les rapports entre écologie et extrême droite (à l'inverse d'auteurs comme Fabrice Flipo, Antoine Dubiau, Pierre Madelin, Lise Benoist, ...) et (2) parce que les avis qu'il exprime sur la question ne se basent souvent sur aucune source scientifique particulière.

	- Droite conservatrice : Se réappropriier la thématique	d'extrême droite (et/ou de droite)	conservatrice (>> 1 ^{ère} thèse) et en alertant sur la possibilité d'une écologie d'extrême droite : l'écofascisme (>> 2 ^e thèse)
Arguments	<ul style="list-style-type: none"> - Historique : « l'écologie trouve ses origines parmi des figures et mouvements conservateurs » (→ éconaturalisme, esthétisme symbolique) - Conceptuel : « les concepts des écologistes sont des concepts conservateurs » 	<ul style="list-style-type: none"> - Conceptuel : « les 'valeurs' nécessaires pour faire face à la crise écologique sont des valeurs progressistes » - Autre : « l'extrême droite n'est pas sincère : quand elle parle d'écologie, elle souhaite en fait masquer son racisme » - Historique : « le mouvement écologiste s'est affirmé à gauche ; la gauche social-démocrate et communiste s'est rapidement saisie des enjeux, contrairement à la droite et à l'extrême droite » 	<ul style="list-style-type: none"> >> 1^{ère} thèse <ul style="list-style-type: none"> - Conceptuel : « 'conserver' l'ordre social >> 'conserver' l'équilibre nature-société » - Conceptuel : « conserver l'équilibre nature-société n'est pas conservateur en soi » >> 2^e thèse <ul style="list-style-type: none"> - Conceptuel : « une hybridation est possible (→ écofascisme/éco-organicisme) ... » - Historique : « ... et a déjà eu lieu (de Benoist et la ND surtout ; les PRRPs sur un axe entre climatoscepticisme/carbofascisme et écofascisme) »

2.1.1 Première thèse : l'écologie est intrinsèquement conservatrice

2.1.1.1 Objectifs

La première thèse, celle selon laquelle l'écologie serait intrinsèquement conservatrice, est principalement portée par des intellectuels de droite, qui la mobilisent avec deux grands objectifs. D'une part, l'argument peut servir à délégitimer le combat écologiste (progressiste) (Dubiau 2023, 38-39). Il s'agit là d'un objectif plutôt poursuivi par des intellectuels de droite libérale fortement présents dans les médias, qu'ils soient francophones (comme Luc Ferry, Pascal Bruckner, Gerald Bronner, Jean de Kervasdoué, Bruno Tertrais, Iegor Gran, Sylvie Brunel et, plus tard, Stéphane François), ou non (on peut par exemple citer l'auteur américain Michael Shellenberger (2020) et son *Apocalypse Never: Why Environmental Alarmism Hurts Us All*, ou le statisticien danois Bjørn Lomborg (2001), auteur du célèbre *The Skeptical Environmentalist: Measuring the Real State of the World*).

Tous ces auteurs se rejoignent sur une critique de l'écologie politique (progressiste), née dans les années 1970, qui a influencé divers mouvements et qui a notamment mené à la naissance des partis verts. Parce qu'ils refusent le technosolutionnisme de la droite libérale, les écologistes progressistes sont ainsi accusés de rejeter le progrès et les principes des Lumières (qui auraient permis, selon ces auteurs, de rendre l'homme maître de son destin) en faveur d'une vision plus

conservatrice et rétrograde, qui prône une « idolâtrie de la nature » (Bruckner 2011, 93), un retour à l'« animisme » et au « panthéisme » (Ferry 1992, 70), au détriment de l'homme.

En France, Hardy et de Jouvancourt (2020) ont d'ailleurs réalisé une étude du discours de cinq de ces intellectuels (Ferry, Bruckner, de Kervasdoué, Bronner et Tertrais), et démontrent comment, entre 2004 et 2017, ces personnalités ont cherché (via leurs ouvrages et à travers leurs interventions dans les médias) à discréditer l'écologie progressiste, en revalorisant l'idée de progrès et d'une société « fondée sur le principe de l'innovation infinie et de la disruption technologique » (Hardy et de Jouvancourt 2020, 1). Ainsi, si, aujourd'hui, les écologistes progressistes sont régulièrement taxés de « gardiens d'une secte verte » (Bruckner 2011), de « prêcheurs » (de Kervasdoué 2011, 8), de « fondamentalistes de la précaution » (Bronner et Géhin 2010, 63), de « Khmers verts », d'« ayatollahs du principe de précaution » (Ferry 2010 et 2015), ou de « fascistes » en puissance (Bruckner 2011, 233-234 et 100 ; Bronner et Géhin 2010, 135), cela est très certainement lié à ce travail de disqualification réalisé par ces intellectuels, sur les plateaux de télévision et dans les journaux (Madelin 2023, 32-33).

D'autre part, l'argument selon lequel l'écologie serait intrinsèquement conservatrice peut également être avancé pour contester le fait que cette thématique soit associée de manière dominante à la gauche, alors qu'elle « appartiendrait 'naturellement' à la droite » (Dubiau 2022, 51). Cet objectif, opposé au précédent, a été formulé de manière plus récente, et ce par une droite plus conservatrice que libérale. Dans la littérature anglophone, on peut par exemple penser à Roger Scruton et son ouvrage *How to think seriously about the planet: The case for an environmental conservatism* (2012), ou à Peter Huber, auteur du livre *Hard Green: Saving the Environment from the Environmentalists: A Conservative Manifesto* (2000). En France, bien qu'il n'existe pas d'intellectuel conservateur majeur ayant spécifiquement travaillé sur ce sujet, certaines figures médiatiques, telles qu'Eugénie Bastié (éditorialiste au *Figaro* et chroniqueuse sur *CNews*) ou Laetitia Strauch-Bonart (ancienne rédactrice en chef des pages Débats/Idées du *Point* puis de *L'Express*), ont relayé les thèses de Roger Scruton dans les médias français à partir de la fin des années 2010 (Strauch-Bonart est d'ailleurs la traductrice française de Roger Scruton). Pour le philosophe britannique, le conservatisme est la « solution » à la crise écologique, car « le conservatisme n'est rien d'autre que la défense du foyer. Une oikophilie » (Scruton 2012, 54). Le raisonnement de Scruton est le suivant : selon lui, (1) les personnes qui aiment leur foyer sont plus enclines à le protéger et à en prendre soin. Donc, (2) en considérant son environnement comme son foyer, on pourrait mieux prendre soin de la nature (Scruton 2012). Ainsi, pour Scruton, (3) si l'on souhaite freiner le ravage écologique, il faut « revenir aux fondements de notre civilisation : le foyer » (Scruton 2012, 55). En prônant ce « retour aux

fondements de notre civilisation », le philosophe considère l'écologie comme une défense de la stabilité sociale, et donc comme un conservatisme, par contraste avec les mouvements progressistes, qui cherchent souvent à transformer radicalement la société, afin de faire face à la crise écologique (Scruton 2012).

Comme l'indique Dubiau (2022, 51), le renversement, par les conservateurs de droite, de la fonction de l'argument selon lequel l'écologie serait conservatrice « ne change toutefois pas le grand récit évoqué plus haut » :

Il introduit plutôt une nouvelle phase : l'humanité serait allée assez loin dans son supposé arrachement à la nature, et devrait désormais s'arrêter pour ne pas risquer d'aller trop loin car cela aurait pour effet de tout déséquilibrer (c'est-à-dire que cela perturberait l'ordre social actuellement en place, que le camp conservateur qui s'assume comme tel cherche évidemment à conserver). Les prétendues sources de déséquilibre généralement évoquées sont les luttes actuelles pour l'émancipation sociale (c'est évident sur le féminisme, l'argument étant grosso modo : « Le féminisme, c'était bien, jusqu'à ce que soit niée la différence naturelle entre les sexes »).

Les deux finalités derrière l'utilisation, par la droite, de la thèse selon laquelle « l'écologie est conservatrice », c'est-à-dire (1) une première finalité anti-écologiste mobilisée par la droite libérale et (2) une seconde finalité plutôt pro-écologiste et mise en avant par la droite conservatrice, ne s'opposent pas, en tant que telles. On peut même dire qu'elles coexistent, aujourd'hui, et que la seconde finalité n'a « absolument pas remplacé la première » (Dubiau 2022, 52). Cela semble logique, car ces deux finalités remplissent des objectifs différents. Ainsi, les écologistes (progressistes) sont considérés « à la fois comme rétrogrades (parce que contestant le solutionnisme technologique de la droite) et comme 'pas vraiment écologistes' (parce que progressistes, alors que l'écologie serait conservatrice) » (Dubiau 2022, 52).

2.1.1.2 Arguments

Pour justifier l'idée selon laquelle l'écologie serait fondamentalement conservatrice, les intellectuels de droite (libérale ou conservatrice) se basent principalement sur deux types d'arguments. Le premier repose sur une lecture historique : certains soutiennent en effet que l'écologie puise ses origines, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, parmi des figures et mouvements conservateurs, voire d'extrême droite. C'est assez vrai pour l'écologie scientifique, dont le fondateur, Ernst Haeckel, est un « héritier du pangermanisme et de ses théories raciales qu'il a remaquillées en darwinisme » (Dubiau 2022, 24-25). Le biologiste est, par ailleurs, « fréquemment cité comme ayant compté parmi les sources scientifiques de la doctrine pseudo-biologique nazie » (Dubiau 2022, 33), bien que ce rôle de « précurseur du nazisme » soit nuancé par certains historiens (Madelin 2023, 37-38).

De nombreux auteurs soulignent, par ailleurs, le rôle, en écologie politique, du romantisme allemand et du mouvement Heimatschutz⁷ dans la formation et la « reproduction des idées völkisch » (Wolschke-Bulmahn 1996, 533 ; Linse 2009, 158 cités dans Forchtner 2019, 7). Cela est notable, car le courant folkiste (ou *völkisch*), mouvement nationaliste allemand de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, accordait une attention toute particulière à la nature. Chez les völkisch, en effet, un parallèle était établi entre la nature et la société (l'organisation humaine) : puisque, selon eux, la nature était caractérisée par une forte inégalité et une forte hiérarchie (entre espèces, entre prédateurs et proies, dans l'organisation des animaux et des végétaux, ...), la société devait être organisée de manière semblable, les lois de la nature s'appliquant à l'ensemble de la réalité sociale. Cette mobilisation de la nature (comme « référence » ou « métaphore ») pour justifier l'organisation hiérarchique de la société tendait ainsi à naturaliser et essentialiser les inégalités et hiérarchies présentes dans la société, en matière de genre, de « race », de culture, d'orientation sexuelle, ... (Olsen 1999 ; Benoist 2024 ; Dubiau 2022). Comme le souligne Benoist (2024, 116-117),

Les migrations, les mariages homosexuels, les OGM et le multiculturalisme, par exemple, étaient tous considérés comme « contre-nature » et donc illégitimes. Pour certains, cela se traduisait également par le fait de considérer les environnements urbains comme des paysages décadents « contre-nature », assimilant ainsi les modes de vie locaux « naturels » aux milieux de vie ruraux.

Cette mobilisation de la nature en tant que « métaphore », qu'Olsen (1999) qualifie d'« éconaturalisme », revêtait également un caractère nationaliste. En effet, comme le sous-entend l'extrait ci-dessus, il existe une tradition romantique, au sein de l'extrême droite, consistant à défendre la beauté de la nature et, en particulier, des paysages « naturels » des zones rurales. Ceux-ci sont, généralement, opposés à « la laideur de la modernité urbaine ou industrielle » (Forchtner et Kølvråa 2015, 204) – caractérisée par l'urbanisation et l'immigration, phénomènes que les nationalistes tendent à désapprouver. Mais cette valorisation de la nature n'a pas qu'une visée esthétique : elle se combine aussi avec une dimension symbolique explicitement nationaliste. Les paysages naturels et les espèces indigènes sont en effet considérés comme des symboles de l'identité nationale, de la singularité de la nation (Forchtner et Kølvråa 2015). Cette conception de la nature, théorisée par les völkisch, et que l'on peut donc relier à l'éconaturalisme (Olsen 1999), et à une forme d'*esthétisme symbolique* (Forchtner et Kølvråa 2015, 211), a ensuite été reprise par les nazis (qui se placent dans le prolongement du mouvement völkisch), et « continue d'être une référence pour les narratifs antimodernes » (Benoist 2024,

⁷ Le mouvement Heimatschutz est un mouvement de conservation/protection de la nature de la fin du XIX^e siècle, *Heimatschutz* signifiant littéralement « protection de la patrie » (Forchtner 2019, 7).

117) de l'extrême droite contemporaine, en particulier lorsqu'il est question d'enjeux écologiques locaux.

Il apparaît donc clairement que des mouvements conservateurs (du romantisme allemand aux nazis, en passant par les völkisch) ont développé une conception particulière de la nature aux XIXe et XXe siècles, bien avant l'émergence de l'écologie politique « progressiste ». C'est sur cette base que les auteurs de droite mentionnés plus haut affirment que les racines de l'écologisme se trouvent dans le conservatisme. Or, si l'on comprend l'écologisme comme Dubiau (2022), à savoir en tant que conception politique de l'écologie qui prend en compte le contexte de ravage écologique, et qui vise à stabiliser le métabolisme nature/société, on peut estimer que la conception de la nature partagée par les völkisch et les nazis n'est pas identique à celle qui est partagée par les écologistes contemporains. En effet, comme je l'ai brièvement souligné, les völkisch et les nazis envisagent la nature comme une « référence morale pour l'organisation humaine » (Dubiau 2022, 54). La nature, chez eux, n'a donc pas de valeur intrinsèque : elle est perçue comme « utile » parce qu'elle sert de référence pour organiser la société, et parce qu'elle fournit des ressources pour le système industriel allemand. Les écologistes (de droite ou de gauche) contemporains, de leur côté, prennent davantage en compte la valeur « intrinsèque » de la nature : ils sont conscients que le sort de l'humanité dépend du sort de la nature (dans un contexte de crise écologique, qui n'était pas « compris » avant les années 1970), et cherchent donc à protéger la nature pour elle-même, mais aussi pour permettre la survie de l'espèce humaine (Chapoutot 2012).

Le second type d'argument que les intellectuels de droite mobilisent pour justifier la thèse selon laquelle l'écologie serait intrinsèquement conservatrice, lui, est davantage conceptuel. Certains auteurs, comme Luc Ferry (1992) ou Stéphane François (2022), estiment en effet que les concepts fondant la pensée des écologistes (progressistes) – François (2022) cite ainsi l'« ordre naturel », le « localisme », le « survivalisme », la « critique de la modernité », le « respect de la terre », l'enjeu de la « paysannerie », la terre comme « espace culturel », la critique du christianisme, « l'organicisme », « le végétarisme », « les médecines douces », etc. – sont des concepts conservateurs (voire d'extrême droite). Selon ces auteurs, les écologistes seraient donc, en réalité, des conservateurs.

2.1.2 Deuxième thèse : l'écologie est intrinsèquement de gauche, et elle ne peut pas être d'extrême droite

2.1.2.1 Littérature liée à la philosophie politique et à la théorie politique

Plusieurs chercheurs, toujours ancrés dans la philosophie politique et la théorie politique (mais plutôt orientés à gauche, contrairement aux intellectuels évoqués dans la section 2.1.1), ont contesté ce point de vue. C'est notamment le cas du philosophe Fabrice Flipo, qui soutient que les concepts sur lesquels François observe des convergences n'ont, en réalité, pas le même sens à droite et à gauche. Pour illustrer son argument, Flipo cite l'exemple du paganisme. Selon lui, François perçoit des convergences entre les écologistes de gauche et l'extrême droite sur ce sujet parce que les écologistes de gauche « évoquent parfois la nature-mère, ce qui serait une tendance néopaganiste » (Flipo 2022a). Or, d'après Flipo (2022b), il s'agirait là d'une surestimation de la convergence entre écologistes de gauche et extrême droite :

En effet, le paganisme d'extrême droite renvoie à une nature mythologique, ancrée dans un passé nostalgique. Rien de tel chez les écologistes (« de gauche »), qui usent certes de la métaphore de la nature-mère, mais en s'appuyant sur une critique scientifiquement argumentée (par l'écologie, entre autres), débouchant sur l'objectif d'un métabolisme équilibré, à l'échelle globale, des modes de vie avec la biosphère. Cela passe par exemple par une réduction mesurable et mesurée des émissions de gaz à effet de serre. À la base, donc, un cosmopolitisme séculier, et non pas un réenracinement fantasmatique prétendument « écologique » [...] En réalité, le néopaganisme d'extrême droite s'intéresse peu à la nature ou à l'écologie : c'est des racines européennes préchrétiennes dont il se soucie.

Cet extrait met en évidence les deux raisons qui poussent Flipo à rejeter la thèse des intellectuels de droite, tels que Stéphane François. D'une part, Flipo considère, en fait, que François réussit à convaincre ses lecteurs que des convergences (inexistantes) sont présentes, parce que le politologue français ne définit pas, à un seul moment dans son livre, le concept d'« écologie » (politique). Tout intérêt pour la « défense de la nature » (environnementalisme) peut alors, selon Flipo, être considéré comme de l'écologisme. Or, souligne le philosophe – qui se situe ainsi dans la lignée (1) d'autres politistes, comme Dobson et Eckersley (2006) chez les anglophones, ou Villalba (2022), Ollitrault (2008) et Semal (2012) en France, mais également (2) de certaines personnalités politiques et médiatiques de gauche, mentionnées dans l'introduction de ce mémoire, comme François Gemenne, Paloma Moritz, Cécile Duflot, Christophe Cassou, ... –, l'écologisme est bien distinct de l'environnementalisme, et se définit comme « un mouvement social au militantisme cosmopolitique qui cherche à rééquilibrer le métabolisme social avec la nature entendue comme biosphère en mettant en avant la démocratie, la désobéissance civile et la non-violence » (Ollitrault 2008). Cette définition de l'écologisme renvoie à la famille politique

écologiste « de gauche », qui est née dans les années 1970. C'est la raison pour laquelle l'extrait portant sur le néopaganisme évoque un « cosmopolitisme séculier » : pour Flipo, puisque l'extrême droite ne s'ancre pas dans des valeurs de gauche (propres à l'écologie politique) telles que le cosmopolitisme et la démocratie, son rapport à l'écologie ne peut être considéré comme de l'écologisme, et il doit donc être absolument distingué du rapport à l'écologie des écologistes de gauche.

D'autre part, lorsqu'il affirme que « le néopaganisme d'extrême droite s'intéresse peu à la nature ou à l'écologie : c'est des racines européennes pré-chrétiennes dont il se soucie », on comprend que Flipo impute des intentions particulières à l'extrême droite. Selon lui, en effet, « l'extrême droite écologiste ne serait pas vraiment sincère [lorsqu'elle parle d'écologie], ne serait pas vraiment écologiste, car sa préoccupation principale serait la défense de la race/civilisation/identité et non la préservation d'un métabolisme nature-société qui soit durable » (Dubiau 2022, 71). Ainsi, pour Flipo (Dubiau 2022, 71) :

L'extrême droite, c'est uniquement le racisme et toute autre forme de discours n'est qu'une façade pour masquer ce fondement raciste. L'écologie serait ainsi une nouvelle façade, comme a pu l'être le « discours social » du FN/RN depuis quelques années maintenant. Toute possibilité d'hybridation idéologique est complètement évacuée par ce type de cadrage très rigide des idéologies.

Pour résumer, d'après Flipo, ceux qui se prétendent « écologistes » à droite (voire à l'extrême droite) ne peuvent être considérés comme « écologistes », (1) puisqu'ils ne mobilisent pas des traits idéologiques progressistes/de gauche lorsqu'ils parlent d'écologie (et ne font, donc, que prétendre « défendre la nature ») et (2) puisqu'ils ne seraient pas « sincères » dans leurs convictions : ils poursuivraient « nécessairement » d'autres objectifs que des objectifs écologiques, lorsqu'ils abordent ce sujet. Dès lors, l'écologie, selon Flipo et d'autres écologistes de gauche, ne peut être que de gauche, et ne peut pas être de droite ou d'extrême droite.

Cette vision de l'écologie comme « intrinsèquement » de gauche peut donc s'expliquer, en partie, par ces œillères idéologiques de certains auteurs, qui affirment qu'une écologie de droite (ou d'extrême droite) est impossible/non sincère. Mais si cette vision assimilant l'écologie à la gauche (et à la notion, assez abstraite, de « justice sociale ») est si fortement présente ailleurs dans la société et dans le débat public (comme l'illustre l'introduction de ce mémoire), cela s'explique aussi par des éléments assez « factuels » : (1) le mouvement écologiste, né dans les années 1970, portait en lui des attributs progressistes typiques de la gauche et s'est affirmé, dans sa grande majorité, comme étant plutôt situé du côté gauche du spectre politique (notamment sur le plan socioéconomique) ; (2) la gauche social-démocrate et communiste a eu tendance à se saisir des enjeux écologiques plus rapidement et de manière plus approfondie (avec des

variations selon les partis et mouvements) que la droite « classique », qui a « fréquemment manifesté son hostilité vis-à-vis de toute mesure écologique » (Dubiau 2022, 41) ; (3) enfin, l'extrême droite électorale a, très longtemps, été majoritairement climatosceptique (Gemenis, Katsanidou et Vasilopoulou 2012 ; Möhler, Piet et Zaccai 2015 ; Lockwood 2018), ce qui a aussi contribué au développement de cette conception de l'écologie comme étant un « thème de gauche ».

2.1.2.2 Littérature davantage ancrée dans la science politique : le climatoscepticisme d'extrême droite (et ses liens avec le carbofascisme)

Ce dernier point, relatif au climatoscepticisme des partis d'extrême droite, repose sur une littérature plus orientée vers la science politique que vers la philosophie et la théorie politique, contrairement aux publications précédemment citées. En particulier, cette littérature se concentre, au sein de l'extrême droite, sur les partis de droite radicale (populiste) (« (populist) radical-right parties » ou « PRRPs » en anglais), et au sein des enjeux écologiques, sur le changement climatique, en soulignant que ces partis de droite radicale (populiste) sont, pour la plupart, climatosceptiques⁸. Le climatoscepticisme de ces partis a néanmoins évolué depuis les années 1970, période à partir de laquelle le changement climatique a commencé à être abordé par les partis politiques.

a) Climatoscepticisme à l'égard des preuves

D'abord, les PRRPs ont, pour la plupart, tenu une position vis-à-vis du changement climatique s'apparentant à un « climatoscepticisme des preuves » (aussi appelé « climatoscepticisme au sens strict »). Celui-ci est un type de climatoscepticisme qui regroupe lui-même trois sous-types de scepticisme : « le scepticisme de tendance (la négation du changement climatique), le scepticisme d'attribution (la négation de la cause anthropique du changement climatique) et le scepticisme d'impact ([à savoir un discours affirmant qu'un] climat changeant pourrait ne pas être une mauvaise chose) » (van Rensburgh 2015, 3). Certaines études ont révélé que ce scepticisme a été prédominant au sein de l'extrême droite des années 1970 aux années 2010 (Gemenis, Katsanidou et Vasilopoulou 2012 ; Möhler, Piet et Zaccai 2015 ;

⁸ Au sens strict, le climatoscepticisme est entendu comme « la mise en doute du changement climatique d'origine humaine » (Möhler, Piet et Zaccai 2015, 10). Cependant, dans le cadre de ce travail, je préfère la définition large du climatoscepticisme, basée sur la typologie de van Rensburgh. Cette typologie distingue « le scepticisme à l'égard des preuves (aussi appelé « climatoscepticisme au sens strict »), le scepticisme à l'égard des processus (concernant la génération de connaissances et les processus décisionnels) et le scepticisme à l'égard des réponses (concernant les réponses politiques) » (van Rensburgh 2015, 4). Le climatoscepticisme au sens large comprend donc le climatoscepticisme au sens strict en son sein, mais également d'autres types de scepticisme.

Forchtner 2019). D'autres publications ont, quant à elles, fourni des exemples de ce genre de positionnements. C'est le cas de l'ouvrage du Zetkin Collective (2020), qui mentionne le cas du RN en rappelant que, sous la présidence de Jean-Marie Le Pen (1972-2011) en particulier (mais aussi au début de celle de Marine Le Pen (de Nadal 2022, 421)), le parti tenait des positions ouvertement climatosceptiques. Ainsi, les observateurs de la vie politique française se souviennent peut-être des propos tenus par celui qui était alors le président du Front national (FN), lors de la première conférence du parti dédiée au climat, en 2010. J.-M. Le Pen avait alors qualifié le changement climatique d'« arnaque », de « 'crime' imaginé par les socialistes et les écologistes pour augmenter les impôts et, surtout, pour ouvrir encore davantage les frontières. Un 'catastrophisme' qui 'permet de faire accepter une hausse du nombre de réfugiés climatiques, puisque leur situation aurait été créée par nous autres qui, consommant trop, avons contribué à détruire le cadre de vie de ces réfugiés prétendument climatiques' » (Zetkin Collective 2020, 39).

b) Climatoscepticisme à l'égard des processus et des réponses

Dans la plupart des PRRPs, cette position a progressivement évolué à partir des années 2010 (Zetkin Collective 2020 ; Schaller et Carius 2019 ; Forchtner, Kroneder et Wetzel 2018). Ces partis ont en effet adopté des positions climatosceptiques « moins radicales », également désignées par les termes « climatoscepticisme des processus » (concernant la production des connaissances et les processus décisionnels) et « climatoscepticisme des réponses » (concernant les réponses politiques à la crise climatique). Ces positions se traduisent par une forte opposition, d'une part, à la plupart des politiques climatiques mises en place par les gouvernements (climatoscepticisme des réponses), et, d'autre part, à la manière dont ces politiques sont décidées, ainsi qu'à la façon dont les connaissances sur lesquelles ces décisions se fondent sont produites, notamment par les climatologues (climatoscepticisme des processus). Il ne s'agit donc plus de nier purement et simplement l'existence du changement climatique, son origine anthropique, ou son impact.

Ce climatoscepticisme, qu'il soit « modéré » (dans son évolution la plus récente) ou non (lorsqu'il remet en question l'existence du changement climatique, son origine anthropique et/ou son impact), peut être relié à ce que Daggett (2018) puis le Zetkin Collective (2020) ont appelé le « fascisme fossile » (ou carbofascisme). Celui-ci se définit en effet comme « une convergence d'intérêts » (Dubiau et Étienne 2024) entre l'industrie des énergies fossiles et l'extrême droite : puisque l'industrie des énergies fossiles cherche purement et simplement à défendre ses intérêts économiques et puisque l'extrême droite vise quant à elle à défendre le mode de vie occidental (qui reste extrêmement dépendant aux hydrocarbures), toutes deux se rejoignent dans l'objectif

de continuer à extraire un maximum d'énergies fossiles, et pour ce faire, n'hésitent pas à mobiliser les mêmes arguments afin de retarder l'action climatique (voire, dans le cas le plus extrême, afin de nier tout simplement le changement climatique en cours) (Zetkin Collective 2020). Ainsi, le climatoscepticisme de l'extrême droite apparaît comme n'étant « qu'une façade d'un projet politique plus profond » (Dubiau et Étienne 2024) d'alliance entre le capital fossile et les forces réactionnaires, afin de tuer dans l'œuf toute action en faveur d'une lutte plus active contre la crise climatique.

c) Causes du climatoscepticisme

Approche structuraliste

La question se pose alors : quelles sont les raisons qui expliquent ce climatoscepticisme de l'extrême droite ? Lockwood, qui s'intéresse exclusivement aux partis de droite radicale populiste⁹, propose deux pistes d'explication, en s'appuyant sur la littérature relative au populisme. La première, l'approche « structuraliste », insiste sur le fait que (2018, 718) :

Les PRRPs ont exercé un attrait particulier sur ceux – en particulier les hommes, les travailleurs de l'industrie et de la fabrication et les cols blancs moins qualifiés – dont les emplois, les revenus et la sécurité économique en général ont été les plus érodés par les processus de mondialisation, d'automatisation et de désyndicalisation (par exemple, Bornschier et Kriesi 2012, Ford et Goodwin 2014, Rodrik 2017). Cet argument est peut-être le plus associé à Betz (1994), qui appelle ce groupe les « perdants de la mondialisation », alors qu'il a été plus récemment qualifié dans les médias de « laissés pour compte ».

Comme le résume le schéma ci-après (figure 5), les PRRPs (et plus généralement les partis populistes) tirent donc une partie de leur succès de ces dernières années des effets de la mondialisation sur les « laissés pour compte » (flèche 1). Or, selon cette approche structuraliste, les politiques climatiques pourraient apparaître comme venant renforcer ces effets de la mondialisation. Cela « aggraverait la situation » des « laissés pour compte », les poussant ainsi à s'opposer aux politiques climatiques (flèche 2). Les partis populistes, souhaitant « défendre » leur base électorale, seraient donc incités à tenir des positions climatosceptiques (flèche 3). Les « perdants de la mondialisation », eux, seraient d'autant plus susceptibles de voter pour ces partis qui défendent leurs intérêts (flèche 4).

⁹ L'appellation choisie par Lockwood (2018) pour désigner la droite radicale populiste diffère de celle que Pirro (2022) mobilise dans son article (bien que la signification de cette appellation reste identique). En effet, tandis que Pirro se réfère à la « *Populist radical right* » (PRR), Lockwood, lui, privilégie le terme de « *Right-wing populism* » (RWP). C'est pourquoi l'on retrouve ce sigle (« RWP ») dans les schémas reproduits ci-après.

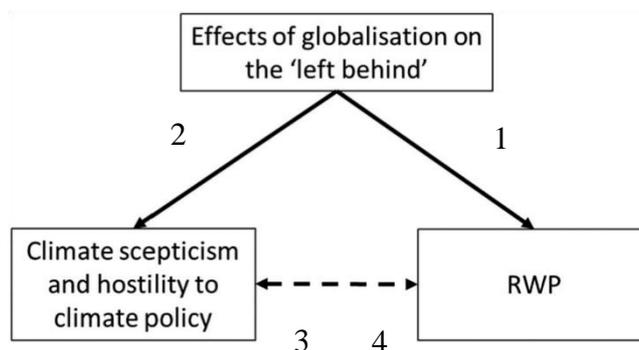
Plusieurs mécanismes pourraient expliquer pourquoi les politiques climatiques peuvent apparaître comme menaçantes aux yeux des « laissés pour compte » (flèche 2). L'un d'eux est précisé par Lockwood (2018, 719-720) :

Un argument potentiel est que beaucoup des secteurs les plus touchés par le changement technique, la mondialisation et la désyndicalisation, y compris l'industrie manufacturière, l'industrie lourde et l'exploitation minière (en particulier le charbon), sont également les plus intensifs en carbone, de sorte que le groupe des « laissés pour compte » dont les PRRPs tirent leur soutien est matériellement menacé par les politiques climatiques.

Cette approche rejoindrait ainsi les conclusions d'une étude menée en 2012. Cette étude a en effet mis en évidence l'existence d'un « contre-récit » climatique au sein de l'opinion publique européenne, « qui s'apparente à diverses formes de scepticisme à l'égard du changement climatique. Elle a [aussi] montré certaines relations entre la réception à ce contre-récit et la position socioéconomique de ce qu'elle appelle les 'perdants de la mondialisation' » (Möhler, Piet et Zaccai 2015, 13). Toutefois, comme le souligne Lockwood lui-même, cette approche souffre de plusieurs limites. Par exemple (2018, 720-721),

Si les pertes économiques et l'exclusion politique peuvent expliquer pourquoi les électeurs de la classe ouvrière peuvent se tourner vers le populisme, ces facteurs ne peuvent à eux seuls expliquer pourquoi ces électeurs se sont si fréquemment tournés vers le populisme de droite, par opposition à celui de gauche. Un tel phénomène suggère que les valeurs et l'idéologie doivent également jouer un rôle essentiel.

Figure 5. L'approche structuraliste (Lockwood 2018, 719)



Approche idéologique

Cette importance de l'idéologie – également soulignée par de récentes recherches en sciences sociales visant à expliquer le vote en faveur de l'extrême droite (voyez Faury 2024 par exemple) – m'amène justement à discuter de l'« approche idéologique », l'autre piste

développée par Lockwood pour expliquer pourquoi les PRRPs seraient si souvent climatosceptiques. D'après Lockwood, cette approche serait plus convaincante que l'approche structuraliste. Une telle position serait « toujours cohérente avec l'idée que des facteurs structurels ont alimenté la montée en puissance de la droite radicale populiste au cours des 30 dernières années » (Lockwood 2018, 721-722). C'est la raison pour laquelle la case évoquant les « effets de la mondialisation sur les 'laissés pour compte' » est toujours présente dans le sixième schéma, reproduit ci-après (figure 6). En revanche, cette approche diffère de l'approche structuraliste, parce qu'elle considère que ces facteurs structurels ont un impact *indirect* sur les attitudes des PRRPs (et de leurs électeurs) à l'égard du changement climatique. Cet impact serait en effet « médié par la nature idéologique des PRRPs » (Lockwood 2018, 722), ce qui explique pourquoi la case « Ideology of RWP » se situe entre celle mentionnant les effets de la mondialisation sur les laissés pour compte et celle qui traite du « climatoscepticisme et de l'hostilité aux politiques climatiques » de la droite radicale populiste.

L'approche idéologique accorde donc une place importante à l'idéologie des PRRPs pour expliquer leur climatoscepticisme. Par exemple, la composante nativiste et anti-immigration de ces partis implique que ceux-ci considèrent que l'immigration est une menace pour l'État homogénéisé qu'ils souhaitent faire advenir. Dans le cas du changement climatique, cela peut se traduire par un rejet et une stigmatisation des réfugiés climatiques (Kulin, Sevä et Dunlap 2021), et/ou par des déclarations visant à affirmer que « le changement climatique n'est pas une préoccupation urgente par rapport aux menaces 'réelles' de l'immigration et de la criminalité » (Küppers 2024, 19).

Un concept proche du nativisme, le nationalisme (le nativisme étant une version radicale du nationalisme), pourrait lui aussi jouer un rôle. Forchtner et Kølvråa (2015) ont en effet identifié trois dimensions du nationalisme, qui articulent les discours des partis de droite radicale populiste sur la nature et le climat : la dimension esthétique, la dimension symbolique et la dimension matérielle. La dimension esthétique, d'abord, s'inspire d'une vision romantique de la nature, valorisant sa beauté intacte, à l'abri de toute modification artificielle. Cette vision se traduit, au niveau environnemental, par une défense des paysages traditionnels de la campagne (je l'ai déjà mentionné un peu plus haut) et, au niveau climatique, par le rejet des technologies (comme les éoliennes) qui contribuent à la lutte contre le changement climatique, mais qui « porteraient atteinte » à ces paysages traditionnels. La dimension symbolique, quant à elle, s'appuie sur une conception de la nature comme « espace » qui se voit revendiqué par une communauté particulière. Elle a donc trait à la souveraineté de la nation et, au niveau climatique, se manifeste par une dénonciation des influences de forces étrangères et/ou d'élites (les activistes

climatiques, le GIEC, ...) qui ne comprendraient pas les réalités locales du peuple qui a la souveraineté sur son territoire. Enfin, la dimension matérielle appréhende la nature en termes de ressources... matérielles. Elle considère en effet le territoire national comme un espace renfermant des ressources limitées que le peuple a le droit d'exploiter et de protéger. En matière énergétique, la priorité est donc accordée à l'indépendance ou à l'autosuffisance énergétique, plutôt qu'à la durabilité et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce lien avec l'« indépendance » (et donc avec la notion de souveraineté) donne à la dimension matérielle une portée symbolique. C'est ce que Forchtner et Kølvråa (2015) désignent par le terme « *matérialisme symbolique* », et il semble que cette combinaison de dimensions soit la plus saillante dans le discours nationaliste des PRRPs portant sur le changement climatique (alors que, comme précisé plus haut, c'est l'*esthétisme symbolique* qui est prédominant dans le positionnement des partis d'extrême droite sur les enjeux écologiques plus locaux).

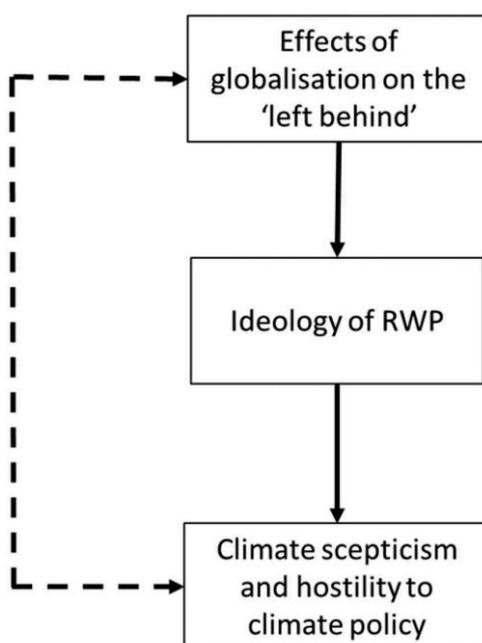
Un troisième élément idéologique permettant d'éclairer le climatoscepticisme des PRRPs aurait, quant à lui, trait à l'autoritarisme qui caractérise l'extrême droite. Olsen (1999) identifie en effet trois piliers idéologiques formant ce qu'il appelle « l'écologie d'extrême droite » : l'éconaturalisme (déjà discuté précédemment), l'éco-organicisme et l'éco-autoritarisme. À travers ce dernier, l'extrême droite souligne la nécessité d'un État fort (et de législations environnementales strictes/sévères) voire d'une écodictature pour faire face à la crise écologique. On perçoit ainsi assez clairement comment les caractéristiques autoritaires de l'extrême droite peuvent se retrouver dans son discours écologique.

Enfin, le populisme se retrouve également dans les discours climatosceptiques de certains partis d'extrême droite, à l'instar du parti hongrois Jobbik (Kyriazi 2019), de l'AfD allemand (Forchtner et Özvatan 2019 ; Küppers 2024), du parti des Vrais Finlandais (Hatakka et Välimäki 2019), ou de plusieurs autres partis scandinaves (Andersen *et al.* 2020). Ces découvertes ne sont pas si surprenantes, car la dimension populiste des PRRPs souligne « leur désir d'une relation plus étroite et plus simple entre 'le peuple' et les élites politiques, à laquelle le changement climatique, en tant que problème complexe et souvent opaque exigeant des solutions complexes, pose un défi indésirable (Lockwood 2018, 722). Différents arguments populistes sont ainsi mobilisés par ces partis, dans le cadre des débats portant sur le changement climatique : les élites politiques et médiatiques « cosmopolites » peuvent se voir reprocher leur distance par rapport à la réalité vécue par « les citoyens ordinaires » (Forchtner, Kroneder et Wetzel 2018 ; Huber 2020), les élites scientifiques peuvent également être critiquées (Huber, Greussing et Eberl 2021), les politiques climatiques peuvent être considérées et perçues comme des complots visant à soutirer de l'argent aux travailleurs (Forchtner, Kroneder et Wetzel 2018), ...

En d'autres termes, selon l'approche idéologique, les PRRPs et leurs électeurs seraient très souvent climatosceptiques en raison de leur idéologie (qui est à la fois nativiste, nationaliste, autoritaire et populiste) et non en raison d'un intérêt électoraliste (pour les partis) ou d'une crainte des effets des politiques climatiques (pour les électeurs de type « perdants de la mondialisation »), contrairement à ce que l'approche structuraliste avançait. Cela rejoint l'analyse de Gemenis, Katsanidou et Vasilopoulou (2012, 18-19), selon lesquels le climatoscepticisme de l'extrême droite¹⁰ « s'inscrit dans certaines des composantes idéologiques classiques de ce courant », dont l'opposition à l'immigration et le nationalisme.

Il faut enfin noter que des débats ont lieu, au sein de la littérature, sur la nature du trait idéologique qui domine le discours de la droite radicale populiste par rapport au changement climatique. Certains mettent en effet l'accent sur le populisme (l'idéologie « fine » de la droite radicale populiste) et, de manière plus précise, sur l'anti-élitisme (Lockwood 2018 ; Huber 2020 ; Huber, Greussing et Eberl 2021), alors que d'autres insistent sur l'idéologie de base (*core ideology*) de la droite radicale populiste (Huber *et al.* 2021). Dans ce dernier cas, c'est soit le nativisme (ou un concept proche : l'anti-égalitarisme) qui est mis en lumière (Jylhä et Hellmer 2020 ; Jylhä, Strimling et Rydgren 2020 ; Krange, Kaltenborn et Hultman 2019), soit le nationalisme (Forchtner et Kølvråa 2015 ; Kulin, Sevä et Dunlap 2021).

Figure 6. L'approche idéologique
(Lockwood 2018, 722)



¹⁰ Cette fois, le concept d'extrême droite est pris dans son ensemble, et non en se concentrant sur l'un de ses sous-ensembles constitutifs (à savoir la droite radicale populiste).

2.1.3 Troisième thèse : l'écologie politique est historiquement associée à la gauche, mais d'autres conceptions politiques de l'écologie peuvent exister

2.1.3.1 L'extrême droite extraparlamentaire (et l'écofascisme)

Je viens de le démontrer : certains auteurs, plutôt situés à droite politiquement, tendent à affirmer que l'écologie est intrinsèquement conservatrice, alors que d'autres, à l'opposé du spectre, défendent le point de vue inverse, selon lequel l'écologie serait nécessairement de gauche. Une troisième thèse existe néanmoins. Celle-ci consiste à reconnaître que l'écologie politique est historiquement associée à la gauche, mais à affirmer également que d'autres conceptions politiques de l'écologie peuvent exister, y compris à droite et à l'extrême droite.

Ce point de vue est défendu par le chercheur en géographie Antoine Dubiau, dans son livre intitulé *Écofascismes* (Dubiau 2022 ; Dubiau 2023). Cet ouvrage a, d'une certaine manière, été rédigé en réponse aux deux thèses que je viens de présenter. À propos de la première thèse, par exemple, Dubiau reconnaît à Ferry et François le fait que l'écologie (scientifique et politique) puise en partie ses origines dans des références conservatrices (dont Ernst Haeckel). En revanche, le chercheur conteste la thèse de ces intellectuels de droite, selon laquelle il y aurait une « 'filiation naturelle' entre écologie et conservatisme » (Dubiau 2022, 74). Il considère en effet que « la nature de ce qui est à conserver dans le cas de l'écologisme (à savoir, la stabilité des rapports entre nature et société) diffère de ce que cherchent à conserver les doctrines politiques dites conservatrices (à savoir, un ordre social) » (Dubiau 2022, 74) et que, donc, l'analogie établie (entre écologie et conservatisme) n'est pas valable. Par ailleurs, les écologistes s'opposent sur la manière de « conserver (ou plutôt, 'retrouver' ?) la stabilité des rapports matériels nature/société : la majorité (les écologistes de gauche) revendique l'abolition des dominations, d'autres (les écofascistes / écologistes d'extrême droite) leur renforcement » (Dubiau 2022, 75). Affirmer que l'écologie est conservatrice (en la renvoyant au courant politique correspondant) parce qu'elle cherche à conserver ou retrouver un équilibre dans le métabolisme nature/société est donc assez vide de sens, puisque cette « conservation » peut s'avérer progressiste si elle est menée par des écologistes de gauche.

Si Dubiau rejoint Flipo sur ce constat, il s'oppose en revanche au philosophe français (et donc à la deuxième thèse présentée ci-dessus), parce que, contrairement à lui, il estime qu'une hybridation entre écologie et extrême droite est possible. Cette hybridation, d'après Dubiau, a d'ailleurs déjà eu lieu au sein de la Nouvelle Droite (ND) et, en particulier, chez Alain de Benoist, le principal représentant de cette mouvance (qui est, par ailleurs, l'un des co-fondateurs du

GRECE, le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne, le think tank qui constitue le principal laboratoire de pensée de la ND). Celui-ci a lu des textes écologistes importants, a compris le contexte écologique dans lequel nous vivons actuellement, mais propose une conception de l'écologie différente de celle portée par les écologistes de gauche, pour faire face au ravage écologique. En effet, pour de Benoist, pour la Nouvelle Droite et, de manière générale, pour tous les « écofascistes », la métaphore naturelle réalisée par les völkisch et les nazis a été inversée : les écofascistes considèrent toujours la nature comme une « référence morale pour l'organisation de la société » *mais*, par ailleurs, ils prennent aussi en considération le contexte écologique actuel (qui souligne les multiples dangers auxquels fait face la « nature »), en affirmant que, si les « nationaux » veulent préserver cette référence morale, ils doivent en défendre les conditions environnementales. En d'autres termes, « la nature ne se réduit plus à sa conception aristotélicienne comme principe d'engendrement, puisqu'elle est aussi considérée comme une condition essentielle de la bonne reproduction de la race ou d'une nation. La reproduction écofasciste apparaît ainsi comme une allégorie de l'importance de la protection de la nature dans la survie de la race » (Dubiau 2022, 102). Bref, l'écofascisme, c'est la volonté de préserver la nature (dans un contexte de crise écologique), pour préserver la race. C'est aussi, d'une certaine manière, la démonstration que l'extrême droite est capable d'être « écologiste », dans le sens où elle considère, ici, la nature comme ayant une valeur intrinsèque.

Comme le résume le tableau ci-après (figure 7), si l'on veut effectuer un nouveau lien avec Olsen (1999), on pourrait rapprocher cette conception de la nature de ce que le politologue américain appelle l'« éco-organicisme », c'est-à-dire une conception de l'écologie qui consiste à percevoir la nature et la société comme un tout, comme un écosystème, comme un organisme vivant uni. En effet, si la nature apparaît comme ayant une valeur intrinsèque aux yeux des écofascistes, c'est parce que ceux-ci considèrent, contrairement aux fascismes historiques et aux völkisch, que « la nature (ou la terre) n'a pas seulement produit la race (l'identité) à l'origine, avant que celle-ci ne se développe de manière autonome : elles forment un tout (nature-race ou terre-identité) dont il faudrait préserver l'équilibre existant depuis les origines » (Dubiau 2022, 163). On le voit assez clairement dans cet extrait : alors que les nazis et les völkisch considéraient que la société et la nature formaient deux identités distinctes, les écofascistes ont une vision beaucoup plus organique de la société et de la nature : celles-ci forment un tout, et les communautés humaines vivant sur une terre ont un lien organique avec ce sol. Dès lors, seules ces communautés humaines « enracinées » depuis des siècles dans le même territoire seraient capables de prendre soin de ce sol et d'en préserver la richesse écologique. Les populations allogènes (extérieures à la communauté raciale, c'est-à-dire non blanches) sont donc considérées

comme des menaces pour l'équilibre nature/société, ce qui se matérialise de deux manières. Premièrement, ces populations sont jugées comme n'étant pas capables de gérer correctement les ressources naturelles du pays, parce qu'elles n'auraient pas le sentiment d'appartenir à la région locale (contrairement aux « indigènes »). Comme on peut le constater, ici, l'accent est mis sur le « caractère » des populations non blanches : en raison de leur origine (c'est-à-dire qu'elles ne proviennent pas du territoire concerné), elles ne seraient pas « enracinées », et donc pas « capables » de prendre soin de la nature (Turner et Bailey 2020). À l'inverse, les populations locales, elles, sont considérées comme des « gardiens (*stewards*) naturels de leur environnement » (Benoist 2024, 116). Comme l'indiquent Turner et Bailey (2020, 121), cet accent mis sur les « compétences supérieures » des indigènes implique une lecture profondément raciste et hiérarchique du problème écologique : « L'aptitude à gérer durablement la nature (ou la 'patrie') est censée être une caractéristique inhérente aux Européens 'indigènes', que ce soit grâce à un travail pastoral inlassable, à un sens supérieur de la considération ou à des réglementations supérieures limitant les émissions industrielles [...] À l'opposé, les migrants du Sud global sont considérés comme non civilisés, irresponsables, imprudents ou non investis dans la région ».

Une deuxième manière de présenter l'immigration/les populations non blanches comme une menace consiste, quant à elle, à affirmer que ces populations viennent épuiser les ressources écologiques nationales (terre, eau, nourriture, etc.). L'accent est alors mis sur le nombre de personnes, plutôt que sur le caractère de ces individus : l'immigration serait un problème écologique, car elle viendrait perturber la « capacité de charge » d'un écosystème, c'est-à-dire le « nombre maximal [ou optimal] de populations ou d'individus d'une espèce particulière qu'un milieu donné peut supporter indéfiniment, sans se détériorer et en maintenant ces populations ou individus en bon état » (Triplet 2015, 193). En d'autres termes, la crainte est ici que l'augmentation du nombre d'immigrés dans les sociétés occidentales entraîne une augmentation de la population, qui pèserait à son tour sur les écosystèmes et les ressources (Turner et Bailey 2020). Très souvent, les discours (portés par l'extrême droite ou par d'autres forces politiques) mettant en avant un cadrage néomalthusien (ou populationniste) du ravage écologique ne visent pas explicitement les migrants. Ils portent, de manière plus générale, sur l'inquiétude quant à la surpopulation. Dans ce cas-là, ces discours ne sont pas racistes « en soi » : aborder la question de la démographie peut être légitime lorsque l'on discute de la crise écologique (même s'il ne s'agit que de l'une des dimensions à prendre en compte) (Madelin 2023). En revanche, ce cadrage, dans la bouche de l'extrême droite, vient très régulièrement légitimer une lecture raciste du problème écologique car, la plupart du temps, l'extrême droite ne mentionne que cet élément

comme piste d'explication du ravage écologique. Le risque est alors de verser dans un « solutionnisme démographique » (Bickhardt 2022), qui prétend que la crise écologique pourrait être entièrement résolue en diminuant le nombre de personnes sur Terre (et donc dans les écosystèmes). Et c'est à ce moment-là que l'on tend à développer une vision raciste : puisque la surpopulation est le seul problème relevé, et puisque, par exemple, les modes de vie insoutenables du Nord global ne sont pas questionnés (tout comme les responsabilités historiques ou les inégalités entre individus en matière économique et/ou en matière d'impact écologique), « les restrictions à l'immigration (dans lesquelles la mobilité en provenance des pays du Sud est rendue très visible) sont rationalisées comme (seules et uniques) solutions à la dégradation » (Turner et Bailey 2020, 120).

Ces deux manières de présenter l'immigration / les populations non blanches comme une menace ont été théorisées par Turner et Bailey (2020), qui les regroupent dans le concept d'*ecobordering*. On pourrait toutefois rapprocher la deuxième dimension de cet *ecobordering* d'une autre conceptualisation, à savoir celle de Forchtner et Kølvråa (2015), qui ont mis au jour le fait que le discours des partis d'extrême droite sur la nature et le climat se structure autour des trois dimensions du nationalisme (esthétique, symbolique et matérielle). Comme indiqué dans le tableau ci-après (figure 6), dans ce mémoire, nous avons déjà démontré que le discours climatique de ces partis mobilise l'ensemble des trois dimensions. Le discours sur la nature, en revanche, n'a, jusqu'à présent, mis en avant que les dimensions esthétique et symbolique (en soulignant la présence d'un *esthétisme symbolique* dans l'écologie des fascismes historiques et des *völkisch*). Cela semble logique, car la dimension matérielle « manquante » renvoie, en réalité, au néomalthusianisme que je viens de décrire. En effet, dans la communication du British National Party (BNP), Forchtner et Kølvråa (2015, 211) identifient « des affirmations selon lesquelles l'immigration exerce une pression particulière sur l'environnement britannique et ses ressources (matérielles) ». Ainsi, indique le BNP, l'immigration doit être réduite pour protéger la capacité de la terre à nourrir la population, « et seule notre politique migratoire y parviendra » (BNP 2009 et BNP 2010, cités dans Forchtner et Kølvråa 2015, 211).

Une question se pose, enfin, en ce qui concerne l'écofascisme : comment cette vision se traduit-elle dans la pratique ? Dubiau (2023, 56) explique [Je souligne] :

Puisque, selon les écofascistes, la société et la culture sont des produits de la nature (ne faisant qu'un avec elle), l'écologie politique consiste à se soumettre aux lois de la nature dans tous les sens du terme. Les inégalités au sein des sociétés humaines, que ce soit entre les hommes et les femmes ou entre les personnes blanches et non-blanches, se retrouvent alors naturalisées. La crise écologique serait ainsi le résultat d'une perturbation de la nature, au sens double d'un dépassement des lois naturelles censées

organiser la société et d'une surexploitation des ressources. Cette idée débouche sur un projet de « retour à la nature », au sens d'un retour à des communautés traditionnelles à petite échelle, autarciques et patriarcales, enracinées dans un territoire et homogènes racialement – c'est-à-dire réservées aux personnes blanches.

2.1.3.2 Les partis de droite radicale populiste / L'extrême droite électorale

Contrairement aux propos tenus par certains auteurs (dont Fabrice Flipo) et contrairement à ce qui se dit, de manière générale, dans le débat public, une écologie d'extrême droite, non basée sur des « valeurs de gauche », est donc possible, et l'objectif du livre de Dubiau est de mettre en garde contre cette possibilité. Cette vigilance, souligne le chercheur, ne doit toutefois pas nous empêcher de reconnaître que seule une minorité des forces politiques d'extrême droite sont écofascistes. La grande majorité des partis de droite radicale populiste, par exemple, ne le sont pas (Dubiau 2022). Ou, plutôt, ces partis se situent sur un spectre/axe, entre climatoscepticisme/carbofascisme et écofascisme (Benoist 2024) : au niveau climatique (et donc étatique, puisque l'action climatique se décide souvent au niveau étatique), ils restent en effet opposés à la plupart des politiques climatiques ; par contre, en ce qui concerne les enjeux environnementaux plus locaux, ils peuvent se montrer plus écologistes/conscients des enjeux, en piochant certains éléments/certaines inspirations dans le corpus idéologique de l'écofascisme (Dubiau 2023).

C'est le cas, par exemple, du « localisme ». Ce concept, visant à promouvoir l'échelle locale comme lieu privilégié d'un projet politique écologique, recouvre des significations diverses, en fonction de l'idéologie qui le mobilise. En effet, si le localisme le plus connu est le localisme « progressiste » (qui a émergé parallèlement à la naissance de l'écologie politique « de gauche » dans les années 1970, et qui revendiquait alors une décentralisation plus forte du pouvoir), il existe aussi un localisme « néolibéral » et un localisme « d'extrême droite ». Ce dernier, qui m'intéresse tout particulièrement ici, est, initialement, un projet politique écofasciste, popularisé par la Nouvelle Droite (François 2016 ; Carle 2017 ; Dubiau 2022). Celle-ci considère en effet que la mondialisation est « déracinante, cosmopolite et multiraciale » (Bonesio 2001, 17), et que le localisme apparaît comme une réponse à cette mondialisation « destructrice et surtout homogénéisante, induite par la modernité industrielle » (Benoist 2024). Le localisme permettrait ainsi de relocaliser efficacement et durablement « l'économie et les personnes » (Cattin *et al.* 2013, 15), et serait, dans la perspective de ces penseurs écofascistes, directement associé à une critique anticapitaliste, décroissante, et favorisant la souveraineté alimentaire et la préservation de l'identité régionale et nationale. En ce sens, indique Dubiau (2022, 178), le localisme est une

conséquence de la focale mise, par la Nouvelle Droite, sur la notion d'enracinement (et sur l'idée que le territoire est l'espace où l'enracinement s'effectue), puisque le localisme implique « la défense de l'échelle locale comme espace privilégié de l'enracinement ».

Le localisme tel que réapproprié, plus tard, par des partis de droite radicale populiste comme le RN (à partir de 2019 pour le parti frontiste¹¹), est un exemple de ces concepts « piochés » chez les écofascistes, mais qui situent le RN et ses semblables sur un axe entre écofascisme et carbofascisme. En effet, le RN ne mobilise pas le localisme de la même manière que la Nouvelle Droite : contrairement à la Nouvelle Droite, il n'intègre pas de critiques envers le capitalisme et la croissance, dans ce localisme (il est donc moins « radical » dans son « écologisme ») ; par ailleurs, la mobilisation du localisme, par le RN, n'empêche pas celui-ci de continuer à effectuer de l'obstruction en ce qui concerne les politiques climatiques, le RN « rejetant toute perspective globale » (Benoist 2024) dans le cadre de la lutte contre la crise écologique.

Le localisme, cependant, n'est pas le seul élément idéologique écofasciste repris par les partis de droite radicale populiste. Je pourrais ainsi citer le biorégionalisme, un concept écologiste progressiste initialement, qui a ensuite été remobilisé par la Nouvelle Droite, et qui vise à affirmer (lorsqu'il est employé par les écofascistes) que des « régions naturelles » (ou « biorégions ») auraient préexisté aux sociétés humaines et que « leur remplacement par de nouvelles frontières arbitraires (sur le plan écologique) aurait provoqué le désastre écologique en cours » (Dubiau 2022, 179-180). Pour les écofascistes, il faudrait donc revenir à ces frontières « naturelles » (à garder hermétiques) si l'on souhaite s'inscrire dans le cadre des limites planétaires.

Enfin, dernier concept repris par les PRRPs : l'*ecobordering*, le concept théorisé par Turner et Baily (2020), que je viens de décrire dans la section précédente. Comme expliqué, l'*ecobordering* est mobilisé par le BNP au Royaume-Uni, mais il a également été adopté par d'autres partis tels que le RN, la Lega en Italie, le FPÖ en Autriche, et l'UDC en Suisse. De plus, comme mentionné brièvement en évoquant le cas du BNP, dans le cadre de cet *ecobordering*, ces PRRPs proposent une réponse aux menaces perçues comme étant liées aux populations non blanches : le renforcement des frontières, pour limiter le nombre d'entrées sur le territoire. La déclaration de Jordan Bardella, affirmant que « Le meilleur allié de l'écologie, c'est la frontière. C'est par le retour aux frontières que nous sauverons la planète » (Spoon et Williams 2022, 4 ; Zetkin Collective 2020, 71), en est un exemple significatif.

¹¹ Le Front national (FN) a changé de nom et est devenu « Rassemblement national » (RN) le 10 mars 2018, à la suite d'un congrès organisé par le parti.

En revanche, d'autres partis comme l'AfD, Vox ou les Démocrates de Suède n'ont pas suivi la même trajectoire que le RN, la Lega, le FPÖ ou l'UDC : ils ont maintenu une forte position climatosceptique (y compris vis-à-vis des preuves scientifiques qui attestent de l'existence du changement climatique) et ont intégré relativement peu d'éléments idéologiques écofascistes dans leurs discours (Zetkin Collective 2020). Ainsi, comme je l'ai déjà souligné brièvement, les partis de droite radicale populiste se situent sur un axe allant du climatoscepticisme à l'écofascisme (Benoist 2024) : sur cette échelle, certains partis se rapprochent du pôle écofasciste (par exemple, le RN, qui a intégré un nombre important d'éléments écofascistes dans ses discours, bien que ces éléments puissent être moins visibles lors de certaines campagnes, comme celle des élections européennes de 2024) tandis que d'autres, comme les Démocrates de Suède, sont plus éloignés de l'écofascisme et plus proches du climatoscepticisme « pur » ou idéaltypique. Toutefois, de manière générale, tous tendent à présenter à la fois des caractéristiques climatosceptiques et des éléments écofascistes (par exemple, le RN, bien qu'intégrant des éléments écofascistes, demeure opposé à la majorité des politiques climatiques).

Figure 7. Résumé des visions écologiques d'extrême droite mentionnées jusqu'ici (tableau réalisé par l'auteur)

Visions écologiques / Auteurs	Écologie des völkisch et des fascismes historiques	Écofascisme de la Nouvelle Droite	Écologie des partis d'extrême droite contemporains
Dubiau (2022)	Métaphore « classique » (nature → société)	Inversion de la métaphore (nature ⇆ société)	Les 2
Olsen (1999)	Éconaturalisme	Éco-organicisme	Les 2
Forchtner et Kølvråa (2015)	- Enjeux écologiques locaux : dimensions esthétique et symbolique (<i>esthétisme symbolique</i>)	- Enjeux écologiques locaux : dimension matérielle	- Enjeux écologiques locaux : les 3 dimensions - Enjeux climatiques : les 3 dimensions (<i>matérialisme symbolique</i> dominant) + Nativisme, populisme et autoritarisme
Turner et Bailey (2020)		Ecobordering	Ecobordering

Traduction concrète	Défense des paysages naturels ruraux	Ecobordering, localisme, biorégionalisme, ... + Retour à des communautés autarciques, patriarcales et homogènes racialement	- Enjeux locaux : Défense des paysages naturels ruraux + Ecobordering, localisme, biorégionalisme <i>mais</i> de manière différente (pas de critique anticapitaliste, décroissante, ...) - Enjeux climatiques : Climatoscepticisme « strict » ou « modéré »
---------------------	--------------------------------------	--	--

2.2 Le Vlaams Belang et l'écologie

2.2.1 *Le Vlaams Belang et le changement climatique*

Parmi tous ces partis d'extrême droite européens, le cas du VB a été très peu étudié dans sa dimension climatique, notamment en comparaison avec d'autres partis, comme le RN, la Lega, l'AfD ou le FPÖ. Par exemple, le Zetkin Collective s'est intéressé au positionnement sur les enjeux climatiques de partis d'extrême droite situés « dans treize pays européens : Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Suède et Grande-Bretagne » (Zetkin Collective 2020, 13-14). Les auteurs prétendent donc avoir analysé « ce que les principaux partis européens d'extrême droite ont dit, écrit et fait à propos du climat et de l'énergie » (Zetkin Collective 2020, 13-14). Or, il y a un absent notable à ce tableau : le Vlaams Belang. Cependant, le collectif n'est pas le seul, parmi mes références, à ne pas évoquer le VB : les 15 pays d'Europe occidentale et orientale analysés par Spoon et Williams ne comprennent pas la Belgique (2022) et Forchtner, Kroneder et Wetzsel se sont concentrés sur quatre acteurs d'extrême droite non partisans et allemands (2018).

Möhler, Piet et Zaccai (2015) et Gemenis, Katsanidou et Vasilopoulou (2012), quant à eux, discutent bel et bien du cas du VB, mais les données qu'ils fournissent à ce sujet ne sont que très peu détaillées. Elles ne font en effet que mettre en avant le fait qu'en 2009 et 2012 (pour Gemenis, Katsanidou et Vasilopoulou) et en 2014 (pour Möhler, Piet et Zaccai), le VB minimisait les conséquences du changement climatique, voire tenait des positions ouvertement climatosceptiques. En d'autres termes, ces auteurs n'ont exposé que la nature de la position du VB par rapport au changement climatique ; ils n'évoquent pas les raisons qui expliquent ce positionnement et/ou les traits idéologiques qui viennent le soutenir. Par ailleurs, ces informations concernant le VB sont assez anciennes et ne concernent que des années isolées (2009, 2012 et 2014). Qu'en est-il aujourd'hui, alors que la crise écologique devient de plus en plus prégnante, que ses effets sont de plus en plus visibles (à l'image des inondations dramatiques

qui ont frappé la Wallonie et une partie de l'Europe occidentale en juillet 2021¹²), et que la mobilisation citoyenne s'intensifie autour de ce sujet (Lefebve 2022 ; Jadoul 2024) ? Qu'en est-il, aujourd'hui, alors qu'un nouveau président (Tom Van Grieken) est arrivé à la tête du VB en 2014, tentant, depuis, de « dédramatiser » le parti ? (Biard 2019a, 43) Qu'en est-il aujourd'hui, aussi, alors que le VB « se sent pousser des ailes » avec des scores en hausse significative depuis les élections locales de 2018 ?

Le constat qui vient d'être réalisé doit toutefois être nuancé : entre le moment où ce mémoire a commencé à être écrit et le moment où il a été terminé, un article portant sur le positionnement du Vlaams Belang quant au changement climatique a été publié dans la revue *Politics of the Low Countries* (Praet 2023). Cet article, qui est une analyse d'un cas unique, s'intéresse, en particulier, aux communiqués de presse publiés par le VB sur son site Internet, entre 2017 et 2021. Après avoir mobilisé l'analyse qualitative de contenu (QCA) pour sélectionner et segmenter les données, une analyse thématique a été réalisée afin d'identifier les principales dimensions idéologiques présentes dans le corpus. Il en ressort que le VB mobilise surtout des caractéristiques autoritaires et socioéconomiques (le populisme est très peu présent, et le nativisme est presque hors de propos) lorsqu'il aborde les enjeux climatiques, et ce, principalement, pour s'opposer aux politiques climatiques et à la manière dont elles sont décidées (plutôt que pour nier le processus de changement climatique en cours).

2.2.2 *Le Vlaams Belang et les enjeux environnementaux plus locaux*

La littérature sur le positionnement du VB envers les enjeux environnementaux plus locaux (biodiversité, nature, environnement, pollution des sols, ...) est, quant à elle, encore plus limitée que celle portant sur l'approche du parti vis-à-vis du changement climatique. On sait néanmoins (1) que « l'idée nationaliste la plus saillante » dans le corpus de données de Praet (qui ne s'est pourtant intéressé qu'aux enjeux climatiques) est la « conscience environnementale », c'est-à-dire une forme de préoccupation pour les enjeux environnementaux locaux (Praet 2023, 263), (2) que le VB a entretenu une certaine proximité avec la Nouvelle Droite « écofasciste », et (3) qu'il fait partie intégrante du Mouvement flamand.

¹² Une récente étude a en effet démontré les liens entre ces inondations et le changement climatique. Ce dernier a, d'une part, augmenté la probabilité qu'un tel événement ait lieu : ainsi, d'après cette étude, « la probabilité qu'un tel événement se produise aujourd'hui par rapport à un climat plus froid de 1,2 °C a été multipliée par un facteur compris entre 1,2 et 9 » (Kreienkamp *et al.* 2021, 1). D'autre part, le changement climatique a augmenté l'intensité des précipitations : celles-ci ont été de 3 à 19% plus fortes que s'il n'y avait pas eu de changement climatique (Kreienkamp *et al.* 2021, 1).

2.2.2.1 *L'histoire des liens entre le Mouvement flamand, l'éconaturalisme et la défense de la nature*

Ce dernier point est important à noter, car l'histoire du Mouvement flamand est étroitement liée aux associations de protection de la nature en Flandre, comme le soulignent Stynen et Gysels (2023), auteurs du seul article dédié à la question, publié dans l'Encyclopédie du Mouvement flamand (*Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*), un ouvrage de référence sur le Mouvement flamand, dont la troisième édition numérique a été rédigée sous la direction des Archives des mouvements nationaux (ADV N, *Archief voor nationale bewegingen*). Entre la première moitié du XIX^e siècle et 1940, en particulier, « la sensibilité et l'attention au paysage et à la beauté de la nature et du patrimoine faisaient partie du combat des Flamands » (Stynen et Gysels 2023, 1). Cela était déjà clair dans les écrits de la figure littéraire flamande Hendrik Conscience qui, en 1846, déclarait vouloir éviter que l'urbanisation et l'industrialisation ne conduisent à une perte de connexion avec la nature. À la même époque, des botanistes et des artistes (surtout des peintres) s'intéressaient également à la nature flamande, et célébraient à la fois sa beauté esthétique (renvoyant à la dimension esthétique du nationalisme), mais également son lien avec le sentiment patriotique (c'est là que la dimension esthétique se combine avec la dimension symbolique, pour former ce que Forchtner et Kølvråa (2015) appellent l'*esthétisme symbolique*) : la nature était ainsi considérée comme pouvant renforcer l'identité culturelle flamande et comme reflétant « l'essence de la culture flamande » (Stynen et Gysels 2023, 4) ; par ailleurs, la beauté des paysages naturels et celle des monuments culturels étaient considérées comme des extensions l'une de l'autre.

Vers 1880, et alors que l'industrialisation et l'étalement urbain s'accéléraient en Belgique, un changement eut toutefois lieu, et la perspective d'allier industrialisation et protection de la nature s'évanouit progressivement au sein du Mouvement flamand : « les chemins de fer, les usines et les carrières sont progressivement devenus des nuisances indésirables » (Stynen et Gysels 2023, 9), et la campagne devait être défendue face à ces nuisances. Cette focalisation sur le caractère rural des campagnes était largement partagé au sein des autres mouvements de protection de la nature en Europe (comme le Heimatbewegung allemand, qui a eu un large écho en Flandre), mais la Flandre avait probablement des particularités propres : « la communauté agricole flamande s'opposait à des individus francisés de la ville », et la conviction des nationalistes flamands était donc que « seul un lien renouvelé avec la vie et le paysage flamands réels pourrait inverser le déclin esthétique et moral [produit par l'industrialisation et la modernité industrielle] » (Stynen et Gysels 2023, 17). C'est aussi au tournant des XIX^e et XX^e siècles que, par ailleurs, les associations de défense de la nature, initialement centrées sur la conservation des

oiseaux et la promotion de la connaissance botanique et zoologique auprès du public, se sont réellement développées. Ces associations organisaient des conférences, des manifestations, mais également des promenades dans les forêts flamandes, afin de sensibiliser la population et de mettre la pression sur les autorités locales.

Après 1940, les chemins du Mouvement flamand et des défenseurs de la nature se sont progressivement séparés. Petit à petit, en effet, les préoccupations envers la nature se sont également accompagnées de préoccupations pour l'environnement, et de nouveaux militants ont fait leur apparition, adoptant une approche plus critique et plus « scientifique »/« écologique ». Les années 1960 et 1970, toutefois, ont vu le réengagement des nationalistes flamands dans le mouvement écologiste qui émergeait alors. Cela s'est traduit, au niveau partisan, par le fait que la VU s'est présentée, à la fin des années 1960, comme « le premier parti vert flamand » (Agalev, l'ancêtre de Groen, n'ayant été fondé qu'en 1979). La position de la VU, dite « pragmatique », rejoignait alors celle d'associations flamandes « modérées » actives depuis l'entre-deux-guerres, comme l'Association flamande du tourisme (VTB, *Vlaamse Toeristenbond*). Ainsi, au sein de la VU, « ce n'est pas la nostalgie qui prévalait » (Stynen et Gysels 2023, 23) : le parti estimait que le développement économique était nécessaire et inévitable et allait, de facto, mener à une disparition de certains paysages et styles architecturaux. L'accent était donc mis sur l'idée de « limiter la casse », en cherchant à préserver des fragments de ces paysages et styles architecturaux via la sanctuarisation de réserves naturelles. Une fois la VU dissoute, Spirit, le parti héritier de l'aile gauche de la VU, s'est réapproprié les thèmes de l'environnement et de la nature. La N-VA, autre héritière de la VU (mais de l'aile droite cette fois-ci), a pour sa part délaissé ces questions jusqu'en février 2019. C'est durant ce mois, en effet, alors que les marches pour le climat dominaient le débat public, que le parti de Bart De Wever a organisé un congrès sur l'écologie et l'énergie, et qu'il a déclaré s'inscrire dans la continuité de la VU, « premier parti politique de Belgique à aborder le thème de l'environnement » (N-VA 2019). Toujours d'après Stynen et Gysels (2023), l'autre grand parti nationaliste flamand n'a, en revanche, pas suivi la même trajectoire que la N-VA. Ainsi, indiquent-ils, « au Vlaams Blok/Belang, la nature et l'environnement étaient et sont toujours un sujet moins important » que dans d'autres partis, comme la N-VA (Stynen et Gysels 2023, 36). Ces auteurs n'ont néanmoins pas véritablement investigué quelle était la position réelle du VB sur ces questions : ils se sont en effet limités à reprendre des extraits du programme électoral de 2019 du VB, qui mettent notamment en exergue son climatoscepticisme. On pourrait donc se dire, comme je le précise dans la section 3.1, que le VB a probablement été marqué par ces liens historiques entre le Mouvement flamand et la défense de la nature et de l'environnement.

2.2.2.2 Les liens entre le Vlaams Belang et la Nouvelle Droite écofasciste

Comme je l'ai indiqué précédemment, la Nouvelle Droite est le courant de pensée qui a théorisé l'écofascisme. Or, le Vlaams Belang, au cours de son histoire, a tissé des liens étroits avec lui. Il faut savoir en effet que le milieu d'extrême droite et nationaliste flamand des années 1950, 1960 et 1970 a été largement influencé par les idées de la Nouvelle Droite, que ce soit la revue *Dietsland Europa* (fondée en 1956), le groupe de formation et de pression Were Di (lui-même co-fondé en 1964 par Karel Dillen, le fondateur du Vlaams Blok), les mouvements de jeunesse nationalistes flamands comme l'Association nationale flamande de la jeunesse (VNJ, *Vlaams Nationaal Jeugdverband*), l'Association étudiante nationaliste (NSV, *Nationalistische Studentenvereniging*), le Voorpost, ... En 1977, par ailleurs, lorsque le Pacte d'Egmont est signé et lorsque le VNP de Dillen et le VVP de Claes sont fondés, le premier parti (le VNP) « poursuit une ligne exclusivement populaire nationaliste et séparatiste anti-belge », alors que le second (le VVP) souhaite « devenir un parti conservateur large et développer un projet sociétal néodroitier » (Delporte 2002, 35). Lorsque Claes constate son échec électoral en 1978 et en 1979, les membres du VVP tenants de la ligne « nationaliste », et partisans de la collaboration avec le VNP (dont Roeland Raes et Francis van den Eynde), rejoignent alors le VB. Les tenants de la ligne néodroitnière, quant à eux, continuent à faire exister leur ligne au sein de la revue fondée par Luc Pauwels (secrétaire général du VVP) en 1979, *Teksten, Kommentaren en Studies* (TeKoS). Comme l'indique Delporte (2002, 54), « cette revue déterminera de plus en plus l'orientation idéologique de l'extrême droite en Flandre au cours des deux décennies suivantes. Elle est devenue encore plus importante que *Dietsland Europa* depuis les années 1980 et a surtout attiré la jeune génération de la droite radicale ».

TeKoS, dont l'éditeur est la Fondation Delta (Delta Stichting)¹³, est explicitement d'inspiration néodroitnière, et l'écologie est l'un de ses thèmes de prédilection. C'est Guy de Martelaere, employé actif de *TeKoS* depuis 1985 et fondateur de la revue païenne de droite *Gwened* (dans laquelle l'ancien vice-président du VB, Roeland Raes, a publié un nombre assez important d'articles), qui a d'ailleurs écrit la plupart des textes liés à l'écologie au sein de la revue. Il y défend un écologisme radical et réactionnaire, qui idéalise le Paléolithique et qui implique un « retour à une vie organisée autour de 'sociétés villageoises' » (Delporte 2002, 57). Des sociétés qui, selon lui (Delporte 2002, 57),

¹³ Comme expliqué plus loin, cette Fondation Delta (avec la revue TeKoS) a pu influencer la pensée du VB. En cela, elle se rapproche d'autres think tanks néodroitiers auxquels des partis de droite radicale ont pu faire appel ces dernières décennies, à l'instar des relations entre le GRECE et le RN en France (De Zutter 2000, 109).

se caractérisent par de grandes différences de statut, de fortes pressions sociales, peu ou pas de coercition étatique, un fort attachement à la famille et à la parenté ethnique, une méfiance à l'égard des étrangers, une nette distinction entre les sexes et l'utilisation du dialecte pour souligner la spécificité locale. Mais pour cela, il faut d'abord lutter radicalement contre la surpopulation. Il faut également mettre un terme aux mouvements de population de nature économique et/ou démographique. Pour de Martelaere, le renvoi des étrangers est une « mesure écologiquement responsable ».

Par ailleurs, *TeKoS* invite également, lors de ses congrès, des penseurs écologistes partageant des sympathies pour les idées de la Nouvelle Droite, tels qu'Edward Goldsmith, fondateur de la revue *The Ecologist* en 1969 (Delporte 2002 ; De Zutter 2000).

Les liens entre *TeKoS* et le VB sont nombreux. En particulier, les membres de la rédaction de *TeKoS* ont bien souvent été, de près ou de loin, liés au parti flamand : Erik Arcens, par exemple, a été rédacteur en chef de *TeKoS* de 1989 à 1999, membre du département de recherche du VB et député au Parlement bruxellois pour le VB ; de même, Kurt Ravyts a été membre de l'équipe éditoriale de *TeKoS* entre 1994 et 1999 et est, encore aujourd'hui, député à la Chambre des représentants pour le VB ; Roeland Raes, auteur de quatre articles pour *TeKoS*, a quant à lui été vice-président du VB de 1979 à 2001 ; Koenraad Elst, orientaliste néodroitier et païen, a pour sa part été membre de la rédaction de *TeKoS* entre 1992 et 1995, et a donné plusieurs conférences sur l'islam au VB (son analyse sur l'islam aurait d'ailleurs « fourni une base théorique » (De Zutter 2000) au VB pour développer sa vision de l'islam) ; Marc Joris, enfin, a écrit trois articles pour *TeKos*, et a été membre du conseil provincial de Flandre orientale pour le VB (Delporte 2002, 27).

Outre ces liens avec la revue *TeKoS*, des influences néodroitnières au sein du VB ont également pu être notées par Jan De Zutter, ancien journaliste au *Morgen*. D'une part, en effet, les *Grondbeginselen* du VB peuvent être reliés, selon lui, à certaines thèses de la Nouvelle Droite, comme (1) l'idée de « préparer l'identité des peuples d'Europe (liés par leurs origines indo-européennes) à une renaissance européenne » (l'Europe devant devenir une Europe des peuples, « une puissance mondiale entre les États-Unis et la Russie ») ou (2) le « droit à la différence » de chaque peuple européen (De Zutter 2000). D'autre part, et c'est là le propos principal de son ouvrage *Les païens du [Vlaams] Blok - La droite radicale et le paganisme moderne (Heidenen voor het Blok - Radicaal-rechts en het moderne heidendom)*, De Zutter (2000) mentionne également les affinités évidentes du VB avec le paganisme d'extrême droite, une religion largement promue par la Nouvelle Droite, notamment en raison du caractère supposément plus « écologique » des religions païennes des Indo-Européens – des religions qui « se caractériseraient par la reconnaissance (1) du caractère animé/vivant de la nature et (2) de

l'implication de l'homme dans le monde comme un grand tout vivant » (Delporte 2002, 76). Ainsi, l'ancien sénateur Wim Verreycken, l'ancien vice-président du parti Roeland Raes, les anciens députés Francis van den Eynde et John Spinnewyn « sont tous des païens convaincus, qui célèbrent la fête de Yule [ndlr : une fête païenne célébrant le solstice d'hiver] le 21 décembre avec des tripes breughéliennes [ndlr : en imitant le mode de vie médiéval, avec de somptueux repas de fête et des scènes folkloriques et villageoises, comme dans les peintures de Breughel] et du riz au lait, et qui écrasent des pichets de bière contre des arbres dans le quartier Sint-Annabos, sur la rive gauche d'Anvers » (De Zutter 2000, 119). Des rapprochements sont également établis entre ce paganisme et l'écologie. Verreycken, par exemple, soutient que « ses racines se trouvent parmi les chênes, les tilleuls, les frênes et les saules », et que les êtres humains doivent être considérés au même niveau que les animaux, une position qui illustre le rejet de l'anthropocentrisme, caractéristique de l'écologie profonde (*deep ecology*) (De Zutter 2000, 119-120).

On le voit donc : le VB semble être influencé par les idées de la Nouvelle Droite, et du néopaganisme en particulier. Pour toutes ces raisons, comme détaillé dans la section 3.1, on pourrait supposer que la communication du VB contient certaines traces de cette influence.

3 Dispositif méthodologique

3.1 Hypothèses

Je l'ai indiqué précédemment : les partis d'extrême droite ne tiennent pas tous les mêmes positions sur le changement climatique et les autres problèmes écologiques, tels que l'effondrement de la biodiversité. Par exemple, certains sont plus climatosceptiques que la moyenne ; d'autres sont, au contraire, moins climatosceptiques et reprennent plus de traits idéologiques écofascistes que leurs homologues. Dès lors, une question se pose : où se situe le Vlaams Belang, sur ce spectre allant du carbofascisme/climatoscepticisme à l'écofascisme ? Et comment cette position a-t-elle évolué dans le temps ? En d'autres termes, comment le positionnement du Vlaams Belang sur les enjeux écologiques a-t-il évolué depuis la fondation de ce parti en 1979, et sur quels traits idéologiques ce parti base-t-il son discours ? Afin de répondre à cette question de recherche, j'émetts trois hypothèses (résumées dans le tableau ci-après, cf. la figure 8), dont l'une est développée dans la section 3.3.2 de ce mémoire.

La première hypothèse est liée au temps. Comme je l'ai souligné dans ma revue de littérature, la plupart des partis d'extrême droite semblent avoir adopté un ton assez hostile aux politiques climatiques, tout au long de leur histoire. Plus précisément, ce positionnement semble avoir évolué à partir des années 2010 : alors qu'avant cette décennie, les partis d'extrême droite proposaient un positionnement climatosceptique « au sens strict » (c'est-à-dire, questionnant les preuves qui attestent de l'existence du changement climatique), aujourd'hui, ils se sont orientés vers un climatoscepticisme plus « modéré » (composé d'un climatoscepticisme des réponses et des processus, parfois accompagné de quelques traces d'un climatoscepticisme des preuves, néanmoins). À l'inverse, au niveau des enjeux écologiques locaux, le ton des partis d'extrême droite semble plus ouvert aux initiatives visant à protéger la nature et la biodiversité, ce qui s'explique par l'influence de la pensée éconaturaliste (qui promeut la défense des paysages naturels ruraux) et de l'idéologie écofasciste (qui a théorisé plusieurs concepts : *ecobordering*, localisme, biorégionalisme d'extrême droite, ...).

Le VB étant un parti d'extrême droite (qui, semble-t-il, entretient des liens étroits avec la Nouvelle Droite et le Mouvement flamand), je peux donc tester une première hypothèse : ce parti pourrait avoir défendu une position climatosceptique « au sens strict » par le passé (ce qui serait vérifiable dans les programmes du parti publiés avant les années 2010), mais se situer, dorénavant, dans la droite ligne d'homologues tels que le RN, la Lega ou le FPÖ. Il accepterait ainsi la réalité de la crise climatique (à quelques exceptions près, peut-être), tout en continuant à remettre en cause les réponses apportées à celle-ci, ainsi que la manière dont ces décisions sont

prises. Sa position sur les enjeux environnementaux locaux, par ailleurs, se caractériserait par la présence de traits écofascistes, comme le localisme, le biorégionalisme ou l'*ecobordering*, ce qui ne l'empêcherait toutefois pas de continuer à défendre l'éconaturalisme « traditionnel » de l'extrême droite. Cette double hypothèse peut être formulée de la manière suivante :

H1a (Enjeux climatiques) : Dans les années 2010, on observe une évolution dans le positionnement climatique du VB, (1) qui passe d'un climatoscepticisme « au sens strict » à un climatoscepticisme plus « modéré », dans lequel dominent le scepticisme des réponses et le scepticisme des processus.

H1b (Enjeux écologiques locaux) : Tout au long de son histoire, le VB intègre des éléments idéologiques écofascistes dans son discours lorsqu'il évoque des enjeux environnementaux locaux, tout en conservant des références nombreuses à une forme d'éconaturalisme.

La deuxième hypothèse, quant à elle, porte sur les caractéristiques idéologiques dominantes dans le discours écologique du VB. D'une part, concernant le changement climatique, je l'ai expliqué : l'ensemble des traits idéologiques des partis de droite radicale populiste (à savoir le nativisme, le nationalisme, l'autoritarisme et le populisme) semblent être des traits pertinents pour expliquer le climatoscepticisme de ces partis. Ma deuxième hypothèse est donc la suivante :

H2a (Enjeux climatiques) : Lorsque le VB évoque les enjeux climatiques (et, en particulier, lorsqu'il justifie son climatoscepticisme, qu'il soit « strict » ou « modéré »), il mobilise l'ensemble des traits idéologiques caractéristiques de la droite radicale populiste (à savoir : le nativisme, le nationalisme, l'autoritarisme et le populisme).

D'autre part, en ce qui concerne les enjeux environnementaux plus « locaux » (tels que l'effondrement de la biodiversité, la pollution des sols, ...), la littérature demeure peu prolifique. Elle révèle principalement que les trois dimensions du nationalisme (esthétique, symbolique et matérielle) interviennent régulièrement dans la manière dont l'extrême droite aborde ces enjeux. En particulier, les dimensions esthétique et symbolique se manifestent de manière prédominante lorsqu'elles se fondent en un *esthétisme symbolique*, qui se traduit par une défense « romantique » des paysages traditionnels et de la beauté de la nature nationale, régionale ou locale, perçue comme le reflet de l'identité nationale (Forchtner et Kølvråa 2015). La dimension matérielle, quant à elle, est liée à la notion d'*ecobordering*, présente dans la pensée écofasciste et réactivée par divers partis d'extrême droite. Par conséquent, la deuxième hypothèse se complète ainsi :

H2b (Enjeux écologiques locaux) : Lorsque le VB évoque les enjeux environnementaux « locaux » (biodiversité, pollution des sols, ...), il mobilise les trois dimensions du nationalisme pour justifier son point de vue : les dimensions esthétique et symbolique pour mettre en avant une défense des paysages ruraux, et la dimension matérielle pour dénoncer la menace que feraient peser les populations non blanches sur les écosystèmes.

Figure 8. Résumé des 3 hypothèses testées dans ce mémoire (tableau réalisé par l’auteur)

H1 : Hypothèse liée au temps	H2 : Hypothèse liée aux caractéristiques idéologiques	H3 : Hypothèse liée aux arènes politiques
<p>H1a (Enjeux climatiques) : Ton majoritairement hostile/climatosceptique</p> <ul style="list-style-type: none"> - De 1979 aux années 2010 : Climatoscepticisme « au sens strict » - Des années 2010 à aujourd’hui : Climatoscepticisme plus « modéré » (= des processus et des réponses) 	<p>H2a (Enjeux climatiques) : Mise en avant de tous les traits idéologiques de la droite radicale populiste</p>	<p>H3 : VB plus clivant et plus informel dans ses tweets que dans ses communiqués de presse et, surtout, que dans ses programmes électoraux</p>
<p>H1b (Enjeux écologiques locaux) : Ton plus ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éconaturalisme - Écofascisme/éco-organicisme 	<p>H2b (Enjeux écologiques locaux) : Mise en avant des trois dimensions du nationalisme</p>	

3.2 Choix du cas d’étude : le Vlaams Belang

S’il était pertinent, comme je l’ai expliqué dans mon introduction, d’étudier le positionnement écologique des partis d’extrême droite de manière générale, en raison de l’intérêt sociétal sous-jacent et en raison du peu de littérature actuellement consacrée à cet enjeu, pourquoi ai-je choisi de me concentrer sur le cas bien précis du Vlaams Belang ? En réalité, si le VB a été sélectionné pour ce travail, c’est parce qu’il constitue le cas le plus pertinent et le plus intéressant à étudier lorsque l’on se penche sur les liens entre extrême droite et enjeux écologiques. Trois éléments viennent soutenir cette affirmation.

3.2.1 *Le VB : un parti résilient, prototypique, influent et fort électoralement*

Premièrement, comme je l’ai indiqué de manière très brève dans mon introduction, le VB est « l’un des partis d’extrême droite les plus anciens et les plus résilients d’Europe » (Praet 2023, 251), et il peut être considéré comme un « prototype de parti d’extrême droite », notamment « en raison des thématiques centrales qu’il défend : le [nativisme], l’autoritarisme et le populisme » (Pauwels 2011, 219). Comme le souligne Pauwels (2011, 106), c’est d’ailleurs Filip Dewinter, l’ancien leader du Vlaams Belang (bien qu’il n’en ait jamais été le président), qui « figure sur la couverture de l’ouvrage de référence *Populist Radical Right Parties in Europe* de Cas Mudde

(2007) ». Le VB, pour son ancienneté, pour sa résilience, mais également pour son caractère prototypique (voire idéal-typique), est donc déjà un cas intéressant à étudier en soi.

Par ailleurs, et c'est là un second argument, le VB peut sans conteste être considéré comme un parti « pertinent » au sens défini par Sartori (1999, 16). Selon ce dernier, en effet, un parti devient pertinent lorsqu'il détient soit un potentiel de chantage, c'est-à-dire la capacité d'exercer une pression sur le gouvernement en place (même s'il demeure dans l'opposition), soit un potentiel de coalition, c'est-à-dire la capacité « d'influencer les décisions politiques grâce à son inclusion dans la coalition au pouvoir » (Sartori 1976, 107-108). Dans le cas du Vlaams Belang, il est possible de soutenir que le parti flamand dispose d'un faible potentiel de coalition en raison du cordon sanitaire politique en vigueur en Belgique, qui, bien que remis en question ces dernières années, continue de l'exclure de toute participation gouvernementale, que ce soit au niveau régional, communautaire ou fédéral (Biard 2021b, 53). Néanmoins, malgré ce cordon sanitaire, le Vlaams Belang demeure un parti influent, capable d'exercer un potentiel de chantage significatif sur les gouvernements en place en Belgique. Ainsi, comme le souligne Biard (2021b, 90-91),

Dans une recherche visant à déterminer dans quelle mesure les partis d'extrême droite influencent les débats relatifs à la déchéance de la nationalité en Belgique et en France (Biard 2020), il a été démontré que le VB est capable d'influencer la fabrique des politiques publiques [...]. D'autres recherches ont pu généraliser cette capacité d'influence du VB au-delà de la question de la déchéance de la nationalité.

Cette capacité d'influence du VB s'explique très probablement par son poids électoral qui est, dorénavant, très significatif. En effet, comme on peut l'observer sur le troisième graphique de ce mémoire (figure 3), à l'occasion du scrutin multiple du 9 juin 2024, le VB a décroché, dans les circonscriptions flamandes, 22,9% des voix (soit 30 sièges) pour l'élection du Parlement flamand et 21,8% (soit 20 sièges) pour celle visant à renouveler la Chambre des représentants, confirmant ainsi sa place de deuxième plus grand parti de Flandre, acquise en 2019 (SPF Intérieur 2024)¹⁴. Certes, l'on peut souligner (à raison) que ce résultat est « moins bon qu'espéré » par le parti flamand, qui, depuis 2019, avait été donné premier parti par tous les sondages préélectoraux (à l'exception de deux). Les deux derniers Grands Baromètres Le Soir-RTL-Ipsos avaient même accordé une avance considérable au parti d'extrême droite, en pointant celui-ci à 26,8% (14-20 mai 2024) et 25,8% (3-4 juin 2024), loin devant la N-VA (donnée à 20,6% en mai, et à 21% en juin) (Le Soir 2024).

¹⁴ Pour l'élection du Parlement européen, le VB est même le premier parti flamand, avec 22,9% des suffrages, devant la N-VA, qui obtient, à ce même scrutin, 22,1% des voix dans le collège électoral néerlandais (SPF Intérieur 2024).

Néanmoins, ce résultat reste très important pour le parti flamand : il s’agit en effet de la meilleure performance de son histoire au niveau fédéral, et de sa deuxième meilleure performance au niveau régional (puisque le VB avait obtenu 24% des suffrages flamands en 2004). Le VB réalise, par ailleurs, une progression significative par rapport à 2019 (+4,2 points de pourcentage au niveau régional ; + 3,2 au niveau fédéral) et confirme ainsi la tendance à la hausse qu’il connaît depuis les élections communales et provinciales du 14 octobre 2018. Lors de celles-ci, le parti flamand était en effet parvenu « à renforcer sa position au niveau local et ainsi à inverser la tendance négative qu’il connaissait depuis plusieurs années¹⁵ » (Biard 2019a, 43).

3.2.2 *Le VB : un parti peu étudié dans la littérature pour son positionnement écologique*

Figure 9. Comparaison entre ce mémoire et la littérature existante (tableau réalisé par l’auteur)

Publications Points de comparaison	Littérature en sciences sociales	Article de Praet (2023)	Ce mémoire
Acteurs étudiés	RN, Lega, AfD, FPÖ, ... Très rarement le VB	Exclusivement le VB	Exclusivement le VB
Période d’analyse	Années isolées et assez anciennes (2009, 2012, 2014)	2017-2021	1979-2024, avec une focale sur la période 2018-2024
Nombre de cas	Études comparées (de 4 à 15 cas)	Étude de cas unique	Étude de cas unique
Objet d’étude (= Dimensions de la crise écologique étudiées)	Changement climatique seulement	Changement climatique seulement	Toutes les dimensions de la crise écologique
Sources/Données	Principalement des programmes électoraux	Communiqués de presse du parti	Programmes, tweets et entretiens semi-directifs

¹⁵ Comme je l’ai déjà souligné dans la section 1.2.1, le VB, fondé en 1979, avait en effet pu réaliser des performances électorales assez significatives, notamment au début des années 2000, mais il avait connu, par la suite, une « descente aux enfers » extrêmement forte entre 2009 et 2014 avant, donc, de rebondir en 2018, puis en 2019 (Biard 2019a, 39-46).

Objet d'étude (= Hypothèses)	Présence ou non d'un discours climatosceptique	<ul style="list-style-type: none"> - Présence ou non d'un discours climatosceptique - Traits idéologiques dominants dans le positionnement du VB 	<ul style="list-style-type: none"> - Évolution du discours du VB, sur le plan climatique (présence ou non d'un discours climatosceptique) et sur le plan environnemental (présence ou non de l'éconaturalisme et/ou de l'éco-organicisme/écofascisme) - Traits idéologiques dominants dans le positionnement du VB - Variation du discours en fonction des arènes politiques
---------------------------------	--	--	---

Avec un tel score, obtenu aux élections de juin 2024, et au vu de son influence sur les politiques publiques, le VB mériterait que l'on s'arrête sur son cas. Or, et c'est là qu'intervient mon troisième argument, le positionnement écologique du VB a été très peu étudié. Comme je l'ai indiqué dans la section 2.2.1, cette lacune est particulièrement marquée en ce qui concerne les enjeux environnementaux locaux, mais elle s'étend également aux questions climatiques. Ce mémoire vise donc à combler cette insuffisance et, en particulier, à répondre à quatre manquements relevés dans la littérature, comme l'indique le tableau ci-dessus (figure 9).

Le premier manquement concerne les périodes analysées. Comme mentionné dans la section 2.2.1, la majorité des études sur le positionnement écologique du VB se focalisent sur des années isolées et désormais assez éloignées dans le temps. Praet (2023), quant à lui, a étendu son analyse à une période plus récente (2017-2021). Dans ce cadre, mon mémoire cherche, en quelque sorte, à combiner « le meilleur des deux mondes ». D'une part, en analysant les tweets et programmes du VB jusqu'en 2024, il propose en effet, comme Praet (2023), de couvrir une période plus récente que celle actuellement traitée dans la littérature. Une perspective actualisée de ce type est intéressante, car elle ouvre la porte à une évaluation potentielle des changements apportés par le parti à son positionnement depuis l'arrivée de Tom Van Grieken à sa tête en 2014. D'autre part, alors que l'article de Praet (2023) se concentre sur un laps de temps assez court et récent (2017-2021), ce mémoire offre la possibilité de revenir quelque peu dans le temps (comme la plupart de la littérature existante), en analysant le positionnement du VB de sa fondation (en 1979) à nos jours, via l'étude de ses programmes. Une telle approche diachronique n'a encore jamais été mobilisée en ce qui concerne le positionnement écologique d'un parti d'extrême droite, et permet de tester une hypothèse liée au temps (cf. H1). On sait en effet que les enjeux

écologiques ont pris du temps à s'imposer dans l'opinion et dans l'agenda des partis et des gouvernements : discutés dès les années 1970 par les partis et mouvements écologistes, c'est surtout dans les années 2010 qu'ils émergent (avec la montée en puissance du changement climatique), et que les autres partis (dont les partis d'extrême droite) comprennent qu'ils doivent s'adapter à ce nouveau contexte (Schaffer, Oehl et Bernauer 2021).

Deuxièmement, ce mémoire permet aussi de répondre au manque de détails constaté dans la littérature portant sur le positionnement écologique du VB. Ce manque de détails s'explique probablement par le fait que la plupart des références que nous avons trouvées proposent des études comparées impliquant un grand nombre de partis d'extrême droite – par exemple, Turner et Bailey (2022) ont étudié le positionnement écologique de 22 partis d'extrême droite, Gemenis, Katsanidou et Vasilopoulou (2012) se sont intéressés à 13 de ces partis, le Zetkin Collective (2020) en a, pour sa part, observé 15, etc. Tous ces auteurs ne peuvent donc s'épancher en long et en large sur le cas d'un des partis sélectionnés, et décrire son positionnement de manière précise. Or, l'une des originalités de mon mémoire est justement de rompre avec cette tendance à évoquer un grand nombre de partis, et de proposer une étude de cas unique (c'est-à-dire portant sur un seul parti) sur les liens entre extrême droite et écologie, ce qui n'a, à notre connaissance, été réalisé que deux fois : sur le VB (Praet 2023) et sur l'AfD (Küppers 2024). Pour rappel, une étude de cas unique est définie comme « l'étude intensive d'un cas unique, où l'objectif de l'étude est – au moins en partie – de mettre la lumière sur un plus grand nombre de cas (une population). La recherche par étude de cas peut incorporer plusieurs cas ; il s'agit alors d'une étude de cas multiples » (Gerring 2007, 20). L'étude d'un cas unique a ses avantages et ses inconvénients, comme le note Gustafsson (2017, 3-4) :

Pour créer une théorie de haute qualité, Dyer et Wilkins (1991) affirment que les études de cas uniques sont meilleures que les études de cas multiples car une étude de cas unique produit une théorie plus élaborée et de meilleure qualité. [Cela est lié au fait que, plus] un article scientifique comporte d'études de cas, moins le rédacteur a eu le temps d'observer ces études de cas. [Par conséquent, lorsqu'une] étude de cas unique est utilisée, le chercheur peut remettre en question les anciennes relations théoriques et en explorer de nouvelles, ce qui permet d'effectuer une étude plus minutieuse. Cela permet également au chercheur d'avoir une compréhension plus profonde du sujet [...] En revanche, [plus un article scientifique comporte d'études de cas], plus il est probable que les études de cas soient convaincantes quant à leur représentativité (Gerring 2004).

Une étude de cas unique peut donc me permettre (1) de cerner de manière plus approfondie mon sujet qu'une étude de cas multiples et (2) d'apporter un éclairage nouveau sur la littérature portant sur le positionnement écologique des partis d'extrême droite. Comme Gustafsson (2017, 4) l'indique, il me faut cependant veiller, dans le cadre de mon analyse, à ne pas effectuer de

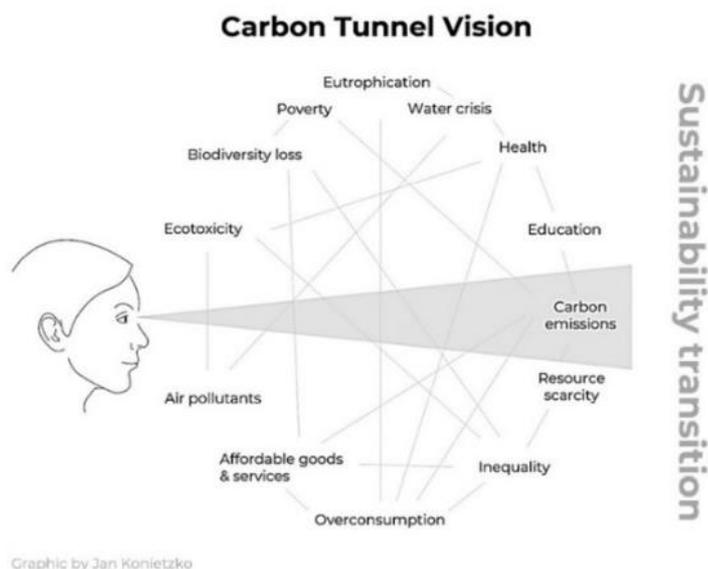
généralisations trop hâtives à partir de mes observations réalisées sur un seul parti d'extrême droite.

Troisièmement, comme je viens de l'indiquer, Praet (2023) est le seul auteur à avoir réalisé une étude de cas unique sur le VB. Toutefois, comme le reste de mes références ayant travaillé sur la question du changement climatique, le doctorant flamand n'aborde pas les enjeux écologiques locaux. Il le justifie en soulignant que « trop souvent, la politique climatique n'est traitée que comme un sous-ensemble de la 'politique environnementale', et non comme un domaine politique profondément distinct, une distinction importante qui a déjà été faite par Forchtner et Kølvråa (2015) » (Praet 2023, 257). Je comprends cet élément relevé par Praet : en effet, lorsqu'ils abordent les enjeux écologiques, les partis d'extrême droite tendent à distinguer les enjeux globaux, tels que le changement climatique, des problématiques environnementales locales. Il me paraît donc crucial de préserver cette distinction, qui permet de mieux cerner le positionnement de ces partis.

En revanche, il me semble important de ne pas négliger les enjeux environnementaux « locaux », et ce pour une raison précise : contrairement à Praet, je considère que la politique climatique est bien un « sous-ensemble », ou plutôt une « dimension » de la crise écologique. Cette dernière se caractérise en effet (1) par la mise en évidence de neuf limites planétaires, que sont le taux d'érosion de la biodiversité, le cycle de l'azote, la déplétion de l'ozone stratosphérique, l'acidification des océans, l'usage de l'eau douce et celui des sols, la quantité et la qualité de la pollution chimique, l'impact des aérosols atmosphériques et le changement climatique (Rockström *et al.* 2009), et (2) par le dépassement de six de ces neuf limites (Wang-Erlandsson *et al.* 2022 ; Richardson *et al.* 2023). Parmi ces limites, le changement climatique est fréquemment considéré comme « la question environnementale la plus pressante de notre époque » (Forchtner 2019, 310), et ce, probablement, en raison de sa forte médiatisation, qui dépasse celle des autres limites planétaires. Cette focalisation peut devenir problématique lorsqu'elle se transforme en ce que Jan Konietzko appelle la « *carbon tunnel vision* » (cf. la figure 10), à savoir une vision étroite du ravage écologique, qui se concentre presque exclusivement sur la réduction des émissions de CO₂, au détriment des autres limites planétaires, et des systèmes d'oppression (patriarcat, suprématie blanche et (néo)colonialisme, oppression de classe, validisme, ...) qui sont intrinsèquement liés à la crise écologique (Konietzko 2022 ; Deivanayagam et Osborne 2023). Une telle compréhension de la crise écologique est problématique, car elle peut mener à promouvoir des solutions qui ne tiennent pas assez compte de ces autres défis (Deivanayagam et Osborne 2023).

Dans ce mémoire, je souhaite donc m'éloigner de cette conception dominante du ravage écologique. Mon approche consistera ainsi à aborder la crise écologique dans une perspective plus globale, intégrant non seulement le changement climatique, mais également (1) les autres limites planétaires, notamment celles liées à des enjeux souvent perçus et cadrés comme des problématiques « locales » (tels que l'effondrement de la biodiversité), (2) ainsi que les systèmes d'oppression qui leur sont associés.

Figure 10. Représentation graphique de la *carbon tunnel vision* (Konietzko 2022)



Enfin, et c'est le quatrième apport de ce mémoire, mes sources diffèrent de celles qui ont été étudiées par la littérature existante. En effet, alors que la plupart de la littérature s'est concentrée sur des programmes électoraux isolés et assez anciens, et alors que Praet a analysé les communiqués de presse du VB, ce mémoire s'intéresse aux programmes du parti flamand rédigés depuis sa fondation, à sa communication sur le réseau social X/Twitter, mais également aux réponses fournies par des cadres du parti lors d'entretiens semi-directifs. Une telle diversité est très intéressante, et ce pour deux raisons. D'une part, le fait de choisir, au sein des documents écrits eux-mêmes, des sources différentes de celles utilisées par Praet (2023) ou par le reste de la littérature, permet de vérifier si les découvertes réalisées jusqu'ici se confirment dans d'autres documents édités par le Vlaams Belang (en l'occurrence, les tweets et l'ensemble des programmes du VB). D'autre part, au sein de mon propre mémoire, croiser les sources de nature qualitative (programmes, tweets et entretiens) de cette manière peut m'aider à mettre en place une triangulation des sources assez intéressante, permettant de renforcer la solidité et la validité interne de ce travail (Patton 1999 ; Denzin 2009 ; Carter *et al.* 2014). En effet, comme je le

détaille dans la section suivante (« 3.3. Collecte des données »), chacune des sources que j'ai sélectionnées présente à la fois des avantages et des limites.

3.3 Collecte des données

Je viens de le démontrer : le VB est un cas pertinent à examiner, et je voudrais savoir, en particulier, (1) si ce parti se situe dans la continuité de la position identifiée dans la littérature sur le positionnement écologique des partis d'extrême droite et (2) quels sont les traits idéologiques dominants au sein de ce positionnement. Et comme j'ai déjà pu l'expliquer brièvement, ce cas est en fait analysé, dans le cadre de ce mémoire, sur la base de trois grands ensembles de données.

3.3.1 *Les programmes électoraux*

Tout d'abord, je réalise une étude des programmes électoraux rédigés par le parti en vue des élections nationales/fédérales, le premier ayant été publié en 1981, et le dernier, en 2024. Ces programmes semblent constituer les meilleures sources actuellement disponibles pour décrire l'évolution de la position du VB depuis sa fondation, et ce pour deux raisons.

D'une part, les programmes électoraux sont probablement les seules sources sur lesquelles je peux me baser si je souhaite remonter aussi loin dans le temps, à savoir jusqu'en 1979 (ou, plutôt, jusqu'en 1981, date des premières élections auxquelles le VB a participé en tant que parti) : les réseaux sociaux par exemple, bien qu'intéressants, ne permettent que d'analyser des données assez récentes, puisqu'ils ne sont utilisés par les partis politiques comme outils importants de communication politique que depuis les années 2010 (Roginsky et De Cock 2015, 120).

D'autre part, les programmes électoraux peuvent être considérés comme de bons « révélateurs d'informations sur les positions des partis », puisqu'ils constituent « les sources publiques les plus officielles » de ces organisations politiques (Dandoy, Rihoux et Dumont 2005, 128). Ils sont en effet « ratifiés par des congrès, organes souverains des partis, et lient donc tous les membres du parti pour une période déterminée » (Dandoy, Rihoux et Dumont 2005, 128).

Concrètement, j'ai pu me procurer ces programmes sur le site du Manifesto Project (https://visuals.manifesto-project.wzb.eu/mpdb-shiny/cmp_dashboard_dataset/), qui compile les programmes électoraux élaborés depuis 1945 par plus de 1000 partis « dans plus de 50 pays sur les cinq continents » (Manifesto Project s.d.)¹⁶. Une fois ces programmes collectés, une

¹⁶ Certains programmes du VB faisaient défaut sur le site du Manifesto Project (comme celui de 1981, de 1991, de 1995 ou de 1999). Ces programmes manquants m'ont été fournis par le Pr. Régis Dandoy (Universidad San Francisco de Quito, Équateur). Il en est à nouveau remercié.

question essentielle s'est alors posée à moi : quels mots-clés devais-je utiliser pour repérer, au sein de ces textes, les passages traitant des enjeux écologiques ? Pour réponse à cette question, je me suis appuyé sur la méthodologie proposée par Möhler, Piet et Zaccai (2015, 17-18) dans leur article consacré à l'analyse de programmes électoraux de partis d'extrême droite. Cette méthodologie se décline en trois étapes :

Tout d'abord, identifier un chapitre « Environnement » et/ou « Énergie » au sein de chaque programme électoral, afin de voir si cette thématique est suffisamment importante aux yeux du parti considéré pour donner lieu à un chapitre complet. Ensuite, par le biais de mots-clés, repérer si l'enjeu [écologique] est inclus dans ce chapitre particulier (quand il existe) ou se trouve disséminé dans d'autres parties du programme. Le répertoire de mots-clés utilisé est directement lié au changement climatique (« climat », « climatique », « CO₂ », « gaz à effet de serre », « ozone », nom des sommets internationaux majeurs sur l'environnement et le climat : « Rio » « Kyoto », ...), aux enjeux énergétiques (« énergies renouvelables », « solaire », « éolien », « nucléaire », « gaz », ...) [et aux] enjeux environnementaux (« biodiversité », « nature », « environnement », « pollution », ...)¹⁷.

3.3.2 Les tweets

Ensuite, outre les programmes, j'analyse également les tweets publiés par le compte X/Twitter du parti entre le 1^{er} janvier 2018 et le 9 juin 2024, date des dernières élections régionales, communautaires, fédérales et européennes en Belgique. Cette période a été sélectionnée afin de proposer une focale sur la période récente, venant ainsi compléter l'analyse diachronique des programmes. Elle couvre, par ailleurs, deux périodes préélectorales distinctes : celle précédant les élections de 2019 et celle précédant les élections de 2024, et offre donc la possibilité d'observer la communication du VB durant l'un des moments les plus cruciaux de la vie politique démocratique : les élections.

Le choix d'étudier les tweets du VB, quant à lui, se justifie par deux éléments distincts. D'une part, il faut savoir que, jusqu'à présent, les positions écologiques des partis d'extrême droite ont surtout été analysées sur la base de leurs programmes électoraux. Or, X/Twitter est de plus en plus considéré comme un outil de communication important pour les partis, qui leur permet de diffuser des informations rapidement et efficacement (Roginsky et De Cock 2015).

D'autre part, contrairement aux programmes électoraux, qui ont tendance à être peu lus – surtout en Belgique, les programmes des partis belges étant souvent très longs et très détaillés (Dandoy 2007) –, les tweets sont justement conçus pour être lus, pour capter l'attention et influencer/convaincre les électeurs. Cela amène les partis à communiquer moins formellement

¹⁷ Bien entendu, ces mots-clés ont été traduits en néerlandais préalablement à la recherche.

sur ce réseau social que dans les documents politiques plus « classiques », tels que les programmes électoraux (surtout) ou les communiqués de presse (dans une moindre mesure). Il est donc intéressant d'analyser ce discours, qui a un impact, et qui se rapproche, de par son caractère « informel », de celui que les électeurs entendent dans leur vie quotidienne (à la télévision via les débats politiques, à la radio, etc.) (Riccola 2022). La littérature a, par ailleurs, établi que les réseaux sociaux offrent une plus grande liberté d'expression aux citoyens et aux partis que les médias classiques, incitant à une communication négative et colérique spécifique (Mueller et Saeltzer 2020 ; Frimer *et al.* 2022). Je peux donc faire l'hypothèse suivante :

H3 : Dans sa communication, le VB est plus clivant et plus informel dans ses tweets que dans ses communiqués de presse et, surtout, que dans ses programmes électoraux (les entretiens ne sont pas vraiment comparables, puisqu'ils ne s'adressent pas du tout aux électeurs).

Comme les données issues des programmes électoraux, les tweets publiés par le VB sont collectés via une recherche par mots-clés, visant à isoler les publications du parti en lien avec les enjeux écologiques. Pour ce faire, j'utilise l'outil de « recherche avancée » de X/Twitter, qui permet de rechercher, sur un compte X/Twitter donné, les tweets qui contiennent le mot-clé indiqué dans la barre de recherche, pendant une période définie.

3.3.3 *Les entretiens semi-directifs*

Enfin, j'ai également réalisé deux entretiens semi-directifs avec des cadres du VB, à Bruxelles, entre mai et juillet 2024. De manière plus précise, ces deux entretiens, qui ont duré respectivement 2h et 1h40, ont été menés en anglais, pour le premier, et en trois langues (français, néerlandais et anglais), pour le second, sur la base d'un guide d'entretien présent en annexe (Annexe 1). Ils ont, par ailleurs, été enregistrés, afin de me permettre de retranscrire plus aisément le contenu des discussions.

Le nombre limité d'entretiens (deux) se justifie par la fonction que ceux-ci occupent dans le cadre de mon mémoire. En effet, mes sources « principales » sont constituées par les programmes et les tweets : les entretiens, quant à eux, ont été réalisés en toute fin de rédaction (parce que j'avais le temps de le faire et parce que cela pouvait enrichir mon analyse), et n'apparaissent en réalité qu'en complément de ces deux ensembles de données principaux. L'objectif était de combiner les avantages et les limites de chaque type de source. Les tweets et les programmes reflètent ainsi le point de vue officiel du parti, et tendent à offrir une certaine exhaustivité. Cependant, des zones d'ombre peuvent subsister à la lecture de ces documents, certains termes étant parfois peu détaillés ou assez flous. Dans ce contexte, les entretiens avec

des « élites » permettent d'éclaircir certaines de ces zones d'ombre, dans une perspective plutôt postpositiviste (Love *et al.* 2002).

Par ailleurs, les entretiens apportent des informations précieuses en termes de pouvoir et de privilèges, dans une perspective plus constructiviste ou critique. Comme l'explique Natow (2019, 2) : « Une 'élite' est une personne qui occupe ou a occupé une position de pouvoir qui lui a permis d'acquérir des connaissances ou des informations uniques dans une perspective privilégiée. En tant que telles, les élites peuvent donc fournir aux chercheurs des informations précieuses ». Autrement dit, depuis leur position de pouvoir, les élites offrent aux chercheurs des points de vue uniques sur la réalité, qui peuvent être similaires, différents, voire opposés (1) aux perspectives d'autres élites interrogées (ce qui peut éclairer les déséquilibres de pouvoir au sein des partis/mouvements/collectifs étudiés), ou (2) au discours relevé dans d'autres sources. En somme, alors que les programmes et les tweets se concentrent sur le « comment » le positionnement écologique du VB a évolué depuis 1979, les entretiens offrent des éclairages supplémentaires sur le « pourquoi ».

3.4 Analyse des données

Pour analyser ces trois ensembles de données et répondre à mes trois hypothèses, j'ai adopté une approche en quatre étapes, suivant une logique d'entonnoir. Cela signifie que j'ai commencé par des analyses générales et simples, pour progressivement passer à des analyses plus spécifiques et complexes. Ainsi, dans un premier temps, à partir des tweets et des programmes collectés, j'ai comptabilisé le nombre d'unités d'analyse portant sur les enjeux écologiques. Une unité d'analyse (ou « unité de signification ») est définie comme « une phrase ou un ensemble de phrases liées à une même idée, un même sujet, ou encore, à un même thème » (Paillé et Mucchielli 2012, 279). Pour les tweets, la tâche a été relativement simple : en raison de leur longueur limitée et du fait qu'un tweet traite généralement d'une seule idée, chaque tweet correspondait à une unité d'analyse. Il m'a donc suffi de totaliser tous les tweets liés à l'écologie pour obtenir un résultat.

L'analyse des programmes, en revanche, s'est révélée plus complexe. Ces documents ont en effet été rédigés dans des styles très différents. Par exemple, alors que le programme de 1999 compte près de 145 000 mots et détaille le point de vue du VB sur un grand nombre de sujets, celui de 1985 n'en contient que 2 285, car il se concentre sur ce qui étaient alors les priorités du VB : l'indépendance de la Flandre, la sécurité, le renvoi des travailleurs invités, les valeurs éthiques traditionnelles et un « système étatique équitable » (VB 1985). Dès lors, j'ai cherché à comparer la part *relative* qu'occupe l'enjeu écologique dans chaque programme, en comparant le nombre

de mots consacrés à cette thématique et le nombre total de mots contenus dans le programme en question.

Dans un deuxième temps, j'ai affiné mon codage, en identifiant les thématiques spécifiques abordées par le VB lorsqu'il s'intéresse à l'écologie. Plus précisément, j'ai cherché à déterminer quels enjeux, parmi les enjeux climatiques et les enjeux environnementaux locaux, sont les plus présents dans la communication du parti flamand. Encore une fois, dans le cas de X/Twitter, chaque tweet constituait une unité d'analyse distincte. Pour les programmes, en revanche, puisque je suis passé d'une analyse à réaliser sur l'ensemble des programmes à une analyse se focalisant sur les passages portant déjà sur l'écologie, j'ai pu mobiliser des unités d'analyse plus cohérentes que des mots pris un à un, à savoir des ensembles de phrases liées à une même idée. C'est d'ailleurs sur ce type d'unités d'analyse que je baserai le reste de mon travail. Ainsi, « dès que, dans le texte, une autre idée semble abordée, c'est qu'une nouvelle unité de signification débute, et alors l'analyste introduit une séparation entre les deux unités » (Paillé et Mucchielli 2012, 279).

Troisièmement, j'ai cherché à répondre à ma première hypothèse, qui porte sur le positionnement écologique du VB. Pour rappel, cette hypothèse suggère que la majorité des partis d'extrême droite associent un climatoscepticisme ou carbofascisme au niveau national à un mélange d'éconaturalisme et d'écofascisme au niveau local, notamment en ce qui concerne les questions de biodiversité. En effet, « le cadrage du problème climatique dans l'espace public fait généralement de celui-ci une réalité globale, au-delà des frontières nationales. Au contraire, l'effondrement de la biodiversité est davantage représenté comme une mosaïque d'effondrements locaux. Les prises du global et du local pour développer un argumentaire identitaire sont évidemment très différentes : le local est bien plus facile à investir » (Dubiau 2022, 34). En d'autres termes, il semble que les partis d'extrême droite adoptent une attitude plutôt hostile (ou « négative ») envers les politiques climatiques, tout en se montrant plus favorables ou ouverts (ou « positifs ») aux politiques écologiques cadrées comme locales. Afin de vérifier cette hypothèse, je classerai les unités d'analyse de mes deux sous-corpus (celui portant sur le changement climatique et celui portant sur les enjeux écologiques locaux) selon la typologie suivante :

Ton « hostile » : Une unité d'analyse est considérée comme ayant une tonalité « hostile » lorsque le parti qui la mobilise cherche à s'opposer à des politiques écologiques *défendues par des adversaires politiques*. Pour reprendre le terme employé dans la littérature portant sur le *negative campaigning*, ce ton « hostile » induit un vocabulaire et un contenu « négatifs », visant à décrédibiliser les politiques en question (Geer 2006 ; Poljak 2022).

Ton « d'ouverture » : Le second ton, le ton « d'ouverture/de soutien », est l'exact opposé du premier. Il consiste en effet, pour un parti, à mettre en avant *ses propres idées* (Lau et Pomper 2001 ; Elmelund-Praestekaer 2008). Dans le cas qui m'intéresse ici, ce ton « d'ouverture » signifierait que le VB se positionne en faveur de certaines initiatives (qu'il considère) écologiques, cherchant à en démontrer les avantages.

Ton « neutre » : Le troisième ton, dit « neutre », constitue une catégorie « résiduelle » : il regroupe les unités d'analyse dans lesquelles le VB n'adopte ni un ton « d'ouverture », ni un ton « hostile » (Haselmayer 2021). Il peut par exemple s'agir d'unités d'analyse « informatives », qui servent de contexte préalable avant l'adoption d'un ton plus marqué (c'est-à-dire, « hostile » ou « d'ouverture »).

Enfin, dans un quatrième et dernier temps, j'ai cherché à vérifier ma deuxième hypothèse (relative aux traits idéologiques présents dans la communication du VB sur l'écologie), en mobilisant l'analyse thématique. Celle-ci a en effet un double avantage : elle fournit « un compte rendu riche et détaillé des données » (Braun et Clarke 2006, 78), et elle permet une grande flexibilité, s'adaptant à tout type de données qualitatives, puisqu'elle « n'est pas liée à une perspective épistémologique ou théorique particulière » (Maguire et Delahunt 2017, 3352). De plus, l'analyse thématique remplit deux fonctions principales. La première est une fonction de « repérage » : elle permet en effet de dégager des thèmes représentatifs des données examinées, et ce dans l'objectif de répondre à la question de recherche (Paillé et Mucchielli 2012). La seconde fonction, quant à elle, va un pas plus loin, comme le soulignent Paillé et Mucchielli (2012, 233) :

Elle concerne la capacité de tracer des parallèles ou de documenter des oppositions ou divergences entre les thèmes. Il s'agit en somme de construire un panorama au sein duquel les grandes tendances du phénomène à l'étude vont se matérialiser dans un schéma (l'arbre thématique).

En d'autres termes, l'analyse thématique consiste à identifier plusieurs thèmes sur la base d'observations, puis à construire un arbre thématique, pour mieux se figurer tous ces thèmes (et sous-thèmes). Dans mon cas bien particulier, j'aurais pu suivre directement ce processus si j'avais eu recours à une démarche « purement » inductive. Or, dans ce mémoire, je ne partais pas d'une « page blanche » sur le plan théorique : la littérature exposée dans le second chapitre m'avait déjà fourni plusieurs idées de thèmes (comme le climatoscepticisme ou l'écofascisme) et de sous-thèmes (tels que le localisme, l'*ecobordering*, la défense des paysages traditionnels, la critique des élites scientifiques, etc.). En réalité, j'ai donc pu dégager une série de thèmes et sous-thèmes potentiels *ex ante*, c'est-à-dire avant de commencer l'analyse. Cependant, au fur et à mesure de cette analyse, j'ai affiné ces idées et constaté, en observant mes données, que de

nouvelles idées de thèmes et de sous-thèmes émergeaient. Ainsi, mon analyse thématique s'est davantage apparentée à « un processus itératif et réfléchi qui se développe au fil du temps et qui implique un va-et-vient constant entre les phases » (ici, entre les phases *ex ante* et *ex post*) qu'à une « méthode linéaire » (Nowell *et al.* 2017, 4).

C'est d'ailleurs pour « faciliter l'émergence de thèmes non anticipés » (Sabbe, Schiffino, et Moyson 2021, 18) que j'ai privilégié la thématization continue (Paillé et Mucchielli 2012) à la thématization séquentielle, un autre type de démarche de thématization mobilisable dans le cadre d'une analyse thématique, mais offrant moins de « libertés » – la thématization séquentielle se base en effet sur une logique davantage hypothético-déductive qu'abductive, puisqu'elle impose au chercheur de réaliser un arbre thématique à partir d'un échantillon, puis d'appliquer cet arbre à l'ensemble du corpus, sans permettre beaucoup d'ajouts de thèmes au cours de l'analyse (Paillé et Mucchielli 2012).

Enfin, il me faut préciser un point d'attention. Les chercheurs mobilisant l'analyse thématique ont parfois tendance à croire que seuls les thèmes fortement présents dans les données sont pertinents et doivent être pris en considération (Braun et Clarke 2006 ; Paillé et Mucchielli 2012). Évidemment, la récurrence des thèmes est un élément que j'ai pris en compte, notamment pour répondre à la question posée sur l'identité des traits idéologiques dominants dans le positionnement écologique du VB. Cela ne doit cependant pas faire oublier que la récurrence n'est pas la seule caractéristique à fournir de la valeur à une information, et qu'« un plus grand nombre d'occurrences ne signifie pas nécessairement que le thème lui-même est plus crucial » (Braun et Clarke 2006, 82) qu'un autre. Ainsi, un thème peut apparaître rarement dans le corpus, mais capturer une information d'une importance cruciale pour répondre à la question de recherche (Braun et Clarke 2006).

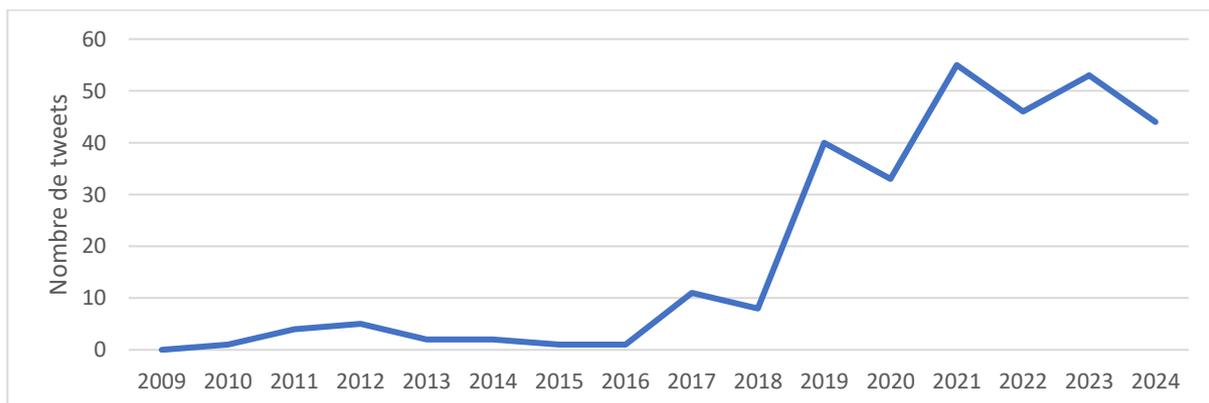
4 Résultats de l'analyse

4.1 Présentation des programmes et des tweets

4.1.1 Part des programmes et des tweets consacrée aux enjeux écologiques : un enjeu assez peu présent, mais en progression

Comme je viens de l'indiquer, la présentation de mes résultats comporte quatre grandes parties. La première porte sur la part du discours du VB consacrée aux enjeux écologiques. En l'occurrence, comme l'indique le graphique ci-dessous (figure 11), le nombre de tweets liés à l'écologie publiés par le VB depuis la création du compte X/Twitter du parti, en mars 2009, a fortement augmenté ces dernières années (bien que, il faut aussi le souligner, le nombre total de tweets publiés par le parti s'est également accru, sur la même période). Cette hausse a débuté en 2019, alors que les marches pour le climat battaient leur plein, alors que les élections régionales, communautaires, fédérales et européennes du 26 mai 2019 approchaient en Belgique, et alors que d'intenses débats portant sur le changement climatique avaient lieu, au sein du monde politique belge (sur la Loi Climat, par exemple). Ensuite, malgré une légère baisse en 2020 – probablement liée à la pandémie de COVID-19, qui a éclipsé un certain nombre d'enjeux, dont l'urgence climatique (Lefebve 2020) –, le nombre de publications a globalement continué à augmenter, y compris en 2024, année d'élections en Belgique, elle aussi¹⁸.

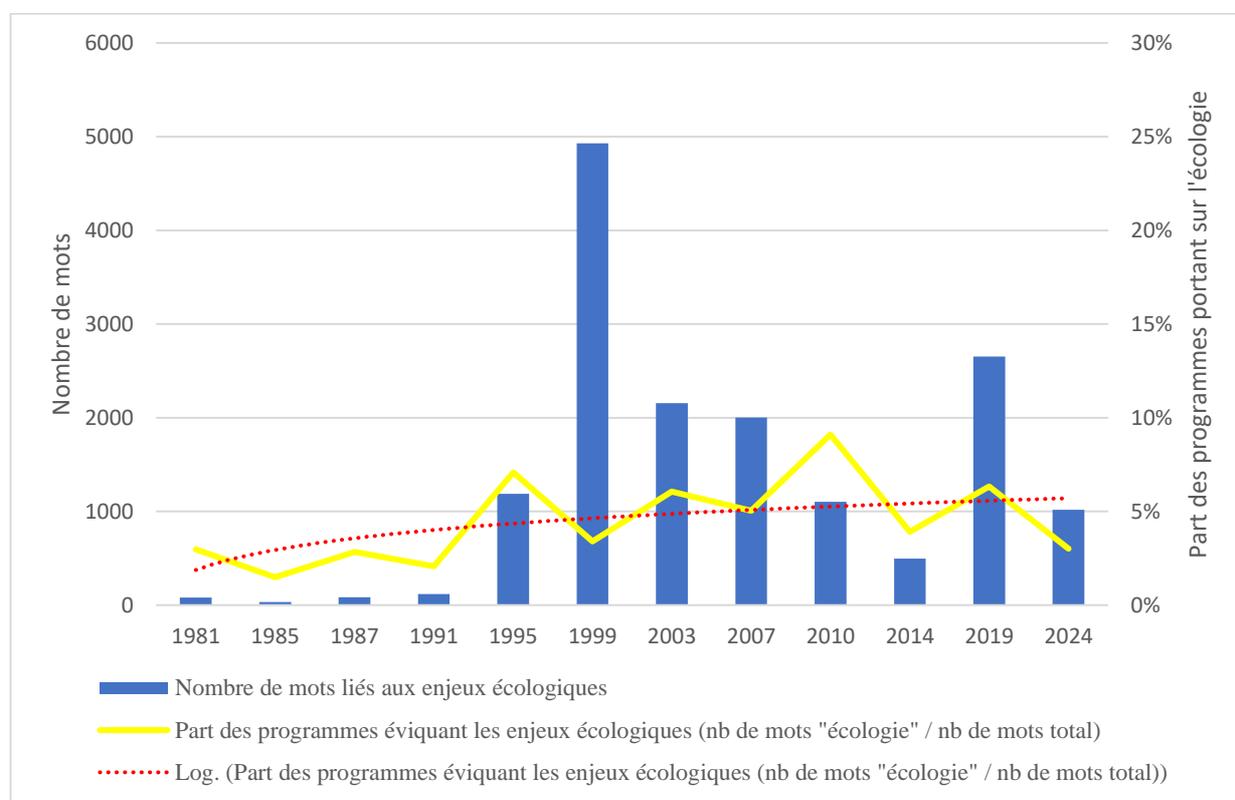
Figure 11. Nombre de tweets publiés par le VB entre 2009 et 2024



¹⁸ Dans le graphique 11, le VB semble avoir publié moins de tweets en 2024 qu'en 2023. Cela s'explique : pour l'année 2024, mon échantillon de tweets court jusqu'au 9 juin alors que, pour les autres années, la période d'étude s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. Ainsi, si le VB publie des tweets sur l'écologie au même rythme qu'il l'a fait entre le 1^{er} janvier 2024 et le 9 juin (ce qui est néanmoins peu probable, car cette période était caractérisée par un contexte préélectoral, dans lequel les partis tendent à surcommuniquer), le total de tweets postés par le parti flamand atteindrait les 100 unités. Loin devant les 53 de 2023. Cela voudrait donc dire que le VB a accordé une attention accrue au sujet, durant le premier semestre de l'année 2024, alors que le scrutin multiple du 9 juin approchait à grands pas.

Le constat est donc sans appel en ce qui concerne les tweets. Comme je l'ai mentionné dans la section précédente, pour les programmes, j'ai d'abord calculé le nombre total de mots qu'ils contiennent, puis j'ai analysé la fréquence d'apparition des termes liés aux enjeux écologiques. Le résultat de ce calcul est mis en évidence en jaune dans le graphique ci-dessous. Bien que la tendance soit moins marquée que dans le cas des tweets, j'observe ainsi que le VB tend à aborder de plus en plus la crise écologique dans ses programmes au fil des années (cela est encore plus apparent si l'on se réfère à la courbe de tendance, représentée en rouge dans le graphique).

Figure 12. Nombre de mots liés aux enjeux écologiques dans les programmes du VB



4.1.2 Sujets abordés par le VB : d'une quasi-hégémonie des enjeux locaux à la montée en puissance du changement climatique

Outre l'importance accordée à l'enjeu écologique (*issue saliency*), il est également intéressant de se pencher sur les sujets abordés par le VB, lorsque celui-ci discute d'écologie. Comme le graphique ci-dessous, portant sur les programmes du parti flamand, semble l'indiquer (cf. figure 13), dans les années 1980, 1990 et 2000, le VB s'intéressait de manière quasi exclusive aux enjeux écologiques locaux, c'est-à-dire des dossiers comme le sauvetage du village de Doel, le Plan de structure spatiale de la Flandre (RSV, *Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen*), ... (cf. infra). Après 2007, néanmoins, il semble y avoir eu une rupture dans la place accordée aux enjeux

écologiques, puisqu'après cette année, ce sont les enjeux climatiques (et les sujets qui y sont liés, à l'instar de ceux portant sur les questions énergétiques) qui sont devenus dominants dans les programmes du VB.

De même, le changement climatique domine incontestablement la communication du VB sur X/Twitter (cf. figure 14), et c'est la saillance accrue de ce sujet (en raison, notamment, de la prévalence des débats portant sur les marches pour le climat, sur les différents plans climat mis en place par les Régions, sur le prolongement de certaines centrales nucléaires, sur les zones de basses émissions, ...) qui explique en grande partie la présence plus importante de l'écologie dans la communication du VB ces dernières années. À noter, toutefois, la récente progression des enjeux écologiques locaux, particulièrement suite à l'apparition de différents dossiers qui ont marqué la vie politique flamande/belge (décret azote, manifestations des agriculteurs en 2024, loi sur la restauration de la nature, ...).

Figure 13. Part des programmes du VB portant soit sur les enjeux climatiques, soit sur les enjeux écologiques locaux

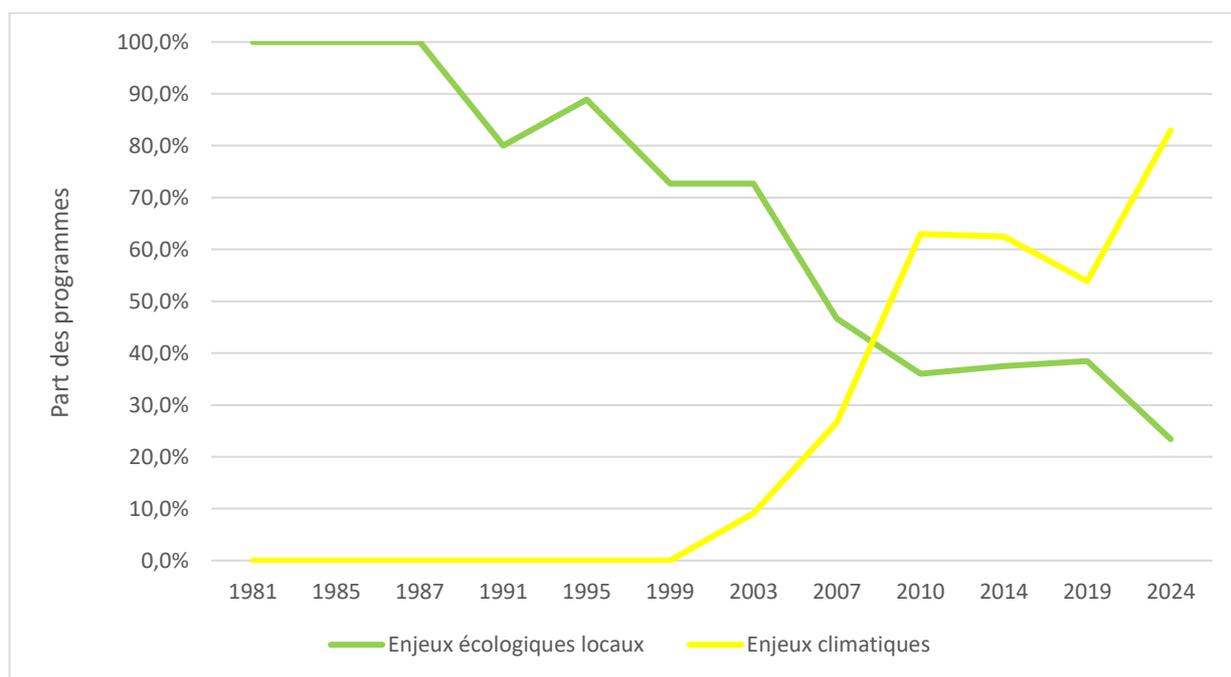
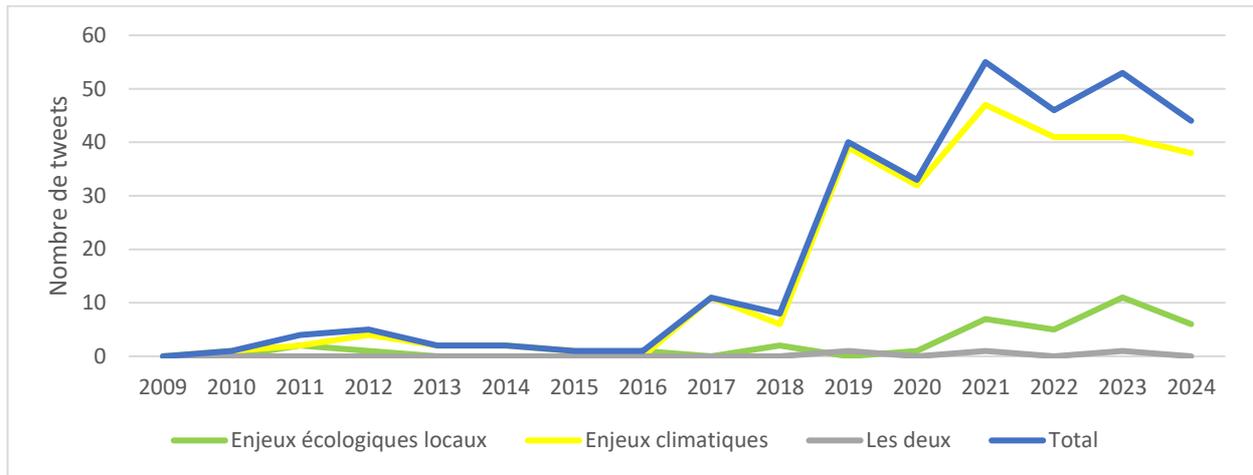


Figure 14. Nombre de tweets publiés par le VB sur les enjeux climatiques et les enjeux écologiques locaux, entre 2009 et 2024



4.1.3 Tonalités contenues dans le discours écologique du VB : des positionnements plus nuancés qu'attendu

Le ton employé par le VB lorsque celui-ci évoque les enjeux écologiques locaux et/ou les enjeux climatiques est également une donnée importante à prendre en considération. En particulier, ma collecte de données a pu mettre au jour le fait que, lorsque les enjeux climatiques sont abordés, le VB tient principalement un discours hostile (1) à la manière dont les décisions sont prises et (2) aux politiques publiques qui sont proposées par d'autres partis ou par les pouvoirs publics (c'est ce que j'appellerai, par la suite, le « climatoscepticisme des processus » et le « climatoscepticisme des réponses »). Toutefois, le positionnement climatique du VB se caractérise aussi, en partie, par un ton de soutien/d'ouverture envers certaines initiatives (cf. figures 15a et 15b), comme le nucléaire, les mesures incitatives ou la sensibilisation. Comme je le détaille dans la section suivante, cette découverte tend à remettre en question le supposé largement répandu au sein de la littérature (cf. hypothèse H1), selon lequel le positionnement climatique des partis d'extrême droite se caractérise seulement par une forme de climatoscepticisme (« modéré » ou « au sens strict »).

Figure 15a. Répartition des unités d'analyse des programmes du VB portant sur les enjeux climatiques, selon le ton employé

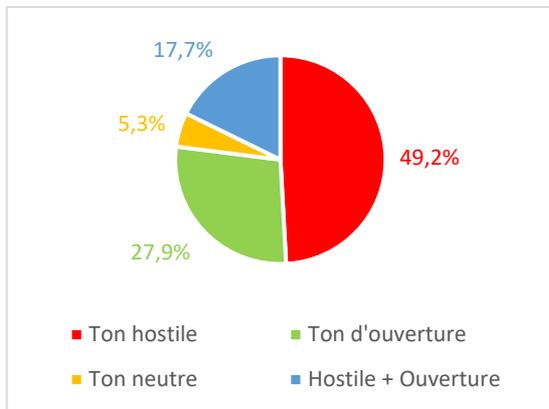
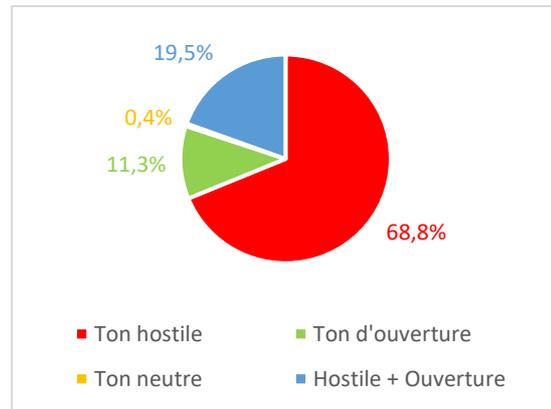


Figure 15b. Répartition des tweets du VB portant sur les enjeux climatiques, selon le ton employé



De même, en ce qui concerne les enjeux écologiques locaux, si c'est bien le ton d'ouverture qui prédomine dans les programmes du VB (ce qui semble conforme à ce que la littérature laissait présager), la part d'unités d'analyse caractérisée par un ton hostile est loin d'être négligeable (cf. figure 16a) ; dans le cas des tweets, cette tonalité est même majoritaire (cf. figure 16b). Ainsi, contrairement à ce que j'avais postulé, il semble que le discours du VB sur le changement climatique ne se résume pas au climatocépticisme, tout comme le discours de ce parti sur les enjeux écologiques locaux ne se limite pas à un soutien inconditionnel aux politiques écologiques.

Figure 16a. Répartition des unités d'analyse des programmes du VB portant sur les enjeux écologiques locaux, selon le ton employé

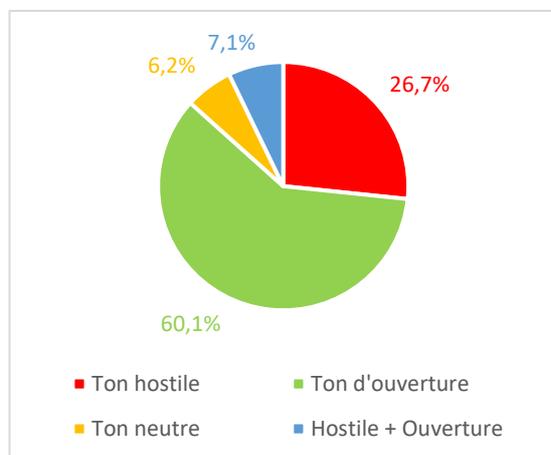
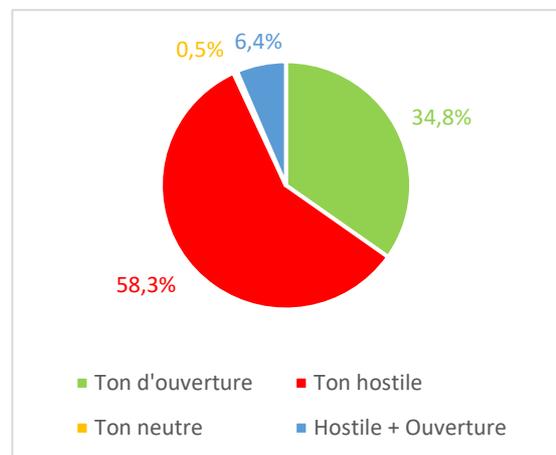


Figure 16b. Répartition des tweets du VB portant sur les enjeux écologiques locaux, selon le ton employé



4.1.4 Thèmes présents dans la communication du VB : deux arbres thématiques et deux histogrammes, afin de cerner la dimension diachronique des données

Enfin, conformément aux principes de l'analyse thématique, un arbre thématique a été réalisé pour figurer l'ensemble des thèmes et sous-thèmes présents dans mon corpus de données. Plus précisément, c'est en fait deux arbres thématiques « classiques » (et détaillés) qui ont été réalisés (cf. Annexe 2), pour représenter mes deux sous-corpus (celui qui comprend les tweets du VB et celui qui se compose des unités d'analyse des différents programmes du parti flamand). L'arbre thématique portant sur les programmes est un peu particulier, puisqu'il regroupe toutes les unités d'analyse des programmes du VB, publiés entre 1981 et 2024. Ce laps de temps étant assez long, j'ai estimé que des variations internes pouvaient être masquées par un tel arbre (ce qui est probablement moins le cas pour les tweets, qui ont été récoltés durant une période assez courte). J'ai alors cherché un moyen d'amener une perspective chronologique/longitudinale à mes représentations graphiques, mais les arbres thématiques classiques ne sont pas forcément adaptés pour cela. L'idée a alors été de reprendre les grands thèmes présents dans le corpus et de réaliser deux histogrammes (un portant sur les enjeux climatiques et un portant sur les enjeux écologiques locaux), comparant la présence de chaque thème dans chaque programme (cf. Annexe 3). À des fins de comparaison également (entre plateformes cette fois, c'est-à-dire entre X/Twitter et les programmes), les résultats de l'analyse thématique des tweets du VB (représentés dans le second arbre thématique ; Annexe 3) ont également été ajoutés dans ces histogrammes, comme dernier point sur l'axe des abscisses.

Dans les deux prochaines sections (4.2 et 4.3), je chercherai ainsi à présenter les différents thèmes et sous-thèmes présents dans mon corpus. Et je le ferai sur la base d'une structure liée à la typologie de tonalités présentée dans le point précédent : en d'autres termes, pour chaque sous-corpus (celui portant sur le changement climatique et celui portant sur les enjeux écologiques locaux), je mettrai en exergue les thèmes les plus importants, en indiquant si ces thèmes visent à soutenir une orientation de contenu plutôt hostile, ou plutôt « ouverte ».

4.2 Enjeux écologiques « globaux » : changement climatique (86,1% ; 57,8%)¹⁹

4.2.1 *Aperçu général des programmes et des tweets*

C'est en 2007 que le Vlaams Belang aborde pour la première fois le changement climatique. Avant cela, comme indiqué dans la section 4.3, le parti se concentrait sur des enjeux environnementaux « locaux », comme la protection de la nature/biodiversité, la pollution de l'air, de l'eau et du sol, le déversement de déchets, ... Comme déjà souligné également, le ton employé par le VB lorsque celui-ci évoque les enjeux climatiques est majoritairement hostile (75,9% des tweets ; 36,5% des unités d'analyse des programmes rédigés depuis 2007). Cela se traduit, la plupart du temps (c'est-à-dire, dans 74,5% des tweets et dans 29,2% des unités d'analyse des programmes), par un rejet (1) des politiques qui sont mises en place pour faire face à ce phénomène (scepticisme des réponses) et (2) de la manière dont ces politiques sont décidées (scepticisme des processus). Cependant, il arrive également que le VB remette en cause les données scientifiques qui viennent prouver l'origine anthropique ou l'impact du changement climatique en cours (scepticisme des preuves) (1,5% des tweets ; 7,3% des unités d'analyse des programmes). Dans ce cas, son positionnement n'est pas lié à un trait idéologique particulier de l'extrême droite. D'où la mention « Autre » au début du titre de la section 4.2.2.1.

4.2.2 *Ton hostile à l'égard de la plupart des politiques climatiques (75,9% ; 36,5%)*

4.2.2.1 *Autre – Le climatoscepticisme des preuves (1,5% ; 7,3%)*

a) *Climatoscepticisme d'attribution (0,5% ; 6,4%)*

Ce climatoscepticisme des preuves est par exemple présent dans le programme électoral de 2007, dans lequel le VB indique (VB 2007) :

Pour atteindre l'objectif du protocole de Kyoto, la Belgique doit réduire ses émissions de CO₂ de 7,5 % d'ici 2012 par rapport aux émissions de 1990. Si la théorie de l'effet de serre est correcte, Kyoto n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Si la théorie est fautive, il s'agit d'un gaspillage d'argent et d'un affaiblissement inutile de notre position concurrentielle.

De même, dans le programme électoral de 2010 (VB 2010), le parti flamand déclare :

¹⁹ Dans les titres des sections suivantes, j'ai ajouté des pourcentages entre parenthèses pour permettre une meilleure compréhension des résultats de mon analyse. Ces pourcentages sont identiques à ceux qui se trouvent dans les arbres thématiques présents en annexe (Annexe 2), et correspondent à la part de tweets (pour le premier pourcentage) ou de programmes (pour le deuxième pourcentage) consacrée au thème en question.

Nous remettons en question l'opinion généralement répandue selon laquelle la réduction des émissions de CO₂ peut arrêter le réchauffement climatique et nous nous demandons s'il n'y a pas d'autres intérêts en jeu dans le commerce mondial du CO₂ et dans les mesures imposées.

Ces extraits ne mentionnent pas explicitement ce que le VB remet en cause. Le renforcement de l'effet de serre étant à l'origine du changement climatique (SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement s.d.) et le CO₂ étant le gaz qui contribue le plus au renforcement de l'effet de serre en raison de l'activité humaine (GIEC 2023), on pourrait comprendre, néanmoins, que le VB se questionne, en réalité, sur l'origine anthropique du changement climatique. Cet élément est d'ailleurs confirmé de manière explicite dans la brochure produite par le Vlaams Belang en mars 2021²⁰ (VB 2021) [Je souligne] :

Depuis des décennies, on nous assène toutes sortes de rapports catastrophistes sur le climat. Pourtant, la température globale augmente. La question clé est toutefois de savoir dans quelle mesure ce changement peut être attribué à l'homme et dans quelle mesure il est possible de le réduire. Le Vlaams Belang laisse cette question à la science et non à la politique. La politique porte sur des questions politiques concrètes, et non sur l'établissement de la vérité ultime. La question du climat est également devenue un jeu sémantique. Auparavant, nous parlions principalement du réchauffement de la planète, puis l'accent a été mis sur le changement climatique. Aujourd'hui, on a tendance à parler de dérèglement climatique, de négationnistes et de sceptiques du climat, c'est-à-dire de personnes qui ne sont pas d'accord avec le discours émotionnel à l'emporte-pièce. Le Parlement européen est allé plus loin en déclarant l'état d'urgence climatique. Ces personnes sans avenir excluent du débat tous ceux qui posent des questions critiques. Cela ressemble donc plus à de la religion qu'à de la science et de la politique

Dans cet extrait récent, le VB défend, en quelque sorte, les climatosceptiques : ceux-ci ne seraient que des personnes « qui ne sont pas d'accord avec le discours émotionnel à l'emporte-pièce », et non des individus qui remettent en cause un consensus scientifique. Par ailleurs, le parti flamand questionne l'origine anthropique du changement climatique. Il ne développe pas vraiment ce qui l'amène à penser cela, puisqu'il estime que ce n'est pas son « rôle » de trancher cette question (« Le Vlaams Belang laisse cette question à la science et non à la politique »).

Toutefois, dans le cadre de mes entretiens, j'ai eu l'occasion d'aborder cet élément. L'une des deux personnes que j'ai interrogées m'a donné une réponse quelque peu confuse. Dans un premier temps, elle a en effet indiqué qu'elle pensait que le changement climatique n'était pas d'origine humaine. Pour justifier son point de vue, elle a soutenu le fait qu'il y a toujours eu des

²⁰ En mars 2021, le VB a publié une brochure « Energie & klimaat », visant à préciser son point de vue sur les questions énergétiques et climatiques. Le VB renvoyant à cette brochure dans son programme électoral de 2024, il a été décidé de considérer que les unités d'analyse présentes dans cette brochure devaient être comptabilisées avec celles provenant du programme de 2024.

périodes plus chaudes que d'autres dans l'Histoire, et que l'augmentation actuelle des températures n'était donc pas « exceptionnelle » (Entretien n°1) :

Non, au VB, nous ne pensons pas que le changement climatique est dû à l'activité humaine [...] Ces dernières années, nous avons eu deux, trois, quatre étés très chauds, moins de pluie ... Et qu'en est-il aujourd'hui ? On dit qu'il n'y a jamais eu autant de pluie depuis 100 ans, 200 ans ! Mais qui dit que ça ne va pas changer encore ? Parce qu'au Moyen Âge, il y a eu plus d'un siècle où il a fait beaucoup plus froid qu'aujourd'hui, et aussi des siècles où il a fait plus chaud qu'aujourd'hui. Donc cela évoluera toujours dans le cycle de la nature.

Dans un second temps, néanmoins, j'ai reposé ma question, pour m'assurer d'avoir bien compris la réponse, et mon interlocuteur a été un peu plus nuancé : « Mmmmh (réfléchit)... L'activité humaine a son influence. Oui, bien sûr. Mais pas au point qu'il ne soit pas possible de... Peut-être que dans 10 ou 20 ans, ça ira mieux... » (Entretien n°1). À la fin de cette réponse, un élément intéressant est mis en évidence : puisque, selon cet élu, les crises écologiques ne sont pas sans précédent, cela signifie que la nature pourra toujours s'adapter et se rétablir de ces crises. Il me l'avait d'ailleurs déjà indiqué explicitement dans le cadre de sa première réponse. En réalité, il s'agit là d'un argument climatosceptique assez fréquent, mais qui ne tient pas d'un point de vue scientifique (GIEC 2023 ; NASA Earth Observatory 2010). Les changements climatiques historiques se sont en effet produits sur des milliers ou des millions d'années, tandis que le réchauffement actuel se produit en quelques décennies, ce qui laisse beaucoup moins de temps aux écosystèmes et aux sociétés humaines pour s'adapter. Par ailleurs, le changement climatique actuel est mondial, affectant toutes les régions du globe, alors que les épisodes passés de réchauffement étaient souvent régionaux ou limités à certaines parties du monde (GIEC 2021 ; GIEC 2023 ; NASA Earth Observatory 2010 ; Santer *et al.* 2003).

Mon second interlocuteur, quant à lui, a été plus nuancé et plus précis que le premier. Il m'a ainsi indiqué qu'il pensait que le changement climatique était dû à l'activité humaine, *mais aussi* à des « processus naturels » (Entretien n°2) – or, l'intégralité du changement climatique observé entre les périodes 1850-1900 et 2010-2019 est due aux gaz à effet de serre générés par l'activité humaine (GIEC 2023, 6). Ainsi, m'a-t-il confié, « C'est un conglomérat. C'est multifactoriel. Et les deux choses se renforcent l'une l'autre » (Entretien n°2). Néanmoins, comme son collègue, il a également évoqué l'argument rassuriste selon lequel « il y a eu d'autres changements climatiques dans l'Histoire » (Entretien n°2).

b) Climatoscepticisme d'impact (1% ; 0,9%)

Outre le climatoscepticisme d'attribution, le VB remet également en question l'impact/l'ampleur du changement climatique. Je l'ai déjà brièvement abordé avec les arguments

rassuristes liés à l'Histoire. Mais en 2010 et en 2014, le VB mentionnait également (avec la même formule, dans les deux programmes) : « Le Vlaams Belang est critique à l'égard des scénarios apocalyptiques et s'agace des jeux stratégiques internationaux avec les accords climatiques » (VB 2010 ; VB 2014). En outre, dans la brochure publiée en 2021, le Vlaams Belang mentionne, dès l'introduction (VB 2021) [Je souligne] :

L'Union européenne et ses vassaux de la Rue de la Loi ont propulsé le climat au rang de priorité politique absolue. Le problème est si grave que tout est mobilisé pour le climat. Ce raisonnement s'appuie sur la vague de panique que le monde vit de plus en plus intensément depuis plusieurs décennies, celle de l'apocalypse climatique. Nous sommes bombardés de toutes sortes de messages catastrophistes : « si nous n'agissons pas maintenant, il sera trop tard ». Dans quelle mesure est-ce vrai ? Dans quelle mesure les mesures radicales et paniquées qui découlent d'une telle prophétie sont-elles légitimes et nécessaires ? Le Vlaams Belang ose remettre cela en question et plaide en faveur de la raison.

On le voit ici : un questionnement émerge sur l'impact du changement climatique, qui ne serait pas « si grave que cela », et ce questionnement découle sur un scepticisme des réponses (détaillé dans la section 4.2.2.2) : puisque le problème n'est pas aussi grave que ce que l'on dit, les réponses apportées sont trop radicales et mériteraient d'être modérées et freinées.

4.2.2.2 Climatoscepticisme des processus et des réponses (74,5% ; 29,2%)

L'évocation de ce scepticisme des réponses facilite une transition fluide vers la section suivante, qui aborde précisément ce type de scepticisme ainsi que le scepticisme des processus. Ces deux formes de mise en doute du changement climatique sont en effet très présentes dans le corpus (74,5% des tweets ; 29,2% des unités d'analyse des programmes), et sont reliées à plusieurs thèmes et traits idéologiques.

a) Autre ou nativisme (chauvinisme environnemental) ? – L'impact sur les ressources économiques et le mode de vie des natifs (55,7% ; 27,3%)

L'un des deux thèmes les plus courants (à égalité presque parfaite avec le thème « Critique des gouvernements et des adversaires politiques »), par exemple, est celui qui voit le Vlaams Belang refuser les politiques climatiques, en raison des impacts supposés de ces politiques sur les ressources économiques et le mode de vie de différents acteurs flamands (55,7% des tweets ; 27,3% des unités d'analyse des programmes). Je ne l'avais pas anticipé dans mes hypothèses puisque, comme mentionné dans la revue de littérature, l'économie est un « sujet d'importance secondaire » (Mudde 2007, 21-22) pour les partis d'extrême droite. Par ailleurs, Kulin *et al.* (2021) avaient mis en évidence le fait que le positionnement sur l'axe

socioéconomique gauche-droite était un moins bon prédicteur de l'opposition aux politiques climatiques que d'autres traits idéologiques d'extrême droite, comme le nationalisme. En réalité, seul un article (Küppers 2024) avait évoqué un tel résultat, mettant en évidence le fait que le cadre qui revenait le plus régulièrement dans la communication de l'AfD (parti d'extrême droite allemand) sur le changement climatique portait, lui aussi, sur les questions économiques.

La prédominance (surprenante) de ce cadre, au sein de la communication du VB, pourrait s'expliquer par le fait que le parti a, ces dernières années, fait évoluer son positionnement socioéconomique, du solidarisme à une combinaison (semblable à celle que l'AfD met également en exergue aujourd'hui) de néolibéralisme et de discours plus « sociaux ». D'une part, on retrouve en effet, au sein de la communication du VB, des éléments de langage d'inspiration néolibérale et pro-marché : comme l'indique le tableau ci-après (figure 17), 84% des tweets et 72% des unités d'analyses des programmes dénonçant un impact sur les ressources économiques et/ou sur le mode de vie portent ainsi sur des taxes (taxe carbone, taxe sur les billets d'avion, taxe kilométrique, ...), des interdictions (réelles ou non) (de manger de la viande, de boire du lait, ...) ou des régulations (zones de basses émissions (ZBE) par exemple), et amènent le VB à exiger une moindre implication de l'État dans l'économie, lorsqu'il s'agit de lutter contre le changement climatique. Ce tweet en est un exemple (@vlbelang, 11 janvier 2024) :

La prospérité flamande ne se crée pas en imposant des réglementations étouffantes aux citoyens et aux entreprises. Nous ne voulons pas de dogmatisme en matière de climat et d'énergie, mais du réalisme. Le Vlaams Belang veut donner plus de liberté à nos citoyens et à nos entreprises.

Près de la moitié des tweets (43%) et près d'un quart des unités d'analyse des programmes (24%) de ce thème contiennent, par ailleurs, des termes assez forts, à tendance néolibérale (Piron et Evrard 2023), et dénonçant l'implication de l'État dans les politiques climatiques. On y retrouve notamment l'idée selon laquelle les pouvoirs publics, lorsqu'ils cherchent à mettre en place de telles mesures – qualifiées de « folies climatiques » (par exemple, @vlbelang, 23 mai 2019) et de « propositions pseudo-communistes scandaleuses » (@vlbelang, 11 mai 2019) –, chercheraient à ériger « une économie planifiée soviétique » (@vlbelang, 24 mars 2024), ancrée dans une « pensée utopique post-communiste » (@vlbelang, 25 mai 2023), « totalitaire » (VB 2021), « mégalomane » (VB 2021), « antisociale et gauchiste » (@vlbelang, 26 mars 2022). C'est le cas, par exemple, dans ce tweet (@vlbelang, 24 mars 2024) :

L'Europe représente à peine 8 % des émissions mondiales de CO₂. Pourtant, l'Union européenne a décidé que nous allions sauver toute la planète. Avec le Green Deal, ils ont développé une économie planifiée soviétique avec laquelle ils veulent contrôler toutes nos vies.

D'autre part, la dimension « sociale », quant à elle, est souvent combinée avec la composante néolibérale, en réalité. En effet, lorsque le VB demande de diminuer voire de supprimer les taxes ou les régulations, celui-ci ne soutient pas « simplement » le fait que ces mesures seraient liberticides (comme le feraient des néolibéraux « classiques »). Au contraire, le lien avec l'impact économique, sur les citoyens, de ces suppressions ou réductions, est fréquemment établi par le parti flamand (ces citoyens étant d'ailleurs le groupe le plus souvent mentionné dans les unités d'analyse relevant de ce thème, avec près de 67% des occurrences dans les tweets et 63% dans le cas des programmes). Dans certains cas, l'attention se porte même sur les citoyens les plus précaires, comme en témoigne ce tweet (@vlbelang, 26 mars 2019) :

Nous prenons le parti de la population, de nos concitoyens qui doivent joindre les deux bouts au quotidien, que la pauvreté énergétique a frappés durement ces dernières années, qui en ont marre de payer des impôts, ... Notre vision est claire comme de l'eau de roche : stopper la #loiclimat, stopper les taxes climatiques par @Groen !

Comme le fait remarquer Küppers (2024, 18), ce discours social « pourrait s'expliquer par une préoccupation chauvine pour le bien-être des 'autochtones' (voir Kaiser 2020 pour un exemple), ce qui met en évidence un lien non théorisé auparavant entre l'idéologie de droite radicale populiste et le scepticisme ». Comme dans le cas de l'AfD, le VB précise d'ailleurs toujours bien (de manière explicite ou implicite) que les citoyens qu'il défend sont les « autochtones », et non les minorités. Ce « chauvinisme environnemental » (Spoon et Williams 2022), qui fait écho au concept de « chauvinisme social », discuté dans le cadrage de ce mémoire, amènerait ainsi les partis d'extrême droite à soutenir des politiques climatiques si et seulement si elles « profitent directement ou même exclusivement à leur nation et à leurs concitoyens » (Fraune et Knodt 2018, 2). Cet extrait, issu de la brochure liée au programme de 2024, est d'ailleurs assez explicite (VB 2021) [Je souligne] :

Le Vlaams Belang croit en la Flandre et en ses habitants. Nous pensons qu'il existe des innovations satisfaisantes en cours de développement pour aboutir à une transition énergétique dans laquelle nous utiliserons moins de combustibles fossiles. Cette transition énergétique doit avant tout servir les Flamands eux-mêmes. En leur offrant un cadre de vie propre et des installations électriques abordables, mais aussi en stimulant l'emploi, les investissements et la recherche.

Ce chauvinisme environnemental pourrait aussi expliquer pourquoi le VB s'oppose à toute compensation visant à indemniser les pays du Sud global pour les dégâts climatiques subis par ces pays, niant ainsi la responsabilité historique des pays du Nord global dans la crise climatique actuelle (@vlbelang, 28 octobre 2022) :

Préconiser une compensation financière pour les « dommages climatiques » subis par le Sud, comme le font Groen et Ecolo, à une époque où nos propres concitoyens parviennent à peine à garder la tête hors de l'eau, relève de la haine de soi la plus pure de la part de la gauche verte.

Figure 17. Quelques précisions sur le thème « Impact sur les ressources économiques et le mode de vie des natifs »

Occurrences Caractéristiques	Occurrences dans les tweets	Occurrences dans les programmes
1. Menace sur les ressources économiques (menace socioéconomique) ou menace sur le mode de vie (menace socioculturelle) ?	Menaces socioéconomiques : 26% Menaces socioculturelles : 19% Les deux en même temps : 55%	Menaces socioéconomiques : 32% Menaces socioculturelles : 22% Les deux en même temps : 46%
2. Acteurs défendus	Citoyens : 67% Entreprises : 13% Citoyens + Entreprises : 9% Agriculteurs : 5% Économie dans son ensemble : 7%	Citoyens : 63% Entreprises : 7% Citoyens + Entreprises : 21% Agriculteurs : 4% Économie dans son ensemble : 5%
3. Politiques publiques à l'origine de la menace	Taxes/régulations/interdictions : 84% Mauvais choix énergétiques : 16%	Taxes/régulations/interdictions : 72% Mauvais choix énergétiques : 28%
4. Présence de termes forts, d'inspiration néolibérale	43%	24%

b) Nativisme – Les réfugiés climatiques et la priorité donnée à l'immigration par rapport à l'écologie (1,5% ; 0,9%)

Réfugiés climatiques (0,5% ; 0,9%)

Si le thème portant sur les menaces socioéconomiques et socioculturelles semble donc être lié au nativisme, ce trait idéologique, en revanche, n'est presque pas du tout présent dans la forme présagée par mes hypothèses. Cela s'explique principalement par le fait que, contrairement à ce qui était attendu, le thème des réfugiés climatiques est très peu abordé par le Vlaams Belang. Seuls un tweet et une unité d'analyse de la brochure de 2021 abordent en effet cet élément, la brochure indiquant ceci, sous sa section « 'Klimaatvluchtelingen' » (les guillemets ne sont pas un hasard) (VB 2021) :

Les questions climatiques sont également mobilisées dans le cadre de l'ouverture des frontières. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a récemment statué que les « réfugiés climatiques » ne pouvaient être renvoyés dans leur pays d'origine. Une étude de la Banque mondiale a révélé que plus de 140 millions de personnes en Asie du Sud, en Amérique latine et en Afrique risquent de devenir des « réfugiés climatiques » d'ici à 2050. L'Europe risque donc d'être envahie par ces « réfugiés ». Le Vlaams Belang s'oppose à ce statut non autorisé et reconnaît qu'il est manifestement utilisé de manière abusive pour faciliter les migrations de masse.

L'explosion démographique en Afrique est liée à ce phénomène. La population africaine doublera pour atteindre 2,4 milliards d'ici 2050 et peut-être 4,2 milliards d'ici 2100. L'empreinte écologique de l'Afrique, bien que plus faible, augmentera également. La croissance de la population africaine entraînera une augmentation de l'exploitation, de la consommation, de l'urbanisation et de la pollution.

Cette citation contient deux arguments justifiant la négation, par le VB, du statut de « réfugié climatique ». D'une part, le premier paragraphe évoque un argument plutôt populiste : les élites nationales et internationales feraient avancer un agenda caché lorsqu'elles parlent de réfugiés climatiques, puisqu'elles chercheraient, en réalité, à permettre une plus grande ouverture des frontières, aux dépens des intérêts du « peuple ». Dans le cadre de la crise climatique, de tels arguments, liés à un « agenda caché » et donc à une forme de théorie complotiste – les mouvements populistes ont toujours été un terrain fertile pour les théories du complot (Taggart 2000) –, portent plus souvent sur l'idée que le changement climatique ou les politiques visant à l'atténuer constituent des prétextes visant à augmenter les taxes (Lockwood 2018 ; Jacques *et al.* 2008 ; Forchtner, Kroneder et Wetzels 2018). Toutefois, comme j'ai pu l'indiquer précédemment, l'« agenda caché migratoire » est un trope qui a déjà été utilisé par Jean-Marie Le Pen en 2010, et qui est aussi présent dans la communication de l'AfD, comme le souligne Küppers (2024).

Utiliser cet argument pour nier la véracité du caractère climatique des réfugiés climatiques présente une forte utilité pour le Vlaams Belang. En effet, reconnaître ce fait pourrait forcer le VB à (1) devoir être plus accueillant envers ces réfugiés (puisque ceux-ci bénéficieraient d'un statut de protection et auraient une « bonne raison » de migrer) et (2) devoir lutter de manière plus ambitieuse contre le changement climatique, puisqu'un changement climatique atténué limiterait l'augmentation des flux migratoires liés à des raisons climatiques. Or, le VB souhaite conserver une politique migratoire dure et une opposition forte aux mesures climatiques (notamment pour les raisons socioéconomiques citées ci-avant).

D'autre part, si les réfugiés climatiques ne migrent donc pas à cause du changement climatique (comme semble le soutenir le VB), comment, dès lors, expliquer leur exode ? C'est là qu'intervient le second argument du VB. À travers la lecture du second paragraphe de la citation, on peut en effet comprendre, de manière implicite, que, selon le VB, l'arrivée croissante de

réfugiés que l'on connaîtra dans le futur ne s'explique pas par le changement climatique, mais bien par « l'explosion démographique » en Afrique : puisqu'il y aurait de plus en plus de naissances en Afrique, il n'y aurait plus assez « de place » (et de ressources) pour tout le monde sur ce continent, ce qui pousserait de nombreuses personnes à partir.

La conclusion de ce second paragraphe, en revanche, demeure assez ambiguë. Le VB semble en effet suggérer que la croissance démographique en Afrique entraînera une augmentation de la pollution. Toutefois, le lien entre cet argument et le reste de l'analyse reste flou. Le VB tente-t-il, en réalité, d'attribuer la responsabilité du changement climatique à cette hausse du nombre d'habitants en Afrique ? Trois éléments permettent de considérer cette hypothèse comme plausible. Le premier se trouve dans le programme de 2019 du VB (VB 2019) :

Le débat sur les énergies durables, renouvelables et nucléaires fait rage. Lors des différents sommets sur le climat (Paris, Katowice, ...), les groupes de pression, les mouvements citoyens et les partis écologistes mettent sur la table des exigences de plus en plus irréalistes et inabornables pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, le changement climatique et le réchauffement de la planète. Une constante dans le débat est, bien sûr, la demande croissante d'énergie et la manière d'y répondre. Toutefois, cela ne tient jamais compte de l'explosion démographique dans de nombreuses régions du monde.

Le VB semble ici indiquer que le changement climatique s'explique par la demande croissante en énergie (puisque nous produisons de plus en plus, nous avons besoin de plus d'énergie), mais semble également souligner que l'« explosion démographique dans de nombreuses régions du monde » est une donnée peu prise en compte lorsqu'il s'agit de retracer les responsabilités du changement climatique.

De même, en décembre 2019, Anuna De Wever, co-fondatrice du mouvement Youth for Climate en Belgique, indiquait dans le journal De Morgen que le VB avait « tout le potentiel pour devenir un parti climatique » (De Morgen 2019). Selon elle, en effet, puisque le changement climatique va mener à une augmentation du nombre de réfugiés climatiques, le VB, qui cherche à restreindre le nombre de réfugiés, devrait se positionner en faveur d'une lutte ambitieuse contre le changement climatique. Le 22 décembre, sur le plateau de « De zevende dag », Tom Van Grieken était interrogé sur cette déclaration d'Anuna De Wever. Et il avait tenu cet échange avec un journaliste (un échange qui a été partagé, par ailleurs, sur le compte X/Twitter du VB ; @vlbelang, 22 décembre 2019) :

Van Grieken : En fait, [cette déclaration], c'est un peu une inversion de la cause et de l'effet. Premièrement, je pense que si vous accordez un statut juridique aux réfugiés climatiques, alors les portes/écluses seront ouvertes et chacun fera ce qu'il veut sans limites. Deuxièmement, et c'est un problème

dont on ne parle jamais, c'est aussi un peu la surpopulation. Certaines régions sont surpeuplées. Et ce n'est pas le cas de l'Europe. Où sont toutes ces rivières polluantes ? En Inde. Où se trouve la très grande pollution ? C'est vrai : elle est également due à l'activité des multinationales. Mais elle est aussi présente en Afrique, où l'on assiste à une explosion démographique. Personne ne veut jamais en parler...

Journaliste : Quoi qu'il en soit, balayer devant sa porte est toujours un bon principe...

Van Grieken : C'est tout à fait vrai. Les Flamands sont les meilleurs trieurs de déchets. Les meilleurs du monde...

En évoquant une « inversion de la cause et de l'effet », le président du VB semble affirmer que ce n'est pas le changement climatique qui cause le départ des réfugiés climatiques du Sud global, mais que c'est la croissance démographique dans les pays du Sud global qui participe au changement climatique. On remarque, par ailleurs, sa crainte à l'idée qu'un statut particulier soit accordé aux réfugiés climatiques : selon lui, octroyer ce statut mènerait à perdre le contrôle sur les migrations.

Enfin, troisième indice : après m'avoir expliqué qu'il pensait que le changement climatique était à la fois dû à l'activité humaine *et* à des processus naturels, l'un des cadres du Vlaams Belang que j'ai interrogés m'a expliqué ceci (Entretien °2) :

Il y a certainement des choses qui sont en train de se passer : la glace qui fond, etc. Il faut donc faire avec... Nous vivons dans une autre réalité que celle qui prévalait il y a 50 ans. Nous devons donc nous adapter. Nous devons être intelligents. Mais que pensez-vous de la croissance démographique mondiale, de la démographie ? C'est aussi un défi, n'est-ce pas ? Comment le gérer ? Quand j'étais petit, nous étions 4 ou 5 milliards d'habitants. Aujourd'hui, le monde compte environ 10 milliards de personnes. Nous devons y réfléchir. Certaines parties du monde seront peut-être... On ne pourra plus y vivre à cause du changement climatique. Alors, où vivront ces personnes ? Dans notre option, ils devront vivre dans le pays voisin. Tout le monde n'ira pas au nord ou au sud (disons en Argentine ou au Chili). Que se passera-t-il en effet lorsque tous ces Africains iront en Argentine ou au Chili ? Les Argentins diront « non » ou le Chili dira « non ». Nous devons donc voir ce que nous ferons. Certaines régions ne seront pas vivables. On ne peut pas résoudre le problème en envoyant tout le monde au même endroit. Mais il est certain que l'énergie fossile doit être éliminée progressivement. Mais y parviendra-t-on en 2050 ? Je suis très sceptique. C'est ma réponse, désolé.

Cet extrait est assez flou et ambigu, mais ce cadre du VB tend, lui aussi, à suggérer un lien entre croissance démographique et changement climatique : il mentionne bien le fait que ce changement climatique est en partie dû à la production d'énergies fossiles (qui doit être éliminée), mais il souligne surtout que la dimension démographique n'est pas assez prise en compte. Il semble également, pour sa part, reconnaître la dimension climatique des réfugiés climatiques, contrairement à son président et à la ligne de son parti, ce qui est intéressant à noter.

La priorité, c'est l'immigration (1% ; 0%)

Outre la thématique des réfugiés climatiques, l'autre argument nativiste que j'avais identifié dans mes hypothèses, à savoir celui qui amène l'extrême droite à s'opposer aux politiques climatiques parce qu'il existe « d'autres préoccupations plus urgentes » (comme l'immigration), est tout aussi peu présent dans mon corpus (1% des tweets ; 0% des unités d'analyse des programmes). Il ne se retrouve en effet que dans trois tweets, dont celui-ci (@vlbelang, 5 décembre 2018) :

En pleine crise de Marrakech, le Parlement flamand a voulu débattre de la #politiqueclimatique. Dans ce document, @StefaanSintobin a été une fois de plus la voix du bon sens. Il a plaidé contre les dogmes, pour l'énergie nucléaire, pour la sécurité d'approvisionnement et pour des factures énergétiques abordables.

Dans ce tweet, le VB semble critiquer le fait que le Parlement flamand ait préféré discuter de climat, alors que l'on traversait la « crise de Marrakech ». Celle-ci fait référence à la crise qu'a connue le Gouvernement fédéral belge (Gouvernement Michel I, composé de la N-VA, du MR, de l'Open VLD et du CD&V) en décembre 2018, la N-VA n'acceptant pas l'adoption par la Belgique du Pacte de Marrakech, un pacte mondial sur les migrations. Cette non-acceptation avait mené la N-VA à « débrancher la prise », ce qui avait provoqué la chute du Gouvernement Michel I, le 9 décembre 2018. En Flandre, cet épisode avait permis à l'enjeu migratoire de s'imposer encore davantage dans la campagne électorale qui se préparait en vue des élections de mai 2019 (Faniel et Sägesser 2020). Pour le VB, il semble donc inacceptable d'avoir préféré parler de climat plutôt que d'immigration, dans ce contexte.

De même, ce tweet semble lui aussi critiquer la priorité donnée au climat (par l'exécutif bruxellois), au détriment de l'immigration et de l'« illégalisme/insécurité » – ce dernier élément renvoie ainsi à un autre trait idéologique de l'extrême droite, l'autoritarisme (@vlbelang, 18 juillet 2019) :

L'accord de coalition de Bruxelles est un désastre. Zone 30 en 2021, interdiction du diesel en 2030, interdiction des voitures à moteur à combustion interne en 2035, aucune politique de lutte contre l'immigration/illégalisme/insécurité, ... Tout ce qui compte, apparemment, c'est le délire climatique et la posture de la gauche. Quel dommage !

Enfin, un troisième tweet, reprenant les propos de Geert Wilders (le leader du PVV, le principal parti d'extrême droite aux Pays-Bas), semble lui aussi pointer ce caractère « secondaire » de la politique climatique (et d'autres thèmes, comme la diversité et les questions de genre), même si le fait que l'immigration serait un sujet plus urgent et important n'est pas explicitement mentionné ici (VB, 23 juin 2022) :

Nous ne sommes pas comme les autres politiciens politiquement corrects. Nous ne nous inscrivons pas non plus dans cette folie woke. Nous ne laisserons pas notre avenir être déterminé par un club de fanatiques hystériques qui ne veulent parler que de diversité, de genre et de climat.

Comme je viens de le démontrer, le nativisme, sous ses formes « classiques » (car liées directement à la question migratoire) que sont la thématique des réfugiés climatiques et la priorité donnée à l'immigration par rapport au changement climatique, est donc très peu présent dans la communication du VB sur les enjeux climatiques. Comment l'expliquer, alors que ce trait idéologique est le trait le plus saillant lorsque les partis d'extrême droite évoquent leur sujet de prédilection, l'immigration ? En réalité, « les caractéristiques idéologiques que l'on retrouve dans le discours des partis d'extrême droite dans un domaine politique ne sont pas automatiquement aussi saillantes dans leur discours portant sur un autre domaine » (Praet 2023, 266). Dès lors, si le nativisme est en effet extrêmement utile pour comprendre le positionnement des partis d'extrême droite sur les enjeux migratoires (Rooduijn 2019), il peut ne pas l'être du tout dans d'autres domaines de politiques publiques, comme l'écologie.

Dans le cas du changement climatique, précisément, il apparaît que le nativisme demeure pertinent, bien qu'il soit exprimé de manière différente. Dans ce domaine, il est en effet moins lié à l'immigration qu'au chauvinisme social/environnemental, qui insiste davantage sur l'idée d'une préférence nationale écologique pour les natifs que sur le rejet des migrants. Il s'agit toutefois bien de nativisme, car migrations et écologie restent étroitement liés dans le chauvinisme environnemental du VB : en effet, la « préférence nationale écologique » du VB vise à octroyer moins de droits et moins de moyens aux populations allogènes non blanches, et porte donc en elle une dimension raciste assez explicite.

c) Nationalisme – La critique des éoliennes, l'autosuffisance énergétique et la crainte d'une perte de souveraineté dans les prises de décision (13,3% ; 21,8%)

Contrairement au nativisme, le nationalisme, autre trait idéologique « classique » de la droite radicale populiste, est régulièrement présent dans le corpus (13,3% des tweets ; 21,8% des unités d'analyse des programmes), et ce, conformément aux observations de la littérature. Celle-ci avait en effet suggéré que, dans le contexte du changement climatique, les dimensions matérielle et symbolique seraient les dimensions du nationalisme les plus saillantes, se combinant dans ce que Forchtner et Kølvråa (2015) nomment le « *matérialisme symbolique* ». Comme le montrent les deux graphiques ci-dessous, la communication du VB semble corroborer cette hypothèse.

Figure 18a. Répartition des unités d'analyse des programmes du VB portant sur l'une des dimensions du nationalisme

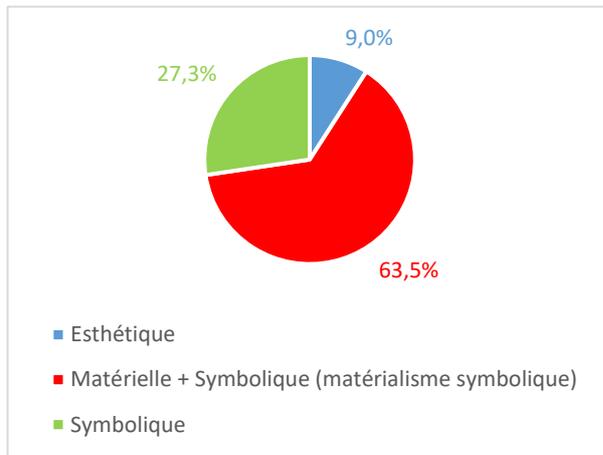
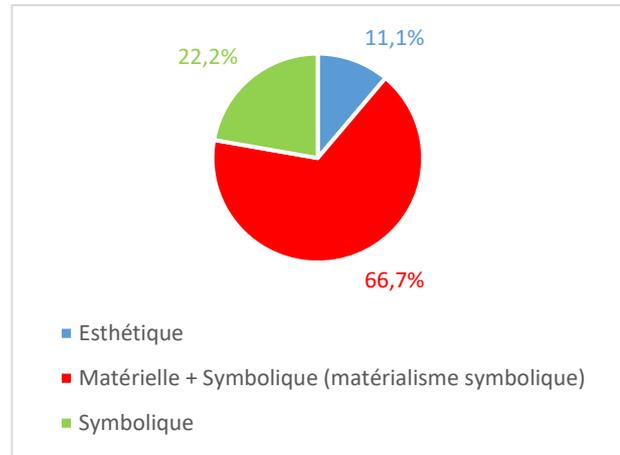


Figure 18b. Répartition des tweets du VB portant sur l'une des dimensions du nationalisme



Dimension esthétique (1,4% ; 1,9%)

La dimension esthétique du nationalisme, en particulier, est assez peu présente. En effet, les éoliennes terrestres (*onshore*) sont critiquées par le VB pour l'impact qu'elles auraient sur les paysages traditionnels, mais cet argument est rarement soulevé (à savoir : dans 1,4% des tweets, et dans 1,9% des unités d'analyse des programmes). Par ailleurs, d'autres raisons sont avancées par le VB pour refuser l'implantation de ces « mastodontes d'acier » (@vlbelang, 20 avril 2021). Certaines, comme l'idée selon laquelle les éoliennes seraient sursubventionnées et coûteraient donc à la collectivité (ce qui se répercuterait sur la facture des citoyens), sont liées à la vision économique portée par le VB (faite à la fois de néolibéralisme et de discours sociaux) (VB 2021) :

Nous constatons que les énergies renouvelables polluent le paysage. Peu de Flamands sont enthousiastes à l'idée d'avoir un parc éolien dans leur jardin. En outre, l'énergie renouvelable est sursubventionnée, le marchandage des certificats verts étant l'apogée de la prodigalité verte. Le résultat est toujours le même : des factures d'électricité plus chères pour les ménages et les entreprises. Les mesures écologiques ne semblent donc réalisables que pour ceux qui en ont les moyens.

D'autres raisons ne sont pas vraiment liées à l'idéologie du VB, comme le fait que la présence des éoliennes aurait « des effets négatifs démontrables sur la santé publique » (VB 2021), notamment en raison des « nuisances sonores » et de l'ombre (VB 2003, @vlbelang, 12 février 2024) produites par celles-ci.

Pour tous ces motifs, le VB privilégie les éoliennes *offshore*, installées en mer du Nord, celles-ci « perturbant évidemment beaucoup moins le paysage »²¹ (VB 2021 ; Entretien n°2).

Dimension matérielle : matérialisme symbolique (8,7% ; 13,8%)

Comme déjà souligné, le VB combine fréquemment (8,7% des tweets ; 13,8% des unités d'analyse des programmes) les dimensions matérielle et symbolique du nationalisme pour justifier son climatoscepticisme, dans la mesure où il présente les énergies renouvelables comme un danger pour la sécurité de l'approvisionnement et pour l'indépendance énergétique de la Belgique/Flandre. La plupart du temps, le VB exprime cette position de manière implicite, en critiquant la politique énergétique actuelle à tous les niveaux de pouvoir, et en rappelant l'importance qu'il accorde à « l'indépendance énergétique » (VB 2010 ; @vlbelang, 20 mai 2022) et à la « sécurité de l'approvisionnement » (@vlbelang, 14 novembre 2023 ; @vlbelang, 10 septembre 2021), comme dans ce tweet (@vlbelang, 23 décembre 2021) :

Pendant que le gouvernement s'assoit autour de la table de fête, les Flamands sont laissés pour compte. L'indécision de la Vivaldi met en péril la sécurité de l'approvisionnement et les factures d'énergie continuent d'augmenter. Arrêtez les jeux politiques !

Parfois, néanmoins, le VB est plus précis, et indique ce qui lui déplaît dans la politique climatique actuelle, à savoir le fait que l'on se focaliserait trop sur les énergies renouvelables, alors que celles-ci sont intermittentes (ce qui met en danger l'approvisionnement énergétique) et dépendantes de l'étranger (ce qui menace l'indépendance énergétique), contrairement au nucléaire²² [Je souligne] :

L'énergie doit être fiable. Les énergies solaire et éolienne n'offrent pas suffisamment de garanties en termes de sécurité d'approvisionnement pour un pays densément peuplé comme la Flandre. La capacité de production varie selon que le soleil brille beaucoup ou que le vent souffle fort. Pour le Vlaams Belang,

²¹ Ces éoliennes, implantées en mer du Nord, ne doivent toutefois pas être érigées trop près de la côte, au risque de provoquer une « pollution visuelle » (@vlbelang, 18 février 2022) désagréable pour les habitants. Pour cette raison précise, le 25 mai 2024, le VB s'est d'ailleurs mobilisé contre l'installation d'un parc éolien français près de La Panne. Une délégation d'élus du RN de la région de Dunkerque était également présente lors de l'action (Focus & WTV 2024).

²² Pour le VB, les énergies renouvelables (et, en particulier, l'énergie éolienne) créent deux types de dépendance. D'une part, il faut savoir que ceux qui misent sur des scénarios « 100% renouvelable », comme les Verts, prônent en effet l'interconnexion, et donc les échanges d'énergie entre pays. Pour reprendre l'exemple cité ici par le VB, l'interconnexion entre la Belgique et le Danemark permet ainsi à la Belgique de bénéficier de l'énergie verte des parcs éoliens danois lorsque le vent souffle moins fort en Belgique, et vice-versa (Het Laatste Nieuws 2021). Le VB interprète cette interconnexion comme une forme de « dépendance », ce qui semble assez exagéré. D'autre part, le VB souligne également que les énergies renouvelables nécessitent l'exploitation de terres rares (par exemple, pour fabriquer les aimants des éoliennes) (VB 2021). Or, « 97% des terres rares utilisées dans le monde sont raffinées en Chine » (VB 2021) – en réalité, c'est plutôt 90% (Les Echos 2023) –, ce qui nous rendrait dépendants de la puissance chinoise. Ce constat est tout à fait vrai. Toutefois, l'énergie nucléaire crée elle aussi une dépendance vis-à-vis de l'étranger, puisqu'aucun uranium utilisé en Belgique ne provient de notre pays. En mai 2022, la ministre Van der Straeten déclarait ainsi au Soir que « 20% de l'uranium importé en Belgique pour nos centrales vient de Russie, et 19,7 % du Kazakhstan » (Le Soir 2022). Mais cette dépendance-là n'est jamais relevée par le VB.

l'avenir réside dans un mélange sain d'une source d'énergie stable telle que l'énergie nucléaire, complétée par des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne. (VB 2024)

L'approvisionnement en énergie est un outil de pouvoir géopolitique qui peut être utilisé pour saper la souveraineté nationale [...] La ministre de l'Énergie, Tinne Van der Straeten (Groen), prévoit la construction d'un câble électrique sous-marin entre le Danemark et la Belgique. La Belgique importera ainsi de l'énergie éolienne danoise. Or, les importations d'énergie en provenance de nos pays voisins sont synonymes de dépendance et d'incertitude. En effet, nous n'avons aucun contrôle sur l'évolution de la situation au Danemark. C'est pourquoi le Vlaams Belang prône l'autonomie énergétique de la Flandre. Nous voulons contrôler notre propre approvisionnement et notre prix de revient, car la dépendance est synonyme d'énergie plus chère. (VB 2021)

On le voit dans ces extraits : la sécurité de l'approvisionnement est une priorité pour le VB (et c'est en cela que le parti flamand s'ancre dans la dimension matérielle du nationalisme), car celle-ci permet d'être indépendant énergétiquement par rapport à l'étranger (on perçoit ici la composante symbolique du *matérialisme symbolique*), mais également de ne pas « manquer » d'énergie. Ce dernier élément semble essentiel pour le VB, car une pénurie d'énergie pourrait avoir des conséquences sur le prix de cette énergie, et donc sur la facture des citoyens (ce qui nous renvoie, ici, à la dimension « sociale » du discours socioéconomique du VB).

Cette double « utilité » de la sécurité de l'approvisionnement (permettant à la fois l'indépendance énergétique *et* une énergie peu chère) a été assez peu mise en avant jusqu'ici dans la littérature sur le climatoscepticisme des PRRPs, les auteurs évoquant la sécurité de l'approvisionnement ne faisant souvent le lien qu'avec l'une des deux facettes de cette double utilité : l'indépendance énergétique.

Dimension symbolique (2,9% ; 5,9%)

En mettant en lumière le lien entre la sécurité de l'approvisionnement et la volonté d'indépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger, je fais déjà ressortir, d'une certaine manière, la dimension symbolique dans le discours du VB. Ici, on touche en effet à la question de la souveraineté : la crainte est que la Belgique/Flandre soit « redevable à des puissances étrangères par le biais de la dépendance énergétique » (Forchtner et Kølvråa 2015, 215). Peu importe, finalement, du changement climatique : même s'il n'existait pas, le VB souhaiterait que la Belgique/Flandre soit autosuffisante et, donc, indépendante énergétiquement. Le fait que le nucléaire soit « meilleur pour l'environnement » (selon le VB) que les énergies renouvelables (puisque celles-ci sont intermittentes) et que le gaz (qui émet plus de gaz à effet de serre) est ainsi un « heureux hasard » pour le VB, qui lui permet de justifier sa défense de l'atome par des

arguments climatiques (Praet 2023). Ce passage, issu de la brochure de 2021 du VB, tend d'ailleurs à le confirmer (VB 2021) :

Selon le Vlaams Belang, la véritable urgence écologique ne doit donc pas être entièrement recherchée dans l'augmentation de la température mondiale. L'utilisation des combustibles fossiles peut être considérée comme problématique en soi. Ils sont mauvais pour l'environnement et sont importés d'autres pays, comme les États du Golfe.

La dimension symbolique apparaît néanmoins aussi indépendamment de la dimension matérielle (dans 2,9% des tweets et dans 5,9% des unités d'analyse des programmes), et ce, principalement dans le cadre d'un climatoscepticisme des processus : alors que le *matérialisme symbolique* souligne les craintes du VB quant à l'identité de l'entité (pays, région, ...) qui *détient l'énergie* que nous utilisons, la dimension symbolique se concentre davantage sur l'identité de l'entité qui *décide* des politiques climatiques mises en œuvre. La plupart du temps (1,9% des tweets ; 4,3% des unités d'analyse des programmes), ce sont les entités supranationales (l'ONU et l'UE) qui sont visées, et qui sont accusées de « soutirer » le pouvoir de décision aux États membres (VB 2021) :

Les questions climatiques et environnementales sont devenues un moyen pour les Nations unies et l'Union européenne d'accroître leur pouvoir et leur influence. La subsidiarité, le soutien démocratique et les poids et contrepoids (checks and balances) des mesures prises font défaut.

Ce thème est peu présent dans la communication du VB et, lorsqu'il apparaît, c'est surtout dans la période d'étude postérieure à 2019. Cela s'explique par le fait que le principal plan de politique climatique à l'échelle supranationale a été présenté par la Commission européenne en décembre 2019 et lancé en décembre 2020. Il s'agit du Pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*), un pacte rassemblant différentes initiatives visant à atteindre la neutralité climatique en 2050 dans l'UE (Maris et Flouros 2021). Il s'agit, en quelque sorte, de la concrétisation des engagements pris par l'UE à Paris en 2015, lors de la COP21 (Pianta et Lucchese 2020) – les COP sont nées de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et sont donc liées à l'ONU, d'où la mention des Nations unies dans l'extrait ci-dessus.

Le VB, lui, souhaite que ce Green Deal soit aboli (VB 2024) et que les États membres reprennent la main sur la politique climatique/énergétique, ce qui est conforme à sa position eurosceptique visant à « présenter l'UE comme une menace pour la souveraineté des États nationaux en raison de ses réglementations et de sa bureaucratie excessives » (Pauwels 2011, 226) :

Le Vlaams Belang souhaite également que [le Green Deal] soit supprimé et que les États membres décident de leur propre mix énergétique. Ce ne sont pas les bureaucrates de la Commission européenne

qui devraient être en charge de la politique énergétique, mais la Flandre. Ainsi, notre secteur et notre politique énergétiques flamands ne doivent pas se conformer aux caprices européens qui ne tiennent pas compte de nos intérêts. (VB 2021)

De manière intéressante, le VB justifie également son rejet du transfert de souveraineté vers le niveau supranational par des arguments économiques et démocratiques : l'UE mettrait en place des politiques climatiques qui coûtent cher pour les Flamands et, par ailleurs, n'aurait aucune légitimité à le faire, (1) puisque la Commission « ne serait pas élue », et (2) puisque l'orientation politique de la Commission (qui est « écologiste », d'après le VB) ne correspondrait pas au signal électoral que les Flamands auraient exprimé en 2019 [Je souligne] :

En 2019, les partis verts ont fortement progressé partout, sauf en Flandre. Les électeurs ont choisi des politiques flamandes et de droite en 2019, et non des politiques vertes et dépensières. Pourtant, l'agenda vert est devenu la priorité absolue de la Commission Von der Leyen et de la coalition Vivaldi en Belgique. Le Green Deal est la version européenne de l'accord de Paris sur le climat et a été transformé en « loi sur le climat » par la Commission européenne en 2020. Il ne bénéficie d'aucun soutien démocratique en Flandre. (VB 2021)

Des bureaucrates non élus enfoncent le nouveau #EuropeanGreenDeal dans la gorge des citoyens ordinaires. Une taxe carbone, des transferts européens pour le climat d'une valeur de 100 milliards d'euros, 260 milliards d'euros supplémentaires pour financer ce plan mégalomane, ... Qui va payer pour cela ? Quelqu'un a-t-il voté pour ce plan ? (@vlbelang, 12 décembre 2019)

Outre les entités supranationales, le Gouvernement fédéral belge, les francophones (dans leur ensemble) ainsi que les écologistes et socialistes francophones (en particulier) sont également critiqués par le VB (1% des tweets ; 1,6% des unités d'analyse des programmes), car ceux-ci viendraient, eux aussi, « attaquer » la souveraineté flamande dans les prises de décision. Cela est logique, car le discours du VB reste marqué par l'ethnorégionalisme historique du parti : comme je l'ai déjà souligné, son but principal reste, encore aujourd'hui, l'indépendance de la Flandre. On comprend dès lors mieux pourquoi, dans les unités d'analyse mises en évidence dans la section portant sur les « Impacts sur les ressources économiques et le mode de vie », ce ne sont pas les citoyens belges dans leur ensemble que le VB tente de protéger des taxes et réglementations de l'UE et du Gouvernement fédéral/central, mais les citoyens *flamands*. Néanmoins, outre ces unités d'analyse, il existe également plusieurs exemples dans lesquels le VB tente de lier explicitement son ethnorégionalisme à son positionnement écologique.

L'un de ces exemples est un tweet, publié le 6 novembre 2019, soit un peu plus de 5 mois après les élections de mai 2019. À ce moment-là, la Belgique est toujours à la recherche d'un nouveau gouvernement fédéral. La veille du jour où ce tweet a été posté, le 5 novembre, Paul Magnette a été désigné informateur par le roi Philippe. La piste privilégiée par le président du PS est alors

de former une coalition sans la N-VA, « l'arc-en-ciel », qui regrouperait les écologistes, les socialistes et les libéraux (Sägesser 2020, 22). Cette coalition présente deux défauts majeurs selon le VB : elle serait trop francophone et pas assez flamande (car elle reposerait sur une majorité de 76 sièges à la Chambre, dont 47 sièges francophones et 29 sièges flamands – soit un tiers des sièges flamands de la Chambre –) et elle serait trop de gauche (le PS, Ecolo, Groen et Vooruit rassemblant 50 sièges à la Chambre, contre 26 sièges « de droite », avec le MR et l'Open VLD) (Sägesser 2020, 22). Tout ceci est symbolisé, dans la publication ci-dessous (et dans l'image jointe), par l'évocation du PS et de Paul Magnette (@vlbelang, 6 novembre 2019) :

Est-ce pour cela que les Flamands ont voté ? Un éventuel gouvernement arc-en-ciel dirigé par le @PSofficiel & @PaulMagnette ? Un PS qui se moque des problèmes d'immigration, veut plus d'impôts (climatiques), n'offre aucune solution à la justice/impunité, ... Les électeurs flamands méritent mieux !



Dans ce tweet, trois clivages semblent apparaître et se superposer. Le premier est le clivage centre-périphérie, qui a fait naître le VB. En effet, le VB semble ici opposer les Flamands aux francophones et interpeller les Flamands en leur demandant si c'est bien pour « cela » qu'ils ont voté. Ce « cela », c'est un gouvernement qui serait « majoritairement francophone ». Le sous-entendu est que les Flamands devraient pouvoir se gouverner eux-mêmes, et non subir la « loi de la minorité » francophone. Cet argument « communautaire », justifiant, pour certains partis, une régionalisation plus accrue des compétences (voire l'indépendance pour le VB) a déjà été relevé par différents auteurs, comme Dodeigne *et al.* (2022, 38). Il se retrouve par exemple de manière très explicite dans ce tweet, qui ne porte pas directement sur la question du changement climatique (@vlbelang, 10 juillet 2022) :

« La Belgique est un pays où les mécanismes de verrouillage font que la minorité wallonne peut imposer sa volonté à la majorité flamande. Là où la Flandre vote à droite, elle obtient toujours des politiques de gauche. » @Barbara_Pas

La fin de ce tweet est essentielle, car elle démontre que le second clivage à l'œuvre ici est le clivage gauche-droite. C'est également un argument identifié par Dodeigne *et al.* (2022, 41) : pour certains partis, il faudrait régionaliser parce que « les tendances idéologiques en Wallonie et en Flandre sont trop éloignées, le Sud votant plus à gauche et le Nord plus à droite ». Dans le

tweet du 5 novembre 2019, cela transparait avec les sujets mis en avant par le VB : l'immigration, la volonté de diminuer les impôts et la question de « l'impunité » sont des thèmes classiquement très prisés par la droite et l'extrême droite – pour cette dernière, cela concerne surtout l'immigration et « l'impunité », une « impunité » qui, dans la pensée d'extrême droite, est souvent reliée à l'immigration, d'ailleurs (Mudde 2002, 11).

Jusqu'ici, je n'apprends pas grand-chose au lecteur de ce mémoire : la Belgique est connue comme étant un pays dans lequel « le clivage économique a tendance à se superposer au clivage communautaire » (Piron et Verjans 2014, 183), opposant une Flandre à droite et une Belgique francophone à gauche (un constat qui a été quelque peu remis en question par le résultat des élections du 9 juin 2024). Cependant, un troisième clivage intervient ici : celui que l'on appelle parfois le « cinquième clivage ». L'émergence de ce clivage aurait donné naissance aux partis verts dans les années 1970, et c'est Inglehart qui, le premier, l'a identifié, opposant les valeurs matérialistes (ou productivistes) aux valeurs post-matérialistes (ou écologistes) (Close et Delwit 2018, 40). Ici, c'est le système économique dominant qui est remis en cause par les écologistes : « D'un monde perçu comme infini dans ses ressources, destiné à être dominé par les humains et exploité sans fin, nous passons à un monde fragile, à la résilience et aux ressources finies et qui exige de l'humanité un esprit de sobriété et même de protection » (Persico 2022, 74). Cet esprit de sobriété passe notamment, selon certains écologistes, par des mesures contraignantes, comme celles mentionnées dans le thème des « Impacts sur les ressources socioéconomiques et le mode de vie ». Or, comme j'ai pu l'indiquer, le VB s'oppose frontalement à ce type de mesures. Cela est conforme à la littérature, qui indique que les deux pôles situés aux extrémités du clivage productivisme/écologie sont les partis verts d'un côté, et les partis d'extrême droite de l'autre (Berker et Pollex 2021, 168).

Si je mentionne ce clivage, c'est parce que je pense que le VB utilise la saillance croissante de celui-ci (et de la question climatique dans son ensemble) pour ajouter un argument à son discours indépendantiste. Ainsi, la Flandre devrait prendre son indépendance non seulement parce qu'elle devrait pouvoir se diriger elle-même et parce que la Belgique francophone est trop à gauche pour pouvoir avancer sur des objectifs communs, mais également parce que cette Belgique francophone est trop écologiste (avec un parti écologiste plus fort qu'en Flandre et avec un PS qui, dans sa version « écosocialiste » (Orobello 2021, 84), pourrait être considéré comme « écologiste » par le VB) et impose des taxes climatiques aux Flamands. De cette manière, ce ne sont pas deux clivages qui se superposeraient en Belgique, mais trois.

Cette superposition des clivages explique d'ailleurs peut-être pourquoi le VB n'a pas suivi la même voie que d'autres partis, comme la Lega, qui a mis de côté ses revendications

régionalistes depuis quelques années, pour se concentrer sur un discours « classique » de parti nationaliste d'extrême droite. Dans le cas du VB, il est possible de continuer à mobiliser des arguments indépendantistes, bien que l'enjeu communautaire ne soit plus aussi saillant parmi les électeurs qu'auparavant (Sinardet *et al.* 2018 ; Walgrave *et al.* 2019), car le parti parvient à relier ces arguments à d'autres clivages, plus porteurs électoralement aujourd'hui. Ainsi, quand le VB critique une Belgique francophone « arrogante », comme dans le tweet ci-dessous, ce ne sont pas seulement les francophones qu'il vise, mais c'est également la gauche²³. Cette gauche « dépenserait sans compter » (et devrait donc dépendre des transferts flamands ; c'est ce à quoi le VB fait référence en évoquant le fait que « les Flamands paient déjà assez pour Bruxelles ») et serait atteinte de « rage taxatoire » (Lebrun, Legein et Talukder 2019, 48) lorsqu'elle cherche à mettre en place des mesures climatiques comme le péage urbain de Bruxelles, qui vise à « limiter la circulation automobile et à réduire la pollution et le bruit » (Le Monde 2020).

Le péage urbain de Bruxelles est encore une autre taxe de peste antisociale. Les Flamands ne paient-ils pas déjà assez pour Bruxelles ? Nous nous opposons à ce péage urbain et disons clairement : adieu à cette arrogance francophone, fini de payer ! (@vlbelang, 15 octobre 2020)

d) Autoritarisme – La répression des activistes climatiques et l'autorité à l'école (2,9% ; 0%)

Si le nationalisme est donc bien présent dans le discours climatique du VB, et ce, grâce, surtout, à son *matérialisme symbolique*, l'autoritarisme, autre trait idéologique de la droite radicale populiste, en est quasiment absent (2,9% des tweets ; 0% des unités d'analyse des programmes). En réalité, on retrouve ce trait à une seule occasion, à savoir lorsque des marches pour le climat ou des actions d'activistes écologistes sont organisées en Belgique. Par exemple, le 18 décembre 2023, le VB a dénoncé l'action du mouvement de désobéissance civile Code Rouge, qui visait à perturber l'activité économique de l'aéroport de Liège et de l'aéroport d'Anvers (@vlbelang, 18 décembre 2023) :

« Les militants radicaux pour le climat adoptent une approche de plus en plus radicale. Ils recourent de plus en plus au vandalisme, au sabotage et à des actions violentes pour tenter de perturber notre société [...] Le Vlaams Belang exige des sanctions sévères pour les participants à l'action. Aucun des participants ne devrait échapper à son châtiment » @tomvangrieken

²³ Le 15 octobre 2020, jour où est publié ce tweet, c'est le gouvernement Vervoort III qui est en place dans la Région de Bruxelles-Capitale. Réunissant le PS, Ecolo, DéFI, Groen, l'Open VLD et one.brussels-sp.a (rebaptisé one.brussels-Vooruit en 2021), ce gouvernement, formé en juillet 2019, peut être considéré comme reposant en grande partie sur des sièges francophones (42 sièges sur les 51 de la coalition) et de gauche (39 sièges sur les 51) au sein du Parlement bruxellois (Biard *et al.* 2019, 32).

De même, le 18 septembre 2023, alors que la porte de Brandebourg venait d'avoir été aspergée de peinture par des militants pour le climat à Berlin, et alors qu'un monument célébrant l'histoire coloniale belge au Congo venait d'avoir été recouvert de peinture rouge à Bruxelles, le VB tweetait (@vlbelang, 18 septembre 2023) :

« Maintenant, on donne l'impression aux têtes brûlées gauchistes que le vandalisme est autorisé tant qu'il s'agit du climat ou du passé colonial ». @KatleenBury

Dans le communiqué de presse joint au tweet, le VB détaillait (@vlbelang, 18 septembre 2023) :

« Le problème est très répandu. Rien qu'à Berlin, 2 860 procès ont été intentés contre des militants pour le climat. Mais ils n'ont pas à s'inquiéter outre mesure. Il y a déjà eu 143 verdicts et, dans à peine deux cas, une peine de prison a été prononcée ». Pour le Vlaams Belang, aucune cause ne peut justifier la destruction d'objets d'art, de monuments ou de tombes. « Endommager et démolir n'est jamais une solution et il convient donc de prendre les mesures qui s'imposent », conclut Catleen Bury, députée à la Chambre. « Actuellement, ce vandalisme est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un an. Nous voulons porter cette peine à une durée allant de six mois à trois ans ».

La réaction du VB à ces deux actions met clairement en lumière la dimension autoritaire de son discours : le parti plaide pour des sanctions sévères à l'encontre de ceux qui enfreignent la loi, y compris les activistes pratiquant la désobéissance civile, bien que celle-ci soit souvent symbolique, n'impliquant aucune violence envers les personnes et engendrant des dommages généralement mineurs aux biens. Par exemple, la peinture utilisée sur les monuments est généralement lavable à l'eau, et les œuvres d'art ciblées sont toujours protégées par des vitres, ce qui n'entraîne ainsi aucun impact significatif sur les œuvres elles-mêmes (Vaillant 2022 ; National Geographic 2023). En évoquant une « perturbation de la société » provoquée par ces militants, le VB semble, par ailleurs, affirmer que les activistes constituent une menace pour le caractère « ordonné » de la société, ce qui renvoie, là aussi, à l'autoritarisme (Mudde 2007, 23). On pourrait toutefois se demander si ce qui dérange le VB n'est pas plutôt la cause portée par ces activistes, et leur orientation politique. Le fait que les militants décoloniaux soient associés aux militants pour le climat (alors que le VB manifeste une hostilité forte envers la plupart des politiques climatiques, et un clair rejet à l'égard des luttes décoloniales, en raison de son nativisme) dans le tweet ci-dessus tend à venir renforcer cette hypothèse. De même, cette réaction à une action d'Extinction Rebellion (lors de laquelle des violences policières ont été constatées et dénoncées par le bourgmestre de Bruxelles et par certains échevins), le 14 octobre 2019, pourrait, elle aussi, appuyer cette impression (@vlbelang, 14 octobre 2019) :

Il est inacceptable que l'administration de la ville de Bruxelles interdise coup sur coup les manifestations de « droite » et ordonne une approche plus que musclée des manifestants, alors que les manifestants de gauche ont trop souvent le champ libre et que les policiers – lorsqu'ils ne font que leur

travail – sont attaqués au lieu d'être soutenus par l'administration de la ville de Bruxelles. Bruxelles risque ainsi de devenir un refuge pour les groupuscules d'extrême gauche qui se sentent au-dessus des lois de la capitale.

Par ailleurs, le VB a exprimé une forte opposition à la mobilisation des jeunes lors des grèves scolaires pour le climat de 2018-2019 et lors des marches pour le climat qui ont eu lieu par la suite. Parmi les raisons invoquées, le fait que des apprentissages puissent être perdus lorsque les étudiants sèchent les cours, mais aussi le fait que, pour le VB, l'obligation scolaire doit toujours être respectée (@vlbelang, 11 octobre 2021). Ainsi, indique-t-il, « sécher les cours n'est jamais acceptable, quel que soit le motif » (@vlbelang, 13 octobre 2021). On perçoit ici une forte préoccupation pour les « valeurs de discipline et d'autorité » (Pauwels 2011, 225), typiques de l'idéologie autoritaire du VB.

Comme pour les actions de désobéissance civile, on pourrait toutefois se demander si la politisation (à gauche) des marches pour le climat n'est pas le critère prépondérant menant à l'opposition du parti flamand. Les tweets ci-dessous, mettant en avant la présence d'associations et de partis de gauche et/ou écologistes lors des mobilisations, semblent confirmer cette idée :

L'absentéisme ne devient pas soudainement acceptable si l'on veut mettre en œuvre un programme écologiste. Après tout, les organismes organisateurs sont principalement de gauche (et écologistes), comme 11.11.11., Oxfam et Extinction Rebellion, entre autres. Les écoles qui participent à ces activités et/ou qui obligent les enfants à y participer abusent de nos enfants pour faire passer un programme politique, en l'occurrence de gauche verte. Le Vlaams Belang désapprouve fermement cette coercition politique dans nos écoles. (@vlbelang, 11 octobre 2021)

Arrêtez le chantage vert ! Pourquoi les médias n'enquêtent-ils pas sur le soutien massif apporté par @groen (ainsi que @sp_a, @pvdabelgie) aux élèves absentéistes (qui se rendent aux marches pour le climat) ? On le voit par exemple dans les publicités destinées aux jeunes. Ce n'est pas un mouvement civique, mais la gauche qui veut changer le narratif des élections. (@vlbelang, 31 janvier 2019)

e) Populisme – Le peuple considéré en termes socioéconomiques, les élites peu ciblées, et l'opposition élites-peuple peu présente : le VB, un parti « normal » ? (3,5% ; 0,4%)

Seul trait idéologique « classique » de la droite radicale populiste à ne pas avoir encore été traité, le populisme est aussi peu présent dans mon corpus de données (3,5% des tweets ; 0,4% des unités d'analyse des programmes) que l'autoritarisme et le nativisme (excepté lorsque ce dernier est relié aux enjeux socioéconomiques, dans le cadre d'un chauvinisme environnemental).

Critique des élites scientifiques et du processus de formation des connaissances (climatoscepticisme des processus) (0% ; 0%)

En particulier, contrairement à ce que la littérature m'avait amené à supposer, les scientifiques, leurs méthodes et la manière dont ils construisent leurs connaissances sur le changement climatique ne sont jamais critiqués par le VB dans le corpus analysé (0% des tweets ; 0% des unités d'analyse des programmes), alors que le processus de génération des connaissances est l'une des composantes du climatoscepticisme des processus défini par van Rensburgh (2015).

D'après Praet (2023, 259), qui obtient le même résultat dans son étude des communiqués de presse du VB, « cela pourrait être dû au fait que la critique des scientifiques et de leurs méthodes implique une méfiance à l'égard des preuves scientifiques attestant de l'existence du changement climatique, ce qui renvoie au scepticisme à l'égard des preuves. Étant donné que le parti n'adopte (quasiment) aucune idée sceptique à l'égard des preuves dans ces données, il est également logique de ne pas délégitimer les scientifiques eux-mêmes ».

Ainsi, les seuls scientifiques cités par le VB (ce qui n'arrive qu'à deux reprises, dans la brochure) sont mobilisés par le parti pour défendre son point de vue sur l'énergie nucléaire, et sont donc plutôt traités de manière positive. Le VB indique par exemple que « le GIEC et de nombreux experts, dont le professeur de climatologie Jean-Pascal Van Ypersele, soulignent l'absurdité d'une fermeture aussi brutale des centrales nucléaires [que celle qui a été décidée en Belgique]. La France, le Royaume-Uni, la Suède et la Finlande misent déjà sur le nucléaire pour assurer la transition climatique et l'autonomie énergétique » (VB 2021). De même, dans cette brochure, les experts du MIT et du centre de recherche nucléaire de Mol, le SCK CEN, sont mobilisés pour défendre le point de vue du VB, selon lequel le thorium serait « en quelque sorte le Saint-Graal du débat sur l'énergie » – ainsi, précise le VB, « les experts du SCK et du MIT s'attendent à une percée avant 2050 » (VB 2021).

Remise en cause de la manière dont les décisions sont prises (climatoscepticisme des réponses) : culte du peuple, critique des élites politiques et opposition peuple-élites

Comme je l'ai indiqué dans ma revue de littérature, l'idéologie fine que constitue le populisme implique principalement une opposition entre un peuple, considéré comme homogène et vertueux (Rooduijn 2014), et des élites, moralement corrompues (Mudde 2004, 23). Ce peuple en tant que « tout homogène » est mentionné par le VB dans son discours climatique, notamment lorsqu'il évoque « le peuple », « les Flamands », « les Flamands ordinaires », « les (con)citoyens », sans mentionner précisément à qui il renvoie (18,5% des tweets ; 7,7% des

unités d'analyse des programmes). Très rarement (c'est-à-dire, dans 2,1% des tweets et dans 1,8% des unités d'analyse des programmes), ce peuple est par ailleurs présenté comme vertueux, notamment lorsque le VB qualifie ceux qu'il défend de « Flamands qui travaillent dur » (par exemple, @vlbelang, 5 novembre 2021 et @vlbelang, 7 janvier 2020), ou lorsqu'il évoque le fait que les Flamands sont « un peuple soucieux de l'environnement » (VB 2021). Toutefois, dans un nombre (beaucoup) plus important d'unités d'analyse (26,4% des tweets ; 15,2% des unités d'analyse des programmes), le VB fait référence au peuple, mais en termes socioéconomiques, c'est-à-dire en affirmant « défendre les intérêts d'un sous-groupe socioéconomique de la population » (Praet 2023, 262). Comme je l'ai déjà souligné, en effet, lorsque le VB dénonce l'impact des politiques climatiques sur les ressources socioéconomiques et le mode de vie, le parti flamand fait très souvent référence aux « citoyens qui ont du mal à payer leurs factures d'énergie », aux « automobilistes » qui ne pourraient plus se déplacer librement dans les centres-villes en raison de la présence de zones de basses émissions (ZBE), aux « agriculteurs » et aux « entreprises », qui subiraient le poids des réglementations climatiques, ... Ce thème ne peut pas vraiment être rattaché à la dimension « culte et défense du peuple » du populisme, puisqu'ici, le peuple n'est pas envisagé comme une entité homogène (et vertueuse) : au contraire, le VB précise bien quelles sont les catégories socioprofessionnelles qu'il défend. Il s'agit donc d'un thème distinct et déconnecté des traits idéologiques de la droite radicale populiste (même s'il y a un lien évident entre ce thème et la vision socioéconomique du VB, détaillée plus tôt dans ce mémoire).

L'antiélitisme, quant à lui, est également présent dans la communication du VB. En effet, si, comme je l'ai déjà mentionné, cette communication ne comprend pas de critiques envers les élites scientifiques, les élites politiques (aussi présentées comme « l'establishment », « les partis du système »), pour leur part, sont bel et bien pointées du doigt, notamment pour le fait qu'elles menaceraient les moyens de subsistance des citoyens (5,4% des tweets ; 2,8% des unités d'analyse des programmes) (@vlbelang, 3 mars 2024) :

L'establishment politique s'impose des objectifs de réduction de CO₂ de plus en plus absurdes. Sous les applaudissements nourris de l'élite mondialiste, des lois sur le climat sont adoptées avec des conséquences économiques et sociales considérables.

Toutefois, une unité d'analyse doit comprendre les deux dimensions principales du concept de populisme (c'est-à-dire, le « culte et la défense du peuple » et la « critique d'une élite »), de manière simultanée, pour pouvoir être codée comme « populiste » (Mudde 2007 ; Rooduijn, de Lange, et van der Brug 2014, 567). C'est le cas dans seulement 3,2% des tweets et dans 0,4% des unités d'analyse des programmes. Et dans la plupart de ces cas, les élites sont opposées au

peuple, parce qu'elles auraient « perdu le contact avec les Flamands ordinaires » (@vlbelang, 5 mai 2022), avec la réalité, et donc ne serviraient plus les intérêts du peuple, comme en témoigne le tweet ci-dessous (@vlbelang, 31 janvier 2019) :

Ces élites vertes ne se rendent-elles pas compte du montant d'impôts que les citoyens ordinaires paient déjà ? Le chantage vert et émotionnel est complètement déplacé. PAS de taxes climatiques sur les épaules des citoyens !

En réalité, si le populisme est si peu présent dans le discours du VB, c'est parce que les élites ne constituent pas la cible privilégiée du parti lorsque celui-ci évoque le changement climatique. Le VB préfère en effet pointer du doigt d'autres acteurs, qui auraient « des opinions naïves et/ou dangereuses » (Praet 2023, 261-262) (67,2% des tweets ; 28,1% des unités d'analyse des programmes). Ces acteurs, ce sont, d'une part, les gouvernements / les pouvoirs publics (39,4% des tweets ; 14,4% des unités d'analyse des programmes). Le parti de Tom Van Grieken étant dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir (européen, fédéral, régional, communautaire et local), ce positionnement reflète une dynamique d'opposition assez classique, adoptée par n'importe quel parti d'opposition, qu'il soit populiste ou non. Ainsi, sa critique de la politique climatique est présentée « comme une lutte entre le gouvernement, avec ses politiques 'hypocrites' et 'inutiles', et l'opposition, caractérisée par son 'réalisme'. Ces déclarations ne sont ni autoritaires ni populistes, car tout parti d'opposition peut être sceptique à l'égard des nouveaux projets du gouvernement » (Praet 2023, 262). Cette opposition au(x) gouvernement(s) s'effectue de manière implicite (dans 45,2% des cas) ou explicite (dans 54,8% des cas), comme dans les exemples ci-dessous :

Le plan climatique flamand @VlaReg nous coûtera jusqu'à 7 milliards d'euros par an, selon @PwC_Belgique nous coûtera jusqu'à 7,2 milliards d'euros par an. Et qui va souffrir ? Les travailleurs flamands et nos entreprises. Vivre, habiter et travailler vont devenir encore plus chers. Stop à la folie climatique (député flamand @SamvanRooy1 @vlaparl 🙄) !

Exemple de tweet interpellant/critiquant implicitement le Gouvernement ; flamand, en l'occurrence (@vlbelang, 11 décembre 2019).

@reccino : « Pour 'l'après centrales nucléaires', le gouvernement Vivaldi opte pour les centrales à gaz qui émettent du CO₂ et doivent rester ouvertes au moins 20 ans pour être rentables : le monde à l'envers ».

Exemple de tweet interpellant/critiquant explicitement le Gouvernement ; fédéral, en l'occurrence (@vlbelang, 23 février 2021).

D'autre part, outre les gouvernements, le VB critique également ses adversaires politiques/idéologiques (24,2% des tweets ; 13,7% des unités d'analyse des programmes. Ceux-

ci sont des acteurs partisans, mais également des entités plus larges (comme la gauche ou la « gauche verte ») ou des acteurs de la société civile (les militants pour le climat surtout, mais aussi les médias et les professeurs qui les soutiendraient). Les acteurs partisans et, en particulier, les écologistes flamands et francophones, sont les concurrents politiques les plus régulièrement cités depuis que le changement climatique est abordé par le VB, que ce soit dans les tweets (17,1% de l'échantillon) ou dans les programmes (9,6% des unités d'analyse). Cela s'explique par plusieurs éléments : (1) le fait que les écologistes bénéficient de l'*issue ownership*²⁴ sur la question de l'écologie et, donc, sont la famille politique qui est « au centre du jeu » sur ce sujet, par rapport à laquelle tous les autres partis se positionnent ; (2) le fait que la période étudiée (en particulier, la période étudiée dans les tweets) ait été une période marquée par la saillance de l'enjeu écologique, et par la forte présence médiatique des écologistes en Belgique (en 2018-2019, dans le contexte des marches pour le climat ; à partir de 2020, avec les « plans climat » adoptés par les gouvernements auxquels les écologistes ont pris part ; puis en 2022-2023, autour du débat sur la prolongation de certaines centrales nucléaires) ; (3) le fait que les ministres fédérales du Climat et de l'Énergie aient été des écologistes durant la période étudiée dans les tweets et (4) le fait que le VB s'oppose idéologiquement à la vision de l'écologie des partis verts. Dans le cas du changement climatique, ceux-ci se voient en effet reprochés leur « dogmatisme » sur la question du nucléaire, mais également leur volonté (1) d'aller « trop vite », (2) de dépenser trop d'argent (ce qui se répercuterait sur la facture des citoyens) dans les politiques climatiques qu'ils veulent implémenter, et (3) de favoriser des mesures contraignantes voire « punitives » (VB 2021) pour la liberté des citoyens. De manière intéressante, les points (2) et (3) peuvent être reliés au thème portant sur l'impact sur les ressources économiques et le mode de vie : le point (2) renvoie en effet au discours « social » développé par le VB depuis quelques années, et le point (3) à la critique néolibérale du parti flamand.

Cet extrait, issu de l'un de mes entretiens, illustre assez bien comment ces différents éléments se traduisent dans le discours du VB – on peut par ailleurs noter que les écologistes sont très rapidement mentionnés par cet interviewé, lorsque je lui demande de définir la position de son parti – (Interview n°1) [Je souligne] :

Moi : Vous m'avez parlé de la position actuelle du VB sur l'environnement et le climat. Mais comment caractériseriez-vous cette position ? Y a-t-il des thèmes plus importants que d'autres, pour le VB ?

Lui : Euh... D'après nous, il faut être patriote envers sa propre région pour... Au VB, on parle de « nestbevuiling », de protection de la patrie (homeland protection). Il faut protéger son propre

²⁴ Le concept d'*issue ownership* souligne qu'un parti est considéré comme propriétaire d'un enjeu s'il est perçu par les électeurs comme le plus compétent sur le sujet, comme « le meilleur pour traiter » le problème discuté (Stubager 2018, 346).

environnement. Nous devons donc prendre des mesures pour améliorer l'état de cet environnement. Mais le « calendrier » que nous proposons pour atteindre cet objectif est différent de celui des autres partis. Par exemple, les écologistes (Ecolo – Groen), ça va trop vite, trop rapidement. Ils dépensent trop d'argent en peu de temps. Ce qu'ils proposent est-il mauvais ? Non. Mais il est impossible d'organiser, de gérer, de mettre en œuvre et de financer un tel projet en si peu de temps. Il y a plus de problèmes dans l'éducation, dans la mobilité, dans beaucoup de choses qui nécessitent beaucoup d'argent... Nous ne pouvons donc pas mettre tout notre argent dans les propositions de Groen-Ecolo, comme c'est le cas aujourd'hui...

4.2.3 Ton d'ouverture envers certaines initiatives (26,6% ; 24,8%)

Comme je viens de le démontrer, le VB tient un discours majoritairement critique des politiques climatiques. Parfois, néanmoins, le parti flamand annonce soutenir certaines initiatives visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Parmi celles-ci, l'écoréalisme et le nucléaire.

4.2.3.1 Autre – Écoréalisme (2,9% ; 7,9%)

L'écoréalisme du VB, d'abord, est, en quelque sorte, une réponse à la manière dont les écologistes proposent de mettre en place des politiques climatiques. Comme je viens de l'indiquer dans le point précédent, le VB reproche en effet aux écologistes (1) la vitesse de mise en place de leurs politiques, (2) le caractère contraignant voire « punitif » (VB 2021) des réglementations proposées, qui impliquerait un trop fort contrôle des individus et (3) le coût trop important des mesures (aux dépens du portefeuille des contribuables). En 2019, alors que les écologistes avaient le vent en poupe, à la suite des marches pour le climat, le VB et la N-VA ont donc développé l'« écoréalisme » (Lebrun, Legein et Talukder 2019, 47 ; Pilet 2020, 442). Comme résumé dans le tableau ci-dessous (cf. figure 19), cet écoréalisme était présenté comme une alternative qui promettait de mettre en place des politiques climatiques (1) « plus lentement », « étape par étape » (VB 2024), (2) en demandant moins de ressources économiques et en proposant un accompagnement social, et (3) en privilégiant les mesures incitatives et de sensibilisation aux « mesures contraignantes » (VB 2021), qui restreignent les libertés. La « folie climatique » des écologistes devait laisser la place au « bon sens » (VB 2014) des nationalistes. Ces deux extraits, issus de mes entretiens, sont particulièrement exemplatifs de cette pensée [Je souligne] :

Parfois, on dit que mon parti a une approche négationniste. Ce n'est pas vrai. Nous avons une approche réaliste. Nous sommes des écoréalistes. C'est la même chose que la N-VA. C'est tout à fait la même chose. L'écoréalisme, ça veut dire que nous approchons le problème (parce qu'il y a un problème), d'une manière réaliste. Nous ne pensons pas que vous pouvez créer une révolution. Cela doit être social. Il doit y avoir un accompagnement social (sociale begeleiding). Et aujourd'hui, cet accompagnement n'est pas suffisant. Vous avez vu les élections. Vous avez vu les résultats d'Ecolo et de Groen. Ecolo, c'est très mauvais. Et

Groen, c'était aussi mauvais. Assez mauvais. J'ai toujours dit à mes collègues écologistes : « Faites attention. Faites attention au 9 juin ». Et la vérité était de mon côté, finalement. Vous ne pouvez pas aller vite. Vous ne pouvez pas aller aussi vite que ce qu'ils veulent. (Interview n°2)

Nous revenons toujours à la même question : « Not in that time, not with that finance ». So, step by step is good. Le problème, c'est qu'il y a eu des manifestations de jeunes contre le changement climatique. Avec la jeune Suédoise, la jeune Flamande. Et c'est une bonne chose. Les jeunes ont leurs idées et c'est bien qu'ils veuillent des choses et qu'ils protestent. Mais tout cela était-il réaliste ? Pas toujours. Certaines petites choses, oui... Mais en fait, ils savent, ils doivent savoir que ce n'est pas possible « in that time, with that finance ». Ils le savent, mais ils utilisent les jeunes. Et c'est là le problème. Nous sommes tous en faveur d'un meilleur climat, d'un climat environnemental. Nous sommes tous pour, pas contre. Mais nous ne sommes pas prêts à le faire. Cela revient toujours, toujours. Et c'est également le cas dans le programme du VB, il s'agit de ces deux choses : *time and finance.* (Interview n°1)

Figure 19. Comparaison entre l'écologie politique progressiste (telle que perçue par le VB) et l'écocoréalisme du parti flamand

Type d'écologie proposée	Écologie politique progressiste (telle que perçue par le VB)	Écocoréalisme du VB
Caractéristiques		
Timing	Rapide	Plus lent, « étape par étape »
Type de mesures	Mesures contraignantes // Néolibéralisme	Mesures de sensibilisation et d'incitation + Technosolutionnisme (écomodernisme)
Coût socioéconomique	Élevé // « Discours social », chauvinisme environnemental	Faible + Accompagnement social

4.2.3.2 Nationalisme (dimension matérielle), nativisme (chauvinisme social/environnemental), autre – Écomodernisme et nucléaire (24,4% ; 21%)

Outre le fait de miser sur la sensibilisation, sur des mesures incitatives et sur des politiques climatiques qui n'impactent pas le mode de vie et les ressources économiques des citoyens, le VB prône également le développement des technologies, pour faire face au changement climatique (24,4% des tweets ; 21% des unités d'analyse des programmes). Il appelle cette approche l'« écomodernisme », et la définit comme suit (VB 2021) [Je souligne] :

Selon le Vlaams Belang, la véritable urgence écologique ne doit donc pas être entièrement recherchée dans l'augmentation de la température mondiale [...] La mondialisation, la désertification des campagnes,

la pollution de l'environnement, la dégradation des paysages, la dépendance énergétique, l'explosion démographique en Afrique et le consumérisme effréné sont des problèmes écologiques au moins aussi importants. Mais l'homme est suffisamment capable et innovant pour faire face à tous ces problèmes. Nous appelons cette perspective complète et optimiste l'écomodernisme. Pour éviter un désastre écologique et économique, nous devons vivre en harmonie avec la nature et réduire notre impact de manière contrôlée. Il faut donc trouver un équilibre entre l'écologie et l'économie. Contrairement aux alarmistes climatiques, le Vlaams Belang, en tant que parti écomoderniste, croit en l'ingéniosité humaine. Nous développons de nombreuses innovations technologiques qui remplaceront les combustibles fossiles. Le Vlaams Belang estime donc que les mesures climatiques et environnementales ne doivent pas s'accompagner d'un carnage socioéconomique et d'une perte de notre souveraineté nationale. La Flandre doit décider en toute indépendance de sa propre politique.

Comme on peut le constater dans cet extrait, l'écomodernisme, qui est en réalité une école de pensée qui mise sur la croissance économique et les technologies pour faire face aux défis environnementaux (Asafu-Adjaye *et al.* 2015), porte sur toutes les facettes de la crise écologique (y compris les problèmes plus locaux, comme la dégradation des paysages ou la pollution de l'environnement, que j'évoque dans la section 4.3), et non seulement sur le changement climatique.

Par ailleurs, parmi les technologies prônées par le VB, le nucléaire est l'élément le plus souvent cité (23,9% des tweets ; 17,1% des unités d'analyse des programmes). D'après le VB, cette technologie est en effet la seule à répondre aux « trois critères devant guider chaque proposition énergétique » (@vlbelang, 7 septembre 2021), qui peuvent être résumés par trois mots commençant par la lettre « b » : *betaalbaar* (abordable), *betrouwbaar* (fiable) et *beter voor het milieu* (meilleur pour l'environnement). D'abord, le nucléaire serait « abordable », selon le VB, parce que « prolonger la durée d'exploitation des centrales nucléaires permettrait d'économiser jusqu'à 134 millions d'euros par an » (VB 2021), en comparaison avec le scénario actuel de sortie du nucléaire, qui doit être « compensée par la construction de 7 à 9 centrales au gaz » (@vlbelang, 16 février 2022). Ensuite, le nucléaire serait « fiable », puisqu'il serait stable, contrairement aux énergies renouvelables intermittentes, et puisqu'il ne créerait pas de dépendance vis-à-vis de l'étranger, contrairement aux énergies renouvelables et aux énergies fossiles, qui sont toujours importées depuis les États du Golfe (VB 2024). Enfin, le nucléaire serait « meilleur pour l'environnement », d'après le VB, puisque les centrales nucléaires « produisent 12 g de CO₂/kWh, ce qui est comparable aux émissions des énergies renouvelables » (VB 2021). Les centrales à gaz, quant à elles, « émettent 490 g de CO₂/kWh, soit jusqu'à 40 fois plus que l'énergie nucléaire » (VB 2021).

On le voit donc : le nucléaire est en quelque sorte au cœur de la pensée climatique du VB : (1) il permet de garantir l'indépendance énergétique de la Flandre/Belgique (dans une perspective nationaliste, liée au *matérialisme symbolique*), (2) il implique également une énergie bon marché et la sécurité de l'approvisionnement, ce qui nous évite de risquer des pannes d'électricité, qui pourraient impacter le mode de vie des Flamands (cela semble important pour le VB, au vu du discours « social » qu'il essaie de développer sur la question climatique), (3) et, enfin, il propose une solution technologique (« écomoderniste ») à la crise climatique, ce qui permet au VB de rejeter les autres propositions, notamment celles qui impliquent des changements de comportement (via la mise en place de taxes et de réglementations) et/ou des transformations plus « méta » du mode de production. En cela, comme l'indique le tableau ci-dessus (cf. figure 19), le nucléaire apparaît donc comme une solution climatique « écoréaliste » : elle n'implique en effet pas de changement basculant dans la manière d'organiser l'économie, et elle aurait peu d'impact sur le mode de vie des Flamands.

4.3 Enjeux écologiques « locaux » (17,2% ; 66,4%)

4.3.1 *Aperçu général des programmes et des tweets*

Contrairement aux enjeux climatiques, les questions écologiques locales sont abordées par le VB dès son premier programme électoral, en 1981. Comme j'ai déjà pu le relever, ces enjeux font, par ailleurs, l'objet d'un traitement plus « positif » et ouvert par le parti flamand (6,8% des tweets ; 44,6% des unités d'analyse des programmes). Le VB affirme en effet soutenir diverses initiatives écologiques (visant à protéger les paysages traditionnels, à promouvoir la consommation locale, etc.) et s'appuie, pour ce faire, sur des concepts écofascistes propres à la Nouvelle Droite, tout en s'inscrivant dans l'héritage de l'éconaturalisme d'extrême droite des XIX^e et XX^e siècles.

4.3.2 *Ton d'ouverture à l'égard de certaines initiatives (6,8% ; 44,6%)*

4.3.2.1 *Nationalisme (esthétisme symbolique) – L'héritage de l'éconaturalisme flamand d'extrême droite des XIX^e et XX^e siècles (1,8% ; 14,6%)*

a) Les liens avec le Mouvement flamand (0% ; 1,9%)

Plus précisément, le VB s'inscrit dans l'héritage de l'éconaturalisme *flamand* des XIX^e et XX^e siècles, comme en témoignent deux de ses programmes : celui de 1981 et celui de 2007. Le programme de 1981 soutient par exemple que « la protection de la nature est une nécessité pour l'homme » et que, « dans ce domaine, le Mouvement national flamand a toujours montré la voie en tant qu'exemple pour tous : mouvements de jeunesse, mouvements de randonnée, groupes de danse folklorique » (VB 1981). De même, le programme de 2007 souligne que, « bien avant l'apparition d'un parti 'vert' en Flandre, de nombreuses personnes au sein du Mouvement flamand œuvraient déjà en faveur d'un environnement sain » (VB 2007). En revendiquant cette histoire « écologique » des nationalistes flamands, le VB cherche à démontrer que son camp politique prend les enjeux écologiques au sérieux et que les écologistes ne sont pas les seuls à s'en préoccuper.

Il est, par ailleurs, intéressant de s'attarder sur les acteurs mentionnés par le VB dans son programme de 1981 : les mouvements de jeunesse, les mouvements de randonnée et les groupes de danse folklorique. Les « mouvements de randonnée », par exemple, semblent faire référence au fait que les balades (notamment dans les bois) formaient l'un des principaux moyens de mobilisation et de sensibilisation des associations flamandes de protection de la nature des XIX^e

et XX^e siècles. Pour Jozef Muls, porte-parole entre 1929 et 1940 de l'Association pour la Nature et la Beauté Urbaine (*Vereniging voor Natuur- en Stedenschoon* ; l'une des plus importantes organisations de protection de la nature en Flandre au XX^e siècle), « marcher dans la campagne était ainsi à la fois un acte artistique, religieux et national, nécessaire pour résister à la dégénérescence de la société », la nature flamande « incarnant les valeurs religieuses, qui ont toujours été l'essence de la culture flamande » (Stynen et Gysels 2023).

D'après l'un de mes interviewés, les mouvements de jeunesse flamands et les associations de danse folklorique, pour leur part, ont également toujours été des groupes « ouverts aux questions environnementales » (Entretien n°1). L'« affaire Soetkin Collier » illustre bien cet intérêt. En 2003, en effet, le groupe folk Urban Trad est sélectionné pour représenter la Belgique au Concours Eurovision de la chanson. Trois mois avant le concours, cependant, le journal *La Dernière Heure* (aujourd'hui *La DH Les Sports +*) révèle une note de la Sûreté de l'État, adressée au Premier ministre et à plusieurs autres membres du Gouvernement Verhofstadt I. Selon cette note, la chanteuse du groupe, Soetkin Collier, est fichée comme « militante d'extrême droite avec une forte conviction pour le nationalisme flamand » par les services de renseignement belges (*La Dernière Heure* 2003). La sanction tombe alors rapidement : le groupe se produira bien au concours, mais sans sa chanteuse. Si celle-ci déclarera à la presse « avoir rompu » avec ses précédents engagements, ces derniers témoignent néanmoins des liens qui unissent le VB, les mouvements nationalistes flamands issus de l'extrémisme de droite, et les groupes de danse folklorique en Flandre. En effet, Collier a été arrêtée lors d'une manifestation du TAK à Wevelgem en 1996, a participé à une action du Voorpost en 1993, et a été membre du VNJ et du NSV jusqu'en 1995. Ce serait d'ailleurs au sein du NSV, l'organisation étudiante *de facto* du VB, qu'elle aurait appris à apprécier les « vieilles chansons flamandes et médiévales » (De Morgen 2003). Cela ne semble guère surprenant car le NSV, comme beaucoup d'autres mouvements nationalistes flamands, s'est largement inspiré des idées romantiques et éconaturalistes des *völkisch* (De Keyser 2007).

De même, dans son ouvrage consacré au paganisme présent au sein du VB, De Zutter (2000) nous apprend que l'ancien sénateur du parti, Wim Verreycken, « païen convaincu », a commencé à s'intéresser au paganisme grâce à la fête de Yule (qui est, comme déjà indiqué, une fête païenne célébrant le solstice d'hiver), qu'il a organisée pour le VNJ dès les années 1960, *mais également* grâce à la musique et à la danse folkloriques. Verreycken le souligne d'ailleurs lui-même (De Zutter 2000, 120-121) [Je souligne] :

J'ai été impliqué dans la musique et la danse folkloriques, avec la famille Bauweraerts (dont la petite-fille chante avec Laïs [ndlr : un groupe folk dont Soetkin Collier a également été membre]). Ensemble,

nous rendions hommage à l'écrivain allemand Hans Baumann. Celui-ci s'est quelque peu grillé pendant la guerre [ndlr : il a rejoint le parti nazi dès 1933, et a rédigé des chansons pour les Jeunesses hitlériennes], mais il a également écrit de merveilleuses histoires et chansons pour enfants pour les Wandervögel, un mouvement de randonneurs d'avant-guerre aux sympathies païennes. En Flandre, il y avait une quarantaine de « scaren » – des groupes de jeunes du VNJ –, et je dirigeais les sessions de chant au sein de ces groupes [...]. Je traduisais les chansons de Baumann et les jeunes les entonnaient. C'est ainsi que l'on pouvait transmettre le contenu aux enfants.

Outre les mouvements de randonnée, de danse folklorique et de jeunesse, le VB se réfère aussi à la Volksunie, pour marquer son lien avec l'histoire environnementale du nationalisme flamand. Dans le cadre de mes entretiens, j'ai en effet pu confronter mes interviewés avec les deux extraits de programme mentionnés au début de cette section. Et les deux cadres du VB ont très vite évoqué la VU, dans leur réponse [Je souligne] :

C'est ce que je vous ai dit. Dans les années 60 et 70, la Volksunie parlait déjà d'environnement. Elle était en avance sur le parti vert. Ils étaient en avance sur ces questions environnementales, bien avant qu'on parle d'un parti comme Groen ! Mais à la fin des années 70 et dans les années 80, avec la présidence de Gabriëls dans les années 80 (1986-1992), la VU a laissé tomber le sujet. Il y a donc eu une période où ils n'étaient plus intéressés par les questions environnementales, du côté flamand. Mais les gens aimaient le thème, mais pas, comme je l'ai déjà dit, la rapidité et la quantité (c'est-à-dire, la quantité de mesures qu'on leur impose aujourd'hui). Puis, dans les années 80, le parti vert a vu le jour. (Entretien n°1)

Oui, oui. C'était une approche romantique. C'était dans les années de la Volksunie, le précurseur de la N-VA. Parce que le VB s'est détaché/déchiré de la VU. Eh bien, dans le Mouvement flamand, il y a toujours eu une partie qui exprimait l'unité/unification avec la nature, le respect pour la nature. C'était comme ça. Vous voyez ça dans beaucoup de partis nationalistes du siècle dernier. Oui. Aussi en Allemagne, c'est comme ça. Il ne faut pas le nier. Mais, bon, les Allemands ont mis en place l'expérience totalitaire horrible... Et la Volksunie était en effet un parti qui... qui... avait aussi un intérêt pour ces aspects... Les trois partis classiques (les socialistes, les libéraux et les démocrates-chrétiens), dans les années 50 et 60, après la guerre, ils voulaient qu'il y ait de la croissance économique. La Flandre devait devenir prospère. Et donc, les points de contrôle écologiques... de... « Oui, mais l'environnement est aussi important. Et la santé des gens aussi », ça, c'était, à l'époque, à la VU qu'on les retrouvait. Chez les nationalistes. Et Agalev, ce n'est que depuis les années 80. Voilà. C'est à tout cela que les programmes que vous m'avez lus se réfèrent. Mais ça, c'est vraiment l'histoire hein. (Entretien n°2)

Si mes deux interviewés considèrent la VU comme une référence, c'est parce que celle-ci proposait, dans les années 1960 et 1970, une vision éconaturaliste de l'environnement et de la nature, proche de celle que le VB défend aujourd'hui (cf. le point b de cette section) (Entretien n°1 ; Entretien n°2). En outre, il semble que la VU avait également développé une approche de l'écologie assez similaire à l'écoréalisme prôné par le VB qui, je le rappelle, privilégie la sensibilisation, les mesures incitatives et un accompagnement social accru, plutôt que les

mesures contraignantes et coercitives que défendraient les écologistes. Ainsi, à ma question portant sur ce qu'il trouvait intéressant dans la vision écologique de la VU, l'un de mes interlocuteurs a répondu (Entretien n°1) :

À la VU, ils essayaient... d'ouvrir l'esprit des gens pour qu'ils vivent sainement. Leur conception des choses, c'était : il suffit d'essayer de protéger les gens et de leur « apprendre à faire » les choses. Aujourd'hui, les gens sont « obligés de faire » les choses. Même si les gens ne sont pas intéressés, il y a une obligation. Dans les années 60, à la VU, ils ont essayé de... d'inciter... d'améliorer les bâtiments ou la santé en « apprenant aux gens à faire » les choses. Voilà : c'est ça la différence entre la vision de l'environnement de la VU, et celle qui domine aujourd'hui. Dans la vision de la VU, les gens n'étaient pas « obligés de faire » les choses. Ils n'étaient pas obligés d'investir, mais la VU leur a dit : « Vivez sainement. C'est meilleur pour vous et pour l'environnement ».

Toutefois, malgré ces liens relativement explicites avec la vision éconaturaliste du nationalisme flamand (portée par la VU, mais également par les mouvements de randonnée, de danse folklorique et de jeunesse), les cadres du VB que j'ai rencontrés ont très souvent cherché à démontrer que leur parti avait pris ses distances avec la plupart des implications de cette vision éconaturaliste, telles que « l'aversion pour la modernité et la ville » ou les connexions que certains mouvements nationalistes pouvaient entretenir avec des collaborationnistes flamands [Je souligne] :

Oui, dans les mouvements de jeunesse comme le NSV, il y avait cet intérêt pour la nature, ce Heimatschutz. Mais maintenant, c'est dépassé hein ça : les danses folkloriques, etc. Le Vlaams Belang d'aujourd'hui, vous ne pouvez pas le comparer avec le Vlaams Blok des années 70, du siècle passé hein. Mais dans ce siècle passé, c'était comme ça, oui, oui, oui, oui. Aujourd'hui, on retrouve peut-être un peu cette conception dans les visions idéologiques du VB, mais pas dans la pratique. On n'est pas des gens qui vont se balader dans la nature. Allez, ce n'est plus comme dans le siècle précédent, non, non. Les gens vivent comme vous vivez, en 2024, avec un GSM et, allez, un smartphone, etc. Mais c'était certainement comme ça avant. Je suis le premier à le dire/l'avouer, hein. Et c'était aussi dans le siècle passé, c'était 20 ans, 30 ans après la Seconde guerre mondiale, donc tous les gens qui ont fait des choix dans la guerre, certains en Flandre en collaboration, oui, ils étaient encore actifs, ils vivaient encore et avaient une influence là-dessus, autant sur la VU que sur... [le VB ?] Mais maintenant, tout est parti, tout est passé. Aujourd'hui, il y a beaucoup de gens comme vous, des jeunes, qui n'ont plus rien à voir avec cela. Et la presse, la presse francophone, elle veut continuer à répéter : « Les liens, les liens, les liens ». Mais ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai. Tout à fait. Et je suis une personne expérimentée, je suis vieux suffisamment pour le savoir, donc j'ai vu tout changer. Donc, maintenant, au VB, ce sont des nationalistes, des populistes, des conservateurs. Mais ce ne sont pas des fascistes ou des néonazis. Ce n'est vraiment pas... Vraiment, tout ça, c'est du passé. C'est du passé complètement, comme en France (au Rassemblement national). Donc, c'est une bonne évolution, tout à fait. (Entretien n°2)

Aujourd'hui, il reste un peu de cette vision, notamment dans la volonté du VB de protéger les paysages ruraux. Mais ça ne veut pas dire que la protection de la nature est aujourd'hui devenue un truc de néonazis. Vous le savez, vous avez lu assez de livres sur le national-socialisme pour le savoir : l'aversion pour la modernité et la ville, c'était là aussi. Vous le savez, n'est-ce pas ? Les premières générations du VB en étaient certainement imprégnées. Mais aujourd'hui, tout est différent. On est aujourd'hui devenu écoréalistes. Un équilibre entre la croissance économique et la prise en compte du climat, de l'environnement. Aujourd'hui, le Vlaams Belang est un parti de la post-modernité qui... C'est comme la N-VA, le MR, écoréaliste. Ce n'est pas... Nous ne sommes pas un parti romantique hein (rire). (Entretien n°2)

b) Nationalisme : dimensions esthétique et symbolique (esthétisme symbolique) (1,8% ; 13,2%)

Cette rupture avec son passé romantique semble se vérifier sur le compte X/Twitter du VB. Outre les tweets portant sur une défense des paysages face à l'implantation d'éoliennes (déjà mentionnés dans la partie de ce mémoire consacrée au changement climatique), ce compte ne fait en effet référence qu'à une seule occasion à une forme d'éconaturalisme, dans un tweet datant du 20 mars 2019 (@vlbelang, 20 mars 2019) :

Nous portons dans nos cœurs une Flandre saine, belle et verte. Les paysages avec des forêts, des champs, des rivières sont de précieux points de repère qui doivent être transmis de génération en génération aussi intacts que possible (propositions concrètes 👉 congrès programmatique le 30/3).

C'est en revanche moins clair pour les programmes électoraux, y compris les plus récents, qui restent marqués par l'éconaturalisme historique de l'extrême droite. D'après ces programmes, en effet, les Flamands doivent « prendre soin de l'environnement, de leur cadre de vie » (VB 2003), puisque « la nature et les paysages flamands font partie de [leur] identité : la mer, les polders, les landes, les marais, les forêts, les prairies... Ils sont indissociables de [leur] identité » (VB 2019). Ainsi, ce n'est pas tellement le caractère « intact » de la nature qui importe pour le VB (et donc la dimension esthétique de cette nature), mais bien le fait que cette nature comporte une dimension symbolique : comme dans les associations flamandes de protection de la nature des XIX^e et XX^e siècles, le territoire (principalement rural) est considéré comme ayant participé à construire l'identité du peuple. Il « porte donc les marques de l'histoire de la communauté nationale » (Forchtner et Kølvråa 2015, 209), il est présenté comme « le lieu où la nature et l'identité se rencontrent, et le résultat de cette rencontre doit, par conséquent, être chéri, entretenu et transmis » (Benoist 2024, 116).

Cette notion de transmission, qui souligne comment le paysage peut créer un lien entre le passé, le présent et le futur de la nation (Palmer 1998, 191 ; Cosgrove 2004, 61), est régulièrement mise en exergue par le VB, lorsque celui-ci indique que le devoir du peuple flamand est de transmettre

« ce qui a été hérité de nos ancêtres » (VB 2021) aux « générations futures » (VB 2019 ; VB 2010 ; VB 2007 ; VB 1999), à « nos descendants » (VB 2024), à « nos enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants » (VB 2021). La dimension identitaire/symbolique qui sous-tend cette notion de transmission est, par ailleurs, assez claire. En effet, (1) le but du VB est de préserver la nation flamande, sur le temps long, (2) tout en avançant l'idée selon laquelle cette nation se construit sur la base de l'identité. Or, comme je l'ai indiqué, (3) la nature est perçue, par le VB, comme lieu de construction de l'identité et comme reflet de cette identité²⁵. Par conséquent, (4) afin de préserver l'identité (et donc la nation) flamande, la nature (comme reflet et source de construction de l'identité) doit être protégée et transmise de génération en génération.

4.3.2.2 Nativisme et nationalisme (dimension matérielle) – La remobilisation des concepts écofascistes de la Nouvelle Droite (4,5% ; 15,4%)

a) Les liens explicites avec la Nouvelle Droite (0% ; 0%)

Contrairement aux acteurs liés au Mouvement flamand (tels que la VU, ou les mouvements de randonnée), les personnalités, mouvements ou associations issus de la Nouvelle Droite qui ont, semble-t-il, entretenu des liens avec le VB durant son histoire, ne sont pas évoqués dans la communication du parti, que ce soit dans ses tweets ou dans ses programmes.

De même, comme pour l'éconaturalisme, j'ai noté, chez mes interviewés, une forte volonté de mettre en avant le fait que le VB « avait évolué » et qu'il ne maintenait plus de relations étroites avec la Nouvelle Droite ou avec certaines personnalités néodroitières ayant tenu des propos controversés par le passé, comme Roeland Raes. Ce dernier a, en effet, été vice-président du VB de 1979 à 2001, année lors de laquelle il a suscité la polémique à la suite de propos négationnistes tenus à l'égard de la Shoah – il a d'ailleurs été condamné en 2010 pour négationnisme, en raison de ces propos, mais il n'a pas été exclu du parti (Steeland 2015). Ainsi, lorsque j'ai demandé à l'un des cadres du VB si son parti entretenait toujours des relations avec le paganisme ou avec les membres païens du VB (comme Roeland Raes, Francis van den Eynde ou Wim Verreycken) cités par De Zutter dans son livre, ce cadre m'a répondu (Entretien n°1) :

Lui : Non, non, non, non, pas du tout (rire). Pas du tout. Non. Oui, je les connais, mais c'est le passé. C'est ce que... J'ai été trop rapide pour réagir avant [ndlr : pour répondre aux autres questions], mais c'est ici que je dois dire : « C'est le passé ». Tout à fait. C'était il y a 30 ans, c'est ça ?

Moi : Oui, c'est ça. Je crois que le livre a été publié en 2000.

²⁵ On retrouve ici l'idée d'une mobilisation de la nature « comme métaphore » de la société/identité/race, ce qui renvoie à l'éconaturalisme théorisé par Olsen (1999).

Lui : Oui, voilà... Mais, en fait, c'est aussi une personne que vous avez nommée... Vous avez cité quelqu'un qui a déclaré que les camps de réfugiés et les camps de concentration en Allemagne n'existaient pas. C'est la même personne. Donc, non, cette question du paganisme, ce n'est plus un enjeu (issue) aujourd'hui. Absolument pas.

Mon autre interviewé fut quant à lui plus bavard, même s'il avait tendance, lui aussi, à insister fortement sur cette évolution supposée du VB. Ainsi, lorsque je lui ai demandé s'il connaissait *TeKoS*, celui-ci m'a répondu positivement, et m'a parlé du fait que cette revue avait édité des textes portant sur l'écologie, des textes qui ont souvent été rédigés par Guy de Martelaere. Je lui ai donc demandé si cette revue avait pu compter parmi les inspirations du VB. Voici sa réponse (Entretien n°2) [Je souligne] :

*Lui : Oui. Oui. Beaucoup d'élus avaient, dans le passé, un abonnement. Ils lisaient *TeKoS*.*

*Moi : Et quelles idées, par exemple ? Quelles sont les idées de *TeKoS* qui ont inspiré le VB ?*

Lui : Les idées de la Nouvelle Droite. Sur l'écologie. Et aussi sur les pressions démographiques. Et ainsi de suite. Les pressions démographiques du remplacement. Comme Camus [ndlr : Renaud Camus est l'auteur qui a introduit la théorie complotiste du Grand remplacement, et nous avons discuté de lui plus tôt dans la discussion²⁶] l'a dit. Yes, it is all the same. It's all the same.

*Moi : Et le *Vlaams Belang* s'est inspiré de cela ?*

*Lui : Oui. Oui. Sur le background théorique, pas sur des choses concrètes dont on discute au Parlement. On ne critique pas Tinne Van der Straeten en parlant de la Nouvelle Droite (rire). Allez allez allez. Mais tu dois lire *TeKoS*, si ça t'intéresse. Oui, oui. Tu peux le trouver dans certaines bibliothèques, ou à l'ADVN (Archief en Documentatiecentrum voor het Vlaams-nationalisme).*

De même, lorsque je lui ai parlé du paganisme et du livre de De Zutter, il m'a répondu (Entretien n°2) [Je souligne] :

Lui : Oui oui, j'ai ce livre dans ma bibliothèque. Je connaissais tous les gens qui sont dans le livre. Je connaissais (au passé). Pas plus. Mais Koenraad Logghe : il était le grand homme de cette tradition²⁷. Cette ancienne tradition, ce mouvement. Et je pense que Joris de Vriendt... C'était un député du VB [ndlr : il est devenu député le 9 février 2023, à la suite de la démission de Dries Van Langenhove ; c'est De Vriendt

²⁶ Renaud Camus a en effet été invité en mai 2023, par le VB, à venir prononcer un discours au sein du Parlement flamand. Le théoricien politique y a évoqué l'écologie, en déclarant que « Toute écologie qui ne part pas de l'idée du Grand remplacement est nulle ; nous [ndlr : les nationalistes] sommes les seuls écologistes conséquents » (Biard 2024, 6).

²⁷ Koenraad Logghe a été membre du comité de rédaction de *TeKoS* de 1989 à 2001. D'après De Zutter (2000), il serait proche de Wim Verreycken, l'ancien sénateur VB et « païen convaincu ». Il a également été membre du NJSV (Nationalistisch Jongstudentenverbond ; une organisation étudiante fondée (notamment) par Filip De Winter, l'ancien homme fort du VB, et Frank Vanhecke, ancien président du VB) et du Vrijbouter, et a fondé l'asbl *Traditie*, une organisation « qui œuvre depuis 1995 pour la renaissance et la reconnaissance du paganisme en Flandre », comme l'indique la revue de gauche *De Fabel van de Illegaal* (1999).

qui était en effet le premier suppléant sur la liste du Brabant flamand en 2019]. Mais il n'a pas été réélu en juin [2024]. Il est toujours un membre de cette tradition.

Moi : Ça existe toujours au sein du VB, alors ?

Lui : Non, non. C'est pas au sein du VB. Ce sont des membres du VB qui sont dans ce groupe. Mais ce n'est pas au sein du VB. Le VB n'a rien à voir avec ça. Mais ce sont des gens qui sont des païens. Ils ont donc des croyances religieuses. Et ça existe toujours. Et donc, ils sont toujours très « écologiques » [...] Et De Vriendt, Joris De Vriendt... Vous devez le rencontrer. Parce qu'il était un membre de ce groupe. Joris De Vriendt. Oui. Et son frère, Johan De Vriendt, a publié un livre, il y a quelques mois. Ça a été un best-seller en Flandre, sur l'histoire de Doel. Oui, le village. Le sauvetage du village. Il était dans ce groupe avec Jan Creve. Mais Jan Creve est aussi dans le livre de De Zutter, hein. Tous ces gens ont travaillé ensemble dans De Vrijbouter. Et le Vrijbouter est dans le livre de De Zutter aussi. Et ça, c'est vraiment l'écologie profonde (deep ecology) du Vlaams Belang dans le passé. Dans le passé, hein. Le livre de De Zutter, c'est un livre à propos des années 90, hein. Donc, je pense que la tradition du groupe existe, mais pas au sein du Vlaams Belang. Ça n'a rien à voir.

Ces deux extraits mentionnent plusieurs éléments intéressants. D'abord, bien que ce cadre insiste une nouvelle fois sur l'évolution du VB au cours des dernières années, il reconnaît également une influence de la Nouvelle Droite sur le parti flamand. Selon lui, cette influence se manifeste principalement dans le positionnement théorique du VB (plutôt que dans son ancrage pratique ou quotidien), lequel a pu être nourri par les textes néodroitiers publiés dans *TeKoS* et relatifs à l'écologie et aux « pressions démographiques » (cf. le point b de cette section et, en particulier, la partie de ce point dédiée à l'*ecobordering*). Cette influence a, par ailleurs, pu être renforcée par le fait qu'à un moment de l'histoire du parti, beaucoup d'élus du VB possédaient un abonnement à *TeKoS*.

Mais ces extraits sont également intéressants dans ce qu'ils nous apprennent, en particulier, sur le paganisme néodroitier. Le livre de De Zutter a en effet plus de 20 ans (il a été publié en 2000) et on pourrait donc penser, sur la base des déclarations de mes interviewés (en particulier, de l'interviewé n°1), que « tout ça, c'est du passé ». D'autant plus que la plupart des païens du VB cités par De Zutter, soit sont décédés (comme Francis Van den Eynde), soit n'occupent plus un poste à responsabilités au sein du parti (à l'instar de John Spinnewyn, Roeland Raes ou Wim Verreycken). Pourtant, comme l'indique mon second interlocuteur, des députés *actuels* du VB (tels que Joris De Vriendt, qui n'est plus député aujourd'hui, mais qui l'a été jusqu'à il y a très peu de temps, à savoir jusqu'au 9 juin 2024) sont, encore aujourd'hui, en phase avec « cette tradition » – il reste, par ailleurs, assez notable que des députés *actuels* du parti, tels que Kurt Ravyts, ont également un passif au sein d'une revue néodroitnière comme *TeKoS*, comme je l'ai déjà souligné dans ma revue de littérature (Delporte 2002).

Enfin, ces extraits nous permettent d'aborder un dossier qui a rythmé la vie politique flamande pendant 60 ans : le sort du village de Doel, situé dans les polders, près d'Anvers. Ce village fait en effet parler de lui depuis que des projets d'agrandissement du port d'Anvers, qui feraient disparaître le village de la carte, ont été annoncés dans les années 1960 (VRT 2022). Durant des décennies, les habitants de Doel ont alors connu l'incertitude : allaient-ils être expropriés, pour laisser la place au port, ou allaient-ils pouvoir continuer à vivre dans leur village ? La réponse à cette question n'a été donnée qu'en 2022, lorsque le Gouvernement flamand a annoncé avoir obtenu un accord qui permet au port de poursuivre son expansion, mais qui assure également le sauvetage de Doel. Entre-temps, néanmoins, en raison de l'incertitude, le village s'est vidé de ses habitants : alors que 2500 personnes y habitaient dans les années 1970, il n'en reste qu'une vingtaine aujourd'hui (VRT 2022 ; Vande Sompele 2022). Au grand désarroi des défenseurs de Doel... dont la lutte a été récupérée par les nationalistes flamands. Le moteur du comité d'action Doel 2020 (un groupe qui est étroitement lié au VB et qui a cherché à mobiliser les habitants de Doel contre la menace qui planait sur le village) a en effet été De Vrijbouter, un groupe nationaliste flamand d'inspiration néodroitière et conservatrice völkisch (qui éditait un magazine du même nom, de 1983 à 2007) (De Zutter 2000 ; De Morgen 2003). De Vrijbouter, tout comme Doel 2020, étaient animés par Jan Creve, un ancien du NSV et du VMO, qui a été membre de la rédaction de *TeKoS* de 1995 à 2000 (Delporte 2002), et par Arnout Collier, le frère de Soetkin Collier (la chanteuse du groupe Urban Trad), qui s'est présenté aux élections communales de 2000 à Beveren sur une liste du VB. Par ailleurs, en 2003, Luc Versteyleen, cofondateur d'Agalev (et, lui aussi, défenseur de Doel), déclarait que Soetkin Collier elle-même était « toujours étroitement liée à De Vrijbouter et au mouvement 'vert-noir' de Doel, un mouvement qu'elle soutient elle-même, malgré son interconnexion avec le Blok » (De Morgen 2003).

Tous ces liens, que l'on pourrait d'ailleurs détailler encore davantage – en mentionnant, par exemple, que les liens entre *TeKoS* et De Vrijbouter ne s'arrêtent pas à Creve, mais que des auteurs comme Arnout Collier, Dirk Bollen, Koenraad Logghe, Johan De Vriendt, le frère du député VB, ou encore Guy de Martelaere, ont « tantôt écrit pour *TeKoS*, tantôt pour De Vrijbouter » (De Keyser 2007) –, soulignent à quel point le VB a entretenu des liens informels (qui, pour certains, se poursuivent encore aujourd'hui) avec de nombreuses associations, personnalités et revues néodroitières, parfois païennes, qui ont, par ailleurs, repris les idées mobilisées par le Mouvement flamand historique et éconaturaliste/völkisch (comme la passion pour la musique folk, ou la défense des paysages ruraux, tels que le village de Doel, face à la menace de l'industrialisation et de la modernité).

Ces liens se traduisent dans les entretiens que j'ai réalisés, mais également dans certains programmes du VB, qui évoquent explicitement la question du village de Doel, en mentionnant le fait qu'il faut « concilier écologie et économie » (VB 2003 ; VB 2007) et en critiquant Agalev/Groen, qui a été membre du Gouvernement flamand entre 1999 et 2004, mais qui n'aurait rien fait pour sauver le village (VB 2003) [Je souligne] :

Il est inacceptable pour le Vlaams Belang que des villages – par exemple Doel – et des polders fertiles soient la proie de l'expansion de l'industrie. Après tout, il existe des alternatives qui peuvent concilier écologie, économie et logement. (VB 2007)

Le Vlaams Blok veut avant tout rechercher un équilibre entre l'économie et l'écologie. Notre peuple ne doit pas se laisser abattre par l'hypocrisie du soi-disant parti « vert », qui est sur la barricade lorsqu'il est dans l'opposition, mais qui néglige d'importants dossiers « verts » lorsqu'il est à la table du gouvernement : les problèmes environnementaux des incinérateurs de déchets (comme ISVAG et INDAVER), le sacrifice de Doel, l'impossibilité d'imposer une interdiction de logement dans les zones nuisibles à la santé (zone immédiate UMICORE) ... Le Vlaams Blok, quant à lui, veut s'attaquer aux véritables problèmes environnementaux et offrir une alternative à ceux qui se soucient réellement de notre environnement. (VB 2003)

b) Les concepts de la Nouvelle Droite (4,5% ; 15,4%)

Si le VB n'effectue donc aucune référence directe à des acteurs issus de la Nouvelle Droite dans ses tweets et programmes, en revanche, il mobilise bien différents concepts néodroitiers au sein de ceux-ci (4,5% des tweets ; 15,4% des unités d'analyse des programmes).

Traits idéologiques généraux de l'écofascisme : renversement de la métaphore et éco-organicisme (0% ; 7,6%)

Certains programmes du VB (7,6% des unités d'analyse) semblent par exemple démontrer que le parti considère que la nature a une valeur intrinsèque et qu'il aurait donc opéré le « retournement de la métaphore naturelle », propre à l'écofascisme (Dubiau 2022). Parmi ces programmes, celui de 1981, qui indique que « la protection de la nature est une nécessité pour l'homme » (VB 1981), mais, surtout, les programmes de 1995 et de 1999, qui soulignent, d'une part, que le VB, « en tant que parti nationaliste, [est] naturellement soucieux d'un environnement sain pour [son] peuple, y compris au sens écologique du terme » (VB 1995 ; VB 1999) et, d'autre part, que « l'homme doit réapprendre qu'il fait partie intégrante de la nature et qu'il doit donc fondamentalement la respecter » (VB 1999). En effet, en considérant que le peuple a « un sens écologique », qu'il « fait partie intégrante de la nature » et qu'il « a besoin de la nature », le VB semble promouvoir une vision holiste/organique de la nature et du peuple : ceux-ci ne feraient

qu'un et, par conséquent, si le VB souhaite protéger la race/l'identité, il doit veiller à protéger la nature, l'équilibre existant entre nature et identité « depuis les origines » (Dubiau 2022, 163).

Toutefois, comme je l'ai indiqué dans la section 4.3.2.1, portant sur l'éconaturalisme, le VB considère, dans un nombre plus important d'unités d'analyse de programmes (c'est-à-dire, 13,2%), que la nature a principalement vocation à être mobilisée comme métaphore de l'identité flamande. Dans ce cas-là, elle n'a pas de valeur intrinsèque : elle est utile uniquement parce qu'elle peut servir de reflet à cette identité.

Ainsi, il semble y avoir une ambivalence dans les propos du VB : celui-ci semble, la plupart du temps, s'inscrire dans la tradition völkisch/éconaturaliste de l'extrême droite, mais, parfois, il considère également que la nature a une valeur intrinsèque, ce qui le rapproche des idées néodroitiers. Comme les mouvements nationalistes flamands néodroitiers, le VB semble donc combiner conservatisme völkisch et écofascisme, même si l'écofascisme ne semble pas être le trait dominant du tandem, dans son cas.

Nativisme et nationalisme (dimension matérielle) – L'ecobordering (1,1% ; 8,9%)

Nativisme – L'ecobordering lié au caractère (0,4% ; 4,3%)

Comme je l'ai indiqué dans ma revue de littérature, cette vision éco-organiciste de la Nouvelle Droite (qui est ici reprise par le VB) est liée au concept d'enracinement : puisque la nature et le peuple ne feraient qu'un et puisque, dès lors, le peuple aurait un lien « organique » avec la terre sur laquelle il vit, les individus « enracinés » dans la terre en question seraient capables d'en prendre soin, en tant que « gardiens²⁸ naturels de leur environnement » (Benoist 2024, 116), à la différence des populations allogènes. Ainsi, « l'enracinement dans un territoire serait une condition nécessaire de l'engagement écologique, mais celui-ci ne se contrôlerait pas : les êtres, humains ou non humains (y compris végétaux), seraient enracinés dans le sol qui les a vus naître, sans possibilité de véritablement en changer sans risquer la dénaturation » (Dubiau 2022, 172-173).

Cette conception de l'écologie, qui, comme je l'ai indiqué dans mon état de l'art, offre une lecture profondément raciste et nativiste du ravage écologique, ne se retrouve que dans un seul tweet du VB (et, donc, dans 0,4% du nombre total de tweets), mais est en revanche bien présente dans certains de ses programmes (4,3% des unités d'analyse). Plus précisément, les populations allogènes/immigrées ne sont jamais abordées explicitement dans ces programmes ; ce sont les

²⁸ Le terme de « gardien »/ « intendant » (*rentmeester* en néerlandais) est d'ailleurs mentionné à quatre reprises dans la brochure du VB portant sur l'énergie (VB 2021).

populations autochtones (en l'occurrence, les Flamands) qui sont valorisées comme étant « des gens qui ne polluent pas en principe » (VB 2003), « un peuple soucieux de l'environnement » (VB 2021), « les meilleurs trieurs de déchets du monde » (VB 2019 ; VB 2021).

Ainsi, estime le VB, la protection de l'environnement se fait « de manière spontanée » chez ces Flamands « vertueux », et il n'est donc pas nécessaire de faire intervenir l'État dans un premier temps (VB 2021) :

L'amour de l'« heimat » doit encourager les Flamands à l'« Heimatschutz », la protection de l'« heimat ». En tant qu'intendants (rentmeester), le Heimatschutz nous tient à cœur. Ainsi, la protection de notre climat et de notre environnement se fait spontanément et de manière homéostatique (ndlr : c'est-à-dire, avec une tendance à atteindre et à maintenir un équilibre interne) dans un premier temps. Ce n'est qu'ensuite que l'intervention des pouvoirs publics est nécessaire. Ces mesures doivent toujours reposer sur une base démocratique. Le Vlaams Belang estime donc que les Flamands sont réellement conscients de l'environnement et qu'ils veulent soutenir de telles mesures, à condition qu'elles ne soient pas imposées.

On pourrait ici voir un lien avec l'argument mobilisé par le VB pour refuser les politiques écologiques en raison de leur impact sur le mode de vie et les ressources économiques des citoyens (cf. le point a de la section 4.2.2.2 pour les politiques climatiques, et la section 4.3.3.1 pour les politiques environnementales locales) : puisque les Flamands seraient « des gardiens naturels de leur environnement » (Benoist 2024, 116), il ne serait pas forcément nécessaire de leur imposer des mesures contraignantes, qui pèsent sur leur portefeuille et leur mode de vie. Plutôt, il faudrait faire confiance à ces citoyens et les inciter à agir, au lieu de leur imposer des choses ; c'est ce que le VB appelle l'écoréalisme (cf. la section 4.2.3.1). Cet élément est intéressant, car il souligne un lien potentiel entre l'*ecobordering*, l'écoréalisme, et le refus des politiques écologiques étatiques, un lien qui n'a jamais été théorisé dans la littérature, à notre connaissance.

Nationalisme (dimension matérielle) et nativisme – L'ecobordering lié au nombre (néomalthusianisme) (0,7% ; 4,6%)

Comme je l'ai mentionné dans ma revue de littérature, néanmoins, l'*ecobordering* ne comprend pas seulement cette idée d'une opposition entre populations blanches (qui seraient aptes à gérer durablement la nature) et populations non blanches (qui seraient incivilisées et incapables de prendre soin de l'environnement dans lequel elles ont immigré, en raison de leur origine/non enracinement), que je viens d'aborder : il conceptualise aussi la menace que feraient peser ces populations immigrées non blanches sur la capacité de charge des écosystèmes (0,7% des tweets ; 4,6% des unités d'analyse des programmes). Dans ce cas-là, c'est le nombre de personnes migrantes qui est dénoncé, et moins le caractère/l'origine de ces individus. Comme

je l'ai souligné dans le point b de la section 4.2.2.2, un cadrage de ce type a déjà pu être identifié concernant le changement climatique : cela n'est pas explicite, mais le VB semble en effet penser que « l'explosion démographique » (VB 2019 ; VB 2021) en Afrique est l'une des causes du changement climatique, bien que, selon lui, cette cause soit très rarement discutée dans le débat public. Toutefois, ce cadrage est également présent lorsque des enjeux écologiques plus locaux sont abordés. Cet extrait du programme de 2019, qui indique que l'immigration de masse est l'une des causes d'un ensemble de phénomènes allant de la surpopulation à « l'attaque contre les espaces ouverts », en passant par les embouteillages, en est un bon exemple (VB 2019) [Je souligne] :

Le Vlaams Belang est d'avis que nous devrions utiliser l'espace ouvert/non bâti qu'il nous reste avec parcimonie. Au lieu de morceler et de construire la Flandre, il faudrait encourager les jeunes à s'installer dans les centres urbains et villageois. Toutefois, le « stop béton » [ndlr : l'interdiction de toute nouvelle construction sur les espaces libres/non bâtis dès 2040, afin de freiner l'étalement urbain en Flandre] ne doit pas conduire à une situation où il n'y aurait plus aucune opportunité de développement dans les communes rurales, où le dépeuplement menace. Ce sur quoi les partis traditionnels sont silencieux, cependant, c'est que la principale cause de ce problème [ndlr : à savoir, la menace qui pèse sur les espaces ouverts] est l'immigration de masse. La surpopulation, la fuite urbaine, la disparition des espaces ouverts et même le problème des embouteillages sont tous plus ou moins liés à la question de l'immigration. Une politique qui protège nos rares espaces ouverts et qui œuvre à un bon aménagement du territoire doit viser à stopper l'immigration de masse. La Flandre est pleine ! [...] Le gel de l'immigration est le meilleur moyen pour lutter contre l'érosion de nos grands espaces.

De même, dans l'image présente sous ce tweet, datant de 2018, le VB déclare que « l'immigration de masse ruine notre environnement » (@vlbelang, 25 avril 2018), faisant référence à un fait divers au cours duquel les autorités publiques flamandes (l'Agence des routes et de la circulation) ont abattu des arbres le long d'une autoroute, afin d'empêcher des « transmigrants » de se retrancher dans ces espaces verts (VRT 2018) :

Au lieu de ruiner notre environnement, le Gouvernement ferait mieux de contrôler les frontières. Protéger notre nature et notre population. Nous voulons plus d'arbres et un véritable gel de l'immigration !



Que ce soit dans le programme de 2019 ou dans le tweet de 2018, le VB avance une même solution pour faire face à la dégradation de l'environnement supposément engendrée par l'immigration de masse : un meilleur contrôle des frontières. Cela est conforme à ce que d'autres acteurs d'extrême droite (à l'instar de Jordan Bardella) ont déjà préconisé par le passé.

Ainsi, on comprend mieux comment un cadrage initialement néomalthusien (et donc lié à la dimension matérielle du nationalisme) peut mener à un cadrage nativiste du ravage écologique : puisque la croissance démographique est avancée comme la seule cause de ce ravage, l'arrêt de l'immigration semble la politique la plus évidente à mettre en place. Ce faisant, comme brièvement abordé dans la revue de littérature, le cadrage lié à l'*ecobordering* « échoue complètement à localiser les principales causes de la dégradation écologique dans les systèmes capitalistes de production et de consommation qui se déploient sur l'ensemble de l'économie mondiale » (Turner et Bailey 2020, 123). Plus précisément, en négligeant le rôle primordial des logiques extractives et productivistes du capitalisme, l'*ecobordering* « camoufle », de facto, le capitalisme, « dans une tentative de maintenir politiquement le *statu quo* économique » (Turner et Bailey 2020, 134).

Nativisme (chauvinisme environnemental / protectionnisme écologique) – Le localisme (2,5% ; 2,1%)

Deux formes d'expression du localisme : la « taxe carbone aux frontières » et la promotion des produits locaux

On vient de le voir : la notion d'enracinement est mobilisée par le VB, et cette mobilisation se traduit notamment par l'évocation d'arguments liés à l'*ecobordering*. Toutefois, d'autres concepts néodroitiers que l'*ecobordering* sont également présents dans la communication du VB. C'est le cas, par exemple, du localisme (2,5% des tweets ; 2,1% des unités d'analyse des programmes). En particulier, alors que le localisme, en tant que concept, renvoie à un projet politique écologique « large », basé sur l'échelle locale, le localisme du VB

semble, quant à lui, avoir une portée plus limitée, se concentrant principalement sur la dimension locale de la production et de la consommation. Ce localisme, par ailleurs, s'exprime de deux manières dans la communication du parti flamand.

D'une part, et cet élément est très présent dans les *programmes* du VB qui font écho au localisme, le parti s'inquiète de la concurrence déloyale (@vlbelang, 25 février 2021 ; @vlbelang, 23 novembre 2021 ; @vlbelang, 4 juin 2024), et se présente comme le défenseur d'une forme de « taxe à l'importation » (VB 1999), visant à pénaliser « les produits à forte intensité carbone fabriqués dans des pays tiers, dont les objectifs climatiques sont négligeables » (VB 2024).

Le raisonnement derrière cette idée est le même que celui qui sous-tend la « taxe carbone aux frontières » adoptée en décembre 2022 par le Parlement européen et le Conseil (Parlement européen et Conseil 2023) et qui doit entrer en vigueur de manière complète au 1er janvier 2026. Aujourd'hui, en effet, les entreprises étrangères dont les pays imposent des normes environnementales plus faibles peuvent exporter leurs produits sur le marché européen sans grandes restrictions environnementales, et concurrencent ainsi les produits européens, fortement réglementés pour leur part, et donc potentiellement plus chers. L'idée de la « taxe carbone aux frontières » est donc de faire en sorte que ces entreprises étrangères soient taxées si elles ne réduisent pas l'intensité carbone de leurs produits. Elles seraient ainsi incitées (1) soit à augmenter leurs prix (ce qui réduirait la concurrence déloyale avec les entreprises européennes) pour compenser la hausse de leurs coûts (en raison de l'introduction de la taxe), (2) soit à se décarboner pour éviter cette taxe.

On le comprend donc assez aisément : si le VB se positionne en faveur d'une telle taxe, c'est parce que celle-ci bénéficie directement aux entreprises nationales. Il semble donc y avoir un lien (non théorisé jusqu'ici²⁹) entre le positionnement écologique localiste du VB et le protectionnisme économique que le parti défend déjà en dehors du domaine écologique (et qui consiste, comme le chauvinisme social, en une traduction de la vision nativiste de l'extrême droite dans la sphère économique). Ce protectionnisme « écologique » ainsi formé viserait, comme le protectionnisme économique « classique » de l'extrême droite, à promouvoir un capitalisme national, « qui accepte le marché, tout en rejetant largement le libre-échange » (Mudde 2007, 125), mais sa particularité serait de mettre en avant la dimension écologique de ce choix économique. Il serait ainsi possible, pour l'extrême droite, de lutter contre les émissions

²⁹ À l'exception du cas du RN qui a, lui aussi, proposé dans son programme pour les élections européennes de 2019, « des politiques 'localistes' telles que la 'surtaxation des importations mondiales anti-écologiques' pour stimuler l'économie locale » (Rassemblement national 2019, 13 cité dans de Nadal 2022, 9))

de gaz à effet de serre et les autres pollutions, tout en faisant en sorte que l'économie nationale reste au service des natifs. Et cela passerait par le rejet du libre-échange et par l'introduction de taxes à l'importation.

D'autre part, le VB promeut également la consommation de produits locaux/flamands. Cette consommation aurait en effet deux avantages : elle se ferait « dans l'intérêt de nos agriculteurs flamands » (@vlbelang 14 septembre 2022) et de nos « commerces de détail » (@vlbelang, 7 novembre 2019), mais elle serait également « meilleure pour l'environnement » (@vlbelang, 14 septembre 2022 ; @vlbelang, 6 octobre 2019). Ce passage du discours prononcé par Roosmarijn Beckers (députée au Parlement flamand) lors du congrès programmatique 2019 du VB et relayé dans un *live* diffusé sur X/Twitter, le formule assez clairement (@vlbelang, 30 mars 2019) :

Consommer localement, cela aide non seulement notre commerce de détail, mais aussi l'environnement. En tant que fière Hesbignonne (ndlr : habitante de la Hesbaye, une région naturelle en Belgique assez célèbre pour ses vergers, et donc ses fruits), je le dis et le répète : mangez nos pommes et nos poires ! Nos pommes et nos poires d'abord !

De même, dans une vidéo associée à un tweet datant du 28 mai 2024 (tweet dans lequel il est affirmé que : « Lorsque les réglementations écologiques détruisent notre agriculture, cela signifie que nos aliments doivent être importés depuis des régions de plus en plus lointaines. Prenez soin de notre environnement et de notre économie en choisissant des produits locaux »), Tom Van Grieken déclare (@vlbelang, 28 mai 2024) :

Il faut retirer tous les labels « commerce équitable » placés sur des produits tels que le quinoa et sur tous les produits provenant de l'autre bout du monde ; des produits qui ont été importés par avion, et, donc, qui ont utilisé du kérosène. Mais il faut également revenir à la promotion des produits locaux. Nos vaches et nos pommes d'abord !

Outre la promotion des produits locaux, présente dans les deux cas, la phrase finale de ces deux extraits (« Nos pommes et nos poires d'abord ! », « Eigen appelen en peren eerst! » en néerlandais et « Nos vaches et nos pommes d'abord ! », « Eigen koeien en appelen eerst! » en néerlandais) est particulièrement intéressante, puisqu'elle fait référence à l'ancien slogan du Vlaams Belang (lorsque celui-ci s'appelait encore Vlaams Blok), « Eigen volk eerst » (« Notre peuple d'abord ») (Mudde 2002, 88). Ce slogan, remplacé en 2018 par « Eerst onze mensen » (« Nos gens/citoyens d'abord »), renvoie à une dimension nativiste assez explicite, puisqu'il traduit l'idée de « préférence nationale » (Mudde 2007, 144). Selon cette idée, il y aurait un groupe dominant au sein de l'État-nation (celui des natifs) et il faudrait « donner la priorité à ces natifs, notamment en matière d'embauche, de logement et de prestations sociales » (Lecoeur

2007, 239-241). De la même manière, dans le cas qui nous intéresse ici, lié à la politique écologique, « le produit valorisé [en l'occurrence, les pommes, les poires et les produits issus de l'élevage bovin : lait, viande, beurre, ...] est fabriqué 'ici' et non 'ailleurs', c'est-à-dire 'à l'étranger' » (François 2023, 7). Ce produit « national » devrait donc primer (c'est-à-dire, passer « en premier »/« d'abord ») sur les autres produits (étrangers).

Ainsi, comme pour la « taxe carbone aux frontières », le localisme du VB semble combiner « protectionnisme écologique » et « chauvinisme environnemental » : pour le parti flamand, les producteurs nationaux doivent être privilégiés face à la concurrence étrangère (selon la logique protectionniste), et, au vu de ce qui a été discuté jusqu'ici (sur le nucléaire, sur le refus des mesures contraignantes et des compensations adressées aux pays du Sud global et, donc, aussi, sur le localisme), il semble, par ailleurs, que seules les mesures écologiques bénéficiant directement aux natifs sont acceptées par le VB (ce qui est conforme à la logique chauvine).

La tentative de supplanter le clivage gauche/droite et la question de la décroissance

Je viens de l'expliquer : le localisme du VB se traduit à la fois par une volonté de taxer les produits à haute intensité carbone venant de l'étranger *et* par une promotion des produits locaux, fabriqués en Flandre. Par ailleurs, un autre aspect central de ce localisme est « sa tentative de supplanter le clivage traditionnel gauche/droite par un clivage mondialiste/localiste ou multiculturel/identitaire, conformément à une compréhension manichéenne du monde (Lubarda 2020) » (Benoist 2024, 117). Ainsi, indique Benoist (2024, 117), « cette insistance sur l'opposition global/local, dans laquelle le premier est considéré comme intrinsèquement anti-écologique, et le second comme écologique par définition, fait appel à une compréhension positive du localisme dépourvu d'idéologie (Hogan et Lockie 2013), qui masque/dissimule plusieurs facettes de la politique d'extrême droite ». Cet élément est particulièrement visible dans l'extrait ci-dessous, issu de l'un de mes entretiens (Entretien n°1) [Je souligne] :

[Le localisme], c'est une bonne chose. Parce que c'est une chose « environnementale ». En effet, que faisons-nous aujourd'hui ? Nous exportons nos pommes et nos poires vers la Russie, la Chine, ... [...] Et puis, par exemple, on voit que la viande du McDonald's vient d'Argentine. Pourquoi ? Nous produisons déjà de la viande, ici en Flandre... Notre viande, en fait, elle va en Italie et revient sous le nom de « jambon de Parme ». Nos porcs de Flandre occidentale vont en Italie, les Italiens les fument et la viande revient sous le nom de « jambon de Parme ». C'est ça la mondialisation. C'est ce que nos collègues [députés ?] européens disent très bien : ce n'est pas une question de droite et de gauche. C'est une question de

nationalisme et de globalisme. Quand le bateau était bloqué dans le canal de Suez³⁰... Nous sommes tellement dépendants de la Chine, de l'Asie, de l'Amérique... C'est un problème. Nous pouvons donc... Il est préférable d'avoir nos propres produits. D'acheter nos propres produits.

Si le VB semble donc mobiliser le concept de localisme, un concept qui a été directement théorisé au sein de la Nouvelle Droite, le parti flamand ne l'exploite cependant pas de la même manière que les penseurs néodroitiers. Bien souvent, ceux-ci lient en effet le localisme à un plaidoyer en faveur de la décroissance (Madelin 2023 ; Dubiau 2022), alors que le VB, lui, s'oppose frontalement à ce concept. Il a eu l'occasion d'affirmer ce point de vue dans un tweet, le 25 mai 2023, alors qu'une conférence portant sur les idées de post-croissance et de décroissance, intitulée « Beyond Growth », s'était tenue, quelques jours plus tôt, au Parlement européen. Dans ce tweet, et dans le communiqué de presse qui l'accompagne, le VB indique ainsi s'opposer à la décroissance, en raison des menaces multiples que celle-ci ferait peser : une menace économique d'abord, la décroissance étant assimilée à une récession et, donc, à un « appauvrissement collectif » ; une menace « culturelle » ensuite, car, durant la conférence, la décroissance a été associée, par Anuna De Wever, à la nécessité de réaliser une « décolonisation culturelle », un « concept marxiste dont l'objectif est d'effacer notre culture occidentale, en remplaçant les schémas de pensée occidentaux portant sur l'histoire, la science et la culture par le pluralisme, la diversité et l'inclusion » (@vlbelang, 25 mai 2023), selon le VB ; une menace, enfin, pour « la priorité donnée à notre peuple » (@vlbelang, 25 mai 2023), car le VB a perçu, au sein du discours décroissant (probablement lorsque certains participants ont mentionné la nécessité d'indemniser les pays du Sud global pour les dégâts climatiques subis par ces pays), une volonté « d'investir dans la prospérité de tous les pays non occidentaux » (@vlbelang, 25 mai 2023). Cela fait écho au chauvinisme environnemental du VB, une nouvelle fois, car le parti flamand craint ici que « nous devrions donc investir dans tout et dans tout le monde, sauf dans nos propres citoyens » (@vlbelang, 25 mai 2023).

4.3.2.3 Autoritarisme – La répression des crimes environnementaux et des personnes abandonnant leurs déchets dans la nature (0,5% ; 6,5%)

Si, comme je viens de le démontrer, le nativisme et le nationalisme (dans ses trois dimensions) semblent être bien présents dans le positionnement du VB sur les enjeux

³⁰ Mon interviewé évoque ici un fait d'actualité bien précis : le 23 mars 2021, un porte-conteneurs s'est échoué au kilomètre 151 du canal de Suez. À la suite de cet incident, le célèbre canal a été bloqué, et le trafic international a été largement perturbé, car le canal de Suez est un lieu de passage crucial pour le commerce mondial (Le Parisien 2021). Pour mon interviewé, ce blocage, qui a eu lieu à un endroit bien précis du globe, et les conséquences qu'il a produit partout dans le monde, forment un exemple de la dépendance à d'autres régions du monde que nous subirions.

écologiques locaux, l'autoritarisme, quant à lui, est un peu moins prégnant, en particulier dans les tweets (0,5% des tweets ; 6,5% des unités d'analyse des programmes).

Toutefois, lorsqu'il se manifeste, l'autoritarisme se traduit, ici, par la volonté de mettre en place des « mesures strictes » (VB 1981) visant à « sanctionner sévèrement » (VB 1995 ; VB 1999 ; VB 2007) les crimes contre l'environnement et la pollution environnementale. Ainsi, entre 1991 et 1999, le VB plaidait par exemple pour que les crimes environnementaux puissent être sanctionnés via le droit pénal, et non plus via le droit administratif. Ce changement permettrait, selon le VB, de faire appel à des sanctions plus efficaces que les sanctions administratives, car celles-ci « peuvent être facilement payées par les (grandes) entreprises » (VB 1999) et risquent donc de ne pas être dissuasives (VB 1991 ; VB 1995 ; VB 1999).

Outre cet appel à privilégier le droit pénal pour punir les crimes environnementaux, l'autoritarisme du VB se concrétise également par une volonté de traiter les personnes qui abandonnent leurs déchets dans la nature (formant ainsi des décharges/dépôts sauvages) avec plus de fermeté (VB 1999 ; VB 2007 ; @vlbelang, 16 mai 2018 ; VB 2019). Le VB prône ainsi une politique de « tolérance zéro » (VB 2007 ; VB 2019) en matière de dépôts sauvages, et affirme « croire fermement à l'effet préventif de la répression : ceux qui ne veulent pas entendre raison doivent le ressentir » (VB 2019). Par ailleurs, et de manière intéressante, dans le chapitre du programme de 2007 dédié à la sécurité et à la justice, cette question des dépôts sauvages est également mentionnée et reliée à d'autres formes de criminalité. On perçoit ainsi mieux à quel point cette question est en réalité une traduction de l'autoritarisme « classique » du VB, dans le domaine environnemental (VB 2007) [Je souligne] :

Pour rendre nos villes à nouveau sûres, une politique de tolérance zéro est essentielle. Cela signifie que la société doit prendre des mesures immédiates et constantes contre toutes les formes de criminalité, mais aussi contre le vandalisme, les décharges illégales, les logements inoccupés et les jeunes qui errent dans la rue. Il est impératif que nous ne donnions pas l'impression aux délinquants, réels ou potentiels, que le gouvernement capitule et que les organismes d'application de la loi se sont retirés. Parce qu'une fois qu'un vide de pouvoir survient, les criminels prennent rapidement le « pouvoir » et des quartiers sans foi ni loi surgissent là où la police n'est plus autorisée ou capable d'agir.

4.3.2.4 Autre – L'écomodernisme (0,5% ; 9,9%)

Comme je l'ai indiqué dans la section 4.2.3.2, l'écomodernisme du VB ne se limite pas au changement climatique. Le parti flamand semble en effet croire au « découplage total » (Parrique 2022, 51), c'est-à-dire la possibilité de découpler la croissance du PIB de l'ensemble des pressions environnementales (les émissions de CO₂, donc, mais aussi les pressions liées aux enjeux écologiques locaux, comme l'impact sur la biodiversité, la pollution des sols, etc.).

Parfois, comme dans les extraits ci-dessous, le VB l'indique de manière presque explicite [Je souligne] :

Nous voulons un équilibre sain entre l'environnement, l'agriculture et la croissance économique (VB 2003).

L'augmentation de la prospérité économique et de la consommation individuelle entraîne un lourd fardeau pour notre environnement. En d'autres termes, nous devons essayer de briser cette loi, et nous efforcer de faire en sorte que l'économie soit attentive au développement durable. (VB 2007)

La majorité du temps, cependant, ce souhait de découplage est mentionné de manière plus implicite. Le VB se dit alors à la recherche d'un équilibre « entre développement industriel et protection de l'air, du sol et de l'eau » (VB 1987 ; VB 1995) et/ou « entre économie et écologie » (VB 2003 ; VB 2024). L'idée de découplage est ici présente de manière implicite car, par « économie », il faut comprendre « le *fonctionnement actuel* de l'économie, qui est (notamment) basé sur la croissance et le capitalisme ».

Par ailleurs (et c'est précisément ce qui permet de considérer que ce type de discours implique un ton d'ouverture envers certaines initiatives), afin d'atteindre ce découplage total, le VB affirme miser, principalement, sur le développement des technologies (VB 1995 ; VB 1999 ; VB 2007 ; VB 2019 ; VB 2024). Ce technosolutionnisme permettrait de mettre en place une « économie de marché écologique » (VB 1995), dans laquelle il serait possible de combiner « productivité et protection de l'environnement » (VB 1999). Ce terme d' « économie de marché écologique » est particulièrement intéressant, car il démontre bien, lorsqu'il est combiné avec la croyance dans le découplage, que le VB considère que le marché et la croissance économique forment les leviers les plus puissants pour faire face à la crise écologique. Avec un tel positionnement, le parti de Tom Van Grieken s'inscrit dans une perspective écomoderniste assez explicite (Asafu-Adjaye *et al.* 2015), et fait le pari de la « croissance verte » (Parrique 2022). On comprend dès lors mieux son opposition à la décroissance, décrite dans la section 4.3.2.2.

4.3.3 *Ton hostile envers certaines initiatives (11,3% ; 22,4%)*

La littérature m'avait fait postuler qu'au niveau des enjeux écologiques globaux, comme le changement climatique, le climatoscepticisme dominerait, et j'ai eu l'occasion de nuancer cette hypothèse dans le cas du VB, en démontrant que ce parti se prononçait également en faveur de certaines initiatives climatiques, comme le nucléaire, les mesures incitatives et la sensibilisation.

Dans le cas des enjeux écologiques locaux, inversement, j'avais fait l'hypothèse que le ton employé par le parti flamand serait plutôt « positif »/« ouvert »/« en soutien ». Comme je viens

de le souligner dans la section 4.3.2, les unités d'analyse à ma disposition tendent à confirmer la présence de traits éconaturalistes, écofascistes, autoritaires et écomodernistes, qui viennent justement soutenir différentes politiques écologiques, telles que la défense des paysages naturels, le localisme, l'*ecobordering* (celui-ci implique, d'une certaine manière, un ton « positif »/« d'ouverture » puisqu'il propose, comme réponse à la crise écologique, une solution propre à l'extrême droite : le renforcement des frontières), la répression des crimes environnementaux et des décharges sauvages et le développement des technologies. Toutefois, ici aussi, mon constat est à nuancer, car le VB affiche également son opposition à plusieurs initiatives visant à protéger la nature et la biodiversité locales (comme déjà relevé précédemment, dans le cas des tweets, ce ton hostile est même dominant).

4.3.3.1 Autre, nativisme (chauvinisme environnemental) et/ou nationalisme (dimension matérielle) ? – Notre industrie et notre agriculture d'abord ? (6,3% ; 9,5%)

C'est le cas, en particulier, dans plusieurs dossiers liés à l'industrie (comme le cas du village de Doel) ou à l'agriculture (comme le Plan de structure spatiale de la Flandre, le « décret azote », les mobilisations agricoles de 2023-2024 ou la loi sur la restauration de la nature).

a) L'équilibre délicat entre le développement industriel et l'écologie : le cas du village de Doel (0% ; 1,3%)

Tout d'abord, concernant Doel : comme je l'ai déjà expliqué, ce village a été défendu par le comité d'action Doel 2020, qui est étroitement lié au VB local. Toutefois, ces dernières années, au sein du parti flamand, tout le monde n'était pas sur la même longueur d'onde que les défenseurs du village : la section locale d'Anvers, en particulier, se prononçait en faveur du développement du port et, donc, de la disparition du village de Doel. Ces divergences de vues ont engendré de vives tensions au sein du VB, opposant la section d'Anvers à celle de Beveren (Doel se situant dans la commune de Beveren), comme me l'ont détaillé les deux cadres du parti que j'ai eu l'opportunité d'interroger [Je souligne] :

Doel, c'est une question délicate pour nous parce que... Maintenant c'est sauvé hein : il existe un accord entre le Gouvernement flamand et les gens qui habitent là-bas. Mais c'était des tensions dans notre parti concernant le village, parce que vous avez, d'une part, la section locale d'Anvers, avec De Winter, le port, le développement du port et, d'autre part, une aile du VB qui était très écologique. Et dans le passé, il y avait de fortes entre les deux groupes. Bon, maintenant, le sujet est clos, parce que c'est sauvé. Donc, les tensions n'existent plus. Mais dans le passé, j'ai vécu ça. C'était des tensions personnelles entre certains de mes collègues qui habitent dans la région et qui ont une approche très écologique (Bruno

Stevenheydens³¹, etc. ; vous pouvez les retrouver hein ; ce sont des gens qui sont vraiment dans cette vision romantique. C'était le Vlaams Blok hein) et la section locale de De Winter, qui défendait le développement du port, l'extension du port, etc. Voilà, c'est la réponse. (Entretien n°2)

Doel, au VB, c'est un dossier avec deux facettes, en quelque sorte. Parce qu'une partie de nous dit : « Le port d'Anvers est le plus grand centre économique de Belgique. Il y a beaucoup de petites et moyennes entreprises (PME) qui viennent au port ». Leur raisonnement est donc le suivant : « Nous avons besoin de l'économie du port, en raison des revenus que celui-ci génère. L'État perçoit en effet beaucoup d'impôts et de TVA grâce au port. Le port doit donc s'étendre. Et il doit s'étendre sur la rive gauche du fleuve ». Or, Doel est là, sur cette rive gauche. Il y a aussi les autres villages des polders qui ont disparu à cause de l'expansion du port. Il s'agit donc d'un problème à deux facettes, car nous sommes aussi très intéressés par les zones rurales. Pour les personnes qui y vivent, pour les personnes qui y travaillent, pour les activités agricoles qui s'y déroulent. Mais nous avons besoin du port pour les revenus qui peuvent en être tirés. « Les villages pour vivre, mais l'économie pour survivre ». C'est donc les deux facettes du VB. Beveren souhaite que les choses restent en l'état ; Anvers souhaite investir dans le port. Au sein du parti lui-même, c'était donc un peu euhm... (fait un geste signifiant que les deux sections s'opposaient assez fortement). (Entretien n°1)

On le voit, le VB s'est quelque peu déchiré sur la question du village de Doel, car celle-ci mettait en tension deux priorités du parti : d'une part, défendre les paysages naturels et les villages traditionnels des campagnes flamandes, symboles de l'identité de la Flandre, dans une logique romantique « classique » pour l'extrême droite ; et, d'autre part, favoriser le développement industriel/économique, dans l'intérêt des natifs, ce qui renvoie au chauvinisme social du VB. On pourrait ainsi dire que la situation est l'inverse de celle qui prévaut dans le cas du localisme : en effet, alors que le chauvinisme et l'écologie semblent aisément se concilier dans une perspective localiste (puisqu'être chauvin en matière de libre-échange revient, *de facto*, à privilégier les produits fabriqués « ici », qui n'ont pas eu besoin d'être transportés sur de longues distances), le développement industriel semble presque intrinsèquement se poser comme une menace de l'écologie et, en particulier, de la préservation des paysages naturels et des villages traditionnels. Dans le cas de Doel, le VB n'a, semble-t-il, pas tranché la question au niveau national. Il paraît en effet s'être contenté de contenir ses tensions internes, en attendant qu'une issue soit trouvée pour le village, ce qui est arrivé en 2022.

³¹ Bruno Stevenheydens est étroitement lié au village de Doel. En vue des élections communales d'octobre 2018, cet ancien membre du VB puis de la N-VA avait en effet lancé Beveren 2020, une liste visant à défendre le village de Doel. Il avait alors reçu le soutien de Doel 2020, et différents membres du comité d'action (tels que Jan Creve) s'étaient présentés sur la liste.

b) *L'agriculture (intensive) avant l'écologie : les cas du RSV, du « décret azote », de la loi sur la restauration de la nature et des mobilisations agricoles de 2024 (6,3% ; 8,2%)*

Dans le cas de l'agriculture, en revanche, le VB semble avoir clairement pris parti pour les lobbys agricoles (et donc pour le chauvinisme social), face aux défenseurs de la biodiversité et de la nature. Cela était déjà visible dans les années 1990, lorsque le Plan de structure spatiale de la Flandre (RSV, *Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen*) a été élaboré par le Gouvernement flamand. Ce plan d'aménagement du territoire visait à définir « la manière dont nous devrions gérer au mieux notre espace en Flandre » (Ministère flamand de l'Environnement, de l'Énergie, du Tourisme et de la Justice s.d.) et, pour ce faire, comptait délimiter les zones qui devaient être consacrées à l'agriculture et celles qui devaient revenir à la nature (le Réseau écologique flamand ou VEN, pour *Vlaams Ecologisch Netwerk*).

Cette délimitation a très vite été dénoncée par certains habitants des zones rurales, par certains syndicats d'agriculteurs (tels que le Boerenbond) et par plusieurs partis, dont le VB. Selon ces détracteurs, les zones intégrées au VEN impliquaient en effet de trop nombreuses restrictions, qui « mettent en péril la vie sociale, voire les moyens de subsistance de plusieurs dizaines de milliers de personnes (pêcheurs à la ligne, chasseurs, agriculteurs, gardes forestiers, amateurs de sport mécanique, propriétaires d'une résidence secondaire, amateurs d'avions miniatures, ...) » (VB 2003). Si les professions impactées semblaient donc nombreuses (chasseurs, pêcheurs à la ligne, gardes forestiers, ...), l'accent était cependant mis sur les agriculteurs. Le VB réclamait ainsi des « compensations pour les agriculteurs concernés par ces restrictions, tant sur le plan spatial que socioéconomique » (VB 2007) et estimait qu'il fallait « trouver un équilibre sain entre l'environnement, l'agriculture et la croissance économique » (VB 2003), en « redonnant une chance équitable à l'agriculture familiale et aux petites exploitations » (VB 2007).

Cette opposition entre « agriculture » et « nature » a, par ailleurs, connu un nouveau souffle dans les années 2020, alors que des problèmes plus globaux, comme le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité, gagnaient en visibilité. En particulier, trois grands dossiers ont vu le jour entre 2021 et 2024. C'est d'abord la question de l'azote qui a marqué la vie politique flamande, entre 2021 et 2023. L'azote est en effet un gaz inoffensif pour l'homme, mais qui peut devenir nocif pour les plantes et les animaux lorsqu'il est présent en trop grande quantité et lorsqu'il se combine avec d'autres substances (comme l'hydrogène et l'oxygène). Or, en Flandre, justement, les émissions d'azote sont trop élevées, « ce qui menace gravement la nature flamande » (Ministère flamand de l'Environnement, de l'Énergie, du Tourisme et de la Justice s.d.). Le Gouvernement flamand, poussé également à agir par l'UE, a

dès lors cherché à résoudre ce problème, via un « décret azote », qui vise à réduire les émissions de ce gaz produites par le secteur agricole, l'industrie et le trafic automobile. Très rapidement, néanmoins, ce décret a suscité la colère des agriculteurs et de leurs syndicats (Boerenbond en tête), car ceux-ci estimaient que les mesures du décret étaient trop strictes et menaçaient la viabilité de leurs exploitations. Dans sa communication, le VB a relayé ce mécontentement, en affirmant que le décret azote constitue « la politique la plus stricte d'Europe en matière d'azote, coûtant 3,6 milliards d'euros au contribuable » (@vlbelang, 11 mars 2023), qu'il vient « tordre le cou à notre secteur agricole » (@vlbelang, 24 mars 2024) et qu'il va être « la goutte qui fait déborder le vase pour de nombreux agriculteurs » (@vlbelang, 19 février 2023). Ainsi, on retrouve ici des éléments de langage liés au positionnement socioéconomique du VB (fait de néolibéralisme, de discours « social » et de chauvinisme social), déjà aperçus dans la partie portant sur le changement climatique, lorsque le parti s'opposait aux mesures proposées par les Verts (notamment).

Ces éléments de langage se sont d'ailleurs également retrouvés dans les deux autres dossiers, liés aux enjeux écologiques, qui ont façonné la vie politique flamande ces dernières années : le débat autour de la loi européenne sur la restauration de la nature et les manifestations des agriculteurs. La loi européenne sur la restauration de la nature (NRL, *Nature Restoration Law*), d'une part, est un règlement, proposé par la Commission européenne le 22 juin 2022 et adopté par le Conseil le 17 juin 2024, qui a fait couler beaucoup d'encre. La NRL vise en effet à « restaurer 20% des terres et des mers de l'UE d'ici 2030, l'ensemble des écosystèmes ayant besoin d'être restaurés d'ici 2050 » (Parlement européen et Conseil 2024), et a fait l'objet de multiples tentatives de blocage et de torpillage de la part de la droite conservatrice et de l'extrême droite européennes. Ces forces politiques, dont fait partie le VB, justifiaient leur opposition par les menaces que ferait peser cette loi « désastreuse » (@vlbelang, 12 juillet 2023), cet « accord sur l'azote 2.0 » (@vlbelang, 27 février 2024), sur les agriculteurs, qui verraient « leur champ d'activité réduit encore davantage en raison de l'interdiction de détérioration qui y est inscrite » (@vlbelang, 20 juin 2023).

De même, lors des manifestations des agriculteurs ayant eu lieu partout en Europe à partir de décembre 2023 et, en Belgique, entre février et mars 2024, des arguments similaires ont été tenus par certains syndicats agricoles et par les partis de droite conservatrice et d'extrême droite. Le VB, par exemple, s'est présenté, dans le cadre de cette crise, comme le seul parti « à vouloir le retour de la liberté pour les agriculteurs » (@vlbelang, 3 mars 2023) et « à souhaiter sauver le secteur agricole » (@vlbelang, 13 mars 2024). Il affirmait ainsi « avoir adopté une position claire et cohérente contre la législation verte dogmatique en matière agricole depuis l'annonce du Green

Deal » (@vlbelang, 24 avril 2024) et « avoir voté pour un assouplissement de la Politique agricole commune » (@vlbelang, 24 avril 2024), en avril 2024, afin de diminuer la charge que représenteraient les normes environnementales pour les agriculteurs.

On peut donc le constater : le VB a clairement choisi « son camp », entre l'agriculture (intensive et productiviste) et la nature. Et si l'agriculture semble si importante pour le VB, cela s'explique probablement par trois éléments distincts. D'abord, en indiquant que « l'agriculture est un secteur stratégique qui ne doit pas être perdu, sinon nous deviendrons totalement dépendants de l'étranger pour notre production alimentaire » (VB 2007) et que, dès lors, il ne faudrait pas « commettre la même erreur que dans le secteur de l'énergie » (VB 2024), le VB semble souligner que l'agriculture représente, pour lui, un enjeu d'autosuffisance et d'indépendance alimentaires, semblable à l'enjeu que constitue, dans le domaine énergétique, l'autosuffisance et l'indépendance énergétiques. Ainsi, alors que l'autosuffisance et l'indépendance énergétiques amenaient le VB à s'opposer aux politiques climatiques visant à développer les énergies renouvelables et à leur préférer l'énergie nucléaire, dans le domaine alimentaire, la dimension « matérielle » du nationalisme semble conduire le VB (1) à rejeter les mesures écologiques qui pourraient mettre en péril le secteur agricole et (2) à « minimiser les effets potentiellement néfastes que l'agriculture à grande échelle pourrait avoir sur la beauté et la durabilité de la nature » (Forchtner et Kølvråa 2015, 211).

Ensuite, cette saillance de l'agriculture dans le discours du VB pourrait également s'expliquer par le fait que l'agriculture est intimement liée au milieu rural, à la terre, au « local » (contrairement à l'industrie, par exemple, qui n'a pas conduit le VB à tenir une position claire dans le cas de Doel) ; or, on l'a dit, le VB cherche à défendre le caractère rural des paysages flamands, et le Mouvement flamand s'est construit en partie sur la base d'une opposition entre villes et campagnes. Enfin, le secteur agricole représente un enjeu électoral majeur pour les partis. En effet, les agriculteurs inspirent sympathie et bienveillance au sein de la population, notamment en raison des représentations que les citoyens se font sur la dureté et la nécessité de ce métier. En outre, ils disposent d'un pouvoir de négociation et de pression significatif, en raison (1) de la puissance des syndicats agricoles et (2) de la capacité de ces agriculteurs à organiser des actions de blocage (notamment à l'aide de leurs tracteurs) (RTBF 2024). Pour les partis, il vaut donc mieux éviter de se mettre ces acteurs à dos et, au contraire, tenter de les rallier à leur cause.

4.3.3.2 Populisme (0% ; 0%) – Le populisme, absent, laisse sa place au peuple considéré en termes socioéconomiques, et à une critique des gouvernements et des adversaires politiques (dont la N-VA)

Dans cette section portant sur les enjeux écologiques locaux, j'ai pu démontrer comment le nativisme, le nationalisme et l'autoritarisme pouvaient se traduire par des positionnements en faveur ou en défaveur de certaines initiatives écologiques. Le populisme, pour sa part, ne peut être considéré comme un trait idéologique pertinent pour caractériser le point de vue du VB sur ces enjeux locaux. En effet, à l'instar de ce qui a été relevé dans la section dédiée aux enjeux climatiques, très peu d'unités d'analyse comprennent une opposition claire entre un peuple homogène et vertueux et des élites (dans le cas des enjeux écologiques locaux, il n'y en a même aucune).

En lieu et place, comme dans le cas du changement climatique, le peuple est plus régulièrement considéré (1) indépendamment des élites, et (2) en termes socioéconomiques (5,7% des tweets ; 7,6% des unités d'analyse des programmes). Dans ce cas-ci, et cela semble conforme à ce qui a été relevé dans la section 4.3.3.1, la catégorie socioéconomique la plus souvent citée est celle qui correspond aux agriculteurs, ceux-ci étant défendus par le VB face aux différents plans et réglementations discutés dans cette même section 4.3.3.1 (RSV, décret azote, NRL, ...).

Les élites, quant à elles, ne sont jamais mentionnées en tant que telles. Comme pour les enjeux climatiques, le VB préfère en effet cibler les gouvernements et ses adversaires politiques (10,2% des tweets ; 11,5% des unités d'analyse des programmes). Parmi ces derniers, les écologistes, toujours, mais également la N-VA. Plus précisément, si celle-ci était déjà visée par le VB entre 2018 et 2021 dans le cadre des enjeux climatiques (notamment pour l'implication de la N-VA dans la mise en place des zones de basses émissions en Flandre, ou dans l'élaboration du plan climat flamand), c'est réellement depuis 2023 et 2024 que la N-VA est critiquée de manière très fréquente par le VB. La raison est simple : (1) c'est en 2023 et/ou en 2024 que les dossiers discutés dans la section 4.3.3.1 ont été au-devant de l'actualité ; (2) or, ces dossiers impliquent bien souvent la N-VA, de par sa participation au gouvernement étant à l'initiative des mesures contestées – l'accord final sur le décret azote, par exemple, se base sur un texte préparé par la ministre N-VA de l'Environnement, Zuhair Demir – (VRT 2023), de par le soutien que le parti de Bart De Wever a accordé à certaines politiques (en juillet 2023, la N-VA avait voté « pour » la loi sur la restauration de la nature, dans le cadre de la première lecture du texte) ou de par sa « simple présence » dans un gouvernement (flamand, en l'occurrence) pouvant apporter des réponses au problème abordé par le VB (ainsi, dans le cas des manifestations des agriculteurs en 2024).

La question pourrait alors se poser : pourquoi la N-VA en particulier est-elle plus ciblée que d'autres partis, partageant certaines de ces caractéristiques (comme l'Open VLD ou le CD&V, eux aussi membres du Gouvernement flamand, et, en ce qui concerne l'Open VLD, en partie en faveur de la NRL : sur les deux eurodéputés Open VLD de la dernière législature, l'un a voté contre le texte en deuxième lecture, et l'autre a voté « pour ») ?

En réalité, cela est probablement dû au fait que (1) la N-VA est le plus grand concurrent du VB en Flandre, puisqu'il s'agit du plus grand parti flamand et du parti le plus proche idéologiquement du VB (tous deux sont nationalistes et conservateurs, et se disputent le vote des électeurs flamands de droite) et (2) que la N-VA et le VB partagent des positions écologiques assez proches. La N-VA se déclare en effet « écoréaliste » (Lebrun, Legein et Talukder 2019, 47 ; Pilet 2020, 4), tout comme le VB, et affirme, elle aussi, s'opposer à l'écologie « punitive » et « liberticide » des écologistes (Pilet 2020, 4). Dans sa communication sur les enjeux écologiques, le VB mobilise cette définition afin de décrédibiliser la N-VA. Selon lui, la N-VA, au pouvoir en Flandre, n'appliquerait en effet pas l'écoréalisme. Au contraire, elle appliquerait un programme « écologiste de gauche » (voire « plus écologiste » que celui des écologistes) :

Depuis des années, nos agriculteurs sont accablés par des règles d'intimidation de plus en plus strictes. L'accord sur l'azote sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase pour de nombreux agriculteurs. La N-VA, avec Zuhhal Demir en tête, voudra-t-elle vraiment un autre secteur agricole flamand ? Rejoignez la pression via <http://redonzeboeren.be> ! (@vlbelang, 19 février 2023)

« Je soupçonne Zuhhal Demir d'être une politicienne verte enfermée dans le corps d'une ministre de la N-VA. Elle a juste besoin de sortir du placard. Mais une chose est sûre : sa politique d'intimidation verte et gauchiste sera jetée à la poubelle. » @chrisjanssensVB (@vlbelang, 2 juin 2024)

« Notre parti a toujours critiqué les mesures relatives à l'azote et aux émissions. Il faut protéger la nature, mais aussi les agriculteurs. Je ne comprends pas comment Zuhhal Demir est presque plus verte et plus gauchiste que les Verts. Je pensais que la N-VA était un parti nationaliste flamand... Faut-il détruire toute notre agriculture ? @tomvangrieken #deochtend (@vlbelang, 18 février 2023)

Cette délégitimation vise bien entendu à démontrer aux électeurs flamands de droite que seul le VB défend vraiment l'écoréalisme en Flandre.

5 Analyse et discussion

5.1 Réponse aux hypothèses

Ce mémoire avait pour objectif (1) de déterminer l'évolution du positionnement du Vlaams Belang (VB) sur les questions climatiques et sur les enjeux écologiques plus « locaux » (biodiversité, pollution des sols, ...) depuis sa fondation en 1979, (2) d'examiner comment les traits idéologiques de la droite radicale populiste se manifestent (potentiellement) dans ce discours écologique du parti flamand et (3) de définir si la communication du VB est effectivement plus clivante et informelle sur X/Twitter que dans ses programmes. Pour ce faire, j'ai effectué une analyse thématique de tous les programmes électoraux du VB ainsi que de plus de 270 tweets publiés par le compte du parti entre 2018 et 2024. J'ai, par ailleurs, mené deux entretiens semi-directifs avec des cadres du VB.

5.1.1 Hypothèse H1 : Le positionnement écologique du VB – Une hypothèse globalement confirmée, mais un positionnement moins « tranché » qu'attendu

Concernant le positionnement du VB, j'avais fait l'hypothèse (H1) que le parti de Tom Van Grieken adopterait des attitudes différentes en fonction des enjeux discutés. Ainsi, dans le cas du changement climatique, je pensais que le ton du VB serait un ton plutôt « hostile », ancré dans un climatoscepticisme assez explicite. Plus précisément, je pensais que le VB avait fait évoluer sa position, passant d'un climatoscepticisme des preuves dominant des années 1980 aux années 2000, à un mélange de climatoscepticisme des réponses, des processus et (parfois) des preuves à partir des années 2010 (H1a). Cette partie d'hypothèse semble se confirmer dans le cas du VB : depuis 2007, le climatoscepticisme de ce parti est en effet majoritairement composé d'un scepticisme des réponses (surtout) et d'un scepticisme des processus (dans une moindre mesure, par exemple lorsque les entités supranationales, l'État fédéral et les francophones sont critiqués pour leur empiètement sur la souveraineté de la Flandre en termes de prises de décision), même s'il reste encore quelques traces d'un scepticisme des preuves. Toutefois, l'hypothèse H1a doit également être nuancée, et ce pour deux raisons. D'une part, il est seulement possible de déterminer la position du VB sur le changement climatique depuis 2007, car, avant cette date, le VB ne mentionne pas du tout ce phénomène. D'autre part, le ton du VB, lorsque celui-ci aborde la question du changement climatique, n'est pas *seulement* hostile : dans un nombre non négligeable d'unités d'analyse, le parti flamand adopte en effet un ton

d'ouverture à l'égard de certaines initiatives, comme l'énergie nucléaire, les mesures incitatives ou la sensibilisation au changement climatique.

Selon les conclusions tirées de ma revue de littérature, les enjeux écologiques locaux, quant à eux, auraient dû se distinguer par un ton principalement « ouvert » (H1b). L'éconaturalisme historique de l'extrême droite et l'écofascisme devaient en effet pousser le VB à soutenir des initiatives telles que la défense des paysages traditionnels, l'*ecobordering* ou le localisme. Cette hypothèse est validée dans le cas du VB, celui-ci mêlant bel et bien les inspirations romantiques et néodroitnières dans son discours. Néanmoins, ici aussi, mon hypothèse est à nuancer. En plus de l'éconaturalisme et de l'écofascisme, l'autoritarisme du VB est en effet un autre élément « d'ouverture » pertinent, ce qui n'avait pas été postulé dans le cadre de mes hypothèses. Par ailleurs, si le discours climatique du VB n'est pas *seulement* hostile, le positionnement du parti flamand sur les enjeux écologiques locaux, quant à lui, n'est pas *seulement* caractérisé par un soutien à certaines initiatives : le VB s'oppose par exemple assez fortement aux politiques de protection de la biodiversité qui viendraient menacer (selon lui) le secteur agricole. La part d'unités d'analyse correspondant à un ton hostile de ce type est assez conséquente, voire même dominante dans le cas des tweets postés par le parti depuis 2018.

Figure 20. Tableau comparant ce que j'avais postulé dans le cadre de ma première hypothèse et mes résultats (tableau réalisé par l'auteur)

Hypothèse H1	Résultats
<p>H1a : Changement climatique</p> <p>→ Ton hostile : Climatoscepticisme</p> <p>- Années 1980 – Années 2000 : Scepticisme des preuves surtout</p> <p>- Années 2010 – ... : Scepticisme des réponses et des processus surtout</p>	<p>→ Ton hostile : Climatoscepticisme</p> <p>- 1981 – 2003 : Changement climatique non abordé</p> <p>- 2007 – ... : Scepticisme des réponses (surtout) ; quelques traces de scepticisme des processus et de scepticisme des preuves</p> <p>→ Ton d'ouverture : Nucléaire, mesures incitatives, sensibilisation</p>
<p>H1b : Enjeux écologiques locaux</p> <p>→ Ton d'ouverture : Éconaturalisme et écofascisme</p>	<p>→ Ton d'ouverture : Éconaturalisme et écofascisme + Autoritarisme</p> <p>→ Ton hostile : Opposition aux politiques de protection de la biodiversité menaçant le secteur agricole</p>

5.1.2 Hypothèse 2 : Les traits idéologiques dominants dans le positionnement écologique du VB – Une hypothèse à affiner dans le cas du changement climatique, et à élargir dans le cas des enjeux écologiques locaux

Ma seconde hypothèse portait sur les traits idéologiques présents dans le positionnement écologique du VB. Dans le cas du changement climatique, j'avais ainsi postulé que l'ensemble des traits idéologiques de la droite radicale populiste se retrouveraient dans le discours du VB. Cette hypothèse est globalement à rejeter, puisque certains traits, tels que le populisme et l'autoritarisme, sont presque absents de ce discours, alors que d'autres, comme le nationalisme et le nativisme, sont plus régulièrement mentionnés. Le nationalisme (et, en particulier, la combinaison mêlant les dimensions matérielle et symbolique, appelée *matérialisme symbolique*), par exemple, s'exprime notamment lorsque le VB s'inquiète des menaces que feraient peser les politiques climatiques sur la sécurité de l'approvisionnement et l'indépendance énergétiques. Le nativisme, pour sa part, est fortement présent dans le corpus, mais sous une autre forme que celle que la littérature avait identifiée jusqu'ici. En effet, si la question des réfugiés climatiques et l'idée selon laquelle la priorité devrait être donnée à l'immigration, en lieu et place du changement climatique, sont quasiment absents du positionnement climatique du VB, le *chauvinisme environnemental*, une forme de traduction du nativisme dans le domaine économique et climatique, est le thème le plus récurrent dans mes données. Celui-ci consiste (1) à affirmer que les politiques climatiques mettent en danger les ressources économiques et le mode de vie des natifs, et (2) à n'accepter que les initiatives climatiques bénéficiant directement à ces populations autochtones.

Ces deux traits idéologiques caractéristiques de la droite radicale populiste (que sont le nationalisme et le nativisme) sont, par ailleurs, soutenus par quatre autres thèmes, non liés directement à l'idéologie des PRRPs. Ainsi, lorsque les politiques climatiques sont rejetées par le VB en raison de leur coût socioéconomique et socioculturel (nativisme) ou en raison de la menace qu'elles feraient peser sur l'autosuffisance et l'indépendance énergétiques (nationalisme), il est intéressant d'observer qui est à l'origine de ces politiques, qui en est le destinataire, et quelles alternatives sont proposées par le VB. À l'origine, souvent, ce sont les gouvernements et les adversaires du VB (les écologistes principalement) qui sont critiqués pour les politiques qu'ils souhaitent mettre en place (thème « Critique des gouvernements et des adversaires »). Les destinataires, quant à eux, sont souvent considérés en termes socioéconomiques (thème « Peuple en termes socioéconomiques ») : le VB affirme en effet

défendre certaines catégories socioéconomiques et/ou socioprofessionnelles, comme « les contribuables », « les travailleurs qui peinent à payer leurs fins de mois », « les entreprises », « les agriculteurs », ... face à ces politiques climatiques jugées « dangereuses » pour leur portefeuille. Enfin, comme alternatives, le VB affirme promouvoir des solutions « écoréalistes » (thème « Écoréalisme »), comprenant des mesures d'incitation et de sensibilisation, visant à réduire le rythme des politiques climatiques, et « écomodernistes », consistant à parier sur les technologies, comme l'énergie nucléaire (thème « Écomodernisme et nucléaire »), pour faire face à la crise climatique.

En comparaison avec les enjeux climatiques, très peu de publications avaient évoqué la possibilité que des traits idéologiques propres aux partis de droite radicale populiste se retrouvent dans le positionnement de ces partis sur les enjeux écologiques locaux. Seuls Forchtner et Kølvråa (2015) avaient en effet effectué ce travail, en identifiant la présence des trois dimensions du nationalisme (mais, surtout, de l'*esthétisme symbolique*, la combinaison mêlant dimension esthétique et dimension symbolique) dans le discours du British National Party (BNP) et du Parti populaire danois (DF). Je l'ai démontré dans ce mémoire : le VB confirme cette tendance, puisque l'esthétisme symbolique se retrouve au cœur de l'éconaturalisme identifié dans le discours du parti flamand.

Il semble cependant que d'autres traits idéologiques sont également présents dans ce discours. D'une part, l'écofascisme et l'hostilité manifestée envers les politiques de protection de la biodiversité qui menaceraient le secteur agricole semblent combiner nativisme (et, en particulier, chauvinisme environnemental) et nationalisme (dans sa dimension matérielle : par exemple, l'*ecobordering* et la question de l'indépendance alimentaire, qui sous-tend le localisme, renferment une dimension matérielle assez explicite). D'autre part, une dimension autoritaire est également présente lorsque le VB réclame des sanctions plus sévères à l'égard des crimes environnementaux et des dépôts sauvages.

Enfin, d'autres thèmes non liés à l'idéologie des PRRPs ont également fait leur apparition. Par exemple, de manière semblable à ce qui a été décrit pour le changement climatique, lorsque le VB manifeste son opposition aux politiques de protection de la biodiversité, il affirme défendre certaines catégories socioéconomiques et socioprofessionnelles (et, en particulier, les agriculteurs) (thème « Peuple en termes socioéconomiques »), face aux mesures jugées néfastes mises en place par les gouvernements et ses adversaires politiques (tels que la N-VA) (thème « Critique des gouvernements et des adversaires politiques »). Par ailleurs, en lieu et place de ces politiques, comme dans son discours sur le changement climatique, le parti de Tom Van Grieken affirme prôner des solutions « écomodernistes », qui sont sous-tendues par l'idée qu'un

découplage entre croissance économique et pressions écologiques est possible et souhaitable (notamment pour éviter d’avoir recours à la décroissance, qui est perçue comme le signe avant-coureur d’un bain de sang social) (thème « Écomodernisme).

Figure 21. Tableau comparant ce que j’avais postulé dans le cadre de ma deuxième hypothèse et mes résultats (tableau réalisé par l’auteur)

Hypothèse H2	Résultats
<p>H2a : Changement climatique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nativisme (réfugiés climatique et priorité à l’immigration) - Nationalisme (matérialisme symbolique surtout) - Autoritarisme (éco-autoritarisme) - Populisme (critique des élites scientifiques et politiques) 	<ul style="list-style-type: none"> - Nativisme (chauvinisme environnemental : combinaison de néolibéralisme et de discours social) - Nationalisme (matérialisme symbolique surtout) <p>→ À l’origine : les gouvernements et les adversaires politiques</p> <p>→ Destinataire : catégories socioéconomiques (contribuables, travailleurs, entreprises, agriculteurs, ...)</p> <p>→ Alternatives : écoréalisme et écomodernisme</p>
<p>H2b : Enjeux écologiques locaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nationalisme (esthétisme symbolique surtout) 	<ul style="list-style-type: none"> - Nationalisme (esthétisme symbolique surtout) <p>→ Éconaturalisme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nativisme surtout (chauvinisme environnemental et protectionnisme écologique) et nationalisme (dimension matérielle) dans une moindre mesure <p>→ Écofascisme et opposition aux politiques de protection de la biodiversité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autoritarisme (répression des crimes environnementaux et des dépôts sauvages) <p>Autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Écomodernisme - Peuple en termes socioéconomiques + Critique des gouvernements et des adversaires politiques <p>→ Opposition aux politiques de protection de la biodiversité</p>

5.1.3 Hypothèse 3 : X/Twitter plus clivant et informel ? – Une hypothèse qui tend à être confirmée

Dans le chapitre consacré à la présentation de mes résultats, je n'ai presque pas évoqué la troisième hypothèse que je cherche à vérifier dans le cadre de ce mémoire, à savoir celle qui porte sur les différences potentielles entre les programmes électoraux et X/Twitter. J'ai procédé de cette manière pour ne pas perdre le lecteur dans une couche d'analyse supplémentaire, sachant que ce travail peut déjà sembler « lourd » à suivre, à certains moments. Toutefois, il me faut maintenant le signaler : oui, la troisième hypothèse est bien vérifiée dans le cadre de ce travail, puisqu'il semble que le VB mobilise un ton plus clivant et plus informel dans ses tweets que dans ses programmes. Cela peut se constater en observant les arbres thématiques ou les histogrammes présents en annexe.

Dans le deuxième graphique de l'annexe 3a, par exemple, on constate bien que le VB a tendance à mobiliser le thème « Autre – Critique des gouvernements et des adversaires » de manière beaucoup plus fréquente sur X/Twitter que dans les programmes. Les termes employés lorsque le VB mobilise ce thème ont, par ailleurs, tendance à être plus clivants/offensifs sur X/Twitter. Comme je l'ai indiqué dans la section 4.2.2.2, les termes à tendance néolibérale sont en effet présents dans 43% des tweets du VB critiquant un gouvernement ou un adversaire politique, alors qu'ils ne sont présents que dans 24% des unités d'analyse des programmes.

En outre, il semble que le VB emploie également un ton plus informel et/ou visant davantage les électeurs/citoyens dans ses tweets. Comme on le remarque dans l'annexe 3a, en effet, les thèmes portant sur l' « Impact sur les ressources socioéconomiques et le mode de vie » (un thème qui s'adresse directement au vécu des citoyens) et sur le « Peuple en termes socioéconomiques » sont moins souvent employés dans les programmes. Cela peut s'expliquer par la fonction différente des programmes et des tweets : comme mentionné dans la partie méthodologique de ce mémoire, les tweets s'adressent en effet directement aux citoyens/électeurs, alors que les programmes visent plutôt à couler sur papier les positions officielles d'un parti.

5.2 Implications de ce mémoire...

5.2.1 ... pour la littérature portant sur les traits idéologiques dominants dans le discours écologique de l'extrême droite – La présence « surprenante » de la dimension économique ?

Le bref résumé de mon mémoire que je viens de réaliser aide, je l'espère, à mieux comprendre comment le positionnement écologique du VB est relié à l'idéologie de droite radicale populiste du parti flamand. En particulier, dans le débat visant à déterminer quels sont les traits idéologiques qui dominent le discours écologique de l'extrême droite, il semble que mon mémoire rejoigne plutôt le constat des auteurs affirmant que c'est l'idéologie de base (et non l'idéologie fine, à savoir le populisme) qui est la plus déterminante. En effet, que ce soit dans le discours climatique du VB ou que ce soit dans son positionnement sur les enjeux écologiques locaux, le populisme est presque absent (voire totalement absent) ; dans les deux cas, par ailleurs, c'est le nativisme (surtout) et le nationalisme (ensuite) qui apparaissent comme les traits idéologiques les plus récurrents (dans le cas des enjeux écologiques locaux, on peut également ajouter l'autoritarisme, autre trait idéologique faisant partie du noyau de l'idéologie d'extrême droite, bien que celui-ci soit moins souvent mobilisé que le nationalisme et le nativisme).

Cette combinaison de nativisme et de nationalisme indique que le Vlaams Belang « est capable d'adapter son idéologie de base, surtout connue pour ses positions anti-immigration, à un domaine politique complètement différent » (Praet 2023, 267). Ainsi, alors que, dans le domaine de l'immigration, l'extrême droite mobilise principalement le nativisme pour réclamer des politiques migratoires plus dures (et alors que, dans le domaine de la sécurité, l'extrême droite mobilise surtout un discours autoritaire), si l'on se base sur le cas du VB, on pourrait affirmer que c'est plutôt une combinaison de nativisme et de nationalisme (parfois complétée par une dose d'autoritarisme) qui s'exprime dans le domaine des politiques écologiques (cf. le tableau ci-dessous). Le Vlaams Belang réussirait ainsi « à combiner les dimensions de son idéologie d'accueil de droite radicale et à les adapter au domaine [de l'écologie] » (Praet 2023, 267).

Figure 23. Comparaison des traits idéologiques de droite radicale populiste dominants dans différents domaines de politiques publiques

Domaines de politiques publiques	Traits idéologiques dominants
Immigration	Nativisme (« classique »)
Sécurité	Autoritarisme
Changement climatique	Nativisme (chauvinisme environnemental) et nationalisme (matérialisme symbolique)
Enjeux écologiques locaux	Nativisme (chauvinisme environnemental et protectionnisme écologique), nationalisme (esthétisme symbolique + dimension matérielle) et autoritarisme

Enfin, parmi ces traits idéologiques dominants dans le discours écologique du VB, je voudrais revenir sur le nativisme, lorsqu'il est abordé pour cadrer le positionnement du parti flamand sur le changement climatique. Comme je l'ai déjà indiqué, dans ce cadre-là, le nativisme se manifeste, non pas via des arguments déjà identifiés dans la littérature (liés aux réfugiés climatiques et à une priorité donnée à l'immigration), mais bien à travers un chauvinisme environnemental. Cet élément est particulièrement intéressant, car il n'a jamais été théorisé auparavant dans la littérature sur le climatoscepticisme d'extrême droite, à part chez Küppers (2024). Par ailleurs, il est communément admis que les politiques économiques ne sont qu'une « caractéristique secondaire » dans les programmes des partis d'extrême droite (Mudde 2007, 119). La présence très forte du chauvinisme environnemental, qui met en exergue le fait que les politiques écologiques ne sont acceptées par le VB que lorsqu'elles bénéficient (économiquement) aux natifs, pourrait donc sembler déconcertante.

Or, en fait, elle reflète peut-être une réalité restée longtemps négligée au sein des études portant sur le climatoscepticisme d'extrême droite, à savoir le fait que le rejet des politiques climatiques et l'attachement de l'extrême droite aux énergies fossiles puisent dans des fondements explicitement nativistes et (techno-)racistes. Dans son ouvrage intitulé *Fascisme fossile : l'extrême droite, l'énergie, le climat*, le Zetkin Collective (2020) démontre en effet que l'Occident s'est partiellement construit autour de l'idée selon laquelle les Occidentaux bénéficieraient d'une supériorité technique par rapport aux personnes non blanches. Puisque cette supériorité technique aurait été rendue possible en grande partie grâce à l'extraction de combustibles fossiles (pétrole et charbon), ces derniers auraient été sacralisés par les

Occidentaux, qui les auraient associés à leur blancheur. Ainsi, comme l'indique le Zetkin Collective (2020, 157), « 'Être blanc' est [...] devenu synonyme de 'brûler des énergies fossiles'. Renoncer aux énergies fossiles reviendrait, dans cette logique, à ébranler la supériorité du Blanc ». On comprend alors mieux le rejet des politiques climatiques, porté par l'extrême droite : celui-ci s'inscrit dans le prolongement de cette « articulation de l'énergie et de la race, qui s'est développée au XIX^e siècle, durant les premières étapes du capitalisme moderne », et qui « remonte aujourd'hui à la surface tel un magma en ces temps d'effondrement climatique » (Zetkin Collective 2020, 169).

Le chauvinisme environnemental du VB serait, par conséquent, une expression de ce technoracisme : le parti flamand chercherait en effet à retarder l'action climatique afin de défendre le mode de vie occidental (qui reste extrêmement dépendant aux hydrocarbures), et il le ferait en mobilisant le discours « social » et néolibéral qu'il déploie depuis plusieurs années maintenant. Cela est particulièrement explicite lorsque le VB indique vouloir une « transition énergétique qui serve avant tout les Flamands eux-mêmes » (VB 2021) et lorsqu'il s'inquiète du fait que les politiques climatiques puissent servir à indemniser des pays du Sud global pour les dégâts climatiques subis par ces pays. En quelque sorte, le VB craint que la lutte contre le changement climatique mène à un déclin de la supériorité (prétendue) de l'Occident : ce déclin pourrait se dérouler en raison de la sortie des énergies fossiles, mais également parce que la transition climatique bénéficierait aux populations du Sud plutôt qu'aux natifs.

Percevoir le climatoscepticisme d'extrême droite sur cette base foncièrement raciste permet de s'éloigner de l'idée largement répandue selon laquelle le scepticisme est uniquement lié à des questions de croyance/non croyance, et de comprendre que le rejet des politiques climatiques est également lié à des intérêts bien particuliers (racistes, dans le cas de l'extrême droite). C'est toute l'idée portée par le concept de carbofascisme (ou fascisme fossile), mentionné dans ma revue de littérature. Pour ce qu'il nous apprend sur les racines du rejet des politiques climatiques par l'extrême droite, il pourrait donc être intéressant, pour les recherches futures menées sur ce sujet, de se baser davantage sur ce concept, plutôt que sur la seule notion de climatoscepticisme.

5.2.2 ... pour la littérature portant sur le « risque écofasciste » – *Un risque qui reste d'actualité, bien que le VB lui-même ne soit pas écofasciste*

Dans mon introduction, j'avais souligné le double risque posé par une « écologisation » de l'extrême droite : d'une part, un discours « écologiste » cohérent idéologiquement pourrait renforcer électoralement l'extrême droite ; d'autre part, le risque écofasciste alerte également sur la possibilité que l'écologie d'extrême droite se traduise en actes, des actes qui se matérialiseraient, certes, par une forme de « protection écologique », mais une « protection » qui serait imprégnée de racisme, d'inégalitarisme et de naturalisation des rapports de domination.

Après avoir analysé en détail le cas du VB, je pense pouvoir affirmer que ce double risque reste bien d'actualité. En effet, même si le parti flamand demeure avant tout un parti climatosceptique, hostile à la plupart des politiques climatiques (voire également de protection de la biodiversité), il est « difficile d'imaginer que ce déni de réalité se maintienne indéfiniment : plus la crise en cours sera grave, plus les forces politiques en présence devront s'y adapter, dans leurs programmes, mais également sur le plan idéologique » (Dubiau 2022, 193). À cet égard, l'exemple de la Nouvelle Droite est particulièrement intéressant : celle-ci a tenu une position résolument moderniste, positiviste et hostile à l'écologie à ses débuts, mais a effectué sa transformation écologique au cours des années 1980, après avoir pris conscience de l'ampleur de la crise (Madelin 2023, 121-129). Les partis d'extrême droite, qui restent aujourd'hui intrinsèquement liés au carbofascisme et donc à la défense des modes de vie occidentaux (qui dépendent de l'exploitation des énergies fossiles), pourraient ainsi connaître un chemin semblable, même si ce processus prendra probablement plusieurs années voire plusieurs décennies, au vu des différences existant entre cette extrême droite électorale et les idéologues néodroitiers³².

Comme je l'ai souligné à travers ce mémoire, les prédispositions à cette « mue verte » sont d'ailleurs déjà présentes au sein du discours de certains partis d'extrême droite, dont le VB. *Ecobordering*, néomalthusianisme, néopaganisme, localisme, enracinement ou encore éco-organicisme sont ainsi tous des concepts écofascistes mobilisés par le VB, et qui laissent à penser que le parti flamand pourrait, un jour, procéder au retournement de la métaphore naturelle, propre

³² On sait par exemple que les partis d'extrême droite poursuivent un objectif étranger aux mouvements extraparlimentaires : se faire élire. Dès lors, les contraintes de ces partis ne sont pas les mêmes que celles des idéologues : leur rapport à l'écologie « est beaucoup plus conditionné par une situation politique particulière, davantage momentanée » (Dubiau 2023, 36). Cela expliquerait « la tendance [qu'a l'extrême droite électorale] à parfois mettre en avant une appropriation sérieuse de la question écologique, et à parfois la mettre à distance. Ses responsables piochent dans le corpus idéologique de l'écofascisme tel ou tel élément, quand ils en ont besoin » (Dubiau 2023, 36).

à l'écofascisme, si « des personnes qui croient réellement à la pertinence de ces énoncés et à la nécessité de les appliquer » (Madelin 2023, 151-152) sont portées à sa tête. Dans ce cas, la défense des intérêts des populations blanches ne se déroulerait plus tant dans la sphère économique (comme chez les carbofascistes) ; elle aurait plutôt lieu dans le rapport à la nature et à la terre des écofascistes : pour protéger la race, seules les populations autochtones, gardiennes naturelles de leur environnement, devraient pouvoir vivre sur leur terre ancestrale, alors que les populations allogènes devraient « rester chez elles », ou être « renvoyées dans leur région d'origine », afin d'éviter le déracinement et la dénaturation.

5.2.3 ... pour l'écologie politique portée par les forces progressistes – « Ni de droite ni de gauche, l'écologie n'est pas apolitique pour autant » (Dubiau 2023, 167)

Il est possible, néanmoins, que l'écofascisme ne soit jamais porté au pouvoir, et qu'aucun des scénarii précédemment mentionnés n'aboutisse : l'extrême droite électorale pourrait ne jamais s'écologiser, et les communautés populaires autarciques pourraient rester un épiphénomène anecdotique. « Il faut en tout cas le souhaiter », comme l'indique Madelin (2023, 212). Toutefois, « imaginer les conséquences désastreuses que pourraient avoir dans le futur des idéologies encore embryonnaires dans le présent est avant tout une manière de les combattre en attirant l'attention, avant qu'il ne soit trop tard, sur le danger qu'elles recèlent » (Madelin 2023, 212). Dubiau (2023, 151) ne dit d'ailleurs pas autre chose : « Tout l'enjeu des travaux actuels sur l'écofascisme réside dans la prise au sérieux des signaux faibles de son émergence, pour se préparer à leur éventuelle prise d'importance au sein de l'extrême droite, sans considérer que celle-ci deviendra écologiste du jour au lendemain ». Ainsi, le fait que l'extrême droite électorale soit en retard par rapport à d'autres tendances politiques sur la question écologique ne devrait pas mener les forces progressistes à « se reposer sur leurs lauriers », en estimant que l'extrême droite ne peut, par nature, pas devenir écologiste. Plutôt, ce retard des partis d'extrême droite devrait être considéré comme « une chance qu'il ne faut pas laisser passer : empêcher leur écologisation, en rendant inopérantes les idées écofascistes, devrait être un objectif commun des écologistes et antifascistes à court et moyen termes » (Dubiau 2022, 195-196).

5.2.3.1 Ce qu'il faut éviter : dépolitiser l'enjeu écologique

Plus précisément, il faut le souligner : écologistes et antifascistes ne parviendront probablement pas à empêcher purement et simplement la réappropriation de l'enjeu écologique par l'extrême droite : celle-ci semble en effet inéluctable, comme j'ai déjà pu le souligner dans

cette discussion. « Cela ne signifie toutefois pas qu'il convient d'y assister sans rien faire », comme l'indique Dubiau (2023, 168) :

L'inéluctabilité finale n'est qu'un horizon dont il faut avoir conscience, mais ce n'est en rien une prescription fataliste pour l'inaction. Le terme qui marquera la pleine réalisation de cette appropriation dépasse largement les temporalités du champ politique. Sa prise en compte n'a donc pas d'importance dans la construction des stratégies politiques contemporaines. Ainsi, dans la situation présente, ce qui compte ne réside pas dans la réalisation ou non de cette appropriation, mais bien dans le rythme et les modalités de celle-ci. Lorsque ces dernières sont favorables, l'appropriation n'en est que plus rapide.

D'après Dubiau (2023, 168), la dépolitisation stratégique de l'enjeu écologique constitue l'une de ces modalités favorables, « dès lors qu'elle légitime l'écologie d'extrême droite, accélérant ainsi sa concrétisation politique ». Ces dernières années, plusieurs figures de l'écologie ont en effet défendu l'idée selon laquelle chaque parti devrait se saisir des enjeux écologiques, peu importe « le projet politique plus global dans lequel s'inscrivent les propositions écologiques du parti en question » (Dubiau 2023, 164). L'exemple d'Hugo Clément, cité dans l'introduction de ce mémoire, est, à ce titre, assez intéressant. En se rendant au Grand Débat des Valeurs du magazine d'extrême droite Valeurs Actuelles, l'objectif du journaliste et militant était bien de « convaincre l'extrême droite qu'elle pouvait s'approprier la question écologique elle aussi » (Dubiau 2023, 164). Or, en promouvant une telle « union sacrée pour l'écologie », les figures de l'écologie dépolitisée ne permettent qu'une seule chose : légitimer la réappropriation de l'écologie par des forces politiques qui recodent cet enjeu sur la base de leurs traits idéologiques. Ainsi, comme la journaliste Paloma Moritz l'a souligné face à Hugo Clément sur le plateau de C Ce Soir, le 19 avril 2023 : « En allant à ce débat, vous avez donné une caution écologiste à l'écologie raciste du RN [...] Or, est-ce que, vraiment, aujourd'hui, on a envie que le RN soit plus écologique ? Est-ce qu'on a envie de sauver les dauphins, mais de laisser les gens mourir en Méditerranée ? Est-ce qu'on a envie de vivre dans un État fasciste et policier, dans lequel on aurait des jardins partagés ? Est-ce qu'on a envie de sauver une partie de l'humanité, au détriment des personnes racisées et des personnes discriminées ? On ne peut pas dire que la survie de l'humanité est le plus important et que le reste est accessoire » (C Ce Soir 2023).

5.2.3.2 La nécessité de repolitiser l'écologie pour désamorcer l'écofascisme

Même s'il est clairement impossible d'empêcher purement et simplement l'appropriation de l'enjeu écologique par l'extrême droite, on le voit donc : la dépolitisation de l'écologie participe clairement à l'accélération de ce processus. S'ils souhaitent désamorcer l'écofascisme et en retarder l'appropriation, écologistes et antifascistes doivent donc développer une approche

opposée à celle qui est prônée par les tenants de l'écologie dépolitisée : repolitiser l'écologie. Pour ce faire, ils peuvent agir, de manière simultanée, sur deux fronts : celui de la déconstruction de l'écofascisme, et celui de la construction d'alternatives.

a) Déconstruire l'écologie d'extrême droite : rendre le projet écofasciste indésirable

« Tant que l'écofascisme n'apparaît pas comme un projet politique désirable, alors cela ferme une porte d'entrée vers l'extrême droite » (Dubiau 2023, 169). Cette formule de Dubiau résume particulièrement bien l'enjeu du premier front auquel le mouvement écologiste progressiste doit prendre part.

Afin de rendre le projet politique écofasciste indésirable, il semble bien sûr nécessaire de démontrer les implications concrètes de l'écologie d'extrême droite. Ce mémoire participe à cet effort collectif : tout au long de ce travail, j'ai en effet pu démontrer que l'écofascisme impliquait, certes, une forme de « protection écologique », mais que cette « protection » s'articulait autour d'un projet explicitement raciste, profondément inégalitaire, et cherchant à naturaliser l'ensemble des rapports de dominations, qu'ils soient genrés, raciaux ou liés à une orientation sexuelle ou à un handicap.

Toutefois, une déconstruction de l'écofascisme passe aussi par la mise en lumière des inégalités qui sont camouflées par cette idéologie, notamment lorsque celle-ci dépeint les populations non blanches comme les uniques responsables du ravage écologique en cours (Turner et Bailey 2022). Ces inégalités sont de trois ordres. Tout d'abord, les inégalités de responsabilité viennent rappeler que, contrairement au discours dominant, l'humanité n'est pas « uniformément responsable » (Bonneuil et Fressoz 2013, 84) de la crise écologique en cours : « De nombreux travaux ont mis en évidence la manière dont les dominations sociales ont engendré le désastre en cours » (Dubiau 2023, 171). Ensuite, les inégalités dites « environnementales » soulignent le fait que tout le monde n'est pas exposé aux mêmes risques et conséquences face à la crise qui s'annonce : les impacts seront en effet plus forts dans l'hémisphère sud du globe (Larrère 2015) et, à l'intérieur-même des pays du Nord global, les personnes pauvres (et souvent racisées) issues des quartiers populaires de la périphérie des grandes villes subiront (et subissent déjà) davantage la pollution, les nuisances industrielles et les catastrophes naturelles que les autres catégories de la population (Deldrève 2020 ; Charles *et al.* 2020). Enfin, les inégalités écologiques sont celles qui mettent en évidence le fait que de nombreuses personnes n'ont tout simplement pas les moyens de rendre leurs pratiques de consommation plus vertueuses au niveau écologique (manger bio, placer des panneaux solaires sur son toit, acheter une voiture électrique) (Guivarch

et Taconet 2020). Toutes ces inégalités doivent être inlassablement rappelées lorsque les enjeux écologiques sont abordés, car elles peuvent aider à déconstruire le récit écofasciste. Contrairement à l'image qui leur est donnée par l'extrême droite, les populations racisées et souvent précaires sont en effet peu responsables de la crise écologique. Elles en subissent, par ailleurs, les conséquences les plus graves, et figurent parmi les catégories de la population ayant le moins de moyens pour adopter des modes de vie plus écologiques.

b) Construire l'alternative : clarifier le discours écologiste et élargir la composition sociale et raciale du mouvement écologiste

Si ces rappels sont importants, le mouvement écologiste progressiste ne peut toutefois se limiter à cette posture défensive. S'il souhaite réellement retarder l'appropriation de l'écologie par l'extrême droite, il doit en effet réaliser son autocritique, et prendre conscience que le discours écologiste se caractérise par un certain nombre d'ambiguïtés depuis les années 1970. Comme l'indique Dubiau (2023), « cela ne pose pas forcément de problème au départ, au sens où les ambiguïtés et les désaccords sont des choses normales dans un mouvement politique. Mais à partir du moment où une nouvelle offre politique comme l'écofascisme peut devenir le réceptacle de certaines de ces ambiguïtés, il devient d'autant plus essentiel de clarifier certaines positions ». Par exemple, le concept de « localisme », qui vise à promouvoir l'échelle locale comme lieu privilégié d'un projet politique écologique, a été investi par les écologistes progressistes dès le début des années 1970 (Benoist 2024). Très vite, néanmoins, un nombre assez important de ces écologistes semble être tombé dans deux pièges bien distincts. Le premier consiste à penser que l'échelle locale est *naturellement* « positive », et que « l'organisation, les politiques et les actions à l'échelle locale sont intrinsèquement plus susceptibles d'avoir les effets sociaux et écologiques souhaités que les activités organisées à d'autres échelles » (Brown et Purcell 2005, 608). Le second problème de la dynamique écologiste vantant l'attachement au territoire « réside, quant à lui, dans l'absence de réel contenu idéologique lié à cet attachement » (Dubiau 2022, 206). Ce flou a permis, comme on l'a vu dans ce mémoire, à l'extrême droite de se réapproprier le localisme, en lui apportant, pour sa part, un contenu idéologique bien précis : celui qui conçoit le territoire (le « local ») comme le lieu où s'enracinent les populations. Dès lors, si les écologistes progressistes souhaitent désamorcer cette conception du territoire, il semble qu'il soit nécessaire que ceux-ci donnent un véritable contenu idéologique au localisme. Pour Benoist (2024, 118), le localisme des écologistes progressistes doit ainsi se politiser, en articulant simultanément « une critique du néolibéralisme et de la croissance économique, cette critique étant une condition préalable pour contrer le localisme identitaire et nativiste de

l'extrême droite, qui se présente comme une réponse et une forme de résistance aux processus globaux de la mondialisation néolibérale ». Dubiau (2022, 174-175), quant à lui, affirme que cette politisation du localisme progressiste ne peut se faire qu'en tentant de déconstruire la notion d'enracinement, en mettant en évidence « la manière dont les populations qui habitent un territoire *s'approprient* l'espace en l'aménageant » :

Le territoire est alors envisagé comme le produit de cette appropriation perpétuelle, dont le renouvellement est nourri par les nombreux mouvements de population et les luttes politiques qui conditionnent les limites du territoire. Couramment conçue comme le « rapport individuel ou collectif à un territoire considéré comme approprié », la territorialité apparaît de fait comme une réalité relationnelle, dépendant des relations sociales de pouvoir, plutôt que d'un héritage naturel probablement fantasmé.

De la même manière, le concept écologiste de « décroissance », initialement formulé par des penseurs socialistes et autogestionnaires dans les années 1970, a progressivement été vidé de son sens politique initial. Aujourd'hui, il désigne en effet « une simple inversion de la courbe d'évolution du PIB, qui se justifie par l'impact irrémédiablement matériel de toute augmentation des richesses » (Dubiau 2022, 54). Ainsi réduite à une simple trajectoire économique, la décroissance a dès lors pu être réappropriée par différentes idéologies, dont l'extrême droite. Comme j'ai pu le souligner dans ce travail, ce projet décroissant antimoderne a en effet été théorisé par la Nouvelle Droite, et implique certes une décroissance économique, mais également (1) un recul des droits sociaux, des droits des personnes LGBTQIA+ et des femmes (Wilmsen 2020, 5) et (2) un arrêt des flux migratoires (Rindlisbacher 2023, 121). Une telle décroissance n'est bien sûr pas souhaitable pour les écologistes progressistes. Les revendications de ceux-ci « ne peuvent donc pas se résumer à de simples appels à la décroissance, mais devraient toujours préciser le contenu politique de celle-ci, sinon ils contribueront, malgré eux, au processus de fascisation de l'écologie » (Dubiau 2022, 69). Plus précisément, d'après Dubiau (2022, 211-212), ce contenu politique devrait renouer avec la conception initiale de la décroissance, à savoir une conception socialiste et autogestionnaire, qui exige la socialisation des moyens de production comme préalable à la réorientation (impliquée par la décroissance) des objectifs de production :

La décroissance est bien une nécessité globale, mais sa mise en œuvre ne se réduit pas à simplement décréter une réorientation des objectifs de la production. Cette réorientation ne peut en effet être déployée qu'en contrôlant les moyens de production. Dans la situation actuelle, seule la classe capitaliste serait ainsi en mesure de mettre en œuvre une telle décroissance. La conduite des stratégies d'efficacité et de sobriété serait alors laissée à sa discrétion, selon ses intérêts propres. Les capitalistes auraient alors tout le loisir de mettre en œuvre une décroissance qui leur assure le maintien de leur position sociale dominante. L'impératif de décroissance ne pouvant être laissé aux capitalistes, la production doit donc être socialisée afin de déterminer de façon plus démocratique ce dont chacun-e a besoin pour vivre.

Ainsi, la décroissance faisant désormais consensus parmi les écologistes, faire avancer sa conception socialiste et autogestionnaire devrait devenir la nouvelle priorité.

Si la clarification du discours écologiste sera donc nécessaire pour mettre le mouvement écologiste émancipateur à distance de la dynamique générale de fascisation, cette clarification ne suffira pas. En effet, il faut également « considérablement élargir la composition sociale et raciale » (Dubiau 2023, 175) de ce mouvement écologiste, si celui-ci souhaite parvenir à ses fins. Pour ce faire, les écologistes devront se fixer deux grandes exigences : une exigence antiraciste, et une exigence progressiste de dénaturalisation des rapports sociaux.

L'exigence antiraciste, d'une part, repose sur le constat selon lequel les personnes racisées ont été involontairement exclues du mouvement écologiste, depuis sa naissance dans les années 1970 (Zetkin Collective 2020). Ainsi, d'après Fatimah Ouassak, auteur du livre *Pour une écologie pirate – Et nous serons libres*, le manque d'intérêt pour l'écologie (ou, plutôt, pour la vision dominante de l'écologie) des populations habitant les quartiers populaires ne s'explique pas par un « manque d'informations », mais par le fait que le projet écologiste ne répond souvent qu'aux intérêts et préférences des classes moyennes supérieures. En particulier, ce projet ne tient pas du tout compte du « désancrage organisé et systématique des populations racisées, aux processus, reconduits de génération en génération, qui en font des sans-terre et donc des sans-pouvoir » (Ouassak 2023, 13-14) :

Tout est fait pour que ces populations ne s'ancrent pas dans cette terre européenne et pour les condamner à l'errance. Mille frontières physiques et symboliques les y contraignent : « Tu n'es pas d'ici, tu n'es plus de là-bas, tu es de nulle part ». Même aux enfants et petits-enfants nés ici et qui ne connaissent pas d'autres terres, on répète qu'ils sont étrangers, qu'ils ne sont pas chez eux, pas à leur place, qu'ils n'ont pas le droit de circuler librement, qu'ils doivent montrer leurs papiers comme s'ils passaient la douane alors qu'ils ne font que discuter au pied de leur immeuble.

On ne peut pas demander aux habitants des quartiers populaires de s'impliquer contre ce qui détruit la terre ici et, en même temps, leur rappeler sans cesse qu'ils n'y sont pas chez eux à coups de discriminations raciales massives dans tous les espaces sociaux, de contrôles policiers racistes, de difficultés à obtenir des papiers ou d'islamophobie plus ou moins assumée. On ne peut pas attendre de populations qui n'ont même pas le droit de dire publiquement « Dieu est grand » qu'elles veuillent bien rejoindre le front climat par amour pour Gaïa, obscure sous-divinité grecque. On n'est pas en position de protéger une terre en danger là où on est soi-même écrasé et sous contrôle permanent. On n'est pas en position de protéger une terre là où on n'a aucun pouvoir de changer les choses.

On le voit : le prétendu manque de volonté des populations non blanches de prendre soin de leur environnement, souligné par l'extrême droite dans le cadre de l'*ecobordering*, s'explique donc par les rapports de domination vécus par ces populations dans leur vie quotidienne : comment,

en effet, demander à ces populations de protéger la terre sur laquelle elles ne sont même pas libres ? Dans ce cadre, la liberté de circulation et d'installation apparaît comme un prérequis pour que les personnes issues des quartiers populaires puissent participer à l'élargissement du front écologiste. Dit autrement, « pour que le droit à la terre pour toutes et tous ne soit pas conditionné par le supposé 'enracinement' dans celle-ci, la formulation de sa revendication doit nécessairement être articulée à la défense de liberté de circulation et d'installation pour chaque personne » (Dubiau 2023, 175). Ce n'est qu'ainsi que l'exigence écologiste peut se doubler de l'exigence antiraciste, « qui vise le renversement de la domination coloniale des populations racisées » (Dubiau 2023, 175).

Cette exigence antiraciste n'est cependant pas le seul impératif que les écologistes doivent aujourd'hui poursuivre, puisque l'exigence progressiste de dénaturalisation des rapports sociaux est également une nécessité. Comme expliqué dans ce mémoire (cf. la section 2.1.3.1), en effet, les écofascistes reprennent la métaphore naturelle des fascismes historiques, et considèrent donc que les inégalités de genre, de « race » (au sens social) ou de handicap présentes dans la société doivent être protégées, tout comme la nature elle-même doit être préservée dans son état initial, et stabilisée dans l'équilibre qu'elle entretient avec la société. Par ailleurs, puisqu'ils considèrent que la société et la nature ne font qu'un, et que la société est le produit de la nature (c'est cette vision éco-organiciste, ce renversement de la métaphore, qui marque la différence entre l'écofascisme et l'écologie des fascismes historiques), ces mêmes inégalités sont considérées comme « naturelles », répondant aux mêmes « lois » que celles qui seraient d'application dans la nature. Pour les écofascistes, le « retour à la nature » est ainsi synonyme de défense des ordres sociaux inégalitaires et de naturalisation des inégalités.

Et c'est précisément pour éviter cette réduction écofasciste que constitue le « retour à la nature » que les franges émancipatrices du mouvement écologiste doivent prolonger l'exigence progressiste de dénaturalisation des rapports sociaux (Dubiau 2023, 175-176) :

Ce geste politique reste essentiel pour désamorcer toute tentative d'équivalence entre la défense d'ordres sociaux inégalitaires et la stabilisation du métabolisme liant la société à la nature. Cette prolongation permet aussi d'intégrer une perspective antivaldiste, queer, antiséciste, sans qu'il s'agisse d'une simple énumération des orientations militantes légitimes qu'il faudrait faire converger : la dénaturalisation apparaît au contraire comme un socle commun, permettant le dialogue entre des franges du mouvement social qui ne sont pas naturellement alliées, mais qui auraient intérêt à l'être. Un risque essentialiste subsiste toujours dans la définition de supposées limites à cette entreprise de dénaturalisation des rapports sociaux : naturaliser une domination (par exemple l'exceptionnalisme humain et l'exploitation animale qui en découle) ouvre la porte à la naturalisation de toutes les autres. Si l'on considère que les dominations sociales sont consubstantielles, et que leurs légitimations reposent sur les mêmes mécanismes

idéologiques, alors elles ne peuvent qu'être combattues de front sur la base d'un même programme politique.

6 Conclusion

6.1 Conclusion générale

6.1.1 *À la croisée de deux tendances*

« Nous sommes aujourd’hui à la croisée de deux tendances », d’après le Zetkin Collective (2020, 7), un groupe de chercheurs, militants et étudiants, formé en 2018 en Suède et qui étudie l’écologie politique de l’extrême droite. La première tendance souligne l’important développement de l’extrême droite en Europe occidentale ces dernières années, et son accession de plus en plus fréquente au pouvoir (Biard 2019a, 5-6). La seconde, la crise écologique, se présente quant à elle sous plusieurs facettes : sixième extinction de masse, effondrement des populations d’insectes, pollution de l’air, pollution due au plastique, dégradation des sols ou encore changement climatique (Zetkin Collective 2020, 11). Ce dernier est probablement l’aspect de la crise écologique qui est le plus médiatisé, et depuis de nombreuses années, le GIEC, le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat, rappelle l’urgence qu’il y a à agir pour faire face à ce défi. Le groupe d’experts l’a d’ailleurs répété le 20 mars 2023, lorsqu’il a publié la synthèse de son sixième rapport d’évaluation. Cette synthèse indique que, pour atteindre les objectifs de l’Accord de Paris et contenir ainsi l’augmentation de la température mondiale en dessous d’1,5°C, les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent diminuer de 43% d’ici 2030 et de 84% d’ici 2050. Or, depuis 2010, ces émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter d’environ 1,3% par an (GIEC 2023, 4-22).

Ces deux tendances sont donc fortement d’actualité. On pourrait même affirmer qu’elles constituent un double phénomène d’ampleur qui questionne nos sociétés démocratiques contemporaines. Il est donc tout à fait logique de se demander ce qui se passe lorsqu’elles se rencontrent. Longtemps (et ils avaient de bonnes raisons de le croire), la plupart des observateurs et chercheurs ont ainsi pensé que les partis d’extrême droite étaient majoritairement climatosceptiques, et qu’ils s’opposaient aux politiques climatiques dans le seul but de convaincre un électorat plus large. Une partie d’entre eux ont même poursuivi la réflexion, en affirmant que cette opposition était « naturelle » et « inévitable » : les valeurs prônées par l’extrême droite ne pouvaient en effet pas se traduire par une forme de positionnement écologiste, qui exige coopération, entraide et effort international.

Le développement d’une pensée dite « écofasciste » au sein de la Nouvelle Droite, à partir des années 1980, a néanmoins participé à remettre en question ces présupposés. Organisée autour

de l'idée de la protection du territoire, cette écologie prend en effet au sérieux le contexte actuel de ravage écologique, et tente d'y répondre sur la base d'un projet identitaire.

Si cette idéologie écofasciste est donc née parmi des mouvements extraparlimentaires, les partis d'extrême droite semblent néanmoins s'y être intéressés ces dernières années, et ont déjà remobilisé certains concepts de la Nouvelle Droite, comme le localisme ou le néomalthusianisme. Cette appropriation progressive a été observée par quelques auteurs, qui ont alors tenté d'alerter l'ensemble des forces progressistes. Leur message était clair : une extrême droite électorale qui deviendrait écofasciste et qui arriverait au pouvoir pourrait mener des politiques certes écologistes, mais surtout racistes, inégalitaires et naturalisant la plupart des rapports de domination. Pour eux, le « risque écofasciste » pouvait paraître abstrait à ce stade, aucun parti d'extrême droite majeur n'étant encore devenu écofasciste, mais il devait être pris au sérieux par la société civile, les partis et les chercheurs. Le rôle de ces derniers, dans ce contexte, devait en effet être d'observer si et comment le discours menant à ce projet écofasciste se répand au sein des mouvements et partis d'extrême droite.

6.1.2 Un mémoire en réponse à cet appel à prendre au sérieux le « risque écofasciste »

Ce mémoire était une forme de réponse à cet appel. Il visait en effet à analyser le positionnement écologique (très peu étudié jusqu'ici) du Vlaams Belang, un parti résilient, prototypique, influent et fort électoralement. Plus précisément, dans le cadre de ce travail, j'ai cherché à répondre à la question de recherche suivante : **comment le positionnement du Vlaams Belang sur les enjeux écologiques a-t-il évolué depuis la fondation de ce parti en 1979, et sur quels traits idéologiques le parti de Tom Van Grieken base-t-il son discours ?**

Pour répondre à cette question, j'ai collecté tous les programmes électoraux du parti depuis sa fondation ainsi que tous les tweets publiés par le compte du parti entre 2018 et 2024 ; par ailleurs, j'ai aussi réalisé deux entretiens semi-directifs avec des cadres du parti, et ces rencontres m'ont permis d'éclairer certaines des zones d'ombre qui restaient présentes après la lecture des programmes et des tweets.

6.1.2.1 Le positionnement écologique du VB : hostile aux politiques climatiques, ouvert aux initiatives de protection de la biodiversité, mais avec des nuances

Grâce à l'analyse thématique, j'ai ensuite pu dégager mes premiers résultats. Tout d'abord, concernant le positionnement écologique du VB en tant que tel, j'ai pu constater que le ton du parti flamand était plutôt hostile en ce qui concerne les enjeux climatiques : le VB

s'oppose en effet, depuis qu'il évoque le changement climatique (c'est-à-dire, depuis 2007), à la plupart des politiques climatiques (climatoscepticisme des réponses) et à la manière dont les décisions menant à ces politiques sont prises (climatoscepticisme des processus). Dans son discours, on retrouve aussi quelques traces d'un climatoscepticisme des preuves (remettant en question l'origine anthropique du changement climatique et l'impact de ce phénomène), mais cet élément n'est pas prédominant. Par ailleurs, même si le ton du VB est majoritairement hostile, le parti flamand affirme également soutenir certaines initiatives visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, comme l'énergie nucléaire, les mesures incitatives et la sensibilisation.

Si les enjeux climatiques sont donc caractérisés à la fois par des éléments de soutien et par des éléments de rejet, il en est de même pour les enjeux environnementaux plus « locaux » (liés à la question de la biodiversité, de la pollution des sols, ...). La protection des paysages traditionnels, le localisme et le renforcement des frontières (promu afin de limiter la pression sur les écosystèmes) sont en effet des éléments soutenus par le VB, ce qui n'empêche toutefois pas le parti flamand de s'opposer à la plupart des politiques de protection de la biodiversité qui suscitent la colère d'un grand nombre d'agriculteurs.

6.1.2.2 Les traits idéologiques mobilisés par le VB : le nativisme et le nationalisme, devant tous les autres

L'analyse des traits idéologiques présents dans le discours du VB, pour sa part, a révélé la prédominance du nativisme et du nationalisme, que ce soit à propos des enjeux climatiques ou à propos des enjeux écologiques plus locaux. Dans le cas du changement climatique, en particulier, le nationalisme prend la forme d'un matérialisme symbolique, visant à rejeter les politiques climatiques en raison de la menace qu'elles feraient peser sur l'autosuffisance et l'indépendance énergétique, alors que le nativisme se traduit par une forme de chauvinisme environnemental, c'est-à-dire un positionnement impliquant un refus des politiques climatiques qui ne bénéficient pas directement aux natifs. Ce chauvinisme environnemental se retrouve également dans le discours du VB sur les enjeux environnementaux plus locaux, lorsque le parti de Tom Van Grieken s'oppose aux mesures de protection de la biodiversité menaçant les conditions de vie des agriculteurs. Par ailleurs, dans le cas de ces enjeux locaux, le nationalisme prend surtout la forme d'un esthétisme symbolique, visant à défendre les paysages naturels flamands.

À l'inverse, le populisme (surtout) et l'autoritarisme (dans une moindre mesure, car, par exemple, dans le cas des enjeux environnementaux locaux, il est un peu plus présent), identifiés dans la littérature comme des éléments idéologiques clés du discours (climatique) des partis de

droite radicale populiste, se sont avérés être pratiquement absents du discours écologique du Vlaams Belang.

6.1.2.3 La communication différenciée du VB, en fonction des arènes politiques

Enfin, comme dernière hypothèse, j'avais postulé que la communication du VB sur X/Twitter serait plus clivante et informelle que dans les programmes du parti. Cette hypothèse est globalement confirmée, le VB critiquant davantage ses adversaires (avec un ton plus agressif) et faisant davantage appel aux citoyens dans ses tweets que dans ses programmes.

6.1.3 Les implications de ce mémoire

De manière générale, la présence importante du nativisme et du nationalisme dans le discours écologique du VB nous invite à penser que le parti flamand a réussi à adapter son idéologie de droite radicale populiste au domaine écologique : alors qu'il mobilise principalement le nativisme pour cadrer son discours portant sur l'immigration, et l'autoritarisme pour cadrer son positionnement sécuritaire, il semblerait ainsi faire appel au nativisme et au nationalisme lorsqu'il aborde les enjeux écologiques.

En outre, à propos du « risque écofasciste », il semble que le VB n'est pas (encore) devenu un parti écofasciste à part entière : il reste en effet principalement caractérisé par une opposition aux politiques écologiques. Toutefois, le risque écofasciste reste présent en Flandre et en Belgique, car le VB mobilise certains concepts néodroitiers, tels que le localisme ou le néomalthusianisme ; comme j'ai pu le détailler, le VB entretient par ailleurs des liens étroits avec certains acteurs et mouvements écofascistes. Il y a donc des « prédispositions » à une transformation du VB dans les prochaines années.

Par ailleurs, la vigilance doit rester de mise, car la dégradation de la situation écologique me pousse à croire que l'écologisation du VB est inéluctable : il arrivera un jour où le parti flamand ne pourra plus nier la réalité des faits. Le mouvement écologiste progressiste doit donc se préparer à cette perspective, et tenter de retarder cette appropriation. Pour ce faire, écologistes et antifascistes doivent agir sur deux fronts. D'une part, ils doivent tenter de rendre le projet écofasciste indésirable, en mettant en évidence les implications concrètes de celui-ci ainsi que les inégalités qu'il masque derrière son discours. D'autre part, l'heure est également à la construction d'alternatives. Sur la base des propositions de Pierre Madelin (2023) et d'Antoine Dubiau (2022 ; 2023), j'invite ainsi le mouvement écologiste à réaliser son autocritique, en clarifiant son discours, et en cherchant à élargir sa composition sociale et raciale. Les exigences en matière d'antiracisme, de dénaturalisation des rapports sociaux et de politisation de l'écologie

devront en effet être au cœur de l'action politique des écologistes et des antifascistes dans les prochaines années, si ceux-ci veulent retarder l'émergence de mouvements écofascistes puissants et potentiellement séduisants pour une partie des citoyens. « Retarder cette appropriation n'a en effet rien de vain », comme le souligne Dubiau (2023, 169) :

Marginaliser l'extrême-droite sera toujours une victoire, aussi temporaire soit-elle. Chaque retardement fait gagner du temps, pour préserver les vies minorisées que menace la peste brune, mais aussi pour organiser la contre-offensive. Le refoulement de l'extrême-droite ne prépare pas non plus son futur retour dans lequel elle sera plus puissante, sauf en oubliant ses finalités mortifères et les moyens que ses partisans sont prêts à activer pour y parvenir. Le combat antifasciste est ainsi permanent, pour renvoyer l'extrême droite dans les marges d'où elle vient, puis l'y maintenir indéfiniment. L'enjeu écologique n'échappe pas à la règle : tant que l'écofascisme n'apparaît pas comme un projet politique désirable, alors cela ferme une porte d'entrée vers l'extrême droite.

6.2 Limites de ce mémoire et pistes de recherche futures

Ce mémoire comporte deux limites principales. D'une part, comme je l'ai indiqué dans la partie méthodologique de ce travail, en me concentrant sur le cas du VB, j'ai fait le choix de réaliser une étude d'un cas unique. Ce choix se justifiait par le fait que la littérature sur le positionnement écologique des partis d'extrême droite se compose principalement d'études de cas multiples, qui ne permettent pas d'analyser en détail les différents arguments des partis étudiés, et par le fait que le VB est l'un des seuls partis majeurs d'extrême droite européens à ne pas avoir été étudié autant que ses homologues. Toutefois, comme j'ai pu également le relever dans ce mémoire, l'étude d'un cas unique rend la généralisation des résultats plus délicate. Les observations que j'ai pu mettre en évidence dans ce travail doivent donc être lues avec précaution : elles ne portent que sur le cas du VB, même si j'ai tenté d'expliquer, fréquemment, ce que mentionnait la littérature sur le positionnement d'autres partis ayant déjà été étudiés plus en profondeur, comme le RN ou l'AfD. Afin de permettre une plus grande généralisation, tout en restant en Belgique, il pourrait ainsi être intéressant de s'interroger sur le positionnement écologique d'autres formations politiques belges, comme le parti Chez Nous, dont la vision écologique a déjà pu être abordée par Biard (2023), mais dans une étude plus large sur le parti, plutôt que dans un travail dédié complètement à cette question.

D'autre part, l'autre limite de ce mémoire est probablement le nombre d'entretiens sur lequel il se base. Comme déjà mentionné, ce nombre restreint se justifie, mais il reste vrai qu'il aurait été intéressant d'en réaliser davantage. Il faut toutefois noter que de très nombreuses démarches ont été effectuées, dans le cadre de ce mémoire, pour obtenir au minimum 5 à 7 entretiens – en contactant environ 15 cadres du parti, par mail et/ou grâce à des contacts

personnels de mon promoteur, le Dr Benjamin Biard, politologue, chercheur au CRISP (Centre de recherche et d'information sociopolitique) et spécialiste de l'extrême droite. Les cadres contactés, soit ne m'ont jamais répondu, soit m'ont signalé ne pas se sentir à l'aise de parler d'écologie, un sujet qui semble crisper les plus anciens membres du VB en particulier (probablement parce que le parti a longtemps été dépeint comme un parti climatosceptique et très hostile aux politiques climatiques). Sur la base de toutes ces informations, il n'est donc pas certain qu'avec plus de démarches, d'autres entretiens puissent être obtenus par un autre chercheur ou étudiant.

La tentative peut toutefois être intéressante, car mes entretiens se sont révélés être très utiles pour mieux comprendre le positionnement écologique du VB. En effet, conformément à ce que la littérature mentionne à ce sujet, mes entretiens m'ont permis d'éclaircir certaines zones d'ombre présentes dans les programmes et les tweets, et m'ont également permis de mieux comprendre certaines questions liées aux rapports de pouvoir internes au parti (par exemple, sur la question du village de Doel).

Enfin, comme autre piste de recherche non liée à une limite de ce travail, je pense qu'il serait intéressant de réaliser une enquête de terrain (en mobilisant, par exemple, la méthode d'observation participante) sur les mouvements extraparlimentaires écofascistes flamands. En effet, dans ce mémoire, j'ai signalé que le positionnement écologique des mouvements extraparlimentaires avait été longuement étudié, mais cela concerne davantage la France et l'Allemagne que la Belgique. Certes, De Zutter (2000) avait enquêté sur les païens du VB, mais son étude a aujourd'hui plus de 20 ans, et ne portait pas sur l'écologie en priorité (même si des liens étaient évidemment soulignés).

Bibliographie

Monographies et chapitres de monographies

- Balzacq, Thierry, Pierre Baudewyns, Jérôme Jamin, Vincent Legrand, Olivier Paye, et Nathalie Schiffino. 2014. *Fondements de science politique*. De Boeck.
- Bihr, Alain. 1998. *L'actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité*. Éditions Page deux.
- Biard, Benjamin, et Louis Droussin. 2024. « Le Vlaams Belang flamand face à l'Union européenne ». In *Les populismes et l'Union européenne*. Sous la direction de Martial Libera. Presses universitaires de Rennes.
- Birnbaum, Pierre. 2012. *Genèse du populisme : le peuple et les gros*. Fayard/ Pluriel.
- Bonneuil, Christophe, et Jean-Baptiste Fressoz. 2013. *L'Événement Anthropocène : La Terre, l'histoire et nous*. Média Diffusion.
- Bronner, Gérald, et Étienne Géhin. 2010. *L'inquiétant principe de précaution / Gérald Bronner, Etienne Géhin*. Quadrige. Presses universitaires de France.
- Bruckner, Pascal. 2011. *Le fanatisme de l'Apocalypse: sauver la terre, punir l'homme*. Grasset.
- Canovan, Margaret. 1981. *Populism*. Harcourt Brace Jovanovich.
- Cattin Jean-Daniel, Alban Ferrari, Julien Langella, Arnaud Naudin et Paul Vardon. 2013. *Anti-mondial, Pro-local*. Idées.
- Crespy, Amandine. 2011. « Europe and Euroscepticism: 'Non-Issues' in Belgian Politics: The 2009 European Parliament Elections and Beyond ». In *Debating Europe: The 2009 European Parliament Elections and Beyond*. Sous la direction de Robert Harmsen et Joachim Schild, 15-33. Nomos.
- Dandoy, Régis, Patrick Dumont, et Benoît Rihoux. 2005. « L'effet des médias et des programmes de partis sur le contenu des accords de gouvernements, 1991-1999 : participatie ou mediocratie ? ». In *Mise à l'agenda politique en Belgique (1991-1999). Le dialogue difficile entre l'opinion publique, les médias et le système politique*. Sous la direction de Stefaan Walgrave, Lieven De Winter et Marc Nuytemans, 123-148. Academia Press.
- De Cleen, Benjamin. 2016. « Representing 'the people'. The articulation of nationalism and populism in the rhetoric of the Flemish VB ». In *L'extrême droite en Europe*. Sous la direction de Jérôme Jamin, 223-42. Idées d'Europe. Academia-Bruylant.

- de Kervasdoué, Jean. 2011. *La peur est au-dessus de nos moyens : pour en finir avec le principe de précaution*. Plon.
- de Lange, Sarah L., et Tjitske Akkerman. 2012. « Populist parties in Belgium:: A case of hegemonic liberal democracy? » In *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Sous la direction de Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser, 27-45. Cambridge University Press.
- Denzin, N.K. 1978. *Sociological methods: A sourcebook*. McGraw-Hill.
- De Winter, Lieven, Marga Gomez, et Peter Lynch. 2018. « Ethnoregionalist Parties ». In *Handbook of Territorial Politics*. Sous la direction de Klaus Detterbeck et Eve Hepburn, 139-57.
- De Zutter, Jan. 2000. *Heidenen voor het Blok: radicaal-rechts en het nieuwe heidendom*. Houtekiet.
- Dobson, Andrew, et Robyn Eckersley. 2006. *Political Theory and the Ecological Challenge*. Cambridge University Press.
- Dubiau, Antoine. 2022. *Écofascismes*. Grévis.
- Dubiau, Antoine. 2023. *Écofascismes. Suivi de « L'écologie n'est pas apolitique »*. Nouv. éd. Grévis.
- Faury, Félicien. 2024. *Des électeurs ordinaires – Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*. Seuil.
- Ferry, Luc. 1992. *Le Nouvel ordre écologique*. Grasset.
- Forchtner, Bernhard et Özgür Özvatan. 2019. « Beyond the 'German Forest' : Environmental Communication by the Far Right in Germany ». In *The Far Right and the Environment – Politics, Discourse and Communication*. Sous la direction de Bernhard Forchtner. Routledge.
- Forchtner, Bernhard. 2019. « Far-Right Articulations of the Natural Environment: An introduction ». In *The Far Right and the Environment – Politics, Discourse and Communication*. Sous la direction de Bernhard Forchtner. Routledge.
- François, Stéphane. 2022. *Les verts-bruns. L'écologie de l'extrême-droite française*. Le Bord de l'eau (Le).
- Geer, John G. 2006. *In Defense of Negativity: Attack Ads in Presidential Campaigns*. University of Chicago Press.

- Gerring, John. 2007. *Case Study Research: Principles and Practices*. Cambridge University Press.
- Gustafsson, Johanna. 2017. *Single Case Studies vs. Multiple Case Studies: A Comparative Study*. Halmstad University Press.
- Hatakka, Niko et Matti Välimäki « The Allure of Exploding Bats : The Finns Party's Populist Environmental Communication and the Media * ». 2019. In *The Far Right and the Environment – Politics, Discourse and Communication*. Sous la direction de Bernhard Forchtner. Routledge.
- Huber, Peter W. 2000. *Hard Green: Saving The Environment From The Environmentalists A Conservative Manifesto*. Basic Books.
- Jamin, Jérôme. 2009. *L'Imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*. Amsterdam University Press.
- Jamin, Jérôme. 2012. « Two Different Realities. Notes on populism and the extreme right ». In *Varieties of Right-Wing Extremism in Europe*. Sous la direction d'Andrea Mammone, Emmanuel Godin et Brian Jenkins, 38-52. Routledge.
- Joly, Laurent. 2015. *Naissance de l'Action française. Maurice Barrès, Charles Maurras et l'extrême droite nationaliste au tournant du XXe siècle*. Grasset.
- Kyriazi, Anna. 2019. « The Environmental Communication of Jobbik : Between Strategy and Ideology ». In *The Far Right and the Environment – Politics, Discourse and Communication*. Sous la direction de Bernhard Forchtner. Routledge.
- Lomborg, Bjørn. 2001. *The Skeptical Environmentalist: Measuring the Real State of the World*. Cambridge University Press.
- Madelin, Pierre. 2023 *La tentation écofasciste*. Écosociété.
- Mazzoleni, Oscar. 2003. *Nationalisme et populisme en Suisse : la radicalisation de la « nouvelle » UDC*. Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Moffitt, Benjamin. 2016. *The Global Rise of Populism: Performance, Political Style, and Representation*. Stanford University Press.
- Mouffe, Chantal. 2000. *The democratic paradox*. Verso.
- Mudde, Cas. 2002. *The Ideology of the Extreme Right*. Manchester University Press.
- Mudde, Cas. 2004, *The populist zeitgeist*. Government and Opposition.

- Mudde, Cas. 2007. *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge University Press.
- Mudde, Cas. 2019. *The Far Right Today*. Polity Press.
- Ollitrault, Sylvie. 2008. *Militer pour la planète : sociologie des écologistes*. Presses universitaires de Rennes.
- Olsen, Jonathan. 1999. *Nature and Nationalism: Right-Wing Ecology and the Politics of Identity in Contemporary Germany*. St. Martin's Press.
- Ouassak, Fatima. 2023. *Pour une écologie pirate - Et nous serons libres*. La Découverte.
- Paillé, Pierre, et Alex Mucchielli. 2012. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Armand Colin.
- Pauwels, Teun. 2011. « Le Vlaams Belang ». In *Les partis politiques en Belgique*. Sous la direction de Pascal Delwit, Jean-Benoît Pilet et Emilie Van Haute, 219-234. Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Parrique, Timothée. 2022. *Ralentir ou périr: L'économie de la décroissance*. Seuil.
- Piron, Damien et Zoé Evrard. 2023. *Le(s) néolibéralisme(s) en Belgique – Cadre macroéconomique, applications sectorielles et formes de résistance*. Academia L'Harmattan,
- Rosanvallon, Pierre. 1998. *Le peuple introuvable*. Gallimard.
- Sartori, Giovanni. 1976. *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*. Cambridge University Press.
- Schaller, Stella, et Alexander Carius. 2019. *Convenient Truths: Mapping Climate Agendas of Right-Wing Populist Parties in Europe*. Adelphi.
- Scruton, Roger. 2012. *How to Think Seriously About the Planet: The Case for an Environmental Conservatism*. Oxford University Press.
- Shellenberger, Michael. 2020. *Apocalypse Never: Why Environmental Alarmism Hurts Us All*. HarperCollins.
- Sinardet, Dave, Lieven De Winter, Jeremy Dodeigne, et Min Reuchamps. 2018. « Language identity and voting ». In *Mind the gap. Political participation in Belgium*. Sous la direction de Kris Deschouwer, 113-32. ECPR Press.
- Spruyt, Marc. 2000. *Wat het Vlaams Blok verzwijgt*. Van Halewyck.
- Schiffino, Nathalie. 2003. *Crises politiques et démocratie en Belgique*. L'Harmattan.

Taggart, Paul A. 2000. *Populism*. Open University Press.

Villalba, Bruno. 2022. *L'écologie politique en France*. La Découverte.

Wodak, Ruth. 2015. *The Politics of Fear: What Right-Wing Populist Discourses Mean*. SAGE Publications Ltd.

Zetkin Collective. 2020. *Fascisme fossile : L'extrême droite, l'énergie, le climat*. La fabrique éditions.

Articles scientifiques

Benoist, Lise. 2024. « Far-Right Localism as an Environmental Strategy in France ». *Nordia Geographical Publications* 53 (1): 111-21. <https://doi.org/10.30671/nordia.140962>.

Berker, Lars E., et Jan Pollex. 2021. « Friend or Foe? – Comparing Party Reactions to Fridays for Future in a Party System Polarised between AfD and Green Party ». *Zeitschrift Für Vergleichende Politikwissenschaft* 15 (2): 1-19. <https://doi.org/10.1007/s12286-021-00476-7>.

Biard, Benjamin. 2019a. « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2420-2421 (15-16): 5-106. <https://doi.org/10.3917/cris.2420.0005>.

Biard, Benjamin. 2019c. « L'extrême droite en Europe centrale et orientale (2004-2019) ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2440-2441 (35-36): 5-70. <https://doi.org/10.3917/cris.2440.0005>.

Biard, Benjamin. 2021b. « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. I. Moyens légaux et cordon sanitaire politique ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2522-2523 (37-38): 5-114. <https://doi.org/10.3917/cris.2522.0005>.

Bonesio, Luisa. 2001. « Paysages et sens du lieu ». *Éléments* 100: 17–22.

Braun, Virginia, et Victoria Clarke. 2006. « Using thematic analysis in psychology ». *Qualitative Research in Psychology* 3 (2): 77-101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>.

Brown, Christopher J., et Mark Purcell. 2005. « There's nothing inherent about scale: political ecology, the local trap, and the politics of development in the Brazilian Amazon ». *Geoforum* 36 (5): 607-24. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2004.09.001>.

- Carle, Zoé. 2017. « Contre-révolutions écologiques. Quand les droites dures investissent la défense de la nature ». *Revue du Crieur* 8 (3): 44-61. <https://doi.org/10.3917/crieu.008.0044>.
- Carter, Nancy, Denise Bryant-Lukosius, Alba DiCenso, Jennifer Blythe, et Alan J Neville. 2014. « The Use of Triangulation in Qualitative Research ». *Oncology Nursing Forum* 41 (5): 545-47. <https://doi.org/10.1188/14.onf.545-547>.
- Castelli Gattinara, Pietro, et Samuel Bouron. 2020. « Extreme-right communication in Italy and France: political culture and media practices in CasaPound Italia and Les Identitaires ». *Information, Communication & Society* 23 (12): 1805-19. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2019.1631370>.
- Chapoutot, Johann. 2012. « Les nazis et la ‘nature’ : protection ou prédation ? ». *Vingtième siècle* (1) : 29-39.
- Charaudeau, Patrick. 2011. « Réflexions pour l’analyse du discours populiste ». *Mots. Les langages du politique*, n° 97 (novembre), 101-16. <https://doi.org/10.4000/mots.20534>.
- Charles, Lionel, Cyria Emelianoff, Cynthia Ghorra-Gobin, Isabelle Roussel, François-Xavier Roussel, et Helga-Jane Scarwell. 2020. « Les multiples facettes des inégalités écologiques ». *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* 11 (2). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17447>.
- Close, Caroline, et Pascal Delwit. 2018. « Les partis verts européens à l’aune du plafond de verre électoral. Résultats électoraux et profils des électeurs des partis verts en Europe ». *Les Cahiers du Cevipol* 1 (1): 3-56.
- Cosgrove, Denis. 2004. « Landscape and Landschaft ». *Bulletin of the GHI Washington* 35 (automne). https://perspectivia.net/receive/ploneimport3_mods_00003034.
- Daggett, Cara. 2018. « Petro-Masculinity: Fossil Fuels and Authoritarian Desire ». *Millennium* 47 (1): 25-44. <https://doi.org/10.1177/0305829818775817>.
- Dandoy, Régis. 2010. « Ethno-regionalist parties in Europe: a typology ». *Perspectives on Federalism* 2:194.
- Deivanayagam, Thilagawathi Abi, et Rhiannon Elizabeth Osborne. 2023. « Breaking Free from Tunnel Vision for Climate Change and Health ». *PLOS Global Public Health* 3 (3). <https://doi.org/10.1371/journal.pgph.0001684>.

- Deldrève, Valérie. 2020. « La fabrique des inégalités environnementales en France. Approches sociologiques qualitatives ». *Revue de l'OFCE* 165 (1): 117-44. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0117>.
- de Nadal, Lluís. 2022. « Climate Change: Bad News for Populism? How the *Rassemblement National* Used COVID-19 to Promote Its Environmental Agenda ». *Nationalities Papers* : 1-16. <https://doi.org/10.1017/nps.2022.104>.
- De Witte, Hans et Peer Scheepers. 1997. « Twintig jaar Vlaams Blok. Herkomst, evolutie en toekomst van partij en kiezers ». *Internationale Spectator* : 7(8), 420-428.
- Dodeigne, Jérémy, Christoph Niessen, Min Reuchamps, et Dave Sinardet. 2022. « Identités et préférences des parlementaires envers le fédéralisme belge à l'aube d'une septième réforme de l'État ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2532-2533 (7-8): 5-62. <https://doi.org/10.3917/cris.2532.0005>.
- Elmelund-Præstekær, Christian. 2008. « Negative Campaigning in a Multiparty System ». *Representation* 44 (1): 27-39. <https://doi.org/10.1080/00344890701869082>.
- Falter, Jürgen W., et Jürgen R. Winkler. 1998. « La 'résistible ascension' de l'extrême droite en Allemagne ». *Pouvoirs : Revue française d'études constitutionnelles et politiques* (87) : 43-60. <https://revue-pouvoirs.fr/La-resistible-ascension-de-l.html>.
- Faniel, Jean, et Caroline Sägerser. 2020. « La Belgique entre crise politique et crise sanitaire (mars-mai 2020) ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2447 (2): 5-46. <https://doi.org/10.3917/cris.2447.0005>.
- Flipo, Fabrice. 2022a. « Existe-t-il une écologie d'extrême-droite ? » *Terrestres*, décembre.
- Flipo, Fabrice. 2022b. « Y a-t-il et y aura-t-il un écologisme d'extrême-droite ? » *La pensée écologique*. <https://shs.hal.science/halshs-03915648>.
- Forchtner, Bernhard, et Christoffer Kølvrå. 2015. « The Nature of Nationalism: Populist Radical Right Parties on Countryside and Climate » *Nature and Culture* (juin). <https://doi.org/10.3167/nc.2015.100204>.
- Forchtner, Bernhard, Andreas Kroneder, et David Wetzels. 2018. « Being Skeptical? Exploring Far-Right Climate-Change Communication in Germany ». *Environmental Communication* 12 (5): 589-604. <https://doi.org/10.1080/17524032.2018.1470546>.

- François, Stéphane. 2016. « L'extrême droite française et l'écologie. Retour sur une polémique ». *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques* 44 (2) : 187-208. <https://doi.org/10.3917/rfhip1.044.0187>.
- François, Stéphane. 2023. « Localisme ou nationalisme ? » *La Vie des idées*, mai : 1-10. <https://laviedesidees.fr/Localisme-ou-nationalisme>.
- Frimer, Jeremy A., Harinder Aujla, Matthew Feinberg, Linda J. Skitka, Karl Aquino, Johannes C. Eichstaedt, et Robb Willer. 2023. « Incivility Is Rising Among American Politicians on Twitter ». *Social Psychological and Personality Science* 14 (2): 259-69. <https://doi.org/10.1177/19485506221083811>.
- Guivarch, Céline, et Nicolas Taconet. 2020. « Inégalités mondiales et changement climatique ». *Revue de l'OFCE* 165 (1) : 35-70. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0035>.
- Hardy, Quentin, et Pierre de Jouvancourt. 2019. « Y a-t-il un « danger écologique » ? » *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, n° 12 (avril), 159-85. <https://doi.org/10.4000/socio.4701>.
- Haselmayer, Martin. 2021. « Candidates Rather than Context Shape Campaign Sentiment in French Presidential Elections (1965–2017) ». *French Politics* 19 (4): 394-420. <https://doi.org/10.1057/s41253-021-00159-5>.
- Hogan, Anthony, et Stewart Lockie. 2013. « The coupling of rural communities with their economic base: agriculture, localism and the discourse of self-sufficiency ». *Policy Studies* 34 (4): 441-54. <https://doi.org/10.1080/01442872.2013.822702>.
- Huber, Robert A. 2020. « The role of populist attitudes in explaining climate change skepticism and support for environmental protection ». *Environmental Politics* 29 (6): 959-82. <https://doi.org/10.1080/09644016.2019.1708186>.
- Huber, Robert A., Tomas Maltby, Kacper Szulecki, et Stefan Četković. 2021. « Is populism a challenge to European energy and climate policy? Empirical evidence across varieties of populism ». *Journal of European Public Policy* 28 (7): 998-1017. <https://doi.org/10.1080/13501763.2021.1918214>.
- Ivaldi, Gilles, Maria Elisabetta Lanzone, et Dwayne Woods. 2017. « Varieties of Populism across a Left-Right Spectrum: The Case of the Front National, the Northern League, Podemos and Five Star Movement ». *Swiss Political Science Review* 23 (4): 354-76. <https://doi.org/10.1111/spsr.12278>.

- Jacquet-Vaillant, Marion. 2022. « Les identitaires, acteurs de l'émergence des idées radicales ». *Pouvoirs* 181 (2): 47-59. <https://doi.org/10.3917/pouv.181.0047>.
- Jadoul, Marie. 2024. « La désobéissance civile dans le contexte de l'urgence écologique ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2609-2610 (24-25): 1-66. <https://doi.org/10.3917/cris.2609.0001>.
- Jylhä, Kirsti M., et Kahl Hellmer. 2020. « Right-Wing Populism and Climate Change Denial: The Roles of Exclusionary and Anti-Egalitarian Preferences, Conservative Ideology, and Antiestablishment Attitudes ». *Analyses of Social Issues and Public Policy* 20 (1): 315-35. <https://doi.org/10.1111/asap.12203>.
- Jylhä, Kirsti M., Pontus Strimling, et Jens Rydgren. 2020. « Climate Change Denial among Radical Right-Wing Supporters ». *Sustainability* 12 (23): 10226. <https://doi.org/10.3390/su122310226>.
- Krange, Olve, Bjørn P. Kaltenborn, et Martin Hultman. 2019. « Cool dudes in Norway: climate change denial among conservative Norwegian men ». *Environmental Sociology* 5 (1): 1-11. <https://doi.org/10.1080/23251042.2018.1488516>.
- Kreienkamp Frank, Sjoukje Y. Philip , Jordis S. Tradowsky, Sarah F. Kew, Philip Lorenz, Julie Arrighi, Alexandre Belleflamme, Thomas Bettmann, Steven Caluwaerts, Steven C. Chan, Andrew Ciavarella, Lesley De Cruz, Hylke de Vries, Norbert Demuth, Andrew Ferrone, Erich M. Fischer, Hayley J. Fowler, Klaus Goergen, Dorothy Heinrich, Yvonne Henrichs, Geert Lenderink, Frank Kaspar, Enno Nilson, Friederike E L Otto, Francesco Ragone, Sonia I. Seneviratne, Roop K. Singh, Amalie Skålevåg, Piet Termonia, Lisa Thalheimer, Maarten van Aalst, Joris Van den Bergh, Hans Van de Vyver, Stéphane Vannitsem, Geert Jan van Oldenborgh, Bert Van Schaebroeck, Robert Vautard, Demi Vonk, Niko Wanders. « Heavy Rainfall Which Led to Severe Flooding in Western Europe Made More Likely by Climate Change ». *World Weather Attribution*. <https://www.worldweatherattribution.org/heavy-rainfall-which-led-to-severe-flooding-in-western-europe-made-more-likely-by-climate-change/>.
- Kulin, Joakim, Ingemar Johansson Sevä, et Riley E. Dunlap. 2021. « Nationalist ideology, rightwing populism, and public views about climate change in Europe ». *Environmental Politics* 30 (7): 1111-34. <https://doi.org/10.1080/09644016.2021.1898879>.

- Küppers, Anne. 2024. « 'Climate-Soviets,' 'Alarmism,' and 'Eco-Dictatorship': The Framing of Climate Change Scepticism by the Populist Radical Right Alternative for Germany ». *German Politics* 33 (1): 1-21. <https://doi.org/10.1080/09644008.2022.2056596>.
- Larrère, Catherine. 2015. « Inégalités environnementales et justice climatique ». *Annales des Mines - Responsabilité & environnement* 79 (3): 73-77. <https://doi.org/10.3917/re1.079.0073>.
- Lau, Richard R., et Gerald M. Pomper. 2001. « Negative Campaigning by US Senate Candidates ». *Party Politics* 7 (1): 69-87. <https://doi.org/10.1177/1354068801007001004>.
- Lebrun, Robin, Thomas Legein, et David Talukder. 2019. « Vert de rage ? » *La Revue Nouvelle* 6 (6): 45-49. <https://doi.org/10.3917/rn.196.0045>.
- Lefebve, Vincent. 2022. « L’Affaire climat (Klimaatzaak). Une mobilisation sociale entre droit, science et politique ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2553-2554 (28-29): 5-110. <https://doi.org/10.3917/cris.2553.0005>.
- Lockwood, Matthew. 2018. « Right-wing populism and the climate change agenda: exploring the linkages ». *Environmental Politics* 27 (4): 712-32. <https://doi.org/10.1080/09644016.2018.1458411>.
- Love, Peter E.D., Gary D. Dolt, et Heng Li. 2002. « Triangulation in construction management research ». *Engineering, Construction and Architectural Management* 9 (4): 294-303. <https://doi.org/10.1108/eb021224>.
- Maguire, Moira, et Brid Delahunt. 2017. « Doing a Thematic Analysis: A Practical, Step-by-Step Guide for Learning and Teaching Scholars. » *All Ireland Journal of Higher Education* 9 (3). <https://ojs.aishe.org/index.php/aishe-j/article/view/335>.
- Maly, Ico. 2019. « New Right Metapolitics and the Algorithmic Activism of Schild & Vrienden ». *Social Media + Society* 5 (2): 2056305119856700. <https://doi.org/10.1177/2056305119856700>.
- Maris, Georgios, et Floros Flouros. 2021. « The Green Deal, National Energy and Climate Plans in Europe: Member States’ Compliance and Strategies ». *Administrative Sciences* 11 (3): 75. <https://doi.org/10.3390/admsci11030075>.
- Möhler, Karin, Grégory Piet, et Edwin Zaccai. 2015. « Changement climatique et familles politiques en Europe ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2257 (12): 5-52. <https://doi.org/10.3917/cris.2257.0005>.

- Mudde, Cas. 1995. « One against All, All against One!: A Portrait of the Vlaams Blok ». *Patterns of Prejudice*, janvier. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/0031322X.1995.9970144>.
- Mueller, Samuel David, et Marius Saeltzer. 2022. « Twitter made me do it! Twitter's tonal platform incentive and its effect on online campaigning ». *Information, Communication & Society* 25 (9): 1247-72. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2020.1850841>.
- Natow, Rebecca S. 2020. « The Use of Triangulation in Qualitative Studies Employing Elite Interviews ». *Qualitative Research* 20 (2): 160-73. <https://doi.org/10.1177/1468794119830077>.
- Nowell, Lorelli S., Jill M. Norris, Deborah E. White, et Nancy J. Moules. 2017. « Thematic Analysis: Striving to Meet the Trustworthiness Criteria ». *International Journal of Qualitative Methods* 16 (1): 1-13. <https://doi.org/10.1177/1609406917733847>.
- Orobello, Giuseppe. 2021. « L'écologie : verte, rouge ou bleue ? » *La Revue Nouvelle* 8 (8): 78-85. <https://doi.org/10.3917/rn.218.0078>.
- Palmer, Catherine. 1998. « From Theory To Practice: Experiencing the Nation in Everyday Life ». *Journal of Material Culture* 3 (2): 175-99. <https://doi.org/10.1177/135918359800300203>.
- Patton, M.Q. 1999. Enhancing the quality and credibility of qualitative analysis. *Health Sciences Research* 34 : 1189–1208.
- Pianta, Mario, et Matteo Lucchese. 2020. « Rethinking the European Green Deal: An Industrial Policy for a Just Transition in Europe ». *Review of Radical Political Economics* 52 (4): 633-41. <https://doi.org/10.1177/0486613420938207>.
- Pilet, Jean-Benoit. 2020. « Hard times for governing parties: the 2019 federal elections in Belgium ». *West European Politics* 44 (2): 439-49. <https://doi.org/10.1080/01402382.2020.1750834>.
- Piron, Damien, et Pierre Verjans. 2014. « Le Consociationalisme à l'épreuve Du Fédéralisme. Les Paradoxes Du Système de Décision Politique En Belgique ». *Revue de La Faculté de Droit de l'Université de Liège* 59 (1): 173.
- Pirro, Andrea. 2022. « Far Right: The Significance of an Umbrella Concept ». *Nations and Nationalism* 1-12. <https://doi.org/10.1111/nana.12860>.

- Poljak, Željko. 2022. « The Role of Gender in Parliamentary Attacks and Incivility ». *Politics and Governance* 10 (4): 286-98. <https://doi.org/10.17645/pag.v10i4.5718>.
- Praet, Jasper. 2023. « The Ideological Roots of Populist Radical-Right Climate Scepticism : A Qualitative Data Analysis of the Case Vlaams Belang ». *Politics of the Low Countries* 4 (3): 250-280. <https://doi.org/10.5553/plc/000042>.
- Richardson, Katherine, Will Steffen, Wolfgang Lucht, Jørgen Bendtsen, Sarah E. Cornell, Jonathan F. Donges, Markus Drüke, *et al.* 2023. « Earth beyond six of nine planetary boundaries ». *Science Advances* 9 (37): eadh2458. <https://doi.org/10.1126/sciadv.adh2458>.
- Rindlisbacher, Stefan. 2023. « La “Nouvelle Droite” écologique au XXIe siècle : post-croissance, biorégionalisme et “réforme de la vie” ». Traduit par Olivier Hanse. *Allemagne d’aujourd’hui* 245 (3): 117-28. <https://doi.org/10.3917/all.245.0117>.
- Rockström, Johan, Will Steffen, Kevin Noone, Åsa Persson, F. Stuart Chapin, Eric F. Lambin, Timothy M. Lenton, *et al.* 2009. « A Safe Operating Space for Humanity ». *Nature* 461 (7263): 472-75. <https://doi.org/10.1038/461472a>.
- Roger-Lacan, Baptiste. 2022. « Pierre Gaxotte, ou l’extrême droite respectable ». *Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique* 152 (avril): 69-88. <https://doi.org/10.4000/chrhc.18369>.
- Roginsky, Sandrine, et Barbara De Cock. 2015. « Faire campagne sur twitter. Modalités d’annonciation et mises en récit des candidats à l’élection européenne ». *Les Cahiers du numérique* 11 (4): 119-44. <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2015-4-page-119.htm>.
- Rooduijn, Matthijs. 2014. « The Nucleus of Populism: In Search of the Lowest Common Denominator ». *Government and Opposition* 49 (4): 573-99. <https://doi.org/10.1017/gov.2013.30>.
- Rooduijn, Matthijs, Sarah L de Lange, et Wouter van der Brug. 2014. « A Populist Zeitgeist? Programmatic Contagion by Populist Parties in Western Europe ». *Party Politics* 20 (4): 563-75. <https://doi.org/10.1177/1354068811436065>.
- Roussin, Juliette. 2019. « Deux conditions de la légitimité démocratique ». *Philosophiques* 46 (1): 45-66. <https://doi.org/10.7202/1062012ar>.
- Sabbe, Mathias, Nathalie Schiffino, et Stéphane Moyson. 2021. « Maisons de justice : entre bienveillance administrative et gestion du risque ? » *Les Politiques Sociales* 3-4 (3-4): 15-26. <https://doi.org/10.3917/lps.213.0015>.

- Sägesser, Caroline. 2020. « La formation du gouvernement De Croo (mai 2019 - octobre 2020) ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2471-2472 (26): 5-86. <https://doi.org/10.3917/cris.2471.0005>.
- Santer, B. D., M. F. Wehner, T. M. L. Wigley, R. Sausen, G. A. Meehl, K. E. Taylor, C. Ammann, *et al.* 2003. « Contributions of Anthropogenic and Natural Forcing to Recent Tropopause Height Changes ». *Science* 301 (5632): 479-83. <https://doi.org/10.1126/science.1084123>.
- Sartori, Giovanni. 1999. « The Party Effects of Electoral Systems ». *Israel Affairs* 6 (2): 13-28. <https://doi.org/10.1080/13537129908719557>.
- Schaffer, Lena Maria, Bianca Oehl, et Thomas Bernauer. 2022. « Are Policymakers Responsive to Public Demand in Climate Politics? » *Journal of Public Policy* 42 (1): 136-64. <https://doi.org/10.1017/S0143814X21000088>.
- Spoon, Jae-Jae, et Christopher J Williams. 2022. « Environmental Chauvinism? Explaining Issue Expansion among Non-Mainstream Parties ». *Party Politics*, septembre. <https://doi.org/10.1177/13540688221117262>.
- Stubager, Rune. 2018. « What Is Issue Ownership and How Should We Measure It? ». *Political Behavior* 40 (2): 345-70. <https://doi.org/10.1007/s11109-017-9403-y>.
- Turner, Joe, et Dan Bailey. 2022. « ‘Ecobordering’: Casting Immigration Control as Environmental Protection ». *Environmental Politics* 31 (1): 110-31. <https://doi.org/10.1080/09644016.2021.1916197>. Vanhala and Hestbaek 2016
- Vaillant, François. 2022. « Alternatiba et la désobéissance civile à Poitiers ». *Alternatives Non-Violentes* 205 (4): 20-21. <https://doi.org/10.3917/anv.205.0020>.
- Vande Sompele, Wout. 2022. « Wielen van Goud? Dorpsambachten En Dienstverleners in Een Commerciële Landbouwzone, Een Detailstudie van Een Achttiende-Eeuwse Wagenmaker in Doel ». *Handelingen - Koninklijke Zuid-Nederlandse Maatschappij Voor Taal- En Letterkunde En Geschiedenis* 74 (0). <https://doi.org/10.21825/kzm.85262>.
- van Kessel, Stijn. 2011. « Explaining the Electoral Performance of Populist Parties: The Netherlands as a Case Study ». *Perspectives on European Politics and Society*, avril. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/15705854.2011.546148>.
- van Rensburg, Willem. 2015. « Climate Change Scepticism: A Conceptual Re-Evaluation ». *Sage Open* 5 (2): 1-13. <https://doi.org/10.1177/2158244015579723>.

- Vermersch, Pierre. 2006. « Les fonctions des questions ». *Expliciter* 65 (6): 1-6. https://www.academia.edu/7474845/Les_fonctions_des_questions.
- Wang-Erlandsson, Lan, Arne Tobian, Ruud J. van der Ent, Ingo Fetzer, Sofie te Wierik, Miina Porkka, Arie Staal, *et al.* 2022. « A Planetary Boundary for Green Water ». *Nature Reviews Earth & Environment* 3 (6): 380-92. <https://doi.org/10.1038/s43017-022-00287-8>.
- Winock, Michel. 2022. « L'extrême droite : avatars et invariants ». *Cités* 92 (4): 151-63. <https://doi.org/10.3917/cite.092.0151>.

Thèses et mémoires

- Biard, Benjamin. 2019b. « L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie : étude comparée des cas suisse, français et belge ». Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences politiques et sociales. Université catholique de Louvain. <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:215211>.
- De Keyser, Jeffrey. 2007. « De NSV als metapolitieke voorhoede. Een duik in de kweekvijver van het Vlaams Belang. (Jeffrey De Keyser) ». Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de licencié en sciences politiques. Universiteit Gent. http://www.thesis.net/nsv/nsv_inhoud.htm.
- Delporte, Sofie. 2002. « Nieuw Rechts in Vlaanderen. Het gedachtegoed van het Nieuw Rechtse tijdschrift 'Teksten, Kommentaren en Studies' ». Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de licencié en histoire. Universiteit Gent. http://www.thesis.net/nieuw_rechts/nieuw_rechts_deel_III.htm#2.%20Nieuw%20Rechts%20en%20de%20Vlaamse%20beweging.
- Persico, Simon. 2014. « Un clivage, des enjeux : une étude comparée de la réaction des grands partis de gouvernement face à l'écologie ». Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences politiques. Sciences Po Paris. <https://theses.hal.science/tel-03510595>.
- Ricotta, Anthony. 2022. « Les partis populistes de droite radicale et la démocratie face à la pandémie de covid-19 : Analyse comparée des propos tenus par le Rassemblement national et le Vlaams Belang ». Mémoire de master en sciences politiques, orientation générale. Université catholique de Louvain. <https://dial.uclouvain.be/memoire/ucl/en/object/thesis%3A34281>.

Semal, Luc. 2012. « Militer à l'ombre des catastrophes : contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition ». Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en science politique. Université du Droit et de la Santé - Lille II. <https://theses.hal.science/tel-01659916>.

Steeland, Leila. 2015. « Wetenschappelijke meningsverschillen of geschiedvervalsing? Analyse van het debat over de grenzen van de academische vrijheid en het historisch revisionisme omtrent de Holocaust ». Mémoire de master en histoire. Universiteit Gent. https://libstore.ugent.be/fulltxt/RUG01/002/212/865/RUG01-002212865_2015_0001_AC.pdf

Actes de colloques

Gemenis, Konstantinos, Alexia Katsanidou, et Sofia Vasilopoulou. 2012. « The Politics of Anti-Environmentalism: Positional Issue Framing by the European Radical Right ». Article préparé pour la conférence annuelle de la Midwest Political Science Association (MPSA), Chicago, IL, 12-15 avril 2012. <https://research.utwente.nl/en/publications/the-politics-of-anti-environmentalism-positional-issue-framing-by-2>.

Autres publications scientifiques

Andersen, Astrid Nonbo, Gunilla Reischl, Sofie Berglund, et Antto Vihma. 2020. « Climate change and populism: comparing the populist parties' climate policies in Denmark, Finland and Sweden ». Report. *Climate change and populism*. Helsinki: Finnish Institute of International Affairs.

Biard, Benjamin. 2021a. « Extrême droite : de la conquête des esprits à celle du pouvoir ». *Les @analyses du CRISP en ligne*, 24 novembre 2021, www.crisp.be.

GIEC. 2023. « Summary for Policymakers ». Dans *Synthesis Report of the IPCC Sixth Assessment Report (AR6)* [Mukherji, Aditi, Peter Thorne, William W L Cheung, Sarah L Connors, Matthias Garschagen, Oliver Geden, Bronwyn Hayward, *et al.*]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA.

Huber, Robert, Esther Greussing, et Jakob-Moritz Eberl. 2020. Populist Attitudes and Climate Scepticism: It's all about Science and Political Institutions. <https://doi.org/10.31235/osf.io/m82kg>.

- Ivaldi, Gilles. 2022. « Marine Le Pen, Éric Zemmour : social-populisme contre capitalisme populaire ». Rapport de recherche. Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF. Sciences Po. <https://hal.science/hal-03627330>.
- Konietzko, Jan. 2022. « Moving beyond Carbon Tunnel Vision with a Sustainability Data Strategy ». Www.Cognizant.Com. <https://www.cognizant.com/us/en/insights/insights-blog/moving-beyond-carbon-tunnel-vision-with-a-sustainability-data-strategy-codex7121>.
- NASA Earth Observatory. s. d. « Climate Q&A - If Earth has warmed and cooled throughout history, what makes scientists think that humans are causing global warming now? » Consulté le 31 juillet 2024. <https://earthobservatory.nasa.gov/blogs/climateqa/if-earth-has-warmed-and-cooled-throughout-history-what-makes-scientists-think-that-humans-are-causing-global-warming-now/>.
- Stynen, Andreas, et Jos Gysels. 2023. « Natuur, milieu en landschap ». Encyclopedie van de Vlaamse Beweging. <https://encyclopedievlaamsebeweging.be/nl/natuur-milieu-en-landschap>.
- Triplet, Patrick. 2023. *Dictionnaire encyclopédique de la diversité biologique et de la conservation de la nature*. 8^e éd.
- Walgrave, Stefaan, Jonas Lefevere, Patrick Van Erkel, Isaïa Jennart, Benoît Rihoux, Virginie Van Ingelgom, Pierre Baudewyns, *et al.* 2019. « Les Flamands et les Wallons ont voté pour des partis différents le 26 mai – mais leurs avis divergent moins sur les politiques publiques qu’ils souhaitent ». Note sur la base de l’étude RepResent. UCLouvain SSH/SPLE – Institut de sciences politiques Louvain-Europe. <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:218706>.

Articles et reportages de presse

- De Morgen. 1999. « De heidenen van het Vlaams Blok ». *De Morgen*, 25 mai 1999. <https://www.demorgen.be/voorpagina/de-heidenen-van-het-vlaams-blok~b5e58be0/>.
- De Fabel van de Illegaal. 1999. « Hedendaagse heidenen en hun Blut und Boden-goden ». *De Fabel van de Illegaal*, juin 1999.
- De Morgen. 2019. « Het jaar van Anuna De Wever: ‘Vlaams Belang heeft alle potentieel om een klimaatpartij te worden’ ». *De Morgen*, 20 décembre 2019, sect. In het nieuws.

<https://www.demorgen.be/nieuws/het-jaar-van-anuna-de-wever-vlaams-belang-heeft-alle-potentieel-om-een-klimaatpartij-te-worden~bd8c084c/>.

Focus & WTV. 2024. « Vlaams Belang voert actie in De Panne tegen komst Frans windmolenpark ». *Focus en WTV*, 25 mai 2024. <https://focus-wtv.be/nieuws/vlaams-belang-voert-actie-in-de-panne-tegen-komst-frans-windmolenpark>.

Het Laatste Nieuws 2021. « Energieminister Tinne Van der Straeten wil onderzeese elektriciteitsverbinding met Denemarken ». *Het Laatste Nieuws*, 20 janvier 2021. <https://www.hln.be/binnenland/energieminister-tinne-van-der-straelen-wil-onderzeese-energieverbinding-met-denemarken~a0ccdea8/>.

La Dernière Heure. 2003. « Le passé néonazi de la chanteuse belge à l’Eurovision! - La DH/Les Sports+ », 02 2003. <https://www.dhnet.be/medias/television/2003/02/19/le-passe-neonazi-de-la-chanteuse-belge-a-leurovision-NGEOFTW73VBMPA7I3BEMEOWA4M/>.

Le Monde. 2020. « A Bruxelles, l’idée d’un péage urbain fait l’unanimité contre elle ». *Le Monde*, 8 décembre 2020. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/08/a-bruxelles-l-idee-d-un-peage-urbain-fait-l-unanimite-contre-elle_6062587_3234.html.

Le Monde. 2024a. « Le RN et l’écologie sont incompatibles ». *Le Monde*, 28 juin 2024. https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/06/28/le-rn-et-l-ecologie-sont-incompatibles_6245018_3232.html.

Le Monde. 2024b. « Christophe Cassou, climatologue : ‘Les valeurs du RN sont incompatibles avec la transition écologique’ ». *Le Monde*, 28 juin 2024. https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/06/26/christophe-cassou-climatologue-les-valeurs-du-rn-sont-incompatibles-avec-la-transition-ecologique_6243893_3244.html.

Le Parisien avec AFP. 2021. « Embouteillage du Canal de Suez : après un accord, le porte-conteneur Ever Given devrait être libéré mercredi ». *Le Parisien*, 4 juillet 2021. <https://www.leparisien.fr/international/embouteillage-du-canal-de-suez-apres-un-accord-le-porte-conteneur-ever-given-devrait-etre-libere-mercredi-04-07-2021-2NYPGYFGVVHWF52QR4W57CM24.php>.

Les Echos. 2023. « Terres rares : la Chine interdit l’exportation de certaines technologies de production ». *Les Echos*, 22 décembre 2023, sect. Finance & Marchés. <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/terres-rares-la-chine-interdit-l-exportation-de-certaines-technologies-de-production-2042917>.

- Le Soir. 2022. « 40% de l'uranium utilisé dans les centrales nucléaires belges est lié à la Russie ». *Le Soir*, 5 mai 2022. <https://www.lesoir.be/440230/article/2022-05-05/40-de-luranium-utilise-dans-les-centrales-nucleaires-belges-est-lie-la-russie>.
- Le Soir. 2024. « Voici ce que dit le dernier sondage du « Grand Baromètre » avant les élections (infographies) ». *Le Soir*, 8 juin 2024. <https://www.lesoir.be/593619/article/2024-06-08/voici-ce-que-dit-le-dernier-sondage-du-grand-barometre-avant-les-elections>.
- National Geographic. 2023. « Pourquoi les activistes pour le climat s'en prennent-ils aux œuvres d'art ? ». *National Geographic*, 20 juillet 2023. <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/changement-climatique-pourquoi-les-activistes-pour-le-climat-sen-prennent-ils-aux-oeuvres-dart>.
- RTBF. 2024. « Blocages des agriculteurs et indignation sélective ». *RTBF*, 30 janvier 2024. <https://www.rtf.be/article/blocages-des-agriculteurs-et-indignation-selective-11321084>.
- VRT. 2018. « Wegen en Verkeer had geen vergunning voor kappen van bomen langs parking in Ranst ». *VRT*, 4 mai 2018. <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2018/05/04/-wegen-en-verkeer-had-geen-vergunning-voor-kappen-van-bomen-lang/>.
- VRT. 2022. « “Den Doel” : het zieldoende polderdorp dat al 60 jaar in onzekerheid (over)leeft ». *VRT*, 30 mars 2022. <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2022/03/30/geschiedenis-doel/>.
- VRT. 2023. « De stikstofcrisis: waar gaat dat eigenlijk over? ». *VRT*, 2023. <https://interactief.vrtnws.be/verhalen/stikstof/>.

Autres écrits en ligne

- Asafu-Adjaye, John, Linus Blomqvist, Stewart Brand, Barry Brook, Ruth DeFries, Erle Ellis, Christopher Foreman, *et al.* 2015. « An Ecomodernist Manifesto ». <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.1974.0646>.
- C Ce Soir. 2023. « Peut-on débattre d'écologie avec l'extrême-droite ? ». C Ce Soir du 18 avril 2023. https://www.youtube.com/watch?v=Uw_RkZTrWEg.
- Dubiau, Antoine, et Camille Etienne. 2024. « RN au pouvoir : le risque d'un climatoscepticisme d'Etat, par Camille Etienne et Antoine Dubiau ». *Libération*. https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/rn-au-pouvoir-le-risque-dun-climatoscepticisme-detat-par-camille-etienne-et-antoine-dubiau-20240702_SG67DZ5DBBHLPLOUMVMKDCCWVU/.

Gemenne, François. 2023. « Merci à @Ccesoir d'avoir organisé un débat apaisé autour de cette polémique. Je pense aussi qu'il faut dépasser certains clivages, et parler aux électeurs de l'extrême-droite. Mais pour leur dire qu'un programme nationaliste et raciste est incompatible avec l'écologie. 1/... ». X/Twitter. <https://x.com/Gemenne/status/1648609238959243267>.

Ministère flamand de l'Environnement, de l'Énergie, du Tourisme et de la Justice. s. d. « Wat is het probleem met stikstof? ». Consulté le 12 septembre 2024. <https://www.vlaanderen.be/stikstof-in-vlaanderen/wat-is-het-probleem-met-stikstof>.

N-VA. 2019. « Jour V « Énergie et Écologie » : l'écoréalisme allie progrès écologique et croissance économique | Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA) ». 2019. <https://francais.n-va.be/actualite/jour-v-energie-et-ecologie-lecorealisme-allie-progres-ecologique-et-croissance-economique>.

Organisation météorologique mondiale. 2024. « La température mondiale devrait temporairement dépasser les valeurs préindustrielles de plus de 1,5 °C ces cinq prochaines années ». Organisation Météorologique Mondiale. <https://wmo.int/fr/news/media-centre/la-temperature-mondiale-devrait-temporairement-depasser-les-valeurs-preindustrielles-de-plus-de-15>.

Parlement européen et Conseil. 2023. *Regulation (EU) 2023/956 of the European Parliament and of the Council of 10 May 2023 Establishing a Carbon Border Adjustment Mechanism (Text with EEA Relevance)*. OJ L. Vol. 130. <http://data.europa.eu/eli/reg/2023/956/oj/eng>.

Parlement européen et Conseil. 2024. *Regulation (EU) 2024/1991 of the European Parliament and of the Council of 24 June 2024 on nature restoration and amending Regulation (EU) 2022/869 (Text with EEA relevance)*. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32024R1991&qid=1722240349976>.

SPF Intérieur. 2024. « Accueil | Elections 2024 ». <https://elections2024.belgium.be/fr>.

SPF Santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement. s. d. « Effet de serre ». Consulté le 12 septembre 2024. <https://climat.be/changements-climatiques/causes/effet-de-serre>.

Union internationale pour la conservation de la nature. 2024. « IUCN Red List of Threatened Species ». <https://www.iucnredlist.org/fr>.

Valeurs Actuelles. 2023. « Le Grand Débat des Valeurs - Volume 2 [2023] ». Valeurs Actuelles.
<https://www.youtube.com/watch?v=k68tIpAKU3c>.

Données de recherche

Manifesro Project. s. d. « Manifesto Project Database ». Manifesto Project. Consulté le 19 juin 2023. <https://manifesto-project.wzb.eu/information/documents/information>.

Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien

Introduction

Bonjour M./Mme X, du projet « Intra Responsable du projet « » et promoteur de mon projet de thèse

Merci d'avoir accepté cet entretien. Pour rappel, je m'appelle Louis, je suis étudiant en master en sciences politiques à l'UCLouvain, et, dans le cadre de mes recherches, je m'intéresse au positionnement du VB sur les questions liées, d'une part, à l'environnement et à la biodiversité et, d'autre part, au climat et à l'énergie.

C'est dans ce cadre-là que je vous ai contacté-e. Si cela vous convient, j'aimerais enregistrer cet entretien, afin de pouvoir transcrire la conversation. Toutefois, je peux garantir l'anonymat, car les personnes interrogées ne seront pas citées avec leur nom dans mon travail. Cela vous convient-il ? Si oui, je vous propose de commencer l'enregistrement maintenant.

Début de l'enregistrement

I. Questions générales

*Est-ce que vous pourriez vous présenter brièvement ? → Idée de *follow-up question* : Depuis combien de temps êtes-vous membre du VB ?

*Parfait. Ma 1ère question est assez générale, en fait, car je me demandais : quelle est la 1ère chose à laquelle vous pensez/qui vous vient à l'esprit si je vous parle d'environnement (*milieu* en néerlandais) ou de climat ?

*Quel est le point de vue (actuel) du VB (vu par vous en tant qu'acteur/témoin) sur l'environnement et le climat ? Comment caractériseriez-vous ce point de vue ?

→ *Follow-up question 1* : Est-ce qu'il y a des sujets, portant sur l'environnement et/ou le climat, qui vous préoccupent plus que les autres ?

→ *Follow-up question 2* : On vient de parler de la position actuelle du VB sur ces sujets. Est-ce que cette position a toujours été la même, historiquement ? Si non, comment vous positionnez-vous par rapport à cette évolution ? Et si oui, comment vous positionnez-vous par rapport à cette potentielle constance ?

*Est-ce que vous, personnellement, vous avez des auteurs de référence en ce qui concerne l'environnement et le climat ? Si pas, est-ce que le VB en a ? Est-ce que le VB se base sur les analyses de certains auteurs pour développer sa pensée portant sur l'environnement et le climat (par exemple, pour écrire la brochure « Energie ») ?

→ *Follow-up question 1* : Sur l'environnement et le climat, est-ce que des auteurs comme Alain de Benoist vont ont inspiré, par exemple ? Ou Roger Scruton (philosophe britannique conservateur) ?

→ *Follow-up question 2* : Est-ce que d'autres auteurs de la Nouvelle Droite vous ont inspiré ? (par exemple, quand vous parlez d'enracinement ou de déracinement dans vos anciens programmes électoraux) Ou d'autres auteurs ? Je sais qu'en mai 2023, le VB a invité Renaud Camus à venir prononcer un discours au sein du Parlement flamand. Le théoricien politique y a évoqué l'écologie, en déclarant que « Toute écologie qui ne part pas de l'idée du Grand remplacement est nulle ; nous [les nationalistes] sommes les seuls écologistes conséquents ».

II. Changement climatique

Voilà. On vient de discuter de plusieurs questions assez générales. Maintenant, je souhaiterais vous entendre sur deux thématiques un peu plus précises : le changement climatique, puis l'environnement et la biodiversité. Donc, voilà : concernant le changement climatique tout d'abord, j'aurais voulu vous poser cette question :

*Est-ce que vous croyez que le changement climatique est un phénomène réel ? Et causé par les activités humaines ?

→ Si oui : Pourquoi le VB déclare-t-il, dans sa brochure consacrée à l'énergie et au climat, rédigée en 2020 et publiée en 2021 : « Depuis des décennies, on nous assène toutes sortes de rapports catastrophistes sur le climat. Pourtant, la température globale augmente. La question clé est toutefois de savoir dans quelle mesure ce changement peut être attribué à l'homme et dans

quelle mesure il est possible de le réduire. Le Vlaams Belang laisse cette question à la science et non à la politique. La politique porte sur des questions politiques concrètes, et non sur l'établissement de la vérité ultime »

→ Si non :

- Pourquoi ?

→ *Follow-up questions*

- « Attribué à l'homme ». Certains vous diront que les scientifiques indiquent maintenant, à l'instar du GIEC, que l'origine anthropique du changement climatique est « sans équivoque » et certaine à plus de 99,99%...
- « Dans quelle mesure est-il possible de le réduire ? ». Que répondez-vous à ceux qui vous disent qu'on ne peut en effet pas stopper le changement climatique, mais qu'il est en revanche possible d'enrayer ses effets dévastateurs ?
- Si la personne me parle du fait qu'il y a peut-être « d'autres intérêts en jeu dans le commerce mondial du CO₂ et les mesures imposées » (VB 2010) : Quels intérêts ?

*Quelle est votre vision des réponses à apporter au changement climatique ? Est-ce qu'il y a des éléments qui comptent plus que d'autres, pour vous, dans la lutte contre le changement climatique ?

III. Enjeux environnementaux locaux

Ok. Comme 2^e thème plus précis, je voudrais maintenant évoquer avec vous les enjeux environnementaux plus locaux que le changement climatique, à savoir les enjeux liés à la biodiversité, à la nature, la question de la pollution des sols, des eaux, de l'air, l'acidification des océans, ...

*Pour ce faire, j'ai une première question : comment définiriez-vous le rapport du VB à ces enjeux environnementaux locaux, à la nature, à l'environnement (*milieu*) ?

*Éconaturalisme

- Mouvement flamand écologiste. Pour préparer cet entretien, j'ai été jeter un œil aux programmes du Vlaams Blok puis Vlaams Belang sur le site du Manifesto Project. Dans le programme de 1981, le VB mentionne notamment ceci : “De bescherming van de natuur is een levensnood zaak voor de mens. Op dat gebied is de Vlaams-nationale beweging steeds voorop gegaan als voorbeeld voor allen, jeugdbeweging,

trekkersbeweging, volksdans”. De la même manière, le programme de 2007 indique : “Lang voor in Vlaanderen sprake was van een ‘groene’ partij, ijverden heel wat mensen in de schoot van de Vlaamse Beweging al voor een gezond milieu”.

→ Ces éléments se retrouvent partiellement dans la brochure de 2021, donc je me demandais : est-ce que vous pouvez m’en dire plus ? Pourquoi dites-vous que la protection de la nature est une nécessité pour l’homme (premièrement) et (deuxièmement) à quoi faites-vous référence lorsque vous dites que le Mouvement national flamand était déjà actif sur les questions environnementales avant les partis verts ? À quelles personnes ou groupes pensiez-vous (en 1981, le programme parlait notamment de jeugdbewegingen, de trekkersbewegingen et de volksdans) ?

→ *Follow-up question 1* : Donner des idées (mouvements de jeunesse : NSV, ... ; groupes de danse folkiste, ...)

- Intendance (Rentmeesterschap). Dans la brochure de 2021, une section évoque le concept conservateur d’intendance (rentmeesterschap en néerlandais), pour expliquer que le VB s’inscrit dans la lignée de ce concept, qui vise à la transmission d’un environnement sain aux générations futures. Pourriez-vous m’en dire davantage ?
→ *Follow-up question* : J’ai fait quelques recherches sur ce concept, et il s’avère que c’est un concept qui est régulièrement utilisé par des partis chrétiens, notamment aux Pays-Bas. C’est aussi un concept qui était au cœur de l’encyclique Laudato Si du Pape François, qui portait sur l’environnement et le changement climatique. Je me demandais si cela était voulu, et si vous aviez voulu utiliser ce concept, justement parce qu’il s’inscrivait dans une tradition chrétienne d’écologie intégrale ?
- Heimatchutz. Dans cette brochure, vous faites aussi référence à l’Heimatschutz, l’amour de la patrie. Vous dites notamment que “De liefde voor de heimat moet de Vlaming aanzetten tot Heimatschutz, het beschermen van de heimat. Als rentmeester ligt Heimatschutz ons nauw aan het hart”. Le concept d’Heimatschutz est assez ancien. Aviez-vous la volonté de vous référer à ce concept (qui est allemand à l’origine) ?
- Paysages. Dans ses programmes et dans sa communication sur Twitter, le VB évoque beaucoup son amour pour les paysages traditionnels, les forêts, les champs et les rivières de Flandre. Pourquoi est-ce important de parler de ces éléments ?

*Écofascisme

- Doel. Dans les programmes du VB, le cas du village de Doel, qui a longtemps été menacé par l'expansion du port d'Anvers, est régulièrement mentionné dans les passages en lien avec l'environnement. Par exemple, dans le programme de 2003 du parti, il est indiqué que « les Verts ont sacrifié Doel ». Dans celui de 2007, le VB mentionne le fait que “Het is voor het Vlaams Belang onaanvaardbaar dat dorpen - bijvoorbeeld Doel - en vruchtbare poldergronden ten prooi vallen aan de uitbreiding van de nijverheid. Er bestaan immers alternatieven die ecologie, economie en wonen met elkaar kunnen verzoenen”. Je me demandais donc : pourquoi ce village est-il important pour le VB ?
- Païens. Il y a un peu plus de 20 ans, un livre a été publié à propos du paganisme présent au sein du VB. Ce livre indiquait que le sénateur Wim Verreycken, le vice-président Roeland Raes, le député Francis Van den Eynde, le conseiller municipal Ralf Van den Haute et un nombre assez important de militants du Vlaams Blok étaient des païens, et effectuaient des liens entre leurs croyances païennes et l'écologie. Est-ce que c'est quelque chose qui vit toujours, au sein du VB, 20 ans plus tard ? Est-ce que le paganisme est quelque chose qui est promu par le VB, et le parti fait-il des liens entre ces croyances et l'écologie ?
- TeKoS. Un des cofondateurs du VB, Luc Pauwels, a fondé la revue TeKoS (Teksten en Kommentaren) en 1979. Cette revue accorde une importance assez forte à l'écologie, qui est l'un de ses principaux thèmes. Est-ce que le VB s'est nourri de cette revue et de ses potentielles publications à ce propos ?

*Autoritarisme → Déchets. Le VB évoque beaucoup, également, la question des déchets, de la pollution, et des crimes environnementaux. Pourquoi est-ce important d'en parler, selon vous ?

Fin

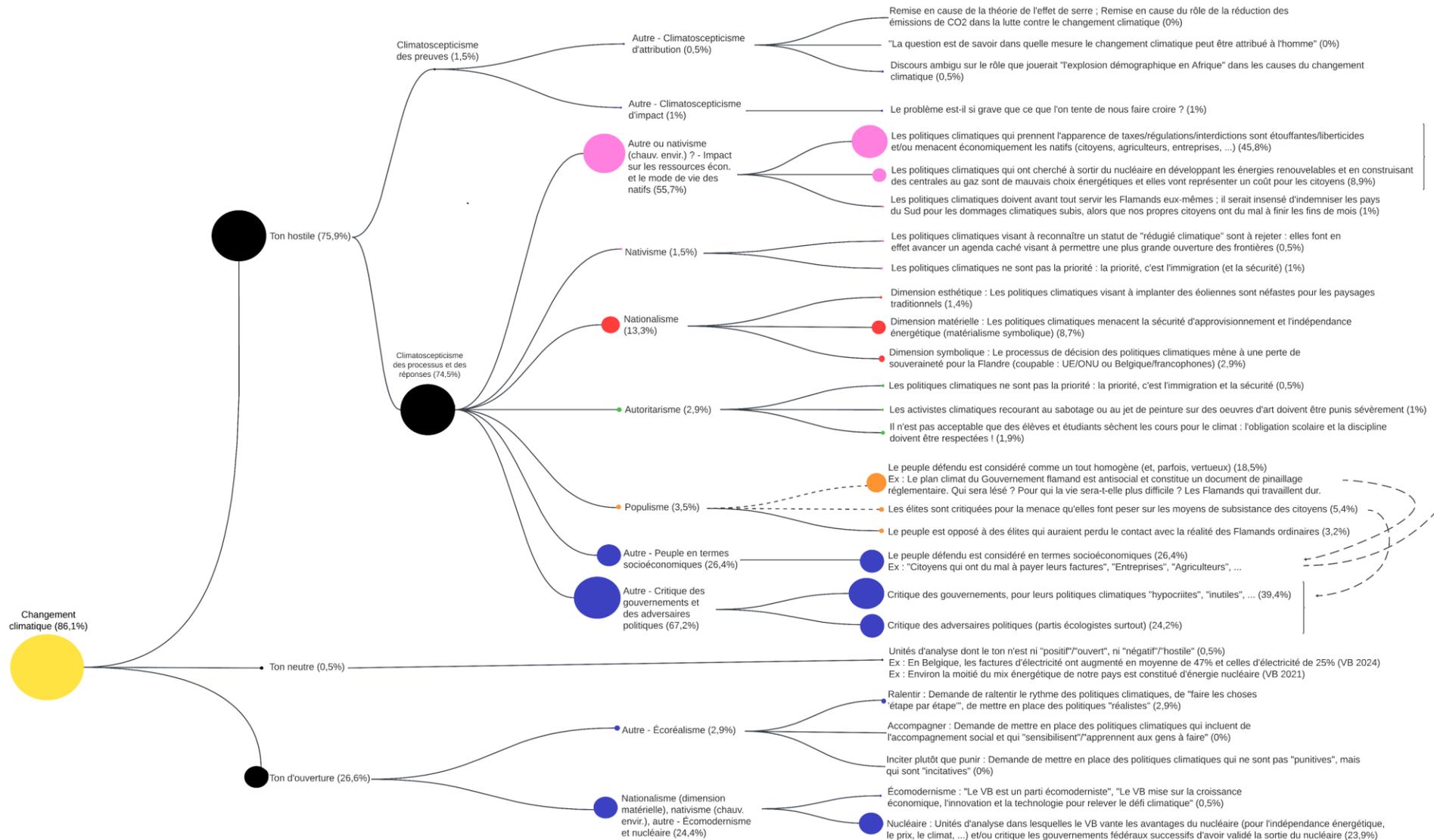
*Voilà. On arrive à la fin de cette interview. J'ai d'autres questions évidemment, mais l'idée est de ne pas vous prendre trop de temps.

Donc je vous propose de nous arrêter là, à moins que vous souhaitiez ajouter un élément, ou que vous souhaitiez préciser quelque chose ?

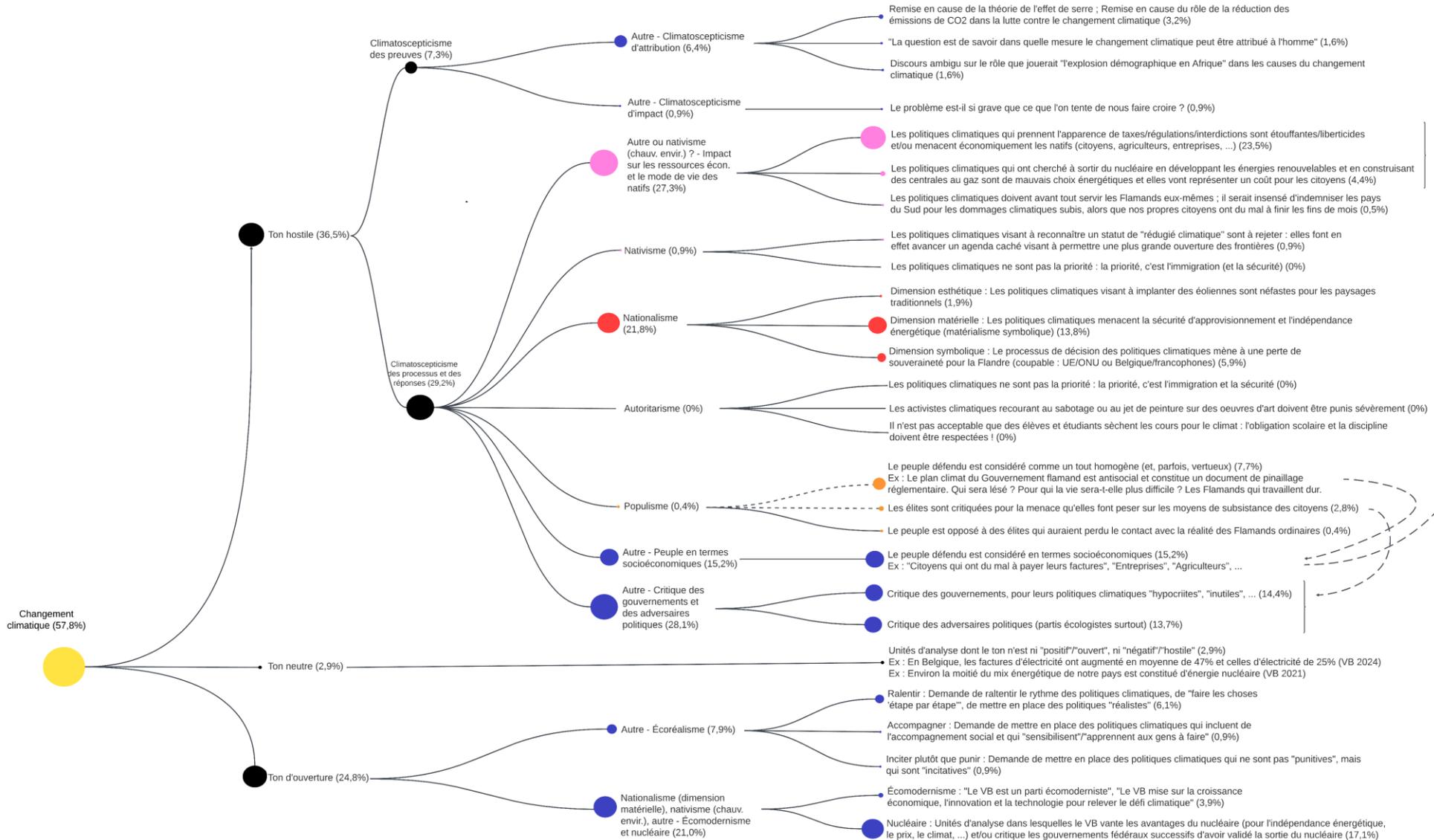
*Remerciements

Annexe 2 : Arbres thématiques

Annexe 2a : Le positionnement du VB sur les enjeux climatiques, sur X/Twitter (2018-2024)



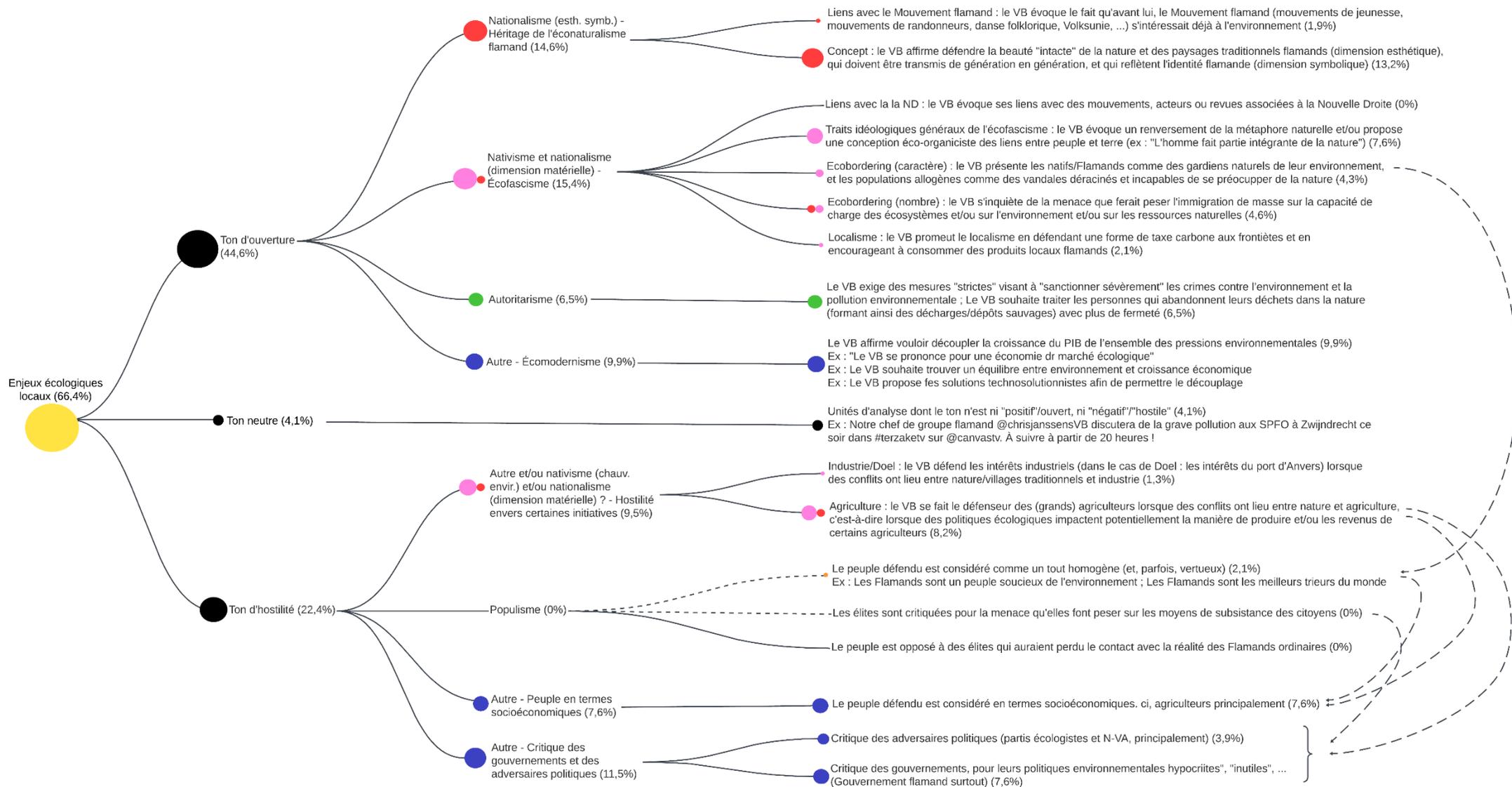
Annexe 2b : Le positionnement du VB sur les enjeux climatiques, dans ses programmes électoraux (2007-2024)



Annexe 2c : Le positionnement du VB sur les enjeux écologiques locaux, sur X/Twitter (2018-2024)

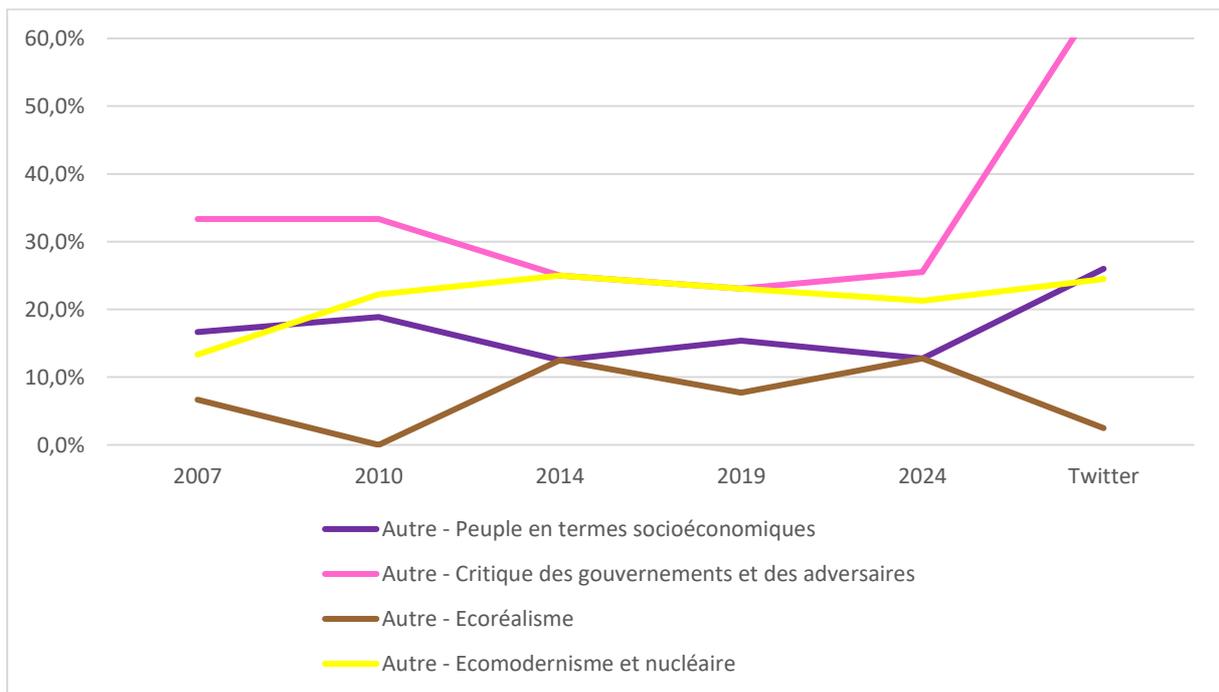
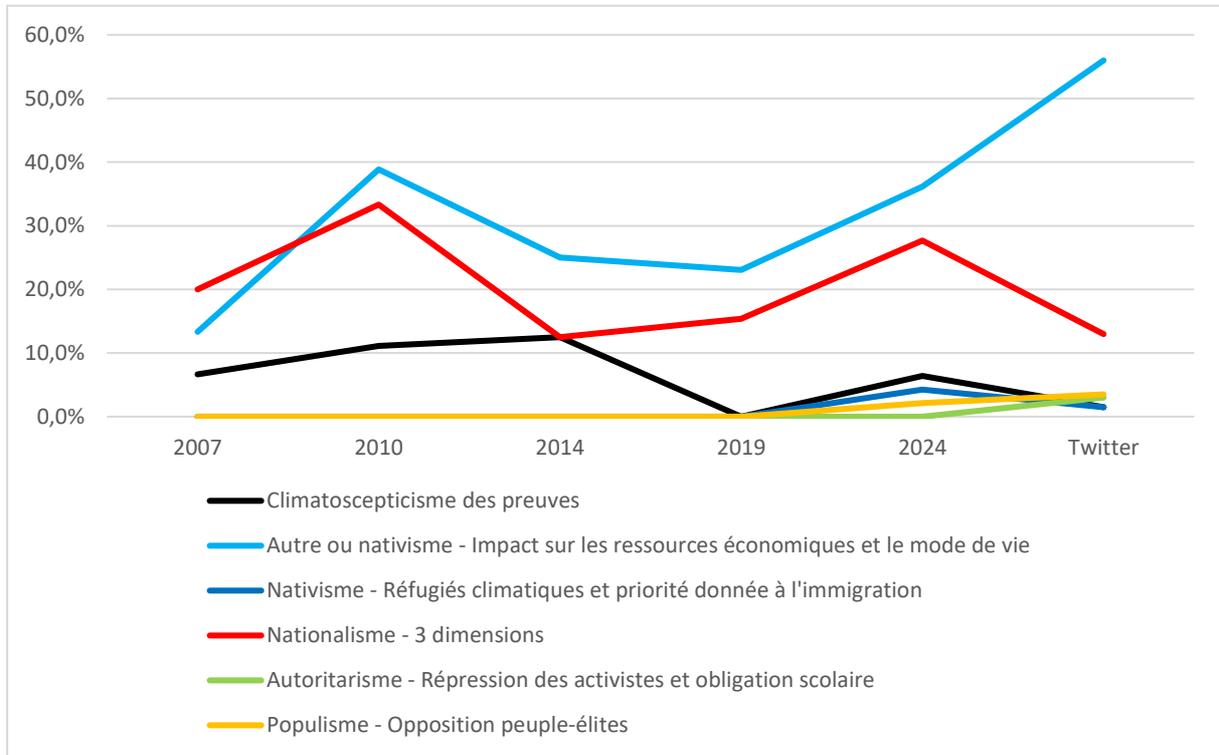


Annexe 2d : Le positionnement du VB sur les enjeux écologiques locaux, dans ses programmes électoraux (1981-2024)

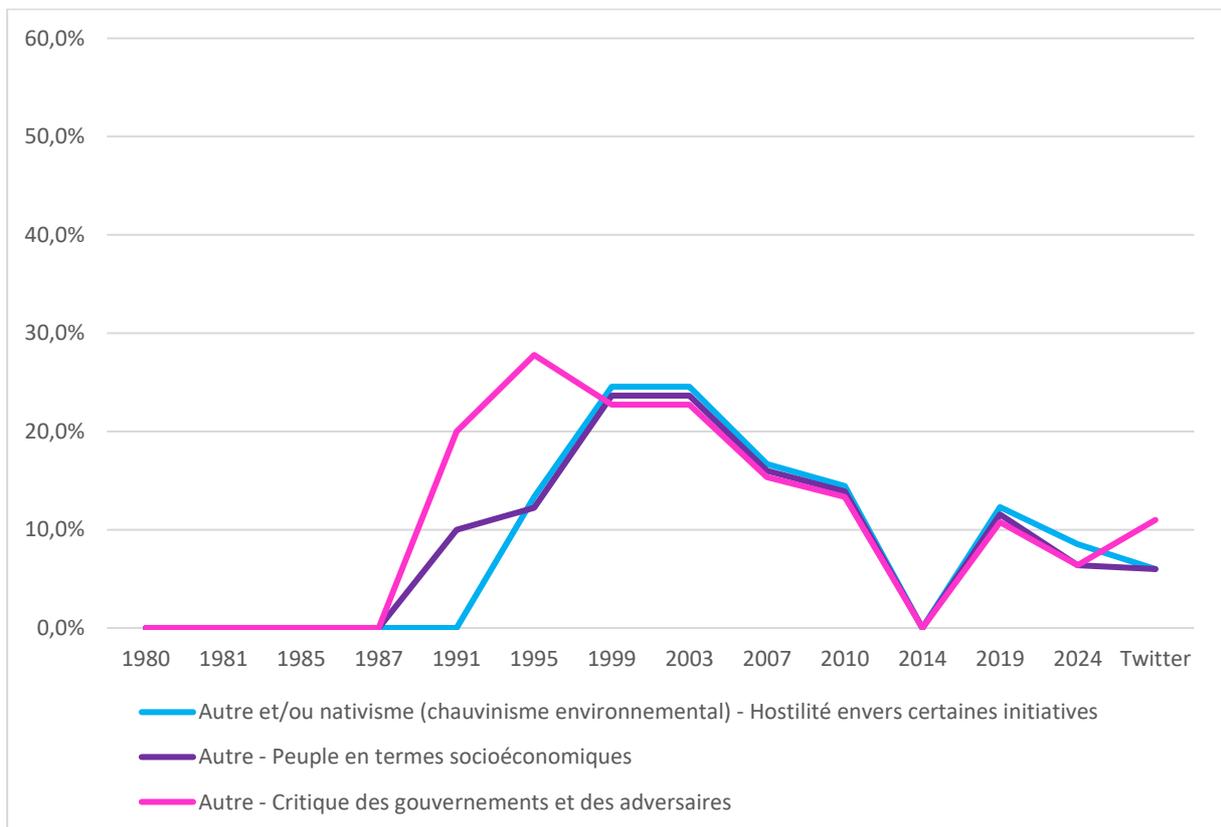
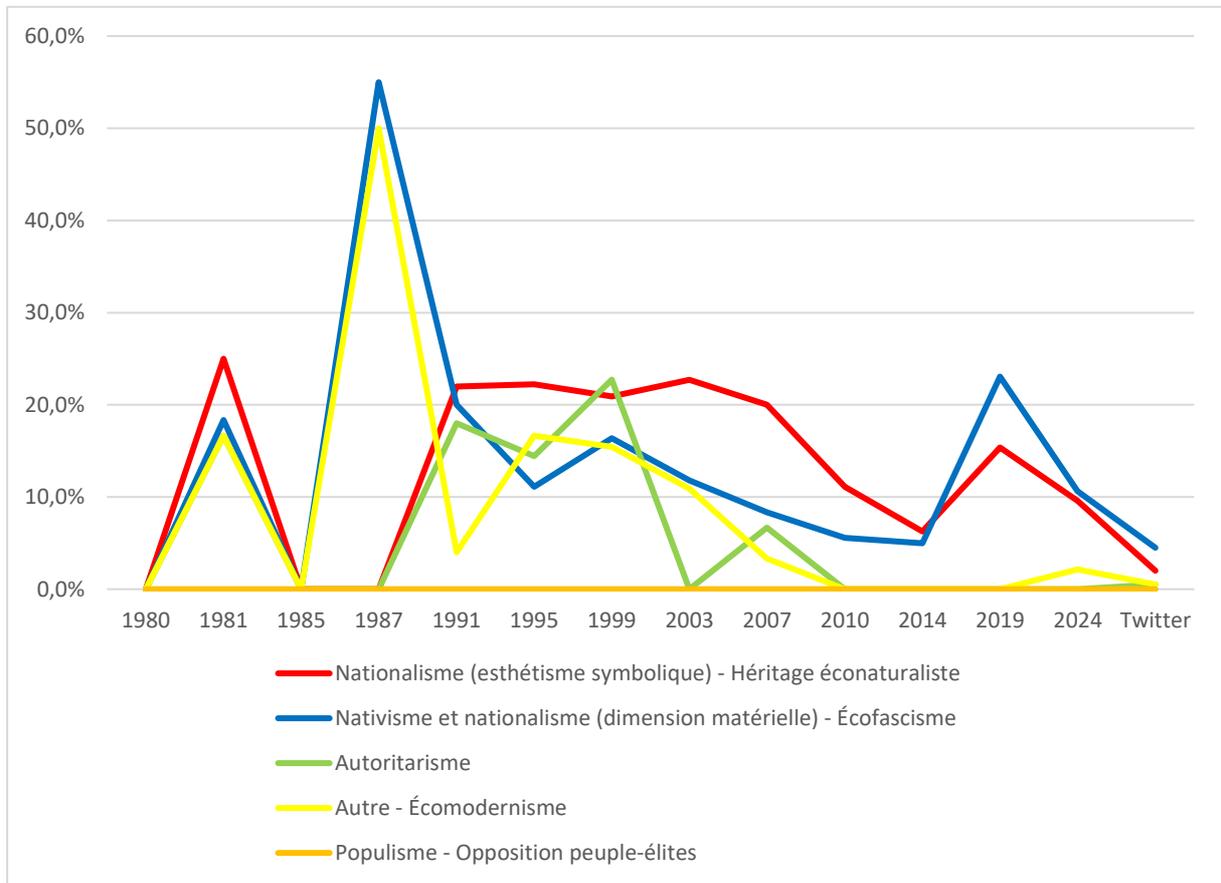


Annexe 3 : Histogrammes

Annexe 3a : Le positionnement du VB sur les enjeux climatiques



Annexe 3b : Le positionnement du VB sur les enjeux écologiques locaux



Résumé

La littérature en sciences sociales a longtemps mis en évidence la non-prise en compte des enjeux écologiques par les partis d'extrême droite et, en particulier, leur fort climatoscepticisme. La récente émergence d'une extrême droite « écologiste » (ou « écofasciste »), au sein des mouvements extraparlimentaires liés à la Nouvelle Droite, a toutefois conduit certains auteurs à reconsidérer ce constat. Désormais, de plus en plus de partis mobilisent en effet certains des concepts de l'écofascisme. Dès lors, une question se pose : les partis d'extrême droite vont-ils véritablement s'appropriier les enjeux écologiques dans les années à venir ? Ce mémoire s'inscrit dans les travaux, de plus en plus nombreux, visant à répondre à cette question, en procédant à une analyse thématique des propos tenus par le Vlaams Belang (1) sur X/Twitter, (2) au sein de ses programmes électoraux et (3) dans des entretiens semi-directifs réalisés avec certains de ses cadres. Les résultats révèlent que le parti flamand combine en réalité écofascisme et climatoscepticisme, bien que ce dernier demeure prédominant. Ce résultat ne doit toutefois pas exonérer le mouvement écologiste progressiste de rester vigilant par rapport au « risque écofasciste » : le déni de réalité des partis d'extrême droite ne pourra en effet se maintenir indéfiniment, au vu du rythme auquel la situation écologique se dégrade aujourd'hui.

Mots-clés : extrême droite ; écologie ; partis ; discours ; idéologie

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad